

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 2001 — 1013

[2001/02021]

26 MARS 2001. — Loi portant diverses mesures en matière de fonction publique (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition préliminaire*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Modification de la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public*

Art. 2. Dans l'article 19 de la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public, inséré par la loi du 20 mai 1997 et remplacé par la loi du 22 mars 1999, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Le membre du personnel contractuel qui se voit offrir, conformément à l'alinéa précédent, un emploi dans le cadre complémentaire de son service public, établi en exécution des dispositions transitoires de la présente loi, et qui le refuse, ne peut plus se prévaloir de l'application de l'article 11 de la présente loi. »

CHAPITRE III. — *Modifications de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique*

Art. 3. A l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, modifié par l'arrêté royal du 3 avril 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le point 2°, les mots « de remplacer des agents qui n'assument pas leur fonction ou ne l'assument qu'à temps partiel » sont remplacés par les mots « de remplacer des membres du personnel en cas d'absence totale ou partielle, qu'ils soient ou non en activité de service, quand la durée de cette absence implique un remplacement »;

2° le § 1^{er} est complété comme suit :

« 4° de pourvoir à l'exécution de tâches exigeant des connaissances particulières ou une expérience large de haut niveau, toutes deux pertinentes pour les tâches à exécuter, également lorsque les tâches à exécuter concernent des missions permanentes. »

Art. 4. A l'article 12 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Le Roi fixe les règles de mobilité des membres du personnel définitif et stagiaire qui appartiennent aux services publics désignés par Lui. »;

2° le § 3 est abrogé.

Art. 5. L'article 13 de la même loi, modifié par la loi du 21 décembre 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par mobilité volontaire le transfert sur demande des agents définitifs d'un service public vers un autre service public.

Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par mobilité d'office :

1° l'utilisation des membres du personnel définitif et stagiaire dans leur service public ou dans un service public autre que celui auquel ils appartiennent;

2° le transfert d'office des membres du personnel définitif et stagiaire d'un service public vers un autre service public. »

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2001 — 1013

[2001/02021]

26 MAART 2001. — Wet houdende diverse maatregelen inzake ambtenarenzaken (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Voorafgaande bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut*

Art. 2. In artikel 19 van de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut, ingevoegd bij de wet van 20 mei 1997 en vervangen bij de wet van 22 maart 1999, wordt tussen het eerste en het tweede lid, het volgende lid ingevoegd :

« Het contractuele personeelslid dat overeenkomstig het vorige lid een betrekking aangeboden krijgt in de aanvullende personeelsformatie van zijn overheidsdienst, opgesteld tot uitvoering van de overgangsbepalingen van deze wet, en deze weigert, kan zich niet langer beroepen op de toepassing van artikel 11 van deze wet. »

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken*

Art. 3. In artikel 4, § 1, van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 april 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het punt 2° worden de woorden « ambtenaren te vervangen die hun betrekking niet of slechts deeltijds bekleden » vervangen door de woorden « personeelsleden te vervangen bij gehele of gedeeltelijke afwezigheid, ongeacht of ze in dienstactiviteit zijn of niet, wanneer de duur van die afwezigheid tot vervanging noopt »;

2° § 1 wordt aangevuld als volgt :

« 4° te voorzien in de uitvoering van taken die een bijzondere kennis of ruime ervaring op hoog niveau vereisen, beide relevant voor de uit te voeren taken, ook wanneer de uit te voeren taken permanente opdrachten betreffen. »

Art. 4. In artikel 12 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De Koning stelt de mobiliteitsregels vast van de vastbenoemde en stagedoende personeelsleden die behoren tot de overheidsdiensten die Hij aanwijst. »;

2° § 3 wordt opgeheven.

Art. 5. Artikel 13 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 21 december 1994, wordt vervangen als volgt :

« Art. 13. Voor de toepassing van dit hoofdstuk dient onder vrijwillige mobiliteit te worden verstaan de overplaatsing op verzoek van vastbenoemde ambtenaren van een overheidsdienst naar een andere overheidsdienst.

Voor de toepassing van dit hoofdstuk dient onder ambtshalve mobiliteit te worden verstaan :

1° het inzetten van de vastbenoemde en stagedoende personeelsleden in hun overheidsdienst of in een andere overheidsdienst dan die waartoe ze behoren;

2° de ambtshalve overplaatsing van vastbenoemde en stagedoende personeelsleden van een overheidsdienst naar een andere overheidsdienst. »

Art. 6. A l'article 14 de la même loi, modifié par la loi du 20 mai 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est supprimé;

2° dans le texte néerlandais de l'alinéa 2, le mot « gebezigd » est remplacé par le mot « ingezet ».

Art. 7. A l'article 15 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le texte néerlandais du § 1^{er}, le mot « gebezigde » est remplacé par le mot « ingezette » et les mots « de beziging » sont remplacés par les mots « het inzetten »;

2° le § 2, modifié par la loi du 22 mars 1999, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. L'emploi dans lequel peut s'effectuer le transfert doit être définitivement vacant et être du même grade ou d'un grade du même rang que celui dont le membre du personnel est titulaire.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le transfert en cas de mobilité volontaire peut aussi se faire vers un emploi de promotion vacant d'un rang ou d'un niveau immédiatement supérieur.

Le membre du personnel doit en outre être porteur du diplôme requis et avoir réussi le test d'aptitude si ces conditions sont exigées par le règlement organique.

Par dérogation à l'alinéa 3 et si le règlement organique l'autorise, les membres du personnel peuvent également être transférés d'office dans un emploi vacant correspondant au grade pour lequel ils ont réussi une sélection comparative d'accession au niveau supérieur ou une sélection d'avancement de grade. »;

3° le § 3 est abrogé.

Art. 8. L'article 22 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 22. Le mandat est une désignation temporaire dans une fonction de management pour une durée maximale de six ans. Cette désignation est renouvelable.

Une fonction de management est une fonction de gestion dans un service public ou dans une division d'un service public.

Un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, détermine, pour ce qui concerne les administrations et autres services des ministères fédéraux visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2, 1°, et tous autres services publics désignés par le Roi, à l'exception de ceux visés à l'alinéa 4, les fonctions de management qui, aux dates fixées par le Roi, seront conférées par voie de mandat.

Le cas échéant, un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, détermine, pour ce qui concerne les organismes publics désignés par le Roi sur la liste visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2, 2° et 3°, les fonctions de management qui, aux dates fixées par Lui, seront conférées par voie de mandat.

Les fonctions de management pour lesquelles un mode particulier de nomination est fixé dans des dispositions légales ou réglementaires, peuvent être conférées par voie de mandat suivant la procédure fixée aux alinéas 3 et 4. »

CHAPITRE IV. — *Modification de la loi du 22 mars 1999 portant diverses mesures en matière de fonction publique*

Art. 9. L'article 33 de la loi du 22 mars 1999 portant diverses mesures en matière de fonction publique est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 33. Le présent article est applicable aux membres du personnel, en service le 1^{er} juillet 1998 en application de l'article 4, § 1^{er}, 1°, de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique et aux membres du personnel contractuel, qui étaient en service à la même date dans les centres fermés du ministère de l'Intérieur, à condition qu'ils soient encore en service dans la même qualité le 31 décembre 2000.

Nonobstant l'expiration de la durée de validité des réserves de recrutement, les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} qui ont, au plus tard le 31 décembre 2000, réussi un concours de recrutement ou une sélection comparative pour un grade du même niveau que l'emploi qu'ils occupent, sont maintenus en service après cette date jusqu'au moment où ils pourront être recrutés, dans l'ordre de leur classement et selon l'ordre chronologique de la constitution des réserves en commençant par la plus ancienne, dans le service public où ils sont en service. Le maintien en service s'effectue sous contrat de travail à durée indéterminée sans clause d'essai. »

Art. 6. In artikel 14 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 mei 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt opgeheven;

2° in het tweede lid wordt in de Nederlandse tekst het woord « gebezigd » vervangen door het woord « ingezet ».

Art. 7. In artikel 15 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt in de Nederlandse tekst het woord « gebezigde » vervangen door het woord « ingezette » en worden de woorden « de beziging » vervangen door de woorden « het inzetten »;

2° § 2, gewijzigd bij de wet van 22 maart 1999, wordt vervangen als volgt :

« § 2. De betrekking waarin de overplaatsing kan gebeuren, moet definitief vacant zijn en van eenzelfde graad of een graad van eenzelfde rang zijn als die waarvan het personeelslid titularis is.

In afwijking van het eerste lid kan bij de vrijwillige mobiliteit de overplaatsing eveneens gebeuren naar een vacante bevorderingsbetrekking van de onmiddellijk hogere rang of van het onmiddellijk hogere niveau.

Het personeelslid moet bovendien houder zijn van het vereiste diploma en voor de geschiktheidsproef geslaagd zijn, wanneer deze vereisten door het organiek reglement worden gesteld.

In afwijking van het derde lid en zo het organiek reglement het toelaat, kunnen de personeelsleden eveneens ambtshalve worden overgeplaatst in een vacante betrekking die overeenkomt met de graad waarvoor ze geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor overgang naar het hogere niveau of voor een selectie voor verhoging in graad. »;

3° § 3 wordt opgeheven.

Art. 8. Artikel 22 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 22. Het mandaat is een tijdelijke aanwijzing voor maximaal zes jaar in een te begeven managementfunctie. Deze aanwijzing is hernieuwbaar.

Een managementfunctie is een beheersfunctie in een overheidsdienst of een afdeling van een overheidsdienst.

Een koninklijk besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bepaalt voor de besturen en andere diensten van de federale ministeries, zoals bedoeld in artikel 1, § 1, tweede lid, 1°, en voor alle andere door de Koning aangewezen overheidsdiensten, uitgezonderd deze bedoeld in het vierde lid, de managementfuncties die, op de data die de Koning vaststelt, bij wijze van mandaat zullen begeven worden.

Een koninklijk besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bepaalt, in voorkomend geval, voor de openbare instellingen die de Koning aanwijst uit de lijst, vermeld in artikel 1, § 1, tweede lid, 2° en 3°, de managementfuncties die, op de data die Hij vaststelt, bij wijze van mandaat zullen begeven worden.

De managementfuncties waarvoor een bijzondere benoemingswijze bij wijze van wettelijke of verordeningsbepalingen is vastgesteld, kunnen volgens de procedure, vastgesteld in het derde en het vierde lid, bij wijze van mandaat begeven worden. »

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van de wet van 22 maart 1999 houdende diverse maatregelen inzake ambtenarenzaken*

Art. 9. Artikel 33 van de wet van 22 maart 1999 houdende diverse maatregelen inzake ambtenarenzaken wordt vervangen als volgt :

« Art. 33. Dit artikel is van toepassing op de personeelsleden die op 1 juli 1998 in dienst waren met toepassing van artikel 4, § 1, 1°, van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken en op de contractuele personeelsleden die op dezelfde datum in dienst waren in de gesloten centra van het ministerie van Binnenlandse Zaken, op voorwaarde dat zij op 31 december 2000 nog in de zelfde hoedanigheid in dienst zijn.

Niettegenstaande het verstrijken van de geldigheidsduur van de reserves, worden de in het eerste lid bedoelde personeelsleden die uiterlijk op 31 december 2000 geslaagd zijn voor een vergelijkend wervingsexamen of een vergelijkende selectie voor een graad van hetzelfde niveau als de betrekking die ze bekleden, na deze datum in dienst gehouden tot op het ogenblik waarop zij in de volgorde van hun rangschikking en volgens de data van de samenstelling van de reserves te beginnen met de oudste, in de overheidsdienst waar ze in dienst zijn, kunnen aangeworven worden. Het in dienst houden gebeurt met een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd zonder proefclausule. »

CHAPITRE V. — *Disposition finale*

Art. 10. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 2 qui produit ses effets le 9 janvier 2001, date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 26 mars 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique
et de la Modernisation de l'administration,

L. VAN DEN BOSSCHE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

M. VERWILGHEN

Notes

(1) Documents de la Chambre des représentants :

Doc. 50-965 - session 2000-2001 :

965/1 Projet de la loi. — 965/2 Amendement. — 965/3 Amendements. — 965/4 Avis du conseil d'Etat. — 965/5 Amendements. — 965/6 Rapport. — 965/7 Texte adopté par la commission. — 965/8 Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Documents de Sénat :

Doc. 2-650 - session 2000-2001 :

2-650/1 Projet transmis par la Chambre des représentants. — 2-650/2 Amendements. — 2-650/3 Rapport. — 2-650/4 Texte adopté par la commission. — 2-650/5 Amendements. — 2-650/6 Décision de ne pas amender.

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 2001 — 1014

[2001/22219]

20 MARS 2001. — Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 12 décembre 1990 déterminant l'organisation de la Commission de contrôle et de la Commission d'appel instituées par l'article 142 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 145, § 5, alinéa 3;

Vu l'arrêté royal du 12 décembre 1990 déterminant l'organisation de la Commission de contrôle et de la Commission d'appel instituées par l'article 142 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, modifié par les arrêtés royaux des 9 novembre 1992 et 15 mai 1995;

Vu l'avis du Comité du service du contrôle médical de l'Institut national d'Assurance Maladie-Invalidité, émis le 26 mai 2000;

HOOFDSTUK V. — *Slotbepaling*

Art. 10. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 2 dat uitwerking heeft met ingang van 9 januari 2001, dag waarop het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhankelijk, in werking treedt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 26 maart 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken
en Modernisering van de openbare besturen,

L. VAN DEN BOSSCHE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

M. VERWILGHEN

Nota's

(1) Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

Doc 50-965 - zitting 2000-2001 :

965/1 Wetsontwerp. — 965/2 Amendement. — 965/3 Amendementen. — 965/4 Advies van de Raad van State. — 965/5 Amendementen. — 965/6 Verslag. — 965/7 Aangenomen tekst door de commissie. — 965/8 Aangenomen tekst in plenaire zitting en overgezonden aan de senaat.

Stukken van de Senaat :

Doc. 2-650 - zitting 2000-2001 :

2-650/1 Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers. — 2-650/2 Amendementen. — 2-650/3 Verslag. — 2-650/4 Aangenomen tekst door de commissie. — 2-650/5 Amendementen. — 2-650/6 Beslissing om niet te amenderen.

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 2001 — 1014

[2001/22219]

20 MAART 2001. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 december 1990 houdende nadere organisatie van de Controlecommissie en van de Commissie van beroep opgericht bij artikel 142 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 145, § 5, derde lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 december 1990 houdende nadere organisatie van de Controlecommissie en van de Commissie van beroep opgericht bij artikel 142 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 november 1992 en van 15 mei 1995;

Gelet op het advies van het Comité van de dienst voor geneeskundige controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, uitgebracht op 26 mei 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 22 décembre 2000;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 24 octobre 2000;

Vu l'avis 31.147/1 du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 4, alinéa 1^{er} de l'arrêté royal du 12 décembre 1990 déterminant l'organisation de la Commission de contrôle et de la Commission d'appel instituées par l'article 142 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, tel que modifié par l'arrêté royal du 9 novembre 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. Les instances qui, conformément à l'article 145 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, peuvent saisir la section, adressent leur plainte au président de la section compétente de la Commission de contrôle. »

Art. 2. A l'article 5, alinéa 3 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté royal du 9 novembre 1992, le mot « provinciale » est supprimé.

Art. 3. L'article 6 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté royal du 9 novembre 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. La section peut ordonner toute enquête complémentaire qu'elle juge utile.

L'article 828 du Code judiciaire s'applique, par analogie, aux experts auxquels la section fait appel conformément à l'article 145, § 2, alinéa 3, de la loi coordonnée précitée.

Art. 4. A l'article 7, alinéa 6 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté royal du 9 novembre 1992, le mot « provinciale » est supprimé.

Art. 5. A l'article 8, alinéa 1^{er} du même arrêté, le mot « provinciale » est supprimé.

Art. 6. L'article 12, alinéa 1^{er} du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12. L'appel contre la décision de la Commission de contrôle est interjeté par une lettre motivée et signée adressée au président de la section compétente de la Commission d'appel, et qui est, soit envoyée par recommandé à la poste, soit déposée au secrétariat de la Commission contre accusé de réception. »

Art. 7. L'article 14, alinéa 1^{er} du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. Dès que le président de la section compétente de la Commission d'appel a reçu la requête d'appel, il réclame le dossier à la Commission de contrôle et il donne connaissance de la requête d'appel à quiconque est concerné par l'affaire. »

Art. 8. Les articles 1^{er}, 2, 3, 9 et 10, tels que modifiés par l'arrêté royal du 9 novembre 1992, sont abrogés.

Art. 9. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 mars 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 22 december 2000;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 24 oktober 2000;

Gelet op advies 31.147/1 van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 4, eerste lid, van het koninklijk besluit van 12 december 1990 houdende nadere organisatie van de Controlecommissie en van de Commissie van beroep opgericht bij artikel 142 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 november 1992, wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. De instanties die overeenkomstig artikel 145 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, de zaak kunnen aanhangig maken bij de afdeling, richten hun klacht aan de voorzitter van de bevoegde afdeling van de Controlecommissie ».

Art. 2. In artikel 5, derde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 november 1992, vervalt het woord « provinciale ».

Art. 3. Artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 november 1992, wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. De afdeling kan elk bijkomend onderzoek dat zij nuttig acht, bevelen.

Artikel 828 van het Gerechtelijk Wetboek is van overeenkomstige toepassing op de deskundigen waarop de afdeling overeenkomstig artikel 145, § 2, derde lid, van de voornoemde gecoördineerde wet, een beroep doet. »

Art. 4. In artikel 7, zesde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 november 1992, vervalt het woord « provinciale ».

Art. 5. In artikel 8, eerste lid, van hetzelfde besluit vervalt het woord « provinciale ».

Art. 6. Artikel 12, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 12. beroep tegen de beslissing van de Controlecommissie wordt ingesteld met een gemotiveerde en ondertekende brief die aan de voorzitter van de bevoegde afdeling van de Commissie van beroep is gericht en die hetzij aangetekend per post wordt verstuurd, hetzij tegen ontvangstbewijs wordt afgegeven op het secretariaat van de commissie. »

Art. 7. Artikel 14, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 14. Zodra de voorzitter van de bevoegde afdeling van de Commissie van beroep het beroepsschrift heeft ontvangen, vordert hij het dossier op bij de Controlecommissie, en geeft hij van het beroepsschrift kennis aan allen die bij de zaak betrokken zijn. »

Art. 8. De artikelen 1, 2, 3, 9 en 10, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 november 1992, worden opgeheven.

Art. 9. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 maart 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE

F. 2001 — 1015

[C — 2001/22216]

4 AVRIL 2001. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 mai 1999 pris en exécution de l'article 35, § 1^{er}, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, notamment l'article 35, § 1^{er}, remplacé par la loi du 26 mars 1999 et modifié par les lois des 24 décembre 1999 et 12 août 2000;

Vu l'arrêté royal du 7 mai 1999 pris en exécution de l'article 35, § 1^{er}, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, notamment l'article 1^{er}, modifié par les arrêtés royaux des 16 avril 2000 et 17 septembre 2000;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de sécurité sociale, donné le 23 février 2001;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 1^{er} mars 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 8 mars 2001;

Vu l'urgence motivée par le fait que les présentes dispositions entrent en vigueur au 1^{er} avril 2001 et qu'il est dès lors urgent pour les employeurs concernés d'obtenir toutes les certitudes quant à l'application de la présente réduction à partir de cette date;

L'urgence est motivée également par la nécessité de fixer les règles d'application de la réduction de façon certaine, afin de permettre à l'Office national de sécurité sociale, d'une part, de communiquer auprès des employeurs les informations relatives à cette réduction, et d'autre part, d'établir les déclarations ad hoc et de développer les programmes informatiques de contrôle de la réduction;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 31.388/1, donné le 15 mars 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 7 mai 1999 pris en exécution de l'article 35, § 1^{er}, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, modifié par les arrêtés royaux des 16 avril 2000 et 17 septembre 2000, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er}, 3°, alinéa 11 est complété comme suit :

« et F* = 15.383 BEF pour t = 3. »;

2° le § 2, 1°, c., 3), est complété comme suit :

« Pour t = 3 : $R(t) = M(i) + 21.206 - \alpha (S - S1)$ où i prend la valeur de 1, 2 ou 3 selon la catégorie à laquelle appartient le travailleur et où $\alpha = 0,1895$ pour les travailleurs de la catégorie 1, $\alpha = 0,5509$ pour les travailleurs de la catégorie 2 et $\alpha = 0,3558$ pour les travailleurs de la catégorie 3: »

N. 2001 — 1015

[C — 2001/22216]

4 APRIL 2001. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 mei 1999 tot uitvoering van artikel 35, § 1 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, inzonderheid op artikel 35 § 1, vervangen bij de wet van 26 maart 1999 en gewijzigd bij de wetten van 24 december 1999 en 12 augustus 2000;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 mei 1999 tot uitvoering van artikel 35, § 1 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 april 2000 en 17 september 2000;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor sociale zekerheid, gegeven op 23 februari 2001;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën gegeven op 1 maart 2001;

Gelet op het akkoord bevinding van de Minister van Begroting van 8 maart 2001;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door de omstandigheid dat deze bepalingen op 1 april 2001 in werking treden en dat de werkgevers dan ook dringend alle zekerheid moeten bekomen over de toepassing van deze vermindering vanaf deze datum;

De spoedbehandeling is tevens gemotiveerd door de noodzaak de toepassingsregelen voor de vermindering met zekerheid vast te leggen om de Rijksdienst voor sociale zekerheid de mogelijkheid te geven, enerzijds, de informatie over deze vermindering aan de werkgevers mede te delen en, anderzijds, de passende aangiften op te maken en de informaticaprogramma's voor het toezicht op de vermindering uit te werken;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 31.388/1, gegeven op 15 maart 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid en van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 7 mei 1999 tot uitvoering van artikel 35, § 1, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 april 2000 en 17 september 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, 3°, elfde lid, wordt aangevuld als volgt :

« en F* = 15.383 BEF voor t = 3. »;

2° § 2, 1°, c., 3), wordt aangevuld als volgt :

« voor t = 3 : $R(t) = M(i) + 21.206 - \alpha (S - S1)$, waar i de waarde krijgt van 1, 2 of 3 volgens de categorie waartoe de werknemer behoort en waarbij $\alpha = 0,1895$ voor de werknemers van categorie 1, $\alpha = 0,5509$ voor de werknemers van categorie 2 en $\alpha = 0,3558$ voor de werknemers van categorie 3: »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} avril 2001.

Art. 3. Notre Ministre de l'Emploi et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 avril 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX.

Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 2001.

Art. 3. Onze Minister van Werkgelegenheid en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 april 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX.

De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE.

F. 2001 — 1016

[C - 2001/22169]

23 FEVRIER 2001. — Arrêté ministériel établissant les modalités pratiques en exécution de l'arrêté royal du 14 février 2001 relatif à l'établissement d'un régime de primes en raison de promouvoir l'incorporation d'une installation de LPG à bord de voitures

La Ministre de la Protection de la Consommation, de la Santé publique et de l'Environnement,

Vu la loi programme du 2 janvier 2001, notamment l'article 14;

Vu l'arrêté royal relatif du 14 février 2001 à l'établissement d'un régime de primes en raison de promouvoir l'incorporation d'une installation de LPG à bord de voitures, notamment les articles 3 et 4;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté ministériel élabore les modalités pratiques en exécution de l'arrêté royal du 14 février 2001 relatif à l'établissement d'un régime de primes en raison de promouvoir l'incorporation d'une installation de LPG à bord de voitures, et que l'arrêté royal a été publié dans le *Moniteur belge*, et que par conséquent il n'est pas indiqué de laisser la population plus longtemps dans l'incertitude sur les modalités précises du régime de subsides;

Considérant qu'il convient d'établir le formulaire de demande de la prime de montage d'une installation de LPG, ainsi qu'une adresse où la demande doit être introduite;

Considérant que cette mesure cadre dans le plan fédéral de lutte contre l'acidification et l'ozone troposphérique (2000-2003) et que cette mesure contribue à l'amélioration de la qualité générale de l'air et à la réduction de l'ozone troposphérique,

Arrête :

Article 1^{er}. Le formulaire de demande en annexe est fixé.

Le demandeur d'une prime doit joindre à son dossier un formulaire de demande complété conformément au modèle en annexe.

Art. 2. Le dossier doit être introduit à l'adresse suivante :

Services fédéraux pour les Affaires environnementales
Service Etudes et Coördination (bureau V714)
Boulevard Pachéco 19, bte 5
1010 Bruxelles

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 février 2001

Mme M. AELVOET

N. 2001 — 1016

[C - 2001/22169]

23 FEBRUARI 2001. — Ministerieel besluit houdende vaststelling van de praktische modaliteiten in uitvoering van het koninklijk besluit van 14 februari 2001 betreffende de invoering van een premiestelsel om het inbouwen van een LPG-installatie in wagens te promoten

De Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu,

Gelet op de programmawet van 2 januari 2001, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 februari 2001 betreffende de invoering van een premiestelsel om het inbouwen van een LPG-installatie in wagens te promoten, inzonderheid op artikel 3 en op artikel 4;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het ministerieel besluit de praktische modaliteiten uitwerkt ter uitvoering van het koninklijk besluit van 14 februari 2001 betreffende de invoering van een premiestelsel om het inbouwen van een LPG-installatie in wagens te promoten, en dat dit koninklijk besluit werd gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*, en dat het bijgevolg niet aangewezen is om de bevolking veel langer in de onzekerheid te laten over de precieze modaliteiten van het subsidiestelsel;

Overwegende dat er een aanvraagformulier dient vastgesteld te worden om de premie voor het inbouwen van een LPG-installatie aan te vragen, evenals een adres waar de indiening dient te gebeuren;

Overwegende dat deze maatregel kadert in het federaal plan ter bestrijding van verzuring en troposferische ozon (2000-2003) en dat deze maatregel bijdraagt tot de verbetering van de algemene luchtkwaliteit en de beperking van de troposferische ozon,

Besluit :

Artikel 1. Het in bijlage opgenomen aanvraagformulier wordt vastgesteld.

De aanvrager van een premie dient een aanvraagformulier ingevuld bij zijn dossier te voegen overeenkomstig het model in bijlage.

Art. 2. Het dossier moet ingediend worden op het volgende adres :

Federale Diensten voor het Leefmilieu
Dienst Studie en Coördinatie (bureau V714)
Pachecolaan 19, bus 5
1010 Brussel

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 23 februari 2001.

Mevr. M. AELVOET

Bijlage



Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu
 Federale Diensten voor het Leefmilieu - Pachecolaan 19 B5 V714 - 1010 Brussel

Tegemoetkoming van de Staat in de installatiekosten van een LPG-uitrusting in benzinewagen (K.B. van 14/02/2001)

Nummerplaat van het voertuig : Datum van eerste inverkeersstelling

A Naam Voornaam

A Firma

N Straat nr./bus

V Postcode Gemeente

R Telefoon Fax

A e mail

G Rekeningnummer / instelling

E Benaming van de rekening

R Totaal Km Km/ jaar Chassisnr.

Merk voertuig fiscale PK cilinderinhoud

Alle vakken in hoofdletters in te vullen

- D** **toevoegen in bijlage :** - factuur van de installatie met duidelijke vermelding van de datum van de installatie (origineel duplicaat, ondertekend door de installateur)
- O** - copie van het schouwingsbewijs voor de LPG-installatie
- S** - copie van het inschrijvingsbewijs van het voertuig
- S** - copie van het gelijkvormigheidsattest van het voertuig

Ik bevestig op mijn eer dat bovenstaande informatie en de aanvraag tot het bekomen van de premie van 20.500 BEF of 508.18 EUR, ingevolge het koninklijk besluit betreffende de invoering van een premiestelsel om het inbouwen van een LPG-installatie in wagens te promoten, naar waarheid werden opgemaakt.

Datum _____ Handtekening van de aanvrager _____

R Dit dossier **en 2** copies van alle documenten sturen naar _____ (= 3 exemplaren in totaal)

Federale Diensten voor het Leefmilieu
Dienst Studie en Coördinatie (bureau 714)
Pachecolaan 19 bus 5
1010 Brussel

Vak voorbehouden aan de dienst

| | | | |
|--|----------------|----------------------------------|------------------------------|
| A D M I N I S T R A T I E | dienst : | Leefmilieu | Dienst Studie en Coördinatie |
| | basiallocatie | _____ | |
| | visumnr. | _____ | |
| | contactpersoon | | Voor ontvangst, |
| | telefoonnr. | | |
| | e-mail | | |
| N | | Goedgekeurd namens de Minister, | |
| | | Marc De Win Adviseur-generaal | |

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 23 februari 2001.

De Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu,

Mevr. M. AELVOET

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2001 — 1017

[C — 2001/29155]

1^{er} FEVRIER 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 septembre 1991 portant exécution des articles 59, 60 et 61 de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement, notamment l'article 60, § 1^{er}, modifié par le décret du 26 juin 1992;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 septembre 1991 portant exécution des articles 59, 60, et 61 de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 novembre 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 décembre 2000;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 7 décembre 2000 sur la demande d'avis à donner au Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 31.020/2, donné le 17 janvier 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant la loi du 22 décembre 1999 relative à la régularisation de séjour de certaines catégories d'étrangers séjournant sur le territoire du Royaume;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} février 2001,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 septembre 1991 portant exécution des articles 59, 60, et 61 de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement, est inséré un 5^{ter} rédigé comme suit :

« 5^{ter} les élèves de l'enseignement secondaire ordinaire et spécial qui résident en Belgique et qui ont introduit une demande de régularisation dans le cadre de la loi du 22 décembre 1999 relative à la régularisation de séjour de certaines catégories d'étrangers séjournant sur le territoire du Royaume ainsi que ceux dont le père ou la mère ou le tuteur légal se trouvent dans la même situation. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 2000.

Art. 3. Le Ministre ayant l'enseignement secondaire et l'enseignement spécial dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1^{er} février 2001.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 1017

[C — 2001/29155]

1 FEBRUARI 2001. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 september 1991 tot uitvoering van de artikelen 59, 60 en 61 van de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs, inzonderheid op artikel 60, § 1, gewijzigd bij het decreet van 26 juni 1992;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 september 1991 tot uitvoering van de artikelen 59, 60 en 61 van de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 november 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 7 december 2000;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap op 7 december 2000 betreffende de vraag om advies dat door de Raad van State binnen een maand moet worden uitgebracht;

Gelet op het advies 31.020/2, gegeven op 17 januari 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de wet van 22 december 1999 betreffende de regularisatie van het verblijf van bepaalde categorieën van vreemdelingen verblijvend op het grondgebied van het Rijk;

Op de voordracht van de Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs:

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 februari 2001,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 september 1991 tot uitvoering van de artikelen 59, 60 en 61 van de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs wordt er een 5^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

« 5^{ter} de leerlingen van het gewoon en buitengewoon secundair onderwijs die in België verblijven en die een aanvraag tot regularisatie hebben ingediend in het kader van de wet van 22 december 1999 betreffende de regularisatie van het verblijf van bepaalde categorieën van vreemdelingen verblijvend op het grondgebied van het Rijk, alsook zij wier vader of moeder of de wettelijke voogd zich in dezelfde toestand bevinden. »

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2000.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs en het buitengewoon onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 februari 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 1018

[C — 2001/27217]

7 MARS 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation de modifications aux statuts de la Société régionale d'Investissement de Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment les articles 6 et 9;

Vu le décret du 6 mai 1999 modifiant la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'Investissement et des Sociétés régionales d'investissement en son article unique;

Vu les statuts de la Société régionale d'Investissement de Wallonie, approuvés par arrêté royal du 15 décembre 1978, modifiés par les arrêtés royaux des 24 octobre 1979, 8 février 1980, 14 mars 1980, 18 septembre 1980, 24 juin 1981, par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon des 19 septembre 1984, 6 mars 1986, 19 septembre et 19 novembre 1987, 15 septembre 1988 et par les arrêtés du Gouvernement wallon des 12 octobre 1995 et 23 mai 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 avril 2000 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 2000;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 6 mai 1999 approuvant les statuts modifiés de la S.R.I.W.;

Vu la proposition adoptée par le conseil d'administration de la S.R.I.W. en date du 15 février 2001;

Sur proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon approuve les statuts de la S.R.I.W. modifiés tels que libellés ci-après :

« Société régionale d'Investissement de Wallonie », en abrégé « S.R.I.W. », ayant son siège social statutaire, avenue Maurice Destenay 13, à 4000 Liège, registre de commerce de Liège numéro 166675.

TITRE I^{er}. — Dénomination, siège, durée

Article 1^{er}. La Société régionale d'Investissement de Wallonie est une société anonyme.

Sa dénomination abrégée est « S.R.I.W. »

La dénomination complète ou la dénomination abrégée peut être employée indistinctement.

Art. 2. Le siège social et le siège d'exploitation de la S.R.I.W. sont établis à Liège, avenue Maurice Destenay, 13.

TITRE II. — Objet, moyens d'action

Art. 3. La société a pour objet la participation en capital, la prise d'intérêts ou la participation à la gestion dans toute société commerciale ou à forme commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de services, tant en Belgique qu'à l'étranger, dans l'objectif de favoriser le développement économique de la Région wallonne.

Dans la réalisation de ses missions, la S.R.I.W. mène des actions spécifiques dans des secteurs prioritaires pour le développement économique de la Région wallonne, à savoir les secteurs traditionnels ainsi que les secteurs en croissance, les secteurs de pointe ou orientés vers le développement des technologies nouvelles appliquées ou non aux secteurs traditionnels, les secteurs valorisant les ressources naturelles.

La société peut, pour réaliser son objet, acheter, vendre, céder, échanger ou louer tous biens ou valeurs mobilières ou immobilières, faire partie de toute association, groupe ou syndicat, ou y prendre des intérêts, souscrire des emprunts obligataires, octroyer des prêts, des avances, donner des garanties, prendre toutes garanties et sûretés et notamment le gage sur fonds de commerce, prêter des services techniques, administratifs ou financiers et en général faire, directement ou indirectement, pour compte propre ou pour compte de tiers toutes opérations généralement quelconques de nature à favoriser la réalisation de son objet.

En outre, dans l'ensemble de ses interventions, la S.R.I.W. veille par application des règles de bonne gestion industrielle, financière et commerciale, à dégager une rentabilité globale.

La rentabilité doit être recherchée sur l'ensemble des actions et non sur chaque action. La S.R.I.W., dans le cadre de sa mission de développement économique de la région, se doit en effet de prendre des initiatives à risque pour développer de nouveaux créneaux tout en menant des projets plus rentables à court terme afin d'obtenir un portefeuille équilibré.

Art. 4. La S.R.I.W. peut recourir aux services de tiers et les charger de toute opération utile à la réalisation de son objet et de ses missions.

Elle n'est pas soumise aux règles relatives aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans ses commandes propres.

TITRE III. — Filiales

Art. 5. Dans le cadre de l'article 4, la S.R.I.W. peut créer des filiales spécialisées au sens de l'article 22, § 3, de la loi du 2 avril 1962 par décision de son conseil d'administration moyennant l'accord préalable du Gouvernement wallon.

TITRE IV. — Capital actions, obligations

Art. 6. Le capital social est fixé à trois cent vingt et un millions d'euro (321 000 000,- €), représenté par onze mille sept cent trente-huit (11 738) actions sans désignation de valeur nominale.

Ne peuvent être actionnaires que la Région wallonne et les institutions financières habilitées par le Gouvernement wallon.

La Région wallonne détient au moins 98,5 % des titres représentatifs du capital social.

Les versements à effectuer sur les actions non entièrement libérées lors de leur souscription sont appelés par décisions du conseil d'administration. Celui-ci en fixe les époques et le montant, et il en avise les actionnaires par lettre recommandée à la poste, qui leur est adressée deux mois avant l'époque fixée pour le versement.

Cet avis vaut mise en demeure et, à défaut de versement aux époques qui sont fixées, l'intérêt est dû, de plein droit, au taux légal par jour d'exigibilité, le conseil d'administration gardant le droit de majorer le taux et, sans préjudice à tous autres droits et à toutes autres mesures, et conformément au deuxième alinéa du présent article, le conseil d'administration aura le droit de faire vendre, dans les limites fixées aux alinéas 2 et 3 du présent article, par le ministre d'un agent de change, les actions appartenant au défaillant, après simple sommation de payer, signifiée par acte d'huissier et restée sans effet pendant quinze jours. Les fonds à provenir de cette vente appartiendront à la S.R.I.W., jusqu'à concurrence de la somme qui lui est due du chef des versements appelé, de l'intérêt et des frais occasionnés. L'excédent, s'il y en a, sera remis à l'actionnaire défaillant, s'il n'est débiteur de la S.R.I.W. d'un autre chef, auquel cas celle-ci se couvrira jusqu'à due concurrence.

Le capital social peut être ultérieurement augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois, par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires délibérant comme en matière de modification aux statuts.

Art. 7. Les actionnaires ne sont tenus des pertes qu'à concurrence du montant de leurs actions. La propriété d'une action emporte, de plein droit, adhésion aux présents statuts et aux décisions de l'assemblée générale.

Toutes les actions sont et restent nominatives. Il est tenu au siège social un registre des actionnaires en nom.

La propriété d'une action nominative s'établit par une inscription sur ce registre. Des certificats nominatifs d'inscription signés par deux administrateurs sont délivrés aux actionnaires.

Les actions ne peuvent faire l'objet de cession qu'entre la Région wallonne et les institutions financières habilitées par le Gouvernement wallon et entre celles-ci, dans le respect des dispositions de l'article 6, alinéa 3.

La cession s'opère soit par une déclaration de transfert inscrite sur le registre des actionnaires datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoir, soit par tout autre mode autorisé par la loi.

Art. 8. Les actions sont indivisibles et la S.R.I.W. ne reconnaît qu'un seul propriétaire par titre. S'il y a plusieurs intéressés par une action, la S.R.I.W. a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée à son égard comme propriétaire du titre.

Les créanciers d'un actionnaire ne peuvent provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la S.R.I.W. ni s'immiscer en aucune manière dans son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux bilans sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

Art. 9. La S.R.I.W. peut émettre des emprunts non convertibles. L'émission dans le public de tels emprunts ne peut se faire que moyennant l'autorisation et l'approbation des conditions d'émission par le Gouvernement wallon qui peut y attacher sa garantie.

TITRE V. — Administration, direction, contrôle, personnel

Art. 10. Le conseil d'administration comprend onze membres dont au moins deux administrateurs qui ont une expérience à la direction de sociétés industrielles ou de services, et un administrateur qui représente les institutions financières visées à l'article 6 des statuts.

L'assemblée générale des actionnaires élit les membres de ce conseil sur une liste double de onze candidats, présentés par le Gouvernement wallon.

La durée du mandat des administrateurs est de six ans.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restés en fonction auront le droit d'y pourvoir provisoirement en respectant les règles de présentation édictées ci-dessus. La prochaine assemblée générale procédera à l'élection définitive. L'administrateur ainsi élu achève le mandat de celui qu'il remplace.

Art. 11. La gestion journalière et la direction de la S.R.I.W. sont assurées par un comité de direction qui exécute la politique générale tracée par le conseil d'administration.

Les membres du comité de direction sont au nombre de quatre.

Ils exercent au sein de la S.R.I.W. des fonctions permanentes et à temps plein, dans le cadre d'un contrat de travail d'employé. Ils sont désignés par le conseil d'administration sur avis conforme du Gouvernement wallon en qualité de président et vice-présidents de ce conseil et du comité de direction.

Le membre auquel échoit la présidence exerce cette fonction pendant six ans. Il peut être reconduit dans cette fonction. Les autres membres ont rang de vice-président et remplacent le président en cas d'empêchement. La préséance entre eux est réglée par l'ancienneté dans la fonction.

Les membres du comité de direction siègent de plein droit au conseil d'administration. Ils y ont voix délibérative et bénéficient des mêmes pouvoirs que les membres du conseil d'administration désignés par l'assemblée générale des actionnaires.

En cas de vacance d'une place de membre du comité de direction, le conseil d'administration veillera à pourvoir à son remplacement, après avoir recueilli l'avis conforme du Gouvernement wallon.

Art. 12. Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président et, en cas d'empêchement, d'un vice-président choisi selon l'ordre de préséance. Le conseil doit être convoqué chaque fois que l'intérêt de la société l'exige et chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Art. 13. Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié des membres au moins sont présents ou représentés.

En cas de partage des voix, le président ou en cas d'empêchement le président de séance a voix prépondérante. Les décisions sont prises à la majorité simple.

Tout administrateur empêché peut, par simple lettre, déléguer un administrateur pour le représenter et voter en ses lieu et place. Aucun administrateur ne peut représenter plus d'un membre du conseil.

Dans les cas exceptionnels dûment justifiés par l'urgence et l'intérêt social et sauf sur les décisions où la loi interdit le recours à cette procédure, les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par consentement unanime des administrateurs, exprimé par écrit.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux consignés dans un registre spécial tenu au siège social. Les procès-verbaux sont signés par le président de séance et un autre membre du comité de direction.

Art. 14. Le conseil d'administration a, dans les limites tracées par la loi et les présents statuts, les pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes d'administration ou de disposition nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social.

Tout ce qui n'est pas expressément réservé par la loi ou par les statuts à l'assemblée générale des actionnaires est de la compétence du conseil d'administration.

Art. 15. Le comité de direction exerce les pouvoirs qui lui sont attribués par les présents statuts ou délégués par le conseil d'administration.

Le comité de direction ne peut valablement délibérer que si trois de ses membres au moins sont présents ou représentés. Aucun membre du comité de direction ne peut être porteur de plus d'une procuration.

En cas de parité de voix, le président ou, en cas d'empêchement, le vice-président qui le remplace a voix prépondérante. Les décisions sont prises à la majorité simple.

Art. 16. Tous les actes qui engagent la S.R.I.W., qu'ils relèvent ou non de la gestion journalière, y compris la représentation en justice et les actes où interviennent un fonctionnaire public ou un officier ministériel, et tous pouvoirs et procurations sont signés conjointement par le président et un vice-président et en cas d'empêchement du président par deux vice-présidents.

Les membres du comité de direction peuvent déléguer leur signature dans le cadre de la gestion journalière, sous leur responsabilité et moyennant l'accord de ce comité.

Art. 17. Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité, au regard de la loi et des statuts, des opérations de la S.R.I.W. est exercé par un collège de trois commissaires désignés pour trois ans par l'assemblée générale, parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Les commissaires peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures.

Art. 18. Les administrateurs, les membres du comité de direction et les commissaires-réviseurs doivent être domiciliés effectivement en Région wallonne. Cette disposition doit être réalisée au plus tard un an après le début des fonctions en question. A défaut de satisfaire à cette disposition à l'expiration du délai imparti, l'administrateur, le commissaire ou le membre du comité de direction est réputé de plein droit démissionnaire.

Hors les cas où ils ont été désignés par la Société régionale d'Investissement de Wallonie ou par une de ses filiales pour représenter ces sociétés ou l'une d'elles dans les organes d'une entreprise dans laquelle elle détient une participation ou un intérêt financier direct ou indirect, les administrateurs et les membres du comité de direction ne peuvent exercer aucune fonction dans une entreprise ou dans une société privée à caractère industriel, financier ou commercial.

Le Gouvernement wallon peut déroger à ces deux principes pour les administrateurs qui ont été désignés en raison de leur expérience à la direction de sociétés industrielles ou de services, et l'administrateur qui représente les institutions financières visées à l'article 6 des statuts.

La détention d'un mandat d'administrateur ou de membre du comité de direction ne peut aller de pair avec la détention d'un mandat d'administrateur de la SOWAGEP, de la SWS, de la SPAQUE, ou de toute autre société spécialisée. Toutefois ce principe ne s'applique pas aux sociétés spécialisées dont la S.R.I.W. est actionnaire.

Le mandat d'administrateur et de membre du comité de direction prend fin de plein droit lors de l'assemblée générale ordinaire de l'année au cours de laquelle la personne visée atteint 67 ans.

Art. 19. Les membres du personnel de la S.R.I.W. sont engagés par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration établit en son sein un comité de rémunération.

Art. 20. Les membres du personnel ne peuvent exercer aucune fonction dans aucune entreprise ou société financière, industrielle, commerciale, à l'exception :

1° des établissements publics ou d'utilité publique, des filiales de la S.R.I.W. et des filiales spécialisées;

2° des sociétés privées dans lesquelles la S.R.I.W. ou ses filiales détiennent une participation ou un intérêt financier direct ou indirect et les ont désignés pour les y représenter.

Art. 21. Tout ce que perçoit, directement ou indirectement, un membre du comité de direction ou un membre du personnel à titre de rémunération ou d'indemnité représentative de frais à raison d'un mandat, d'une fonction ou d'une prestation de services dans une autre société revient de droit à la S.R.I.W., lorsque ces mandat, fonction ou prestation sont exercés en relation avec la qualité de membre du comité de direction ou de membre du personnel.

Art. 22. Le président, les vice-présidents, les autres administrateurs et les commissaires-réviseurs ne participent pas aux bénéfices et ne touchent aucun tantième.

La rémunération des administrateurs et celle des commissaires-réviseurs sont fixées par l'assemblée générale, sous réserve de l'approbation du Gouvernement wallon.

Ces traitement et rémunérations sont versés directement aux intéressés.

TITRE VI. — Assemblée générale des actionnaires

Art. 23. L'assemblée générale des actionnaires, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires. Ses décisions sont obligatoires pour tous.

Chaque action donne droit à une voix, sans limitation du pouvoir votal par actionnaire, et ce nonobstant toute disposition éventuelle contraire du Code des sociétés.

L'exercice du droit de vote afférent aux actions sur lesquelles les versements n'ont pas été opérés sera suspendu, aussi longtemps que ces versements, régulièrement appelés et exigibles, n'auront pas été effectués.

Art. 24. L'assemblée générale se réunit de plein droit le dernier mercredi de mai à 15 heures au siège social ou à l'endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée générale peut être convoquée extraordinairement par le conseil d'administration; elle doit l'être sur la demande d'actionnaires titulaires d'un cinquième au moins du capital social.

Art. 25. Sont admis à l'assemblée générale, les actionnaires en nom, inscrits dans le registre des actions nominatives depuis huit jours au moins avant la date fixée pour l'assemblée.

Art. 26. Tout actionnaire peut se faire représenter aux assemblées générales par une personne spécialement déléguée à cet effet. La Région wallonne est représentée par le Ministre ou le délégué désigné à cet effet par le Gouvernement wallon.

Le conseil d'administration peut déterminer la forme des procurations et en exiger le dépôt au siège social, dans le délai qu'il fixe.

Art. 27. Avant que la séance soit ouverte, les actionnaires signent la liste de présence.

Le bureau des assemblées générales se compose des membres présents du conseil d'administration et du collège des commissaires. L'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration ou, en cas d'empêchement, par un vice-président choisi selon l'ordre de préséance.

Le président propose à l'assemblée générale la désignation du secrétaire et celle de deux scrutateurs parmi les délégués des actionnaires si le nombre d'actionnaires présents le permet.

Les votes se font par main levée ou par appel nominal, à moins que l'assemblée générale en décide autrement, à la majorité simple des voix, sauf dans les cas où les lois coordonnées sur les sociétés commerciales exigent une majorité spéciale et sauf ce qui est dit à l'alinéa suivant.

En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix.

En cas d'égalité de suffrage à ce scrutin de ballottage, le sort désigne l'élu.

Art. 28. Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau de l'assemblée et par les actionnaires qui le demandent.

Les expéditions et extraits à délivrer aux tiers sont signés comme il est dit à l'article 16.

TITRE VII. — Bilan, répartition, réserves

Art. 29. Au trente et un décembre de chaque année, il est dressé, par les soins du conseil d'administration, un inventaire des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la S.R.I.W., avec en annexe le résumé de tous les engagements.

A la même époque, le conseil d'administration dresse le bilan et les comptes de résultats.

L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, charges et émoluments, constitue le bénéfice net.

Il sera prélevé, sur ce bénéfice, cinq pour-cent (5 %) au moins pour la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social.

Le solde sera affecté suivant décision de l'assemblée générale, sur proposition du conseil d'administration.

Art. 30. Les dividendes sont payés aux endroits et aux époques à fixer par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration a la faculté de distribuer des acomptes à imputer sur le dividende qui sera distribué sur les résultats de l'exercice en cours.

TITRE VIII. — Dispositions diverses

Art. 31. Sauf dérogation prévue par la loi et les présents statuts, les dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales applicables aux sociétés anonymes sont applicables à la S.R.I.W., dont les actes sont réputés commerciaux.

Art. 32. Aucune modification des statuts n'a effet que moyennant un arrêté du Gouvernement wallon.

Art. 33. Une concertation au moins annuelle a lieu entre le conseil d'administration de la S.R.I.W. et le Gouvernement wallon.

Art. 34. Un comité d'orientation de la politique de la S.R.I.W., est institué auprès du conseil d'administration.

Il est composé des membres du comité de direction de la S.R.I.W. et de cinq représentants des organisations syndicales représentées au bureau du Conseil économique et social de la Région wallonne. Ils peuvent se faire suppléer.

Le comité est informé de tout projet relatif à l'emploi; les ordres du jour de chaque réunion du conseil d'administration doivent lui être communiqués.

Le comité a compétence d'avis sur tout projet relatif à l'emploi et notamment les projets de création de filiales et de prise de participation. Il peut également rendre d'initiative des avis sur toute matière concernant la politique générale de chacune des sociétés concernées et particulièrement en vue de favoriser la création d'emploi.

Lorsque l'emploi est menacé dans une société où la S.R.I.W. détient la majorité, le comité d'orientation peut demander à entendre les représentants désignés par la S.R.I.W. au sein de cette société.

Il peut organiser, avec tous les milieux intéressés, la concertation la plus large.

Il peut demander que le conseil d'administration fasse procéder à une expertise.

Les frais de fonctionnement du comité d'orientation sont à charge de la S.R.I.W., dans les limites fixées par le conseil d'administration.

Art. 35. Toute modification des statuts est envoyée au Conseil régional wallon pour information. »

Art. 2. Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 14 mars 2001.

Namur, le 7 mars 2001.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 1018

[C — 2001/27217]

**7. MARZ 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Genehmigung von an den Satzungen der «Société régionale d'Investissement de Wallonie» (S.R.I.W.)
(Regionale Investitionsgesellschaft für die Wallonie) vorgenommenen Abänderungen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988, insbesondere der Artikel 6 und 9;

Aufgrund des Dekrets vom 6. Mai 1999 zur Abänderung des Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung einer Nationalen Investitionsgesellschaft und regionaler Investitionsgesellschaften in seinem einzigen Artikel;

Aufgrund der durch den Königlichen Erlass vom 15. Dezember 1978 genehmigten Satzungen der «Société régionale d'Investissement de Wallonie», abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 24. Oktober 1979, vom 8. Februar 1980, vom 14. März 1980, vom 18. September 1980, vom 24. Juni 1981, durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1984, vom 6. März 1986, vom 19. September und vom 19. November 1987, vom 15. September 1988 und durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 12. Oktober 1995 und vom 23. Mai 1996;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. April 2000 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Oktober 2000;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 1999 zur Genehmigung der abgeänderten Satzungen der «S.R.I.W.»;

Aufgrund des am 15. Februar 2001 durch den Verwaltungsrat der «S.R.I.W.» genehmigten Vorschlags;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Wallonische Regierung genehmigt die wie folgt abgeänderten Satzungen der «S.R.I.W.»:

«Société régionale d'Investissement de Wallonie, abgekürzt «S.R.I.W.», mit satzungsmäßigem Gesellschaftssitz in 4000 Lüttich, avenue Maurice Destenay Nr. 13, Handelsregister Lüttich, Nummer 166675».

TITEL I — Bezeichnung, Sitz, Dauer

Artikel 1 - Die «Société régionale d'Investissement de Wallonie» ist eine Aktiengesellschaft. Ihre Abkürzung ist «S.R.I.W.».

Die vollständige Bezeichnung und die Kurzform können nach Belieben verwendet werden.

Art. 2 - Der Gesellschaftssitz und der Betriebssitz der «S.R.I.W.» werden in Lüttich, avenue Maurice Destenay, Nr. 13 festgelegt.

TITEL II — Gesellschaftszweck, Handlungsmöglichkeiten

Art. 3 - Die Gesellschaft hat zum Zweck die Kapitalbeteiligung, die Übernahme von Anteilen oder die Beteiligung an der Verwaltung von Handelsgesellschaften oder von in der Form einer Handelsgesellschaft aufgebauten Gesellschaften, von industriellen, finanziellen, Immobilien- oder Dienstleistungsgesellschaften, dies sowohl in Belgien als auch im Ausland, um die wirtschaftliche Entwicklung der Wallonischen Region zu fördern.

Bei der Durchführung ihrer Aufgaben führt die «S.R.I.W.» spezifische Aktionen in für die wirtschaftliche Entwicklung der Region vorrangigen Wirtschaftsbereichen, nämlich in den herkömmlichen sowie in den Wachstumsbereichen, in den Bereichen der Spitzentechnologie oder in den mit der Entwicklung der neuen Technologien, mit oder ohne Anwendung auf die herkömmlichen Bereiche, verbundenen Bereichen und in den Bereichen, die die Naturschätze verwerten.

Bei der Durchführung ihres Gesellschaftszwecks kann die Gesellschaft alle beweglichen oder unbeweglichen Güter oder Werte erwerben, verkaufen, veräußern, tauschen oder mieten, jeglicher Vereinigung, Gruppe oder Interessengemeinschaft angehören oder Anteile daran erwerben, Obligationsanleihen zeichnen, Darlehen oder Vorschüsse gewähren, Sicherheiten geben, sämtliche Sicherheiten und Bürgschaften und insbesondere das Geschäftsvermögen als Pfand fordern, technische, administrative oder finanzielle Dienste leisten und im Allgemeinen alle Geschäfte jeglicher Art, die die Erfüllung ihres Gesellschaftszwecks fördern können, für ihre eigene Rechnung oder für Rechnung von Drittpersonen direkt oder indirekt tätigen.

Außerdem sorgt die «S.R.I.W.» in allen ihren Handlungen durch die Anwendung der Regeln für eine gute industrielle, finanzielle und kommerzielle Verwaltung dafür, dass eine gesamte Wirtschaftlichkeit erreicht wird.

Die Wirtschaftlichkeit muss bei der Gesamtheit der Handlungen und nicht nur bei jeder einzelnen Handlung erstrebt werden. Im Rahmen ihrer Aufgabe im Bereich der wirtschaftlichen Entwicklung der Region muss sich die «S.R.I.W.» nämlich zu risikoreichen Initiativen wagen, um neue Sparten zu entwickeln und dabei ertragsreichere Projekte kurzfristig durchzuführen, damit ein ausgewogener Wertbestand entsteht.

Art. 4 - Die «S.R.I.W.» kann die Dienste von Drittpersonen in Anspruch nehmen und sie mit jeglicher Handlung beauftragen, die zur Erfüllung ihres Zwecks und ihrer Aufgaben nützlich ist.

Sie unterliegt nicht den Regeln in Sachen öffentliche Bauaufträge, öffentliche Lieferaufträge und öffentliche Dienstleistungsaufträge bei ihren eigenen Bestellungen.

TITEL III — Tochtergesellschaften

Art. 5 - Im Rahmen des Artikels 4 kann die S.R.I.W. spezialisierte Tochtergesellschaften im Sinne von Artikel 22, § 3 des Gesetzes vom 2. April 1962 durch einen Beschluss ihres Verwaltungsrates nach vorherigen Zustimmung der Wallonischen Regierung gründen.

TITEL IV — Kapital, Aktien, Obligationen

Art. 6 - Das Gesellschaftskapital wird auf dreihunderteinundzwanzig Millionen Euro (321 000 000,- €) festgesetzt und besteht aus elftausendsiebenhundertachtunddreißig Aktien ohne Nennwert.

Nur die Wallonische Region und die durch die Wallonische Region zugelassenen Geldinstitute sind als Teilhaber zugelassen.

Die Wallonische Region hält mindestens 98,5 % der Kapitalaktien der Gesellschaft.

Die für die bei der Zeichnung nicht vollständig eingezahlten Aktien durchzuführenden Zahlungen werden durch Beschlüsse des Verwaltungsrates eingefordert. Dieser setzt die Zeitpunkte und den Betrag fest und verständigt die Teilhaber per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief, der ihnen zwei Monate vor dem für die Einzahlung festgesetzten Zeitpunkt zugestellt wird.

Diese Mitteilung gilt als Zahlungsaufforderung. Falls die Einzahlungen zu den festgesetzten Zeitpunkten nicht durchgeführt worden sind, sind Zinsen zum gesetzlichen Satz von Rechts wegen für jeden Tag nach der Fälligkeit zu zahlen. Dabei behält der Verwaltungsrat das Recht, den Zinssatz zu erhöhen, und die dem Säumigen gehörenden Aktien innerhalb der in den Absätzen 2 und 3 des vorliegenden Artikels festgesetzten Grenzen von einem Börsenmakler verkaufen zu lassen, und zwar nach einer einfachen Zahlungsaufforderung, die von einem Gerichtsvollzieher übermittelt worden ist, und nachdem sie fünfzehn Tage lange unbeantwortet geblieben ist, und dies unbeschadet aller anderen Rechte und Maßnahmen und gemäß dem zweiten Absatz des vorliegenden Artikels. Die aus diesem Verkauf stammenden Gelder werden der S.R.I.W. bis in Höhe des ihr für die angeforderten Einzahlungen, die Zinsen und die verursachten Kosten geschuldeten Betrags zukommen. Der etwaige Restbetrag wird dem säumigen Teilhaber übermittelt werden, wenn er der S.R.I.W. keinen aus einem anderen Geschäft stammenden Betrag schuldet, in dessen Höhe sie gegebenenfalls diesen Restbetrag als Deckung verwenden wird.

Später kann das Gesellschaftskapital durch Beschluss der außerordentlichen Generalversammlung der Teilhaber, die wie bei einer Änderung der Satzungen berät, in einem oder in mehreren Malen erhöht oder reduziert werden.

Art. 7 - Die Teilhaber haften nur bis in Höhe des Betrags ihrer Aktien für die Verluste. Der Besitz einer Aktie bewirkt von Rechts wegen die Zustimmung zu den vorliegenden Satzungen und den Beschlüssen der Generalversammlung.

Alle Aktien sind Namensaktien und sollen es bleiben. Am Gesellschaftssitz wird ein Namensregister der Teilhaber geführt.

Der Besitz einer Namensaktie wird durch eine Eintragung in diesem Register belegt. Von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnete namentliche Eintragungsbesccheinigungen werden den Teilhabern übermittelt.

Die Aktien können nur zwischen der Wallonischen Region und den durch die Wallonische Region zugelassenen Geldinstituten und unter diesen Instituten unter Beachtung der Bestimmungen von Artikel 6, Absatz 3 veräußert werden.

Die Veräußerung erfolgt entweder durch eine im Register der Teilhaber eingetragene, datierte und von dem Veräußerer und dem Übernehmer oder ihren Bevollmächtigten unterzeichnete Übertragungserklärung oder durch jegliches durch das Gesetz erlaubte Verfahren.

Art. 8 - Die Aktien sind unteilbar, und die S.R.I.W. erkennt nur einen einzigen Eigentümer je Aktie an. Sind bei einer Aktie mehrere Personen involviert, so hat die S.R.I.W. das Recht, die Ausübung der mit dieser Aktie verbundenen Rechte aufzuheben, bis eine einzige Person ihr gegenüber als der Eigentümer des Wertpapiers bestimmt worden ist.

Die Gläubiger eines Teilhabers können weder das Anbringen von Siegeln auf die Güter und Werte der S.R.I.W. einleiten noch sich in ihre Verwaltung einmischen.

Was die Ausübung ihrer Rechte betrifft, müssen sie sich auf die Bilanzen der Gesellschaft und auf die Beschlüsse der Generalversammlung beziehen.

Art. 9 - Die S.R.I.W. kann Anleihen ohne Umtauschrecht ausgeben. Das Ausgeben von solchen dem breiten Publikum zugänglichen Anleihen kann nur unter Vorbehalt der Genehmigung und der Billigung der Ausgabebedingungen durch die Wallonische Regierung, die für die Anleihen bürgen kann, stattfinden.

TITEL V — *Verwaltung, Direktion, Kontrolle, Personal*

Art. 10 - Der Verwaltungsrat umfasst elf Mitglieder, unter denen mindestens zwei im Bereich der Führung von Industrie- bzw. Dienstleistungsgesellschaften erfahrene Verwalter und ein die in Artikel 6 der Satzungen erwähnten Geldinstitute vertretender Verwalter stehen.

Die Generalversammlung der Teilhaber wählt die Mitglieder dieses Rates auf einer doppelten Liste von elf durch die Wallonische Regierung vorgestellten Kandidaten.

Das Mandat der Verwalter hat eine Dauer von sechs Jahren.

Wenn eine Stelle als Verwalter frei wird, haben die noch amtierenden Verwalter das Recht, die Stelle unter Beachtung der oben festgesetzten Vorstellungsregeln vorläufig zu besetzen. Bei der folgenden Generalversammlung wird die endgültige Wahl vorgenommen. Der auf diese Weise gewählte Verwalter führt das Mandat des Verwalters, den er ersetzt, zu Ende.

Art. 11 - Die tägliche Führung und die Direktion der S.R.I.W. werden durch einen Direktionsausschuss wahrgenommen, der die durch den Verwaltungsrat bestimmte allgemeine Politik durchführt.

Der Direktionsausschuss zählt vier Mitglieder.

Sie üben innerhalb der S.R.I.W. ständige und ganztägige Funktionen im Rahmen eines Angestelltenvertrags aus. Sie werden durch den Verwaltungsrat nach gleichlautendem Gutachten der Wallonischen Regierung als Vorsitzender bzw. als stellvertretende Vorsitzende dieses Rates und des Direktionsausschusses bezeichnet.

Das Mitglied, das mit dem Vorsitz beauftragt wird, übt diese Funktion sechs Jahre lang aus. Eine Erneuerung dieser Funktion ist für dieses Mitglied möglich. Die anderen Mitglieder werden als stellvertretende Vorsitzende eingestuft und ersetzen den Vorsitzenden im Verhinderungsfall. Die Rangordnung unter ihnen beruht auf dem Dienstalter in der Funktion.

Die Mitglieder des Direktionsausschusses sitzen von Rechts wegen im Verwaltungsrat. Sie verfügen über eine beschließende Stimme im Verwaltungsrat und genießen die gleichen Befugnisse wie die durch die Generalversammlung der Teilhaber bezeichneten Verwaltungsratsmitglieder.

Wenn eine Stelle als Mitglied des Direktionsausschusses frei wird, wird der Verwaltungsrat für die Ersetzung des Mitglieds sorgen, nachdem er ein gleichlautendes Gutachten der Wallonischen Regierung eingeholt hat.

Art. 12 - Der Verwaltungsrat tritt auf Einberufung durch den Vorsitzenden zusammen und, falls dieser verhindert wird, durch einen gemäß der Rangordnung gewählten stellvertretenden Vorsitzenden. Der Rat muss jedes Mal einberufen werden, wenn das Interesse der Gesellschaft es erforderlich macht und wenn mindestens zwei Verwalter es beantragen.

Art. 13 - Nur wenn mindestens die Hälfte der Mitglieder anwesend bzw. vertreten sind, kann der Verwaltungsrat rechtsverbindlich beraten.

Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden oder, im Verhinderungsfall, des Vorsitzenden der Sitzung ausschlaggebend. Die Beschlüsse werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefasst.

Jeder verhinderte Verwalter kann durch einfachen Brief einen Verwalter bezeichnen, der ihn ersetzen und an seiner Stelle wählen wird. Kein Verwalter darf mehr als ein Ratsmitglied ersetzen.

In außerordentlichen Fällen, die durch die Dringlichkeit und das Interesse der Gesellschaft begründet sind, mit Ausnahme der Beschlüsse, bei denen dieses Verfahren durch das Gesetz verboten ist, können die Beschlüsse des Verwaltungsrates im schriftlich ausgedrückten, einstimmigen Einvernehmen der Verwalter gefasst werden.

Die Beratungen des Verwaltungsrates werden in Protokollen festgesetzt, die in einem am Gesellschaftssitz geführten Sonderregister aufbewahrt werden. Die Protokolle werden von dem Vorsitzenden der Sitzung und einem anderen Mitglied des Direktionsausschusses unterzeichnet.

Art. 14 - Innerhalb der durch das Gesetz und die vorliegenden Satzungen festgesetzten Grenzen verfügt der Verwaltungsrat über die umfangreichsten Befugnisse, um alle Verwaltungs- bzw. Verfügungshandlungen, die für die Verwirklichung des Gesellschaftszwecks notwendig oder zweckmäßig sind, auszuführen.

Alles was nicht durch das Gesetz oder die Satzungen der Generalversammlung der Teilhaber vorbehalten ist, fällt in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

Art. 15 - Der Direktionsausschuss übt die ihm durch die vorliegenden Satzungen gewährten oder durch den Verwaltungsrat übertragenen Befugnisse aus.

Nur wenn mindestens drei seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind, kann der Direktionsausschuss rechtsgültig beraten. Kein Mitglied des Direktionsausschusses darf mehr als eine Vollmacht halten.

Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden oder, im Verhinderungsfall, des ihn ersetzenden stellvertretenden Vorsitzenden ausschlaggebend. Die Beschlüsse werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefasst.

Art. 16 - Alle Handlungen, für welche die S.R.I.W. haftet, und die mit der täglichen Führung verbunden sind oder auch nicht, einschließlich der Vertretung vor Gericht und der Handlungen, bei denen ein Beamter oder ein öffentlicher Amtsträger involviert ist, und alle Mandate und Vollmachten werden gemeinsam vom Vorsitzenden und von einem stellvertretenden Vorsitzenden oder aber von zwei stellvertretenden Vorsitzenden unterzeichnet, falls der Vorsitzende verhindert ist.

Die Mitglieder des Direktionsausschusses können im Rahmen der täglichen Führung auf eigene Verantwortung und vorbehaltlich der Genehmigung dieses Ausschusses eine Übertragung ihrer Zeichnungsberechtigung gewähren.

Art. 17 - Die Kontrolle der finanziellen Lage, des Jahresabschlusses und der Ordnungsgemäßheit der Geschäfte der S.R.I.W. im Hinblick auf das Gesetz und die Satzungen wird durch ein Kollegium von drei Kommissaren ausgeübt, die durch die Generalversammlung unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren für drei Jahre bezeichnet werden.

Die Kommissare können die Bücher, die Korrespondenz, die Protokolle und im Allgemeinen alle Schriftstücke an Ort und Stelle einsehen.

Art. 18 - Die Verwalter, Mitglieder des Direktionsausschusses und Kommissare-Revisoren müssen tatsächlich in der Wallonischen Region wohnhaft sein. Diese Bestimmung muss spätestens ein Jahr nach dem Beginn der betroffenen Funktion beachtet werden. In Ermangelung der Beachtung dieser Bestimmung am Ende der gewährten Frist gilt der Verwalter, der Kommissar oder das Mitglied des Direktionsausschusses von Rechts wegen als rücktretend.

Außer wenn sie durch die «Société régionale d'Investissement de Wallonie» oder durch eine ihrer Tochtergesellschaften bezeichnet worden sind, um diese Gesellschaften oder eine von ihnen in den Organen eines Betriebs zu vertreten, an welchem sie beteiligt ist oder an welchem sie ein direktes oder indirektes finanzielles Interesse besitzt, dürfen die Verwalter und die Mitglieder des Direktionsausschusses keine andere Funktion in einem Betrieb oder in einer privaten Gesellschaft mit industriellem, finanziellem oder kaufmännischem Charakter ausüben.

Was die Verwalter, die aufgrund ihrer Erfahrung im Bereich der Leitung von Industrie- oder Dienstleistungsgesellschaften bezeichnet worden sind, und den Verwalter, der die in Artikel 6 der Satzungen erwähnten Geldinstitute vertritt, betrifft, kann die Wallonische Regierung von diesen beiden Grundsätzen abweichen.

Das Ausüben eines Mandats als Verwalter oder als Mitglied des Direktionsausschusses ist nicht vereinbar mit einem Mandat als Verwalter der «SOWAGEP», der «SWS» (Wallonische Gesellschaft für Stahlindustrie), der «SPAQUE» (öffentliche Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität) oder jeglichen anderen spezialisierten Gesellschaft. Dieser Grundsatz gilt aber nicht für die spezialisierten Gesellschaften, an denen die S.R.I.W. beteiligt ist.

Das Mandat des Verwalters und des Mitglieds des Direktionsausschusses endet von Rechts wegen bei der ordentlichen Generalversammlung, die im Jahre, im dem die betroffene Person 67 Jahre alt wird, stattfindet.

Art. 19 - Die Personalmitglieder der S.R.I.W. werden durch den Verwaltungsrat eingestellt.

Der Verwaltungsrat richtet unter seinen Mitgliedern einen Entlohnungsausschuss ein.

Art. 20 - Die Mitglieder des Personals der S.R.I.W. dürfen in keinem Betrieb, keiner Finanz-, Industrie oder Handelsgesellschaft tätig sein, mit Ausnahme:

1° der öffentlichen oder gemeinnützigen Einrichtungen, der Tochtergesellschaften der S.R.I.W. und der spezialisierten Tochtergesellschaften;

2° der privaten Gesellschaften, an denen die S.R.I.W. oder ihre Tochtergesellschaften beteiligt sind oder an denen sie ein direktes oder indirektes finanzielles Interesse besitzen, und in denen diese Personen die S.R.I.W. oder ihre Tochtergesellschaften vertreten.

Art. 21 - Alles was ein Mitglied des Direktionsausschusses oder ein Mitglied des Personals direkt oder indirekt als Entlohnung oder als Entschädigung für entstandene Kosten aufgrund eines Mandats, einer Funktion oder einer Dienstleistung in einer anderen Gesellschaft bezieht, steht von Rechts wegen der S.R.I.W. zu, wenn dieses Mandat, diese Funktion oder diese Dienstleistung in Verbindung mit der Eigenschaft als Mitglied des Direktionsausschusses oder des Personals ausgeübt werden.

Art. 22 - Der Vorsitzende, die stellvertretenden Vorsitzenden, die anderen Verwalter und Kommissare-Revisoren werden nicht am Gewinn beteiligt und beziehen keine Tantiemen.

Die Entlohnung der Verwalter und der Kommissare-Revisoren wird durch die Generalversammlung vorbehaltlich der Genehmigung der Wallonischen Regierung festgesetzt.

Diese Gehälter und Entlohnungen werden den Betroffenen direkt überwiesen.

TITEL VI — Generalversammlung der Teilhaber

Art. 23 - Die ordnungsgemäß gebildete Generalversammlung der Teilhaber vertritt die Gesamtheit der Teilhaber. Ihre Beschlüsse sind für alle zwingend.

Jeder Anteil berechtigt zu einer Stimme, ohne Begrenzung des Stimmrechts je Teilhaber, dies ungeachtet jeglicher etwaigen anderslautenden Bestimmung des Gesetzbuches über die Gesellschaften.

Die Ausübung des mit den Anteilen, für welche die Einzahlungen nicht verrichtet worden sind, verbundenen Stimmrechts wird aufgehoben, solange diese ordnungsgemäß angeforderten und fälligen Einzahlungen nicht verrichtet worden sind.

Art. 24 - Die Generalversammlung tritt von Rechts wegen am letzten Mittwoch im Mai um 15 Uhr am Gesellschaftssitz oder am in der Vorladung angegebenen Ort zusammen.

Die Generalversammlung kann außerordentlich durch den Verwaltungsrat einberufen werden; dies muss auf Anfrage von Teilhabern geschehen, die mindestens ein Fünftel des Gesellschaftskapital halten.

Art. 25 - Die Teilhaber im eigenen Namen, die seit mindestens acht Tagen vor dem für die Versammlung festgesetzten Tag im Register der Namensaktien eingeschrieben sind, dürfen an der Generalversammlung teilnehmen.

Art. 26 - Jeder Teilhaber kann sich bei den Generalversammlungen von einer von ihm zu diesem Zweck beauftragten Person vertreten lassen. Die Wallonischen Region wird von dem Minister oder dem zu diesem Zweck durch die Wallonische Regierung bestellten Beauftragten vertreten.

Der Verwaltungsrat kann die Form der Vollmachten bestimmen und deren Hinterlegung am Gesellschaftssitz fordern, dies innerhalb der durch ihn festgesetzten Frist.

Art. 27 - Bevor die Sitzung eröffnet wird, unterzeichnen die Teilhaber die Anwesenheitsliste.

Der Vorstand der Generalversammlungen besteht aus den anwesenden Mitgliedern des Verwaltungsrates und des Kollegiums der Kommissare. Der Vorsitz der Versammlung wird von dem Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder, im Verhinderungsfall, von einem gemäß der Rangordnung gewählten stellvertretenden Vorsitzenden übernommen.

Der Vorsitzende schlägt der Generalversammlung die Bezeichnung des Sekretärs und der beiden Beobachter unter den Vertretern der Teilhaber vor, wenn die Anzahl der anwesenden Teilhaber es zulässt.

Die Abstimmungen erfolgen durch Handzeichen oder Namensverlesung, es sei denn die Generalversammlung verfügt anders, mit einfacher Stimmenmehrheit, außer in den Fällen, in denen die koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften eine Sondermehrheit fordern, und vorbehaltlich dessen, was im folgenden Absatz steht.

Im Fall einer Ernennung, falls kein Kandidat die absolute Mehrheit erhält, wird eine Stichwahl zwischen den Kandidaten, die die meisten Stimmen erhalten haben, vorgenommen.

Bei Stimmgleichheit bei dieser Stichwahl wird durch das Los entschieden.

Art. 28 - Die Protokolle werden von den Mitgliedern des Vorstands der Versammlung und den Teilhabern der Generalversammlungen, die es beantragen, unterzeichnet.

Die Abschriften und die Dritten auszuhändigenden Auszüge werden wie in Artikel 16 angegeben unterzeichnet.

TITEL VII — Bilanz, Verteilung, Rücklagen

Art. 29 - Am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres wird durch den Verwaltungsrat ein Verzeichnis der Wertpapiere, der Immobilienwerte und aller aktiven und passiven Schulden der «S.R.I.W.» aufgestellt, dem eine Zusammenfassung aller Ausgabenverpflichtungen beigefügt wird.

Zur selben Zeit werden die Bilanz und Ergebnisrechnungen aufgestellt.

Der positive Saldo der Bilanz, nach Abzug der allgemeinen Unkosten, der Nebenkosten und der Entlohnungen, stellt den Nettogewinn dar.

Von diesem Gewinn werden mindestens fünf Prozent (5 %) für die gesetzliche Rücklage abgezogen. Dieser Abzug ist nicht mehr vorgeschrieben, wenn die Rücklage ein Zehntel des Gesellschaftskapitals erreicht.

Der Saldo wird gemäß einer Entscheidung der Generalversammlung auf Vorschlag des Verwaltungsrates verwendet werden.

Art. 30 - Die Dividenden werden an den Orten und zu den Zeiten, die durch den Verwaltungsrat festzusetzen sind, ausgezahlt.

Der Verwaltungsrat kann Anzahlungen leisten, die von den Dividenden abzuziehen sind, die gemäß dem Ergebnis des laufenden Geschäftsjahres ausgezahlt werden.

TITEL VIII — Sonstige Bestimmungen

Art. 31 - Sofern keine Abweichung im Gesetz und in den vorliegenden Satzungen vorgesehen ist, finden die auf die Aktiengesellschaften anwendbaren Bestimmungen der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften Anwendung auf die S.R.I.W., deren Handlungen als kaufmännisch gelten.

Art. 32 - Keine Abänderung der Satzungen wird wirksam, ohne dass ein Erlass der Wallonischen Regierung dazu gefasst wird.

Art. 33 - Mindestens einmal im Jahr findet eine Konzertierung zwischen dem Verwaltungsrat der S.R.I.W. und der Wallonischen Regierung statt.

Art. 34 - Ein Ausschuss zur Orientierung der Politik der S.R.I.W. wird bei dem Verwaltungsrat gegründet.

Er besteht aus den Mitgliedern des Direktionsausschusses der S.R.I.W. und aus fünf Vertretern der im Vorstand des Wirtschafts- und Sozialrats der Wallonischen Region vertretenen Gewerkschaftsorganisationen. Sie können sich vertreten lassen.

Der Ausschuss wird über jegliches mit der Beschäftigung verbundene Projekt informiert; die Tagesordnung jeder Versammlung des Verwaltungsrates muss ihm übermittelt werden.

Der Ausschuss ist befugt, sein Gutachten über jegliches Projekt in Sachen Beschäftigung und insbesondere über Projekte zur Gründung von Tochtergesellschaften und zur Beteiligung abzugeben. Er kann ebenfalls Gutachten über jede Angelegenheit, die die allgemeine Politik jeder der betroffenen Gesellschaften betrifft, auf eigene Initiative unterbreiten und dies insbesondere im Hinblick auf die Förderung der Schaffung von Arbeitsplätzen.

Wenn Arbeitsplätze in einer Gesellschaft, in welcher die S.R.I.W. die Mehrheit der Anteile hält, gefährdet sind, kann der Orientierungsausschuss die Anhörung der in dieser Gesellschaft durch die S.R.I.W. bestellten Vertreter beantragen.

Er kann die breiteste Konzertierung mit allen betroffenen Kreisen organisieren.

Er kann den Verwaltungsrat damit beauftragen, eine Begutachtung zu veranlassen.

Die Betriebskosten des Orientierungsausschusses gehen zu Lasten der S.R.I.W., dies innerhalb der durch den Verwaltungsrat festgesetzten Grenzen.

Art. 35 - Jegliche Abänderung des Satzungen wird dem Wallonischen Regionalrat zur Information übermittelt.»

Art. 2 - Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 3 - Der vorliegende Erlass tritt am 14. März 2001 in Kraft.

Namur, den 7. März 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2001 — 1018

[C — 2001/27217]

7 MAART 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van wijzigingen in de statuten van de « Société régionale d'Investissement de Wallonie » (Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië)

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op de artikelen 6 en 9;

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 tot wijziging van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale investeringsmaatschappij en van de Gewestelijke investeringsmaatschappijen, in zijn enige artikel;

Gelet op de statuten van de « Société régionale d'Investissement de Wallonie », goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 15 december 1978, zoals gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 oktober 1979, 8 februari 1980, 14 maart 1980, 18 september 1980, 24 juni 1981, bij de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 19 september 1984, 6 maart 1986, 19 september en 19 november 1987, 15 september 1988 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 12 oktober 1995 en 23 mei 1996;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 april 2000 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 oktober 2000;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 6 mei 1999 waarbij de gewijzigde statuten van de « S.R.I.W. » werden goedgekeurd;

Gelet op het voorstel dat de raad van bestuur van de « S.R.I.W. » heeft aangenomen op 15 februari 2001;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

Besluit :

Artikel 1. De onderstaande wijzigingen in de statuten van de « S.R.I.W. » worden goedgekeurd door de Waalse Regering :

« Société régionale d'Investissement de Wallonie », afgekort « S.R.I.W. », waarvan de statutaire zetel gevestigd is te 4000 Luik, avenue Maurice Destenay, nr. 13, handelsregister van Luik nr. 166675.

TITEL I. — Naam, zetel, duur

Artikel 1. De « Société régionale d'Investissement de Wallonie », afgekort « S.R.I.W. », is een naamloze vennootschap.

Er mag zonder onderscheid gebruik worden gemaakt van de volledige of van de afgekorte naam.

Art. 2. De maatschappelijke zetel en de bedrijfszetel van de « S.R.I.W. » zijn gevestigd te Luik, avenue Maurice Destenay, nr. 13.

TITEL II. — Doel, actiemiddelen

Art. 3. De vennootschap beoogt participatie in het kapitaal, het nemen van interesten of de deelneming in het beheer van elke handelsvennootschap of vennootschap met een commercieel, industrieel, financieel, onroerend of dienstverlenend doel, zowel in België als in het buitenland, met het oog op de economische ontwikkeling van het Gewest.

In het kader van haar opdrachten voert de S.R.I.W. specifieke acties in sectoren die van kapitaal belang zijn voor de economische ontwikkeling van het Gewest, met name de traditionele sectoren en de groeisectoren, de speerpuntsectoren of de sectoren gericht op de ontwikkeling van nieuwe technologieën die al dan niet worden toegepast in de traditionele sectoren, en de sectoren waar de natuurlijke hulpbronnen worden gevaloriseerd.

Om haar doel te verwezenlijken, mag de vennootschap alle roerende of onroerende goederen of waarden kopen, verkopen, afstaan, ruilen of verhuren, deel uitmaken van alle verenigingen, groeperingen of vakbonden of er participaties in nemen, op obligatieleningen inschrijven, leningen of voorschotten toekennen, waarborgen geven, alle waarborgen en veiligheden nemen, met name het pandrecht op een handelszaak, technische, administratieve of financiële diensten verstrekken en, in het algemeen, rechtstreeks of onrechtstreeks voor haar eigen rekening of voor rekening van derden, allerhande handelingen verrichten om de verwezenlijking van haar doel te bevorderen.

Daarnaast tracht de S.R.I.W. in al haar tussenkomsten een globale rendabiliteit na te streven door de regels voor een goed industrieel, financieel en commercieel beheer toe te passen. Rendabiliteit moet nagestreefd worden voor het geheel van de acties en niet voor elke afzonderlijke actie. De S.R.I.W. moet in het kader van haar opdracht inzake de economische ontwikkeling van het Gewest immers risicovolle initiatieven nemen om nieuwe afzetmogelijkheden te ontwikkelen en met het oog op een stabiele portefeuille projecten uitvoeren die rendabeler zijn op korte termijn.

Art. 4. De « S.R.I.W. » mag derden inschakelen voor dienstverstrekkingen en hen belasten met elke verrichting die nuttig is voor de verwezenlijking van haar doel en haar opdrachten.

Voor haar eigen bestellingen valt ze niet onder de regelgeving van de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten.

TITEL III. — *Dochtervennootschappen*

Art. 5. Bij beslissing van haar raad van bestuur en met de voorafgaande toestemming van de Waalse Regering mag de « S.R.I.W. » in het kader van artikel 4 gespecialiseerde dochtervennootschappen oprichten in de zin van artikel 22, § 3, van de wet van 2 april 1962.

TITEL IV. — *Kapitaal, aandelen en obligaties*

Art. 6. Het maatschappelijk kapitaal bedraagt driehonderd eenentwintig miljoen (321 000 000) euro, vertegenwoordigd door elfduizend zeventienhonderd achtentertig (11 738) aandelen zonder aangewezen nominale waarde.

Alleen het Waalse Gewest en de door de Waalse Regering gemachtigde instellingen mogen aandeelhouder zijn.

Het Waalse Gewest bezit ten minste 98,5 % van de effecten die het maatschappelijk kapitaal uitmaken.

De stortingen te verrichten op de bij hun inschrijving niet volgestorte aandelen worden bepaald bij beslissingen van de raad van bestuur. Deze laatste bepaalt de tijdstippen en het bedrag en waarschuwt de aandeelhouders ten minste twee maanden vóór de datum van de storting bij aangetekend schrijven.

Die waarschuwing geldt als aanmaning en, bij gebrek aan storting op de vastgestelde data, zijn de interesten van rechtswege per opeisbaarheidsdag verschuldigd tegen de wettelijke rente. De raad van bestuur behoudt daarbij het recht om de rente te verhogen. Onverminderd alle andere rechten en maatregelen en overeenkomstig het tweede lid van dit artikel, heeft de raad van bestuur het recht om de aandelen van de in gebreke gebleven persoon binnen de in het tweede en het derde lid bedoelde perken via een effectenmakelaar te laten verkopen, als de bij deurwaardersexploot betekende gewone aanmaning tot betaling vijftien dagen zonder gevolg blijft. De fondsen uit die verkoop komen toe aan de « S.R.I.W. » ten belope van het bedrag dat haar verschuldigd is uit hoofde van de opgevraagde stortingen, de interest en de veroorzaakte kosten. Het eventuele overschot wordt gestort aan de in gebreke gebleven aandeelhouder, indien hij de « S.R.I.W. » geen ander bedrag verschuldigd is. In dit geval zal de « S.R.I.W. » zich dekken tot het vereiste bedrag.

Het maatschappelijk kapitaal kan later in één of verschillende keren worden verhoogd of verminderd bij beslissing van de buitengewone algemene vergadering van de aandeelhouders, die beraadslaagt zoals voor de statutenwijzigingen.

Art. 7. De aandeelhouders zijn slechts aansprakelijk voor verliezen tot het bedrag van hun aandelen. Het bezit van een aandeel brengt van rechtswege instemming met deze statuten met zich mee, alsook met de beslissingen van de algemene vergadering.

Alle aandelen zijn en blijven op naam. Op de maatschappelijke zetel wordt een register van de aandeelhouders op naam gehouden.

Het bezit van een aandeel op naam wordt bevestigd door inschrijving in dat register. Inschrijvingsattesten op naam, getekend door twee bestuurders, worden afgegeven aan de aandeelhouders.

De aandelen mogen alleen overgedragen worden tussen het Waalse Gewest en de door de Waalse Regering gemachtigde financiële instellingen en tussen deze laatste, met inachtneming van de bepalingen van artikel 6, derde lid.

De overdracht gebeurt hetzij door een in het register van de aandeelhouders ingeschreven aangifte van overdracht, gedateerd en ondertekend door de overdrager en de overnemer of door hun gemachtigde, hetzij op elke wijze toegelaten door de wet.

Art. 8. De aandelen zijn ondeelbaar en de « S.R.I.W. » herkent maar één eigenaar per effect. Indien verscheidene personen interesse tonen voor een aandeel, mag de « S.R.I.W. » de uitoefening van de desbetreffende rechten opschorten totdat één persoon wordt aangewezen als eigenaar van het effect.

De schuldeisers van een aandeelhouder mogen de verzegeling van de goederen en waarden van de « S.R.I.W. » niet veroorzaken, noch zich met haar bestuur inlaten.

Voor de uitoefening van hun rechten moeten ze een beroep doen op de sociale jaarverslagen en op de beslissingen van de algemene vergadering.

Art. 9. De « S.R.I.W. » mag niet-converteerbare leningen uitgeven. Dat mag slechts gebeuren met de goedkeuring van de uitgiftevoorwaarden door de Waalse Regering, die daarvoor zijn waarborg kan verlenen.

TITEL V. — *Bestuur, directie, controle en personeel*

Art. 10. De raad van bestuur bestaat uit elf leden, waarvan minstens twee bestuurders die reeds een industriële of een dienstvennootschap hebben geleid, en één bestuurder die de in artikel 6 van de statuten bedoelde financiële instellingen vertegenwoordigt.

De algemene vergadering van de aandeelhouders kiest de leden van de raad op een dubbele lijst van elf kandidaten die door de Waalse Regering worden voorgedragen.

Het mandaat van de bestuurders loopt zes jaar.

Als een plaats van bestuurder vacant is, hebben de bestuurders die in dienst gebleven zijn, het recht om ze voorlopig op te vullen, met inachtneming van bovenbedoelde aanbevelingsregels. De definitieve verkiezing wordt uitgevoerd door de volgende algemene vergadering. De aldus verkozen bestuurder voleindigt het mandaat van de persoon die hij vervangt.

Art. 11. Het dagelijkse beheer en de directie van de « S.R.I.W. » worden waargenomen door een beheerscomité dat het door de raad van bestuur uitgestippelde beleid uitvoert.

Het directiecomité bestaat uit vier leden.

Ze vervullen vaste en voltijdse functies binnen de « S.R.I.W. » op grond van een arbeidscontract voor bedienden. Ze worden door de raad van bestuur aangewezen als voorzitter en ondervoorzitter van de raad en van het directiecomité, na eensluidend advies van de Waalse Regering.

Het als voorzitter aangewezen lid vervult die functie gedurende zes jaar. Zijn mandaat is verlengbaar. De andere leden worden aangewezen als ondervoorzitters en vervangen de voorzitter bij diens verhindering. De rangorde is afhankelijk van de anciënniteit.

De leden van het directiecomité hebben van rechtswege zitting in de raad van bestuur. Ze zijn er stemgerechtigd en hebben dezelfde bevoegdheden als de door de algemene vergadering van de aandeelhouders aangewezen leden van de raad van bestuur.

Indien een plaats van lid van het directiecomité vacant is, moet de raad van bestuur ze opvullen na het eensluidend advies van de Waalse Regering.

Art. 12. De raad van bestuur komt bijeen na oproeping door de voorzitter of, in geval van diens verhindering, door een ondervoorzitter die volgens de rangorde gekozen wordt. De raad wordt opgeroepen telkens als het belang van de vennootschap het vereist en als minstens twee bestuurders erom vragen.

Art. 13. De raad van bestuur kan alleen op geldige wijze beraadslagen als de helft van de leden aanwezig of vertegenwoordigd zijn.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend of, bij diens verhindering, die van de voorzitter van de zitting. De beslissingen worden bij gewone meerderheid genomen.

Elke verhinderde bestuurder mag d.m.v. een gewone brief een bestuurder machtigen om hem te vertegenwoordigen en in zijn plaats te stemmen. Een bestuurder mag niet meer dan één raadslid vertegenwoordigen.

In buitengewone gevallen gewettigd door de dringende noodzakelijkheid en het sociaal belang en behalve voor de beslissingen waarvoor die procedure krachtens de wet niet mag worden toegepast, mogen de beslissingen van de raad van bestuur worden genomen bij geschreven algemene instemming van de bestuurders.

De beraadslagingen van de raad van bestuur worden vastgelegd in notulen die opgenomen worden in een speciaal register dat op de maatschappelijke zetel wordt gehouden. De notulen worden getekend door de voorzitter van de zitting en door een ander lid van het directiecomité.

Art. 14. De raad van bestuur heeft, binnen de perken van de wet en van deze statuten, de ruimste bevoegdheden om alle daden van beheer of van beschikking te verrichten die noodzakelijk of nuttig zijn voor de verwezenlijking van het maatschappelijk doel.

Alles wat krachtens de wet of de statuten niet uitdrukkelijk voorbehouden is aan de algemene vergadering van de aandeelhouders, valt onder de bevoegdheid van de raad van bestuur.

Art. 15. Het directiecomité oefent de bevoegdheden uit die hem krachtens deze statuten toekomen of die hem door de raad van bestuur worden verleend.

Het directiecomité kan alleen op geldige wijze beraadslagen als minstens drie van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd zijn. Een lid van het directiecomité mag niet houder zijn van meer dan één volmacht.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend of, bij diens verhindering, die van de ondervoorzitter die hem vervangt. De beslissingen worden bij gewone meerderheid genomen.

Art. 16. Alle daden die de S.R.I.W. verbinden, ongeacht of ze al dan niet op het dagelijkse beheer betrekking hebben, met inbegrip van de vertegenwoordiging in rechte en van de daden waarbij een openbaar of ministerieel ambtenaar optreedt, alsook alle bevoegdheden en volmachten worden gezamenlijk ondertekend door de voorzitter en een ondervoorzitter en, bij verhindering van de voorzitter, door twee ondervoorzitters.

De leden van het directiecomité mogen hun handtekening delegeren in het kader van het dagelijkse beheer, onder hun verantwoordelijkheid en met de instemming van het comité.

Art. 17. De controle van de financiële toestand, de jaarrekeningen en de regelmatigheid van de verrichtingen van de « S.R.I.W. » ten aanzien van de wet en de statuten wordt uitgeoefend door een college van drie commissarissen die voor drie jaar door de algemene vergadering worden aangewezen onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren.

De commissarissen mogen ter plaatse inzage nemen van de boeken, de briefwisseling, de notulen en, in het algemeen, van alle schrifturen.

Art. 18. De bestuurders, de leden van het directiecomité en de commissarissen-revisoren moeten woonachtig zijn in het Waalse Gewest. Die voorwaarde moet vervuld worden uiterlijk één jaar na het opnemen van de desbetreffende functies. Zoniet wordt de bestuurder, de commissaris of het lid van het directiecomité geacht van rechtswege commissaris te zijn.

Buiten de gevallen waarin ze aangewezen worden door de « S.R.I.W. » of door één van haar dochtervennootschappen om die vennootschappen of één ervan te vertegenwoordigen binnen de organen van een bedrijf waarin ze een participatie of een rechtstreeks of onrechtstreeks financieel belang hebben, mogen de bestuurders en leden van het directiecomité geen functie uitoefenen binnen een bedrijf of een besloten vennootschap met een industrieel, financieel of commercieel karakter.

De Waalse Regering mag van die twee voorwaarden afwijken voor de bestuurders die aangewezen zijn wegens hun ervaring binnen de directie van industriële of dienstverlenende vennootschappen, en voor de bestuurder die de in artikel 6 van de statuten bedoelde financiële instellingen vertegenwoordigt.

Een mandaat van bestuurder of van lid van het directiecomité is onverenigbaar met een mandaat van bestuurder bij de « SOWAGEP », de « SWS », de « SPAQUE » of bij elke andere gespecialiseerde vennootschap. Dat principe is echter niet van toepassing op de gespecialiseerde vennootschappen waarin de « S.R.I.W. » aandelen heeft.

Het mandaat van bestuurder en van lid van het directiecomité eindigt van rechtswege bij de gewone algemene vergadering van het jaar waarin de betrokken persoon 67 jaar wordt.

Art. 19. De personeelsleden van de « S.R.I.W. » worden aangeworven door de raad van bestuur. Binnen de raad van bestuur wordt een bezoldigingscomité opgericht.

Art. 20. De personeelsleden mogen geen functie uitoefenen in bedrijven of vennootschappen met een financieel, industrieel of commercieel karakter, met uitzondering van :

1° de openbare instellingen of de instellingen van openbaar nut, de dochtervennootschappen van de « S.R.I.W. » en de gespecialiseerde vennootschappen;

2° de besloten vennootschappen waarin de « S.R.I.W. » of haar dochtervennootschappen een participatie of een rechtstreeks of onrechtstreeks financieel belang hebben en waarin de personeelsleden aangewezen worden om de betrokken vennootschappen te vertegenwoordigen.

Art. 21. Alles wat een lid van een directiecomité of een personeelslid rechtstreeks of onrechtstreeks ontvangt als bezoldiging of vergoeding voor de kosten inherent aan een mandaat, een functie of een dienstverlening binnen een andere vennootschap, komt van rechtswege toe aan de « S.R.I.W. » indien dat mandaat, die functie of die dienstverlening uitgevoerd wordt in de hoedanigheid van lid van het directiecomité of van personeelslid.

Art. 22. De voorzitter, de ondervoorzitters, de andere bestuurders en de commissarissen-revisoren delen niet in de winsten en ontvangen geen tantième.

De bezoldiging van de bestuurders en van de commissarissen-revisoren wordt door de algemene vergadering vastgelegd, onder voorbehoud van de goedkeuring van de Waalse Regering.

Die wedden en bezoldigingen worden rechtstreeks aan de betrokkenen gestort.

TITEL VI. — *Algemene vergadering van de aandeelhouders*

Art. 23. De algemene vergadering van de aandeelhouders, die regelmatig wordt opgericht, vertegenwoordigt het geheel van de aandeelhouders. Haar beslissingen zijn dwingend voor iedereen.

Elk aandeel geeft recht op een stem, zonder beperking van het stemrecht per aandeelhouder, niettegenstaande elke eventueel tegengestelde beschikking van het Wetboek van vennootschappen.

De uitoefening van het stemrecht betreffende de aandelen waarvoor de stortingen niet verricht zijn, wordt opgeschort zolang die stortingen, die regelmatig opgevraagd worden en opeisbaar zijn, niet uitgevoerd zijn.

Art. 24. De algemene vergadering komt van rechtswege bijeen de laatste woensdag van mei, om 15 uur, op de zetel of op de plaats vermeld in de oproeping.

De algemene vergadering kan in buitengewone gevallen door de raad van bestuur bijeengeroepen worden op verzoek van de aandeelhouders die minstens één vijfde van het maatschappelijk kapitaal bezitten.

Art. 25. De aandeelhouders op naam mogen de algemene vergadering bijwonen op voorwaarde dat ze minstens acht dagen vóór de datum van de vergadering ingeschreven zijn in het register van de aandelen op naam.

Art. 26. Elke aandeelhouder mag zich laten vertegenwoordigen door een daartoe afgevaardigde persoon. Het Waalse Gewest wordt vertegenwoordigd door de Minister of door de afgevaardigde die het daartoe aanwijst.

De raad van bestuur mag de volmachtformulieren vastleggen en eisen dat ze binnen de door hem bepaalde termijn op de bedrijfszetel toekomen.

Art. 27. Voor de opening van de zitting moeten de aandeelhouders de aanwezigheidslijst ondertekenen.

Het bureau van de algemene vergaderingen bestaat uit de aanwezige leden van de raad van bestuur en van het college van commissarissen. De vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur of, bij diens verhindering, door een ondervoorzitter gekozen volgens de rangorde.

De Voorzitter onderwerpt de aanwijzing van de secretaris aan de goedkeuring van de algemene vergadering, alsook die van twee stemopnemers onder de afgevaardigden van de aandeelhouders indien het aantal aanwezige aandeelhouders het toelaat.

De stemming gebeurt bij handopsteken of bij nominale afroeping, tenzij de algemene vergadering er anders over beslist, bij gewone meerderheid, behoudens in de gevallen waarvoor de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen een bijzondere meerderheid vereisen en behoudens de bepalingen van het vorige lid.

Als in geval van benoeming geen enkele kandidaat de volstreekte meerderheid behaalt, moet herstemd worden met de kandidaten die het grootste aantal stemmen hebben behaald.

Als die herstemming uitmondt op een gelijk aantal stemmen, wordt de kandidaat aangewezen door het lot.

Art. 28. De notulen van de algemene vergaderingen worden ondertekend door de leden van het bureau van de vergadering en door de aandeelhouders die erom verzoeken.

De aan derden af te geven uitgaven en uittreksels worden ondertekend zoals bepaald in artikel 16.

TITEL VII. — Balans, verdeling, reserves

Art. 29. De raad van bestuur maakt jaarlijks op eenendertig december een inventaris op van de roerende en onroerende waarden en van alle actieve en passieve schulden van de « S.R.I.W. ». Die inventaris gaat vergezeld van een overzicht van alle verbintenissen.

Op dezelfde datum maakt de raad van bestuur de balans en de resultatenrekening op.

De netto winst bestaat uit het positieve saldo van de balans, na aftrek van de algemene kosten, lasten en bezoldigingen.

Van die winst wordt ten minste vijf procent (5 %) afgehouden voor de wettelijke reserve. Die inhouding is niet meer verplicht wanneer de reserve het tiende van het maatschappelijk kapitaal bedraagt.

Het saldo wordt aangewend na een beslissing van de algemene vergadering, op voorstel van de raad van bestuur.

Art. 30. De dividenden worden betaald op de door de raad van bestuur te bepalen plaatsen en tijdstippen.

De raad van bestuur mag voorschotten uitdelen die toe te rekenen zijn op het dividend dat zal worden uitgedeeld op de resultaten van het lopende boekjaar.

TITEL VIII. — Diverse bepalingen

Art. 31. Behoudens afwijking bepaald bij de wet en deze statuten, zijn de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, die toepasselijk zijn op de naamloze vennootschappen, van toepassing op de « S.R.I.W. », waarvan de daden geacht worden commercieel te zijn.

Art. 32. Wijzigingen in de statuten hebben slechts gevolg op grond van een besluit van de Waalse Regering.

Art. 33. De raad van bestuur van de « S.R.I.W. » en de Waalse Regering plegen ten minste één keer per jaar overleg.

Art. 34. Binnen de raad van bestuur wordt een oriëntatiecomité betreffende het beleid van de « S.R.I.W. » ingesteld.

Het bestaat uit de leden van het directiecomité van de « S.R.I.W. » en uit vijf vertegenwoordigers van de vakverenigingen die vertegenwoordigd worden in het bureau van de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest). Ze kunnen zich laten vervangen.

Het comité wordt in kennis gesteld van elk project i.v.m. werkgelegenheid; de agenda's van elke vergadering van de raad van bestuur moeten hem toegestuurd worden.

Het comité is bevoegd om advies uit te brengen over elk project i.v.m. werkgelegenheid, namelijk degene die betrekking hebben op de oprichting van dochtervennootschappen en op participatie in bedrijven. Het mag ook op eigen initiatief adviezen geven over elke aangelegenheid betreffende het algemeen beleid van elke betrokken vennootschap, meer bepaald om de werkgelegenheid te bevorderen.

Als de werkgelegenheid gevaar loopt in een vennootschap waarin de « S.R.I.W. » hoofdaandeelhouder is, mag het oriëntatiecomité vragen om de vertegenwoordigers te horen die de « S.R.I.W. » heeft aangewezen binnen die vennootschap.

Het kan het breedste overleg organiseren met alle betrokken partijen.

Het kan verlangen een expertise verlangen van de raad van bestuur.

De werkingskosten van het oriëntatiecomité worden door de « S.R.I.W. » gedragen in de mate bepaald door de raad van bestuur.

Art. 35. Elke wijziging in de statuten wordt ter informatie overgemaakt aan de Waalse Gewestraad. »

Art. 2. De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 14 maart 2001.

Namen, 7 maart 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA



F. 2001 — 1019

[C — 2001/27211]

27 MARS 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution, pour les centres d'accueil pour adultes, du décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives, notamment l'article 5, 6°;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 18 juin 1998 portant exécution, pour les centres d'accueil pour adultes, du décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives, notamment l'article 3, 2^e alinéa, 1°;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 mars 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 mars 2001;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité fonctionnelle d'accorder le plus tôt possible aux centres d'accueil agréés des subventions correspondant à leurs obligations d'occupation de personnel telles que définies par l'article 5, 6°, du décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives;

Sur proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans l'article 3, 2^e alinéa, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution, pour les centres d'accueil pour adultes, du décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives, les mots "diminué d'un éducateur à mi-temps lorsqu'il s'agit d'un centre des catégories 1 et 2 et d'un éducateur temps plein lorsqu'il s'agit d'un centre des catégories 3, 4 et 5" sont supprimés.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 2001.

Art. 4. Le Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mars 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

VERTALING

N. 2001 — 1019

[C — 2001/27211]

27 MAART 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering, wat de opvangcentra voor volwassenen betreft, van het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuur

De Waalse Regering,

Gelet op het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuur, inzonderheid op artikel 5, 6°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering, wat de opvangcentra voor volwassenen betreft, van het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuur, inzonderheid op artikel 3, tweede lid, 1°;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 maart 2001;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 maart 2001;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, speciaal gemotiveerd door het feit dat zo spoedig mogelijk toelagen moeten worden verleend aan de erkende opvangcentra als compensatie voor hun verplichtingen personeelsleden in dienst te nemen, zoals bedoeld in artikel 5, 6°, van het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuur;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 3, tweede lid, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering, wat de opvangcentra voor volwassenen betreft, van het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuur worden de woorden "verminderd met een halftijdse opvoeder wanneer het gaat om een centrum van de categorieën 1 en 2, en met een voltijdse opvoeder voor een centrum van de categorieën 3, 4 en 5" geschrapt.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 april 2001.

Art. 4. De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 maart 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

[2001/09314]

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 2 avril 2001 démission honorable de ses fonctions de juge suppléant à la justice de paix du canton de Dinant est accordée, à sa demande, à Mme Martini, G.

Par arrêté royal du 27 mars 2001 Mme Vyncke, M., juge au tribunal de première instance d'Anvers, est déchargée, à sa demande, de ses fonctions de juge d'instruction à ce tribunal.

[2001/09315]

Notariat

Par arrêté royal du 22 mars 2001 est acceptée, à sa demande, la démission de M. Nicolai, F., de ses fonctions de notaire à la résidence de Genk.

[C – 2001/09296]

Direction générale de l'Organisation judiciaire. — Commission de probation instituée en vertu de l'article 10 de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation. — Composition. — Modification (Moniteur belge du 1er septembre 2000). — Commission de probation à Charleroi

Par arrêté ministériel du 26 mars 2001, M. Pierre Lete a été nommé membre fonctionnaire suppléant de la commission de probation auprès du tribunal de première instance de Charleroi.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[2001/09314]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 2 april 2001 is aan Mevr. Martini, G., op haar verzoek, eervol ontslag verleend uit haar ambt van plaatsvervangend rechter in het vredegerecht van het kanton Dinant.

Bij koninklijk besluit van 27 maart 2001 is Mevr. Vyncke, M., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, op haar verzoek, ontlast uit haar functie van onderzoeksrechter in deze rechtbank.

[2001/09315]

Notariaat

Bij koninklijk besluit van 22 maart 2001 is aan de heer Nicolai, F., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van notaris ter standplaats Genk.

[C – 2001/09296]

Directoraat-generaal Rechterlijke Organisatie. — Probatiecommissie ingesteld ingevolge artikel 10 van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie. — Samenstelling. — Wijziging (Belgisch Staatsblad van 1 september 2000). — Probatiecommissie te Charleroi

Bij ministerieel besluit van 26 maart 2001 wordt de heer Pierre Lete benoemd tot plaatsvervangend lid-ambtenaar van de probatiecommissie bij de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi.

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES
ET DE L'AGRICULTURE

[2001/16100]

Personnel. — Mise à la retraite

Par arrêté royal du 5 décembre 2000, Mme Wagner, Renée E. V., conseiller adjoint, née le 7 octobre 1935, est maintenue en fonction au-delà de l'âge de 65 ans, pour une période de six mois à partir du 1^{er} novembre 2000.

Par le même arrêté, la date de démission honorable de ses fonctions de conseiller adjoint est reportée du 1^{er} novembre 2000 au 1^{er} mai 2001.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND
EN LANDBOUW

[2001/16100]

Personeel. — Pensionering

Bij koninklijk besluit van 5 december 2000 wordt Mevr. Wagner, Renée E. V., adjunct-adviseur, geboren op 7 oktober 1935, in dienst gehouden boven de leeftijd van 65 jaar, voor een bepaalde duur van zes maanden met ingang van 1 november 2000.

Bij hetzelfde besluit wordt de datum waarop haar eervol ontslag wordt verleend uit haar functies van adjunct-adviseur, verschoven van 1 november 2000 naar 1 mei 2001.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,
DU COMMERCE EXTERIEUR
ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

[2001/15036]

Service extérieur. — Prolongation activé de service
au-delà de la limite d'âge

Par arrêté ministériel du 13 février 2001, le Baron P. Nothomb, Ambassadeur de Belgique à Rome, a été maintenu en activité de service au-delà de la limite d'âge de 65 ans jusqu'au 31 décembre 2001 inclus.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN INTERNATIONALE SAMENWERKING

[2001/15036]

Buitenlandse dienst. — Indiensthouding na de leeftijdsgrens

Bij ministerieel besluit van 13 februari 2001 wordt Baron P. Nothomb, Ambassadeur van België te Rome, in dienst gehouden na de leeftijdsgrens van 65 jaar tot en met 31 december 2001.

Le recours en annulation de l'acte précité à portée individuelle peut être soumis à la section administrative du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au conseil d'Etat (rue de la Science 33, 1040 Bruxelles) sous pli recommandé à la poste.

Ce délai est augmenté de trente jours en faveur des personnes demeurant dans un pays d'Europe qui n'est pas limitrophe de la Belgique et de nonante jours en faveur de celles qui demeurent hors d'Europe.

Het beroep van nietigverklaring van de voormelde akte met individuele strekking kan voor de administratie van de Raad van State worden gebracht binnen de zestig dagen na deze mededeling. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel) te worden toegezonden.

Deze termijn wordt met dertig dagen verlengd ten behoeve van de personen die hun woonplaats hebben in een Europees land dat niet aan België grenst en met negentig dagen ten behoeve van hen die hun woonplaats buiten Europa hebben.

**MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

[2001/22221]

Statuts de reconnaissance nationale 1940-1945

**Commission d'appel des Prisonniers Politiques
et de leurs ayants droit. — Nomination**

Par arrêté ministériel du 21 mars 2001 :

Est nommé près la Commission d'Appel des Prisonniers politiques et de leurs ayants droit, de régime linguistique néerlandais, en qualité de président suppléant, M. Roland Debruyne, Substitut du Procureur général près la cour d'appel de Bruxelles.

[2001/22182]

Office national de sécurité sociale. — Personnel. — Mobilité

Par décision du Comité de gestion de l'Office national de sécurité sociale pris en sa réunion du 23 février 2001, M. Fernand Herbots, contrôleur social 26K auprès de l'Office national de l'emploi, est transféré à l'Office national de sécurité sociale, dans un emploi de contrôleur social 26K vacant au cadre linguistique néerlandais, à partir du 1^{er} février 2001.

Le recours en annulation de l'acte précité à portée individuelle peut être soumis à la section d'administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

[2001/22223]

**Institut national d'assurance maladie-invalidité. — Personnel.
Promotion au grade de médecin-inspecteur-directeur auprès du
Service du contrôle médical**

Par arrêté royal du 19 mars 2001, Dr. Van Rossen, Anne-Marie, médecin-inspecteur, est promue, par avancement de grade, au grade de médecin-inspecteur-directeur (rôle linguistique néerlandais) au Service de contrôle médical de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, à partir du 1^{er} octobre 2000.

Le recours en annulation de l'acte précité à portée individuelle peut être soumis à la section d'administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles) sous pli recommandé à la poste.

[2001/22238]

**Institut national d'assurance maladie-invalidité
Comité de l'assurance soins de santé
Démission. — Nomination**

Par arrêté royal du 16 mars 2001, qui produit ses effets le 1^{er} mars 2001, M. Deloof, Eric, est déchargé de sa fonction de Commissaire du Gouvernement près le Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

[2001/22221]

Statuten van nationale erkentelijkheid 1940-1945

**Commissie van Beroep voor Politieke Gevangenen
en hun rechthebbenden. — Benoeming**

Bij ministerieel besluit van 21 maart 2001 :

Wordt benoemd bij de Commissie van Beroep voor de Politieke Gevangenen en hun rechthebbenden, van het Nederlands taalstelsel, in de hoedanigheid van plaatsvervangend voorzitter, de heer Roland Debruyne, Substituut-Procureur-Generaal bij het hof van beroep te Brussel.

[2001/22182]

Rijksdienst voor sociale zekerheid. — Personeel. — Mobiliteit

Bij besluit van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor sociale zekerheid, genomen in zijn vergadering van 23 februari 2001, wordt de heer Fernand Herbots, sociaal controleur 26K bij de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening, met ingang van 1 februari 2001, overgeplaatst naar de Rijksdienst voor sociale zekerheid in een vacante betrekking van sociaal controleur 26K in het Nederlandse taalkader.

Het beroep van nietigverklaring van de voormelde akte met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres : Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel) te worden toegezonden.

[2001/22223]

**Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. — Personeel.
Bevordering tot de graad van geneesheer-inspecteur-directeur bij
de Dienst voor geneeskundige controle**

Bij koninklijk besluit van 19 maart 2001 wordt Dr. Van Rossen, Anne-Marie, geneesheer-inspecteur, bevorderd door verhoging in graad tot de graad van geneesheer-inspecteur-directeur (Nederlandse taalrol) bij de Dienst voor geneeskundige controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, met ingang van 1 oktober 2000.

Het beroep van nietigverklaring van de voormelde akte met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van state (adres : Wetenschapsstraat 33 te 1040 Brussel) te worden toegezonden.

[2001/22238]

**Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering
Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging
Ontslagverlening. — Benoeming**

Bij koninklijk besluit van 16 maart 2001, dat uitwerking heeft met ingang van 1 maart 2001, wordt de heer Deloof, Eric, ontlast van zijn functie van Regeringscommissaris bij het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Par le même arrêté, M. De Ridder, Henri, est nommé Commissaire du Gouvernement près le Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.

[2001/22235]

Institut national d'assurance maladie-invalidité
Comité de l'assurance soins de santé. — Démission. — Nomination

Par arrêté royal du 20 mars 2001, qui produit ses effets le 1^{er} mars 2001, M. De Ridder, Henri, est déchargé de sa fonction de Commissaire du Gouvernement près le Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.

Par le même arrêté, M. Van Loon, Herman, est nommé Commissaire du Gouvernement près le Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.

[2001/22183]

Institut national d'assurance maladie-invalidité. — Personnel. — Promotion au grade de médecin-inspecteur-directeur auprès du Service du contrôle médical. — Erratum

Dans la publication par extrait de l'arrêté royal du 15 janvier 2001, portant la promotion du Dr. Rappaport, Jack, médecin-inspecteur, au grade de médecin-inspecteur-directeur, au *Moniteur belge* du 27 février 2001 (2^e édition, page 6194) il faut lire dans le texte néerlandais « ... in het Nederlandse taalkader... » au lieu de « ... in het Franse taalkader... » et dans le texte français « ... dans le cadre linguistique néerlandais... » au lieu de « ... dans le cadre linguistique français... ».

Bij hetzelfde besluit, wordt de heer De Ridder, Henri, benoemd tot Regeringscommissaris bij het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering.

[2001/22235]

Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering
Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging. Ontslagverlening. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 20 maart 2001, dat uitwerking heeft met ingang van 1 maart 2001, wordt de heer De Ridder, Henri, ontlast van zijn functie van Regeringscommissaris bij het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Bij hetzelfde besluit, wordt de heer Van Loon, Herman, benoemd tot Regeringscommissaris bij het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering.

[2001/22183]

Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. — Personeel. Bevordering tot de graad van geneesheer-inspecteur-directeur bij de Dienst voor geneeskundige controle. — Erratum

In de bekendmaking bij uittreksel van het koninklijk besluit van 15 januari 2001, houdende de bevordering van Dr. Rappaport, Jack, geneesheer-inspecteur tot de graad van geneesheer-inspecteur-directeur, in het *Belgisch Staatsblad* van 27 februari 2001 (2^{de} editie, blz. 6194) leze men in de Nederlandse tekst « ... in het Nederlandse taalkader... » in de plaats van « ... in het Franse taalkader... » en in de Franse tekst « ... dans le cadre linguistique néerlandais... » in de plaats van « ... dans le cadre linguistique français... ».

MINISTERE DE L'INTERIEUR

[2001/00312]

Conseil d'Etat. — Nomination d'un auditeur

Par arrêté royal du 26 mars 2001, M. Benoît Rongvaux, auditeur adjoint, est nommé, à partir du 11 mars 2001, auditeur au Conseil d'Etat.

[2001/00314]

Bourgmestre. — Titre honorifique

Par arrêté royal du 26 mars 2001, le titre honorifique de ses fonctions de bourgmestre de la commune de Lasne, province du Brabant wallon, arrondissement de Nivelles, est octroyé à M. Thierry Rotthier.

[2001/00390]

Commissaire de police. — Nomination

Par arrêté royal du 26 mars 2001, M. Van Hulle, Wim, est nommé commissaire de police de la ville de Gand (arrondissement de Gand).

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[2001/00312]

Raad van State. — Benoeming auditeur

Bij koninklijk besluit van 26 maart 2001 wordt de heer Benoît Rongvaux, adjunct-auditeur, met ingang van 11 maart 2001 tot auditeur bij de Raad van State benoemd.

[2001/00314]

Burgemeester. — Eretitel

Bij koninklijk besluit van 26 maart 2001, wordt aan de heer Thierry Rotthier de eretitel van zijn ambt van burgemeester van de gemeente Lasne, provincie Waals Brabant, arrondissement Nijvel, verleend.

[2001/00390]

Commissaris van politie. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 26 maart 2001 wordt de heer Van Hulle, Wim, benoemd tot commissaris van politie van de stad Gent (arrondissement Gent).

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[2001/12304]

Juridictions du travail. — Démission

Par arrêté royal du 28 mars 2001, démission honorable de ses fonctions de juge social effectif au titre de travailleur-employé au tribunal du travail d'Hasselt est accordée, à sa demande, à M. Laenens, Koen.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[2001/12304]

Arbeidsrechten. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 28 maart 2001 is aan de heer Laenens, Koen, op zijn verzoek, eervol ontslag verleend uit het ambt van werkend rechter, als werknemer-bediende, bij de arbeidsrechtbank van Hasselt.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

[C – 2001/35376]

Kind en Gezin

Interlandelijke adoptie. — Toekenning van een bijkomende opdracht

Bij besluiten van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 22 maart 2001 wordt bepaald dat de toekenning van een bijkomende opdracht inzake interlandelijke adoptie vermeld in het ministerieel besluit van 29 juli 1997 geldt tot 31 augustus 2002 voor volgende vzw's :

- Centrum voor Algemeen Welzijnswerk « Mozaïek »;
- Centrum voor Algemeen Welzijnswerk « De Viersprong »;
- Centrum voor Algemeen Welzijnswerk « Het Klaverblad »;
- Centrum voor Algemeen Welzijnswerk « De Mare »;
- Centrum voor Algemeen Welzijnswerk « De Visserij ».

[2001/35394]

Vlaamse Maatschappij voor Watervoorziening. — Aanstelling in een hogere functie

Bij besluit van de Vlaamse regering van 16 maart 2001 wordt de heer lic. Jan Hammenecker, adviseur-directeur communicatie bij de Vlaamse Maatschappij voor Watervoorziening, aangesteld in de hogere functie in de graad van adjunct-leidend ambtenaar (inspecteur-generaal) voor de functie van commercieel directeur.

Dit besluit treedt in werking op 1 april 2001.

De Vlaamse minister bevoegd voor leefmilieu en landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

[C – 2001/35355]

**Vlaamse Huisvestingsmaatschappij. — Uitvoering van een project inzake sociale huisvesting
Machtiging tot onteigening. — Spoedprocedure**

Bij ministerieel besluit van 6 maart 2001 van de Vlaamse minister bevoegd voor Huisvesting is verklaard dat er aanleiding bestaat tot de toepassing van de rechtpleging bij dringende omstandigheden, ingesteld bij artikel 5 van de wet van 26 juli 1962 betreffende de onteigeningen ten algemene nutte en de concessie voor de bouw van autosnelwegen, voor de onteigening door de Vlaamse Huisvestingsmaatschappij, van onroerende goederen gelegen te Lochristi, wijk Kapelleken-Boekweitlaan-Graslaan, kadastraal gekend als 1ste afdeling, sectie A, nr. 1293n/deel ca. 53a 64ca 77dm² groot.

Bij hetzelfde besluit wordt de Vlaamse Huisvestingsmaatschappij ertoe gemachtigd om tot onteigening over te gaan van voormelde goederen, waarvan de inbezitname volstrekt noodzakelijk is met het oog op de uitvoering van een project inzake sociale huisvesting, waarvan het algemeen nut wordt erkend.

Het dossier ligt ter inzage op het bureel van de vennootschap, Ravensteinstraat 12, te 9000 Gent, elke werkdag tijdens de kantooruren, gedurende 15 werkdagen vanaf de tiende dag na bekendmaking van het inzagerecht en het machtigingsbesluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Tegen het besluit kan per aangetekende brief een beroep tot nietigverklaring, al dan niet voorafgegaan door of vergezeld van een beroep tot schorsing, worden ingesteld bij de afdeling administratie van de Raad van State, Aarlenstraat 94-112, te 1040 Brussel, binnen een termijn van zestig dagen die ingaat de dag waarop het besluit en alle relevante stukken aan de verzoeker worden betekend of de dag waarop hij er kennis van heeft kunnen hebben. Een eventueel beroep ingesteld door de onteigenden moet worden ingeleid vooraleer de gerechtelijke onteigeningsprocedure wordt ingezet.

[C – 2001/35379]

Openbare Afvalstoffenmaatschappij voor het Vlaamse Gewest

Erkenning als kringloopcentrum

Bij besluit van de administrateur-generaal van de OVAM, van 13 maart 2001, wordt de vzw Westkust/Westhoek, Ondernemingenstraat 15, 8630 Veurne, erkend als kringloopcentrum voor een termijn van vijf jaar. Deze erkenning gaat in op 1 april 2001 en heeft als einddatum 31 maart 2006.

[C – 2001/35374]

Vlaams Commissariaat voor de Media**Particuliere omroep die zich richt tot de gehele Vlaamse Gemeenschap. — Erkenning**

Het Vlaams Commissariaat voor de Media heeft op 29 januari 2001 beslist om met ingang van 29 januari 2001 de N.V. SBS 5, met maatschappelijke zetel Weiveldlaan 41, bus 10-12, te 1930 Nossegem, voor de duur van negen jaar voor het omroepprogramma SBS 5 te erkennen als particuliere televisieomroep die zich richt tot de gehele Vlaamse Gemeenschap.

Het Vlaams Commissariaat voor de Media heeft op 29 januari 2001 beslist om met ingang van 29 januari 2001 de N.V. SBS 5, met maatschappelijke zetel Weiveldlaan 41, bus 10-12, te 1930 Nossegem, voor de duur van negen jaar voor het omroepprogramma VT 5 te erkennen als particuliere televisieomroep die zich richt tot de gehele Vlaamse Gemeenschap.

Departement Coördinatie

[C – 2001/35393]

Personeel. — Eervol ontslag. — Benoemingen*Eervol ontslag*

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Coördinatie van 27 maart 2001 wordt met ingang van 1 april 2001 aan Mevr. Anny Verhasselt eervol ontslag verleend uit haar functie van medewerker bij de afdeling Interdepartementale Beleidsondersteuning.

Benoemingen

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Coördinatie van 9 maart 2001 wordt de heer Gunter Bousset met ingang van 1 mei 2000 vast benoemd in de graad van adjunct van de directeur bij het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, departement Coördinatie, administratie Kanselarij en Voorlichting, afdeling Kanselarij.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Coördinatie van 22 maart 2001 wordt Mevr. Heidi Vander Poorten met ingang van 1 februari 2001 vast benoemd in de graad van adjunct van de directeur bij het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, departement Coördinatie, afdeling Interdepartementale Beleidsondersteuning, cel Gelijke Kansen in Vlaanderen.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Coördinatie van 22 maart 2001 wordt Mevr. Leentje Leemans met ingang van 1 december 2000 vast benoemd in de graad van adjunct van de directeur bij het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, departement Coördinatie, afdeling Interdepartementale Beleidsondersteuning, cel Gelijke Kansen in Vlaanderen.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Coördinatie van 22 maart 2001 wordt Mevr. Claudia Janssen met ingang van 28 januari 2000 vast benoemd in de graad van medewerker bij het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, departement Coördinatie, administratie Kanselarij en Voorlichting, afdeling Kanselarij.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Coördinatie van 22 maart 2001 wordt Mevr. Nathalie Vanhaverbeke met ingang van 16 februari 2000 vast benoemd in de graad van medewerker bij het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, departement Coördinatie, administratie Kanselarij en Voorlichting, afdeling Kanselarij.

Departement Wetenschap, Innovatie en Media

[C – 2001/35403]

Vlaamse Mediaraad. — Benoeming van een lid

Bij besluit van de Vlaamse minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media van 19 maart 2001 wordt de heer Patrick Steegmans benoemd tot lid van de Vlaamse Mediaraad ter vervanging van mevrouw Gerry Lybeer.

[2001/35386]

Personeel. — Benoeming. — Erratum

Belgisch Staatsblad van 22 maart 2001, bladzijde 8937.

Het uittreksel van het besluit houdende de benoeming van de heer Benny Cruydt moet luiden als volgt :

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Wetenschap, Innovatie en Media van 16 oktober 2000 wordt de heer Benny Cruydt met ingang van 1 juli 2000 benoemd in de graad van ingenieur bij het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, departement Wetenschap, Innovatie en Media, administratie Media, afdeling Media-Innovatie en -Vergunningen, met standplaats in Brussel.

Departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur

[C – 2001/35362]

Sociaal-artistieke projecten : subsidies

Een besluit van de Vlaamse regering van 16 maart 2001 bepaalt:

Artikel 1. § 1. Een subsidie van in totaal achttien miljoen vierentwintig duizend vijfhonderdvijftwintig frank (18 024 525 F) aan te rekenen op het krediet ingeschreven onder programma 45.2, basisallocatie 33.14 van de algemene uitgavenbegroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2001, wordt op basis van de ingediende begrotingen 2001 verleend aan de in artikel 5 vermelde organisaties voor sociaal-artistieke projecten, als voorschot voor het eerste, tweede en derde kwartaal 2001.

Art. 2. De voorschotten voor het eerste kwartaal, waarvan de bedragen vermeld staan in art. 5, zullen uitbetaald worden na ondertekening van dit besluit.

Art. 3. De voorschotten voor het tweede kwartaal, waarvan de bedragen vermeld staan in art.5, zullen uitbetaald worden eind mei 2001.

Art. 4. De voorschotten voor het derde kwartaal, waarvan de bedragen vermeld staan in art.5, zullen uitbetaald worden eind juni 2001.

Art. 5. Lijst van de rechthebbende organisaties :

| Begunstigde | Project | Rekeningnr. | Subsidie | 1e voorschot | Drie voorschotten |
|---|--|----------------|------------|--------------|-------------------|
| Demidilemidi vzw Kogelstraat 36 1000 Brussel | Mobiel huis voor de kunsten | 879-2966001-03 | 8.400.000 | 1.890.000 | 5.670.000 |
| Sering vzw Groeningeplein 21 2140 Borgerhout | Uitbouw podium- kunsten met verge- ten groepen | 001-2980258-09 | 9.578.000 | 2.155.050 | 6.465.150 |
| Rataplan vzw A. Roden- bachstraat 19 b 2140 Borgerhout | Rataplan | 733-2182882-24 | 8.725.000 | 1.963.125 | 5.889.375 |
| | Totaal | | 26.703.000 | 6.008.175 | 18.024.525 |

Art. 6. Controle ter plaatse door de daartoe gemachtigde ambtenaren van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap of het Rekenhof is mogelijk.

Art. 7. De Vlaamse minister, bevoegd voor de cultuur, is belast met de uitvoering van dit besluit.

[C – 2001/35350]

Nederlandstalige culturele centra. — Opheffing erkenning

Bij besluit van 7 februari 2001 van de Vlaamse minister van Cultuur, Jeugd, Brusselse Aangelegenheden en Ontwikkelingssamenwerking wordt de erkenning van twee gedecentraliseerde functionele wijkhuizen, behorende tot het in de plus-categorie I erkende cultureel centrum van Lommel, ingetrokken.

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1998.

[C – 2001/35378]

Nederlandstalige culturele centra. — Opheffing erkenning

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Jeugd, Brusselse Aangelegenheden en Ontwikkelingssamenwerking van 7 februari 2001 wordt de erkenning ingetrokken van twee gedecentraliseerde functionele wijkhuizen behorende tot het in de plus-categorie I erkende cultureel centrum van Lommel.

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1998.

[C – 2001/35356]

Welzijnszorg

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 10 december 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 872 van het rusthuis Egmont, Dendermondsesteenweg 190 te 2830 Willebroek, beheerd door de B.V.B.A. Egmont, zelfde adres, wordt verlengd met ingang van 1 juni 1999 tot en met 31 december 1999 voor maximaal 24 woonegelegenheden.

De erkenning onder nummer PE 872 van het rusthuis Egmont, Dendermondsesteenweg 190 te 2830 Willebroek, wordt verlengd met ingang van 1 januari 2000 tot 1 juni 2002 voor 24 woonegelegenheden op naam van de V.Z.W. Residentie Vaartland, Overwinningstraat 133-135 te 2830 Willebroek.

De afwijking verleend op erkenningsnorm 3.2.1.7. blijft behouden voor de duur van de erkenningstermijn.

Voornoemd ministerieel besluit van 11 oktober 1999 wordt ingetrokken.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 13 december 1999 wordt bepaald :
 Het rusthuis Den Olm, Schoolstraat 55 te 2820 Bonheiden, beheerd door de V.Z.W. Imelda, Imeldalaan 9 te 2820 Bonheiden, wordt erkend onder nummer PE 1532 met ingang van 1 januari 2000 tot 1 juni 2000 voor 131 woonegelegenheden waarvan een afdeling met 70 woonegelegenheden geleden is te Bonheiden, Imeldalaan 9.
 Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 13 december 1999 wordt bepaald :
 De capaciteitsuitbreiding met 22 wooneenheden van het serviceflatgebouw Residentie Lindenhof, Molenbaan 14 te 2980 Zoersel, beheerd door de V.Z.W. Lindenhof, zelfde adres, wordt erkend met ingang van 1 november tot 1 december 2003 onder nr. PE 1968. De totale erkende capaciteit bedraagt hierdoor 46 wooneenheden.
 Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 13 december 1999 wordt bepaald :
 Het serviceflatgebouw De Peulder, Bellekens 2 te 2370 Arendonk, beheerd door het O.C.M.W. van 2370 Arendonk, wordt erkend met ingang van 1 december 1999 tot 1 december 2001 onder nr. CE 2111 voor maximaal 20 wooneenheden.
 Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 14 december 1999 wordt bepaald :
 De erkenning onder nummer PE 1445 van het rusthuis Familiehof, Provinciale Steenweg 323, te 2627 Schelle, beheerd door de B.V.B.A. Familiehof, zelfde adres, wordt verlengd met ingang van 1 januari 2000 tot 1 januari 2005 voor maximaal 21 woonegelegenheden.
 Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

[C – 2001/35354]

Welzijnszorg

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de bijstand aan personen, van 3 november 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 1280 van het rusthuis Home Sint-Jozef, Walemstraat 25, te 2600 Berchem (Antwerpen), beheerd door de V.Z.W. Rusthuis Home Sint-Jozef, zelfde adres, wordt verlengd met ingang van 1 november 1999 tot 1 november 2004 voor maximaal 50 woonegelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende met een aangetekende brief een vordering tot schorsing en/of een beroep tot nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de bijstand aan personen, van 17 november 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 1076 van het rusthuis Brembloem, Patrijzenstraat 112, te 9940 Evergem, beheerd door de C.V.B.A. Seniorenhome, Elslö 46, te Evergem, wordt verlengd met ingang van 1 november 1997 tot 1 november 2002 voor maximaal 43 woonegelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende met een aangetekende brief een vordering tot schorsing en/of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de bijstand aan personen, van 17 november 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 678 van het rusthuis Hof Ter Dennen, Regtenboom 15, te 2350 Vosselaar, beheerd door de V.Z.W. Hof Ter Dennen, zelfde adres, wordt verlengd met ingang van 1 januari 2000 tot 1 januari 2002 voor maximaal 77 woonegelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende met een aangetekende brief een vordering tot schorsing en/of een beroep tot nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de bijstand aan personen, van 17 november 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 2044 van het serviceflatgebouw Seniotel Artevelde, Hofstraat 47, te 9000 Gent, beheerd door de V.Z.W. Seniotel Artevelde, zelfde adres, wordt verlengd met ingang van 1 augustus 1999 tot 1 augustus 2004 voor maximaal 42 wooneenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende met een aangetekende brief een vordering tot schorsing en/of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de bijstand aan personen, van 17 november 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 1110 van het rusthuis Sint-Anna Bulskampstraat 39, te 8630 Veurne (Bulskamp), beheerd door de V.Z.W. Sint-Anna, Voorzieningen voor Ouderenzorg, zelfde adres, wordt verlengd met ingang van 1 juli 1999 tot 1 juli 2004 voor maximaal 75 woonegelegenheden.

De erkenning van de capaciteitsuitbreiding met 7 woonegelegenheden van voornoemd rusthuis wordt verlengd met ingang van 1 september 1999 tot 1 juli 2004, zodat de maximale huisvestingscapaciteit van het rusthuis 82 woonegelegenheden bedraagt.

Een afwijking op de erkenningsnorm 3.2.1.7. en 3.2.2.-lid 2 en 3, vervat in de bijlage B van het besluit van de Vlaamse regering van 17 juli 1985, met betrekking tot respectievelijk de hoogte van de raamdorpel en het raampoppervlak in de kamers 330 en 333, geen toilet op de afzonderingskamer en de netto vloeroppervlakte van twee nieuwe kamers, wordt toegestaan tot de ingebruikname van de geplande nieuwbouw.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende met een aangetekende brief een vordering tot schorsing en/of een beroep tot nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

[C – 2001/35353]

Welzijnszorg

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 20 oktober 1999 wordt bepaald :

Aan de V.Z.W. Residentie Vaartland, Overwinningstraat 133-135, te 2830 Willebroek wordt de voorafgaande vergunning verleend voor het bouwen van een serviceflatgebouw met 40 wooneenheden te 2830 Willebroek, Overwinningstraat Oude Dendermondsestraat.

Deze voorafgaande vergunning geldt voor vijf jaar en deze geldigheidsduur kan éénmalig verlengd worden met drie jaar op voorwaarde dat uiterlijk twee maanden voor het verstrijken ervan een ontvankelijke aanvraag voor het verkrijgen van een verlenging van de verleende voorafgaande vergunning bij de administratie wordt ingestuurd.

Als de initiatiefnemer binnen de geldigheidsduur van de voorafgaande vergunning de werken die nodig zijn om het initiatief te verwezenlijken niet heeft aangevat, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege.

Als het initiatief twaalf jaar na datum van de beslissing van de minister die de voorafgaande vergunning verleent slechts gedeeltelijk verwezenlijkt werd, vervalt de voorafgaande vergunning voor de niet-gerealiseerde opnamemogelijkheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende met een aangetekende brief een vordering tot schorsing en/of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 20 oktober 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 1226 van het rusthuis De Meibloem, Meibloemlei 6, te 2900 Schoten blijft behouden tot 1 september 1999 na overname van het beheer met ingang van 1 juni 1999 door de heer en mevrouw Sanders-Bolders, zelfde adres, voor maximaal 14 woonegelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende met een aangetekende brief een vordering tot schorsing en/of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 20 oktober 1999 wordt bepaald :

Aan de V.Z.W. Huize De Veldekens, Lange Leemstraat 250, te 2018 Antwerpen wordt de voorafgaande vergunning verleend voor het bouwen van een rusthuis met 90 woonegelegenheden te 2600 Berchem (Antwerpen), Berchemstationstraat, waarvan 67 ter vervanging van het rusthuis Chambon, L. Van Berckenlaan 190-192, te 2140 Borgerhout (Antwerpen).

Deze voorafgaande vergunning geldt voor vijf jaar en deze geldigheidsduur kan éénmalig verlengd worden met drie jaar op voorwaarde dat uiterlijk twee maanden voor het verstrijken ervan een ontvankelijke aanvraag voor het verkrijgen van een verlenging van de verleende voorafgaande vergunning bij de administratie wordt ingestuurd.

Als de initiatiefnemer binnen de geldigheidsduur van de voorafgaande vergunning de werken die nodig zijn om het initiatief te verwezenlijken niet heeft aangevat, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege.

Als het initiatief twaalf jaar na datum van de beslissing van de minister die de voorafgaande vergunning verleent slechts gedeeltelijk verwezenlijkt werd, vervalt de voorafgaande vergunning voor de niet-gerealiseerde opnamemogelijkheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende met een aangetekende brief een vordering tot schorsing en/of een beroep tot nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 20 oktober 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer CE 1993 van het serviceflatgebouw Hof Ter Beke, Balansstraat 25-27, te 2018 Antwerpen, wordt verlengd met ingang van 1 september 1999 tot 1 september 2002 voor maximaal 232 wooneenheden.

Er wordt akte genomen van het schrijven van het O.C.M.W. d.d. 5 februari 1999 met betrekking tot de naleving van de geldende brandveiligheidsnormen in de instelling. Het O.C.M.W. van 2000 Antwerpen is volledig verantwoordelijk voor de hierin opgenomen verklaringen en dient de Administratie halfjaarlijks in te lichten omtrent de vordering der werkzaamheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende met een aangetekende brief een vordering tot schorsing en/of een beroep tot nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 20 oktober 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 840 van het rusthuis Hadschot, Gerststraat 67, te 2440 Geel, beheerd door de V.Z.W. Rusthuis Hadschot, zelfde adres, wordt verlengd met ingang van 1 april 1999 tot 1 april 2002 voor maximaal 64 woonegelegenheden.

Er wordt akte genomen van het schrijven van de V.Z.W. Hadschot van 1 oktober 1999 met betrekking tot de naleving van de geldende brandveiligheidsnormen in de instelling. De V.Z.W. is volledig verantwoordelijk voor de hierin opgenomen verklaringen en dient de Administratie halfjaarlijks in te lichten omtrent de vordering der werkzaamheden inzake brandveiligheid.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende met een aangetekende brief een verzoek tot schorsing en/of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 20 oktober 1999 wordt bepaald :

Aan de V.Z.W. Huize De Veldekens, Lange Leemstraat 250, te 2018 Antwerpen wordt de voorafgaande vergunning verleend voor het bouwen van een serviceflatgebouw met 30 wooneenheden te 2600 Berchem (Antwerpen), Berchemstadionstraat.

Deze voorafgaande vergunning geldt voor vijf jaar en deze geldigheidsduur kan éénmalig verlengd worden met drie jaar op voorwaarde dat uiterlijk twee maanden voor het verstrijken ervan een ontvankelijke aanvraag voor het verkrijgen van een verlenging van de verleende voorafgaande vergunning bij de administratie wordt ingestuurd.

Als de initiatiefnemer binnen de geldigheidsduur van de voorafgaande vergunning de werken die nodig zijn om het initiatief te verwezenlijken niet heeft aangevat, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege.

Als het initiatief twaalf jaar na datum van de beslissing van de minister die de voorafgaande vergunning verleent slechts gedeeltelijk verwezenlijkt werd, vervalt de voorafgaande vergunning voor de niet-gerealiseerde opnamemogelijkheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende met een aangetekende brief een vordering tot schorsing en/of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 20 oktober 1999 wordt bepaald :

Het ministerieel besluit van 13 november 1997 wordt aangepast als volgt: Aan de V.Z.W. Maria Rustoord Ingelmunster, Wetstraat 53, te 8770 Ingelmunster, wordt de voorafgaande vergunning verleend voor het verbouwen van het rusthuis RVT Maria's Rustoord, zelfde adres, met vermindering van de capaciteit van 130 naar 120 woonegelegenheden.

De voorafgaande vergunning d.d. 13 november 1997 geldt tot 13 november 2002 en deze geldigheidsduur kan overeenkomstig de overgangsbepalingen vervat in het besluit van de Vlaamse regering van 17 maart 1998, voornoemd, eenmalig verlengd worden met drie jaar op voorwaarde dat uiterlijk twee maanden voor het verstrijken ervan een ontvankelijke aanvraag voor het verkrijgen van een verlenging van de van de voorafgaande vergunning bij de administratie ingestuurd wordt.

Als de initiatiefnemer binnen de geldigheidsduur van de voorafgaande vergunning de werken die nodig zijn om het initiatief te verwezenlijken niet heeft aangevat, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege.

Als het initiatief twaalf jaar na datum van de beslissing van de minister die de voorafgaande vergunning verleent slechts gedeeltelijk verwezenlijkt werd, vervalt de voorafgaande vergunning voor de niet-gerealiseerde opnamemogelijkheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 20 oktober 1999 wordt bepaald :

Aan het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Kortrijk, wordt de voorafgaande vergunning verleend voor de omvorming van het RVT Lichtendal E. Sabbelaan 1, te 8500 Kortrijk, van 90 ziekenhuis-RTV tot rusthuis RVT met 90 woonegelegenheden.

Aan het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Kortrijk, wordt de voorafgaande vergunning verleend voor het verbouwen van het bestaande rusthuis met vermindering van de capaciteit tot 85 woonegelegenheden (waarvan 5 woonegelegenheden voor Korsakow-patiënten)

Deze voorafgaande vergunning geldt voor vijf jaar en deze geldigheidsduur kan éénmalig verlengd worden met drie jaar op voorwaarde dat uiterlijk twee maanden voor het verstrijken ervan een ontvankelijke aanvraag voor het verkrijgen van een verlenging van de verleende voorafgaande vergunning bij de administratie wordt ingestuurd.

Als de initiatiefnemer binnen de geldigheidsduur van de voorafgaande vergunning de werken die nodig zijn om het initiatief te verwezenlijken niet heeft aangevat, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege.

Als het initiatief twaalf jaar na datum van de beslissing van de minister die de voorafgaande vergunning verleent slechts gedeeltelijk verwezenlijkt werd, vervalt de voorafgaande vergunning voor de niet-gerealiseerde opnamemogelijkheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende met een aangetekende brief een vordering tot schorsing en/of een beroep tot nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 27 oktober 1999 wordt bepaald :

De voorafgaande vergunning verleend bij ministerieel besluit van 6 mei 1992 aan de V.Z.W., R.V.T. Welvaart, Hoogboomsteenweg 124, te 2950 Kapellen, voor het uitbreiden van de capaciteit van het rusthuis R.V.T. Welvaart, zelfde adres, met 20 woonegelegenheden, en verlengd bij ministerieel besluit van 3 februari 1997 tot 6 mei 2000. De totale capaciteit van het rusthuis wordt hierdoor bepaald op 101 woonegelegenheden.

Als de initiatiefnemer binnen de geldigheidsduur van de voorafgaande vergunning de werken die nodig zijn om het initiatief te verwezenlijken niet heeft aangevat, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege.

Als het initiatief twaalf jaar na datum van de beslissing van de minister die de voorafgaande vergunning verleent slechts gedeeltelijk verwezenlijkt werd, vervalt de voorafgaande vergunning voor de niet-gerealiseerde opnamemogelijkheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende met een aangetekende brief een vordering tot schorsing en/of een beroep tot nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 29 oktober 1999 wordt bepaald :

Aan B.V.B.A. Anemoon, Vrouweeneekstraat 82, te 9100 Sint-Niklaas, wordt de voorafgaande vergunning verleend voor de capaciteitsuitbreiding met 5 woongelegenheden van het rusthuis Anemoon, Schipstraat 33, te 2870 Puurs zodat de nieuwe opnamecapaciteit van dit rusthuis 25 woongelegenheden zal bedragen.

Deze voorafgaande vergunning geldt voor vijf jaar en deze geldigheidsduur kan éénmalig verlengd worden met drie jaar op voorwaarde dat uiterlijk twee maanden voor het verstrijken ervan een ontvankelijke aanvraag voor het verkrijgen van een verlenging van de verleende voorafgaande vergunning bij de administratie wordt ingestuurd.

Als de initiatiefnemer binnen de geldigheidsduur van de voorafgaande vergunning de werken die nodig zijn om het initiatief te verwezenlijken niet heeft aangevat, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege.

Als het initiatief twaalf jaar na datum van de beslissing van de minister die de voorafgaande vergunning verleent slechts gedeeltelijk verwezenlijkt werd, vervalt de voorafgaande vergunning voor de niet-gerealiseerde opnamemogelijkheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende met een aangetekende brief een vordering tot schorsing en/of een beroep tot nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 29 oktober 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer CE 1442 van het rusthuis Meerminne, Meerminne 4-6, te 2640 Mortsel, beheerd door het O.C.M.W. van 2640 Mortsel, wordt verlengd met ingang van 1 maart 1999 tot 1 maart 2002 voor maximaal 90 woongelegenheden.

Er wordt akte genomen van het schrijven van het O.C.M.W. van 8 september 1999 met betrekking tot de naleving van de geldende brandveiligheidsnormen in de instelling. Het O.C.M.W. van 2640 Mortsel is volledig verantwoordelijk voor de hierin opgenomen verklaringen en dient de Administratie halfjaarlijks in te lichten omtrent de vordering der werkzaamheden inzake brandveiligheid.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende met een aangetekende brief een vordering tot schorsing en/of een beroep tot nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

[C – 2001/35388]

Welzijnszorg

Bij besluit van de directeur-generaal van de administratie Gezinn en Maatschappelijk Welzijn, namens de Vlaamse minister bevoegd voor de bijstand aan personen, van 13 januari 2000 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer CE 347 van het rusthuis St.-Elisabeth, Adegemdorp 26, te 9990 Maldegem, beheerd door het O.C.M.W. Maldegem, Lazarusbron, te Maldegem, wordt verlengd met ingang van 1 januari 2000 tot 1 januari 2005 voor maximaal 60 woongelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 13 januari 2000 wordt bepaald :

De voorafgaande vergunning verleend bij ministerieel besluit van 7 januari 1992 aan de V.Z.W. Bejaardenzorg Grauwzusters Hasselt-Tongeren Demerstraat 80, te 3500 Hasselt, voor het bouwen van een serviceflatgebouw met 40 wooneenheden, Wijngaardstraat, te Tongeren, en verlengd bij ministerieel besluit van 24 januari 1997 tot 7 januari 2000, wordt éénmalig verlengd met een periode van 2 jaar met ingang van 7 januari 2000.

Als de initiatiefnemer binnen de geldigheidsduur van de voorafgaande vergunning de werken die nodig zijn om het initiatief te verwezenlijken niet heeft aangevat, vervalt de voorafgaande vergunning van rechtswege.

Als het initiatief twaalf jaar na datum van de beslissing van de minister die de voorafgaande vergunning verleent slechts gedeeltelijk verwezenlijkt werd, vervalt de voorafgaande vergunning voor de niet-gerealiseerde opnamemogelijkheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse Minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 13 januari 2000 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 127 van het rusthuis R.V.T. Sint-Augustinus, Legrellestraat 39, te 2590 Berlaar, beheerd door de V.Z.W. Sint-Augustinusrusthuis en Stijnenhof, zelfde adres, wordt verlengd met ingang van 19 december 1999 tot 1 december 2002 voor maximaal 68 woongelegenheden.

Er wordt akte genomen van het schrijven van de V.Z.W. Sint-Augustinusrusthuis en Stijnenhof van 7 december 1998 met betrekking tot de naleving van de geldende brandveiligheidsnormen in de instelling. De V.Z.W. is volledig verantwoordelijk voor de hierin opgenomen verklaringen en dient de Administratie halfjaarlijks in te lichten omtrent de vordering der werkzaamheden inzake brandveiligheid.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse Minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 13 januari 2000 wordt bepaald :

Het rusthuis Residentie Anselmo, Solvijnstraat 32, te 2018 Antwerpen, uitgebaat door de B.V.B.A. Methusalem-beheer, Kontichsesteenweg 95A, te 2630 Aartselaar, wordt erkend met ingang van 1 januari 1999 tot 1 januari 2002 onder nr. PE 2212 voor maximaal 23 woonegelegenheden.

De verantwoordelijke uitbater dient alle noodzakelijke maatregelen te treffen teneinde de brandveiligheid van de residenten maximaal te garanderen.

Binnen deze erkenningstermijn dient een vervangende nieuwbouw gerealiseerd te worden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse Minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 13 januari 2000 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 1887 van het rusthuis Domenica, Plantin en Moretuslei 134, te 2018 Antwerpen, blijft behouden na overname van het beheer ervan met ingang van 8 november 1999 door de N.V. Residentie Moretus, Tervuursestraat 44, bus 10, te 3000 Leuven, tot 1 januari 2001 voor maximaal 110 woonegelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

[C – 2001/35352]

Welzijnszorg

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 26 oktober 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer CE 110 van het rusthuis Rust- en Verzorgingstehuis De Zonne Schakelstraat 47, te 8790 Waregem, beheerd door het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van waregem, wordt verlengd met ingang van 1 januari 1999 tot 1 januari 2004 voor maximaal 110 wooneenheden.

Een afwijking op de erkenningsnorm 3.2.2.- lid 1 en 2, vervat in de bijlage B van het besluit van de Vlaamse Regering van 17 juli 1985, voornoemd, wordt toegestaan tot de beëindiging van de geplande aanpassingswerken.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 26 oktober 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer CE 65 van het rusthuis Sint-Augustinus Vestingstraat 1, te 8820 Torhout, beheerd door het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Torhout, wordt verlengd met ingang van 1 september 1999 tot 1 september 2004 voor maximaal 174 woonegelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 26 oktober 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer CE192 van het rusthuis Sint-Remigius Koolskampstraat 48, te 8740 Pittem, beheerd door het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Pittem, wordt verlengd met ingang van 1 oktober 1999 tot 1 oktober 2004 voor maximaal 51 woonegelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 26 oktober 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer CE 1467 van het rusthuis Ter Deeve Bonestraat 24, te 8760 Meulebeke, beheerd door het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Meulebeke, wordt verlengd met ingang van 1 september 1999 tot 1 september 2004 voor maximaal 36 woonegelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 26 oktober 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 1343 van het rusthuis Residentie Marie-Poul Leopoldstraat 126, te 8930 Menen, beheerd door de B.V.B.A. Residentie Marie-Poul Vlamingenstraat 148, te 8930 Menen, wordt verlengd met ingang van 1 september 1998 tot 1 september 2000 voor maximaal 43 woonegelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 26 oktober 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 477 van het rusthuis Sint-Calolus Groeningelaan 7, te 8500 Kortrijk, beheerd door de V.Z.W. Gezondheidszorg H. Familie Groeningepoort 4, te 8500 Kortrijk, wordt verlengd met ingang van 1 juli 1999 tot 1 juli 2004 voor maximaal 75 woonegelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

—

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 26 oktober 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer CE 1260 van het rusthuis De Strandjutter F. Masereellaan 9, te 8370 Blankenberge, beheerd door het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Blankenberge, wordt verlengd met ingang van 1 september 1999 tot 1 september 2004 voor maximaal 140 woonegelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

—

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 26 oktober 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 1763 van de eerste en de tweede fase van het serviceflatgebouw Residentie vinkenbosch Lindekensveldstaat 56, te 3510 Hasselt (Kermt), beheerd door de V.Z.W. Vinkenbosch, zelfde adres, wordt verlengd met ingang van 1 september 1999 tot 1 februari 2004 voor maximaal 45 wooneenheden. De maximale huisvestingscapaciteit van het serviceflatgebouw gedraagt 55 wooneenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

—

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 26 oktober 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 391 van het rusthuis R.V.T. Hof Ten Dorpe, Welkomstraat 61, te 2160 Wommelgem, beheerd door de V.Z.W. Maatschappij van Kristelijke Liefdadigheid, A. Vermeylenlaan 6, te 2050 Antwerpen, wordt verlengd met ingang van 1 september 1999 tot 1 september 2004 voor maximaal 100 woonegelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

—

Bij besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 26 oktober 1999 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 814 van het rusthuis De Lorken Lariksdreef 4, te 2900 Schoten, beheerd door de B.V.B.A. De Lorken, zelfde adres, wordt verlengd met ingang van 1 september 1999 tot 1 september 2004 voor maximaal 24 woonegelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

—

Departement Economie, Werkgelegenheid, Binnenlandse Aangelegenheden en Landbouw

[C – 2001/35351]

Interlokale samenwerking en lokale openbare bedrijven

GENT. — Bij besluit van 6 februari 2001 van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Sport, wordt het stadsbestuur van Gent gemachtigd tot het verwerven, bij wege van onteigening tot nut van het algemeen, van gronden, met een totale oppervlakte van 9 a 21 ca gelegen in Gent er kadastraal bekend zoals vermeld in genoemd besluit, met het oog op de realisatie van een sociaal woningbouwproject, onteigeningsplan : « Achtermuide/Vorkstraat ».

Hetzelfde besluit verklaart dat de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden, bepaald bij artikel 5 van de wet van 26 juli 1962, op dezelfde onteigening mag worden toegepast.

—

BRUGGE. — Bij besluit van 7 februari 2001 wordt door de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Sport het besluit van 7 juli 2000 vernietigd waarbij de algemene vergadering van de OCMW-vereniging A.Z. Sint-Jan, Autonome Verzorgingsinstelling te Brugge, aan een personeelslid als tuchtsanctie een waarschuwing gaf.

—

ARDOOIE. — Bij besluit van 14 februari 2001 van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Sport, wordt de West-Vlaamse Intercommunale voor Economische Expansie, Huisvestingsbeleid en Technische Bijstand, afgekort : « WVI », Baron Ruzettelaan 35, 8310 Brugge gemachtigd tot het verwerven, bij wege van onteigening tot nut van het algemeen, van gronden, met een totale oppervlakte van 71 a 91 ca gelegen in Ardooië er kadastraal bekend zoals vermeld in genoemd besluit, met het oog op realisatie van het bedrijventerrein Fabriekstraat.

Hetzelfde besluit verklaart dat de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden, bepaald bij artikel 5 van de wet van 26 juli 1962, op dezelfde onteigening mag worden toegepast.

ROESELARE. — Bij besluit van 14 februari 2001 van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Sport, wordt de West-Vlaamse Intercommunale voor Economische Expansie, Huisvestingsbeleid en Technische Bijstand, afgekort « W.V.I. », Baron Ruzettelaan 35, 8310 Brugge gemachtigd tot het verwerven, bij wege van onteigening tot nut van het algemeen, van gronden, met een oppervlakte van 5 ha 86 a 54 ca gelegen in Roeselare er kadastraal bekend zoals vermeld in genoemd besluit, met het oog op de realisatie van het bedrijventerrein Nieuwe Abeele Zuid R.O.

Hetzelfde besluit verklaart dat de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden, bepaald bij artikel 5 van de wet van 26 juli 1962, op dezelfde onteigening mag worden toegepast.

GENT. — Bij besluit van 20 februari 2001 hecht de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Sport, zijn goedkeuring aan de begroting voor 2001 van het parkeerbedrijf van de stad Gent.

ROESELARE. — Bij besluit van 22 februari 2001 van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Sport, wordt de West-Vlaamse Intercommunale voor Economische Expansie, Huisvestingsbeleid en Technische Bijstand, afgekort « WVI », Baron Ruzettelaan 35, 8310 Brugge gemachtigd tot het verwerven, bij wege van onteigening tot nut van het algemeen, van onroerende goederen, met een totale oppervlakte van 28 ha 60 a 35 ca gelegen in Roeselare er kadastraal bekend zoals vermeld in genoemd besluit, met het oog op de realisatie van het bedrijventerrein Haven Zuid R.O. en W.

Hetzelfde besluit verklaart dat de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden, bepaald bij artikel 5 van de wet van 26 juli 1962, op dezelfde onteigening mag worden toegepast.

BEVEREN. — Bij besluit van 7 maart 2001 van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Sport, wordt de Maatschappij voor het Grond- en Industrialisatiebeleid van het Linkerschelde-oevergebied, Lamstraat 113, 9100 Sint-Niklaas gemachtigd tot het verwerven, bij wege van onteigening tot nut van het algemeen, van gronden, met een totale oppervlakte van 116 ha 18 a 36 ca gelegen in Beveren er kadastraal bekend zoals vermeld in genoemd besluit, met het oog op de realisatie van het onteigeningsplan BA/7946 « Doel 3 — MIDA I ».

Hetzelfde besluit verklaart dat de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden, bepaald bij artikel 5 van de wet van 26 juli 1962, op dezelfde onteigening mag worden toegepast.

Bij besluit van 13 maart 2001 hecht de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Sport zijn goedkeuring aan het aanhangsel bij de samenwerkingsovereenkomst tussen de intercommunale verenigingen IOK en IGEMO m.b.t. de voorbereidende werken met het oog op de bouw en de exploitatie van een inrichting voor de verwerking van huishoudelijk afval en vergelijkbaar bedrijfsafval, goedgekeurd bij ministerieel besluit van 14 februari 2000.

Departement Leefmilieu en Infrastructuur

[C – 2001/35358]

Administratie ruimtelijke ordening. — Plan van aanleg

BEERSEL. — Bij besluit van 13 maart 2001 van de Vlaamse minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media :

is goedgekeurd het bijgaand bijzonder plan van aanleg «Waterpoel» genaamd, van de gemeente Beersel, bestaande uit een plan van de bestaande toestand, een bestemmingsplan en bijbehorende stedenbouwkundige voorschriften.

[C – 2001/35357]

Ruilverkaveling. — Vervanging van leden

Een besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Landbouw van 13 maart 2001 bepaalt :

De heer Paul Claes, te Sint-Truiden, wordt benoemd tot plaatsvervangend lid van het ruilverkavelingscomité Rijkhoven, ter vervanging van de heer W. Hubrechts.

De heer Nestor Dams, te Gingelom, wordt benoemd tot plaatsvervangend lid van het ruilverkavelingscomité Rijkhoven, ter vervanging van de heer L. Janssen.

De heer Jozef d'Hertefelt, te Londerzeel, wordt benoemd tot effectief lid van het ruilverkavelingscomité Elingen, ter vervanging van Mevr. Kathleen Taelemans.

De heer Wim Pauwels, ingenieur, wordt benoemd tot plaatsvervangend lid van de ruilverkavelingscomités Lo, Eggewaartskapelle, Beveren-IJzer, Zande, Paddegat en Fortem, ter vervanging van Mevr. Lutgard Demarest.

De heer Wim Slabbaert, adjunct van de directeur, wordt benoemd tot plaatsvervangend lid van de ruilverkavelingscomités Reninge en Woesten, ter vervanging van Mevr. Lutgard Demarest.

De heer Robert Bosmans, adjunct van de directeur, wordt benoemd tot effectief lid van het ruilverkavelingscomité Weelde, ter vervanging van de heer Koenraad De Smet.

De heer Daniël Josten, deskundige, wordt benoemd tot plaatsvervangend lid van het ruilverkavelingscomité Weelde, ter vervanging van de heer Patrick Engels.

De heer Joris Janssens, adjunct van de directeur, wordt benoemd tot plaatsvervangend lid van het ruilverkavelingscomité Merksplas, ter vervanging van de heer Robert Bosmans.

[C – 2001/35377]

Bos & Groen. — Onteigening zgn. « kasteel van Groenendaal », te Hoeilaart

HOEILAART – Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Landbouw van 20 maart 2001 werd de onteigening bevolen van een gebied van 1 ha 80 a 95 ca, gelegen te Hoeilaart met het oog op de verwerving van het kasteel van Groenendaal en zijn directe omgeving.

[C – 2001/35375]

Natuurinrichtingsproject Bourgoyen-Ossemeersen
Vaststelling van de maatregelen en de modaliteiten tot uitvoering van het natuurinrichtingsproject
Erratum

Het uittreksel van het besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Landbouw van 13 februari 2001 dat gepubliceerd werd in het *Belgisch Staatsblad* van 14 maart 2001, blz. 8152, moet worden vervangen door onderstaande tekst :

Een besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Landbouw van 13 februari 2001 bepaalt :

Artikel 1. Overeenkomstig artikel 27 van het besluit van de Vlaamse regering van 23 juli 1998 tot vaststelling van nadere regels ter uitvoering van het decreet van 21 oktober 1997 betreffende het natuurbehoud en het natuurlijk milieu worden voor het natuurinrichtingsproject Bourgoyen-Ossemeersen de volgende maatregelen vastgesteld :

- 1° infrastructuur- en kavelwerken;
- 2° waterhuishoudingswerken;
- 3° grondwerken;
- 4° uitbouw van natuureducatieve voorzieningen.

Art. 2. Overeenkomstig artikel 27 van het besluit van de Vlaamse regering van 23 juli 1998 tot vaststelling van nadere regels ter uitvoering van het decreet van 21 oktober 1997 betreffende het natuurbehoud en het natuurlijk milieu worden voor het natuurinrichtingsproject Bourgoyen - Ossemeersen de volgende modaliteiten tot uitvoering vastgesteld :

- 1° infrastructuur- en kavelwerken, waaronder dient verstaan te worden in dit besluit :
 - a) aanleg van een gronddam langs de R4 met een noordelijk deel gaande van de Driesdreef tot de Zandloperstraat en een zuidelijk deel van de Kroosvarenplas en Drongensesteenweg;
 - b) plaatsen van een geluidswerend scherm langs de R4 ter hoogte van de Zandloperstraat en Kroosvarenplas;
 - c) rooien van gebiedsvreemde beplanting in een bosje ten westen van het waterzuiveringsstation langs de Drongensesteenweg;
 - d) aanleg van een houtwal langs de Drongensesteenweg;
 - e) heraanplant van een hoogstamboomgaard op het erf van de Valkenhuishoeve;
 - f) optimalisatie winterverblijf vlermuizen aan de Grijtgracht onder de oude spoorwegbedding;
 - g) aanleg steilrand voor oeverzwaluw en ijsvogel aan de zuidelijke tip van de noordelijke gronddam;
 - h) plaatsen en/of vervangen van weidehekkens verspreid in het natuurinrichtingsproject;
 - i) herinrichten beheerswegen, met name het deel van Bunderweg, toegangsweg naar de Valkenhuishoeve;
 - j) werken aan toegangen met plaatsen van veeroosters, voetgangerssluizen en de aanleg van een helling;
- 2° waterhuishoudingswerken, waaronder dient verstaan te worden in dit besluit :
 - a) ruimen van de waterloop van 2de categorie, de Grijtgracht en de waterloop van 3de categorie, de Loopgracht;
 - b) plaatsen van waterbouwkundige infrastructuur ter hoogte van de Driepikkelstraat, de samenvloeiing van de Loopgracht en de Ringsloot, de zijgracht van de Loopgracht, de Meerskant, de samenvloeiing van de Grijtgracht en de Loopgracht Ossemeersen;
 - c) aanleg van een dijkje tussen de Kroosvarenplas en de Zandloperstraat;
 - d) bouw van brugjes verspreid in het projectgebied en een brugje over de Leie;
 - e) graven van grachten met name de verbindingsgracht en langsgracht van de gronddam en als veekering;
- 3° grondwerken, waaronder dient verstaan te worden in dit besluit :
 - a) afgraven gronden en opgehoogde terreinen met name de Vliegpleinkouter, Schapenweide, Bunderwegzone;
 - b) afgraven zone met vervuilde grond aan de Meerskant;
 - c) afvlakken van taluds van de centrale ophoging ten noorden en oosten van de Valkenhuishoeve;
- 4° de uitbouw van natuureducatieve voorzieningen, waaronder dient verstaan te worden in dit besluit :
 - a) bouw van observatiehutten;
 - b) bouw van een observatietoren aan de ingang ter hoogte van de Driepikkelstraat;
 - c) inrichten van gebiedstoegangen ter hoogte van de Driepikkelstraat, J.P.Baudetlaan, Zandloperstraat, Bunderweg, Mahatma Gandhistraat, Bourgoyendreef;
 - d) plaatsen en / of vervangen van zitbanken verspreid in het natuurinrichtingsproject;
 - e) heraanleg van wegen met name de Driepikkelstraat, Valkenhuishoeve, Bourgoyendreef, de weg aan de noordzijde van de Leie-arm, J.P. Baudetlaan, Zandloperstraat;
 - f) aanleg van wegen door het Valkenhuisbos en aan de noordzijde van de Kroosvarenplas, langs de R4, aan de zuidzijde Leie-arm;
 - g) aanleg van een knuppelpad aan de Meerskant.

Art. 3. De modaliteiten tot uitvoering vermeld in artikel 2, 1°, a), b), d), g) en in artikel 2, 2°, c) vinden enkel plaats in geval van medefinanciering door de Afdeling Wegen Oost-Vlaanderen van de Administratie Wegen en Verkeer en de Afdeling Algemeen Milieu- en Natuurbeleid van de Administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer.

Art. 4. De modaliteit tot uitvoering vermeld in artikel 2, 2°, a) betreffende de Grijtgracht, waterloop 2de categorie, vindt enkel plaats in geval van medefinanciering door het provinciebestuur Oost-Vlaanderen.

Art. 5. De modaliteit tot uitvoering vermeld in artikel 2, 2°, a) betreffende de Loopgracht, waterloop 3de categorie, vindt enkel plaats in geval van medefinanciering door het stadsbestuur van Gent.

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[2001/29147]

19 FEVRIER 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juin 1998 portant nomination des membres des Conseils supérieurs des Hautes Ecoles

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 79 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, et notamment l'alinéa 6 de l'article 79;

Vu l'arrêté du 20 janvier 1997 du Gouvernement de la Communauté française créant le Conseil général des Hautes Ecoles et les Conseils supérieurs des Hautes Ecoles, tel qu'il a été modifié le 7 janvier 1998, notamment les articles 18^{ter}, 18^{quater} et 18^{sexies};

Sur proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par « arrêté du 15 juin 1998 », l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juin 1998 portant nomination des membres des Conseils supérieurs des Hautes Ecoles.

CHAPITRE II. — *Du Conseil de l'Enseignement supérieur artistique*

Art. 2. A l'article 4, 2^e alinéa, 3^o, de l'arrêté du 15 juin 1998, les mots « Monsieur Roland SERVAIS » sont remplacés par les mots « M. M. HALLYNCK ».

CHAPITRE III. — *Du Conseil supérieur de l'enseignement supérieur pédagogique*

Art. 3. A l'article 12, 2^e alinéa, 3^o, de l'arrêté du 15 juin 1998, les mots « Mme Nelly ROUFFIANGE » sont remplacés par « M. Paul GAUTHY ».

Art. 4. A l'article 13 de l'arrêté du 15 juin 1998, les mots « M. Michel TORDOIR » sont remplacés par « M. Albert LEROY ».

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. La Ministre de l'Enseignement supérieur est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 février 2001.

Pour le Gouvernement de la Communauté française,

La Ministre de l'Enseignement supérieur,

Mme F. DUPUIS

—

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[2001/29147]

19 FEBRUARI 2001. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juni 1998 houdende benoeming van de leden van de Hoge Raden van de Hogescholen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 79 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, en inzonderheid op lid 6 van artikel 79;

Gelet op het besluit van 20 januari 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap tot oprichting van de Algemene Raad van de Hogescholen en van de Hoger Raden van de Hogescholen, zoals gewijzigd op 7 januari 1998, inzonderheid op de artikelen 18^{ter}, 18^{quater} en 18^{sexies};

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient onder « besluit van 15 juni 1998 » het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juni 1998 houdende benoeming van de leden van de Hoge Raden van de Hogescholen verstaan te worden.

HOOFDSTUK II. — *De Raad voor het hoger kunstonderwijs*

Art. 2. In artikel 4, 2^e lid, 3^o, van het besluit van 15 juni 1998 dienen de woorden « de heer Roland SERVAIS » te worden vervangen door de woorden « de heer M. HALLYNCK ».

HOOFDSTUK III. — *De Hoge Raad voor het pedagogisch hoger onderwijs*

Art. 3. In artikel 12, 2^e lid, 3^o, van het besluit van 15 juni 1998 worden de woorden « Mevrouw Nelly ROUFFIANGE » vervangen door de woorden « de heer Paul GAUTHY ».

Art. 4. In artikel 13 van het besluit van 15 juni 1998 worden de woorden « de heer Michel TORDOIR » vervangen door de woorden « de heer Albert LEROY ».

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. De Minister van Hoger Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gedaan te Brussel, 19 februari 2001.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap,
De Minister van Onderwijs,
Mevr. F. DUPUIS



[2001/29148]

19 FEVRIER 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 mars 1997 portant nomination des membres du conseil d'administration de la Haute Ecole de la Communauté française de Bruxelles

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'Enseignement supérieur en Hautes Ecoles, notamment l'article 66;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 mars 1997 portant nomination des membres du Conseil d'administration de la Haute Ecole de la Communauté française de Bruxelles,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1er, alinéa « - des organisations syndicales : » de l'arrêté de la Communauté française du 11 mars 1997 portant nomination des membres du Conseil d'administration de la Haute Ecole de la Communauté française de Bruxelles, les mots « M. Brian Collins (CGSP) » sont remplacés par les mots « Mme Christine Demaecker (CGSP) ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. La Ministre de l'Enseignement supérieur est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 19 février 2001.

Pour le Gouvernement de la Communauté française,
La Ministre de l'Enseignement supérieur,
Mme F. DUPUIS



VERTALING

[2001/29148]

19 FEBRUARI 2001. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 maart 1997 houdende benoeming van de leden van de raad van bestuur van de Haute Ecole de la Communauté française de Bruxelles

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, inzonderheid op artikel 66;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 maart 1997 houdende benoeming van de leden van de raad van bestuur van de Haute Ecole de la Communauté française de Bruxelles,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1, lid « vakverenigingen : » van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 maart 1997 houdende benoeming van de leden van de raad van bestuur van de Haute Ecole de la Communauté française de Bruxelles worden de woorden « de heer Brian Collins (CGSP) » vervangen door de woorden « Mevr. Christine Demaecker (CGSP) ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De Minister van Hoger Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gedaan te Brussel, 19 februari 2001.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap,
De Minister van Hoger Onderwijs,
Mevr. F. DUPUIS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C – 2001/27205]

1^{er} MARS 2001. — Arrêté ministériel portant création des cavités souterraines d'intérêt scientifique de la grotte Walou, de la grotte du Fonds de Forêt et du Trou Wuinant à Trooz

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la Conservation de la Nature;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 janvier 1995 relatif à la protection des cavités souterraines d'intérêt scientifique, notamment l'article 3;

Vu les conventions passées entre M. W. Fassotte et la Région wallonne en date du 11 mars 1999;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, donné le 12 septembre 2000;

Vu l'avis de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, donné le 21 novembre 2000;

Considérant l'intérêt biologique et/ou notamment chiroptérologique, archéologique, hydrologique, géomorphologique, et minéralogique des cavités souterraines susmentionnées,

Arrête :

Article 1^{er}. La grotte Walou, la grotte de Fonds de Forêt et le Trou Wuinant sont désignés en tant que cavité souterraine d'intérêt scientifique. Les accès sont situés respectivement sur les parcelles cadastrées : commune de Trooz, section B, 1^{re} division, 1^{re} feuille, n^{os} 67 et 71, pour la Grotte Walou; commune de Trooz, section B, 1^{re} division, 1^{re} feuille, n^{os} 18 et 20, pour la Grotte de Fonds de Forêt; commune de Trooz, section B, 1^{re} division, 1^{re} feuille, n^o 22, pour le Trou Wuinant appartenant à M. Fassotte et figurent sur les cartes ci-annexées.

Art. 2. Le directeur du centre de Liège met en œuvre les mesures de protection et de gestion particulières des cavités reprises à l'article premier. A cette fin, il organise un comité de gestion spécifique.

La Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et du Logement est associée à ce comité de gestion.

Art. 3. Les mesures de protection et de gestion particulières des cavités consistent à placer une fermeture adaptée sur l'accès aux réseaux.

Le dispositif de fermeture possède, outre des passages calibrés pour les chauves-souris et de l'ouverture pour le suivi scientifique, une ouverture réduite au niveau du sol permettant notamment le passage des batraciens.

Ces fermetures font l'objet de l'agrément du comité de gestion spécifique.

Art. 4. L'accès aux sites n'est autorisé que pour y effectuer des opérations de gestion et de suivi scientifique, biologique et/ou chiroptérologique, archéologique, hydrologique, géomorphologique et minéralogique.

Seules les personnes mandatées par le comité de gestion peuvent accéder à l'intérieur des cavités, en respectant les périodes et les conditions établies par ce dernier.

Des recherches scientifiques et spéléologiques peuvent être effectuées moyennant l'accord du comité de gestion, le respect de l'intégrité des cavités souterraines d'intérêt scientifique ainsi que le respect des mesures de gestion et de suivi scientifique.

Namur, le 1^{er} mars 2001.

J. HAPPART

Les cartes peuvent être consultées auprès de la Division de la Nature et des Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne, avenue Prince de Liège 15, 5100 Jambes.



[C – 2001/27203]

1^{er} MARS 2001. — Arrêté ministériel portant création de la cavité souterraine d'intérêt scientifique du Trou du Faisan à Eprave (Rochefort)

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la Conservation de la Nature;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 janvier 1995 relatif à la protection des cavités souterraines d'intérêt scientifique, notamment l'article 3;

Vu la convention entre la ville de Rochefort et la Région wallonne en date du 26 janvier 1999;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, donné le 12 septembre 2000;

Vu l'avis de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, donné le 21 novembre 2000;

Considérant l'intérêt biologique et notamment chiroptérologique, géologique et minéralogique de la cavité souterraine dénommée « Trou du Faisan »,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Trou du Faisan est désigné en tant que cavité souterraine d'intérêt scientifique. Son accès est situé sur la parcelle cadastrée : commune de Rochefort-Eprave, section A, 5^e division, au lieu-dit "Esefond", n^o 1473a pie, appartenant à la ville de Rochefort et figure sur la carte ci-annexée.

Art. 2. Le directeur du centre de Dinant met en œuvre les mesures de protection et de gestion particulières de la cavité reprise à l'article premier. A cette fin, il organise un comité de gestion.

La Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine est associée au comité de gestion.

Art. 3. Les mesures de protection et de gestion particulières de la cavité consistent à placer une fermeture adaptée sur l'accès au réseau.

Le dispositif de fermeture possède, outre des passages calibrés pour les chauves-souris et de l'ouverture pour le suivi scientifique, une ouverture réduite au niveau du sol permettant notamment le passage des batraciens.

Cette fermeture fait l'objet de l'agrément du comité de gestion.

Art. 4. L'accès au site n'est autorisé que pour y effectuer des opérations de gestion et de suivi scientifique, biologique et notamment chiroptérologique, géologique et minéralogique.

Seules les personnes mandatées par le comité de gestion peuvent accéder à l'intérieur de la cavité, en respectant les périodes et les conditions établies par ce dernier.

Des recherches scientifiques et spéléologiques peuvent être effectuées moyennant l'accord du comité de gestion, le respect de l'intégrité de la cavité souterraine d'intérêt scientifique ainsi que le respect des mesures de gestion et de suivi scientifique.

Namur, le 1^{er} mars 2001.

J. HAPPART

La carte peut être consultée auprès de la Division de la Nature et des Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne, avenue Prince de Liège 15, 5100 Jambes.



[C – 2001/27201]

**1^{er} MARS 2001. — Arrêté ministériel
portant création de la cavité souterraine d'intérêt scientifique du Trou Maillard à Treignes**

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la Conservation de la Nature;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 janvier 1995 relatif à la protection des cavités souterraines d'intérêt scientifique, notamment l'article 3;

Vu la convention entre la commune de Viroinval et la Région wallonne en date du 11 février 1999;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, donné le 12 septembre 2000;

Vu l'avis de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, donné le 21 novembre 2000;

Considérant l'intérêt biologique et notamment chiroptérologique, géologique et archéologique de la cavité souterraine dénommée "Trou Maillard",

Arrête :

Article 1^{er}. Le Trou Maillard est désigné en tant que cavité souterraine d'intérêt scientifique. Son accès est situé sur la parcelle cadastrée : commune de Viroinval, 3^e division, section F, 1^{er} feuille, n^o 90P2, appartenant à la commune de Viroinval et figure sur la carte ci-annexée.

Art. 2. Le directeur du centre de Namur met en œuvre les mesures de protection et de gestion particulières de la cavité reprise à l'article premier. A cette fin, il organise un comité de gestion.

La Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine est associée au comité de gestion.

Art. 3. Les mesures de protection et de gestion particulières de la cavité consistent à placer une fermeture adaptée sur l'accès au réseau.

Le dispositif de fermeture possède, outre des passages calibrés pour les chauves-souris et de l'ouverture pour le suivi scientifique, une ouverture réduite au niveau du sol permettant notamment le passage des batraciens.

Cette fermeture fait l'objet de l'agrément du comité de gestion.

Art. 4. L'accès au site n'est autorisé que pour y effectuer des opérations de gestion et de suivi scientifique, biologique et notamment chiroptérologique, géologique et archéologique.

Seules les personnes mandatées par le comité de gestion peuvent accéder à l'intérieur de la cavité, en respectant les périodes et les conditions établies par ce dernier.

Des recherches scientifiques et spéléologiques peuvent être effectuées moyennant l'accord du comité de gestion, le respect de l'intégrité de la cavité souterraine d'intérêt scientifique ainsi que le respect des mesures de gestion et de suivi scientifique.

Namur, le 1^{er} mars 2001.

J. HAPPART

La carte peut être consultée auprès de la Division de la Nature et des Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne, avenue Prince de Liège 15, 5100 Jambes.



[C – 2001/27202]

**1^{er} MARS 2001. — Arrêté ministériel
portant création de la cavité souterraine d'intérêt scientifique du Trou du Salpêtre à Marchin**

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la Conservation de la Nature;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 janvier 1995 relatif à la protection des cavités souterraines d'intérêt scientifique, notamment l'article 3;

Vu la convention entre la commune de Marchin et la Région wallonne en date du 10 mars 1999;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, donné le 12 septembre 2000;

Vu l'avis de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine donné le 21 novembre 2000;

Considérant l'intérêt biologique et notamment chiroptérologique, et géomorphologique de la cavité souterraine dénommée "Trou du Salpêtre",

Arrête :

Article 1^{er}. Le Trou du Salpêtre est désigné en tant que cavité souterraine d'intérêt scientifique. Son accès est situé sur la parcelle cadastrée : commune de Marchin, section E, 1^{re} division, n° 691a, appartenant à la commune de Marchin et figure sur la carte ci-annexée.

Art. 2. Le directeur du centre de Liège met en œuvre les mesures de protection et de gestion particulières de la cavité reprise à l'article premier. A cette fin, il organise un comité de gestion.

Art. 3. Les mesures de protection et de gestion particulières de la cavité consistent à placer une fermeture adaptée sur l'accès au réseau.

Le dispositif de fermeture possède, outre des passages calibrés pour les chauves-souris et de l'ouverture pour le suivi scientifique, une ouverture réduite au niveau du sol permettant notamment le passage des batraciens.

Cette fermeture fait l'objet de l'agrément du comité de gestion.

Art. 4. L'accès au site n'est autorisé que pour y effectuer des opérations de gestion et de suivi scientifique, biologique et notamment chiroptérologique et géomorphologique.

Seules les personnes mandatées par le comité de gestion peuvent accéder à l'intérieur de la cavité, en respectant les périodes et les conditions établies par ce dernier.

Des recherches scientifiques et spéléologiques peuvent être effectuées moyennant l'accord du comité de gestion, le respect de l'intégrité de la cavité souterraine d'intérêt scientifique ainsi que le respect des mesures de gestion et de suivi scientifique.

Namur, le 1^{er} mars 2001.

J. HAPPART

La carte peut être consultée auprès de la Division de la Nature et des Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne, avenue Prince de Liège 15, 5100 Jambes.



[C – 2001/27204]

**1^{er} MARS 2001. — Arrêté ministériel
portant création de la cavité souterraine d'intérêt scientifique du Trou du Maye Crevé à Durbuy**

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la Conservation de la Nature;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 janvier 1995 relatif à la protection des cavités souterraines d'intérêt scientifique, notamment l'article 3;

Vu la convention entre M. E. W. Elst et la Région wallonne en date du 20 février 1999;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, donné le 12 septembre 2000;

Vu l'avis de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, donné le 21 novembre 2000;

Considérant l'intérêt biologique et notamment chiroptérologique et minéralogique de la cavité souterraine dénommée "Trou du Maye Crevé",

Arrête :

Article 1^{er}. Le Trou du Maye Crevé est désigné en tant que cavité souterraine d'intérêt scientifique. Son accès est situé sur la parcelle cadastrée : commune de Durbuy-Heyd, 7^e division, section B, 1^{re} feuille, n° 153c, appartenant à M. Eric W. Elst et figure sur la carte ci-annexée.

Art. 2. Le directeur du centre de Marche-en-Famenne met en œuvre les mesures de protection et de gestion particulières de la cavité reprise à l'article premier. A cette fin, il organise un comité de gestion.

Art. 3. Les mesures de protection et de gestion particulières de la cavité consistent à placer une fermeture adaptée sur l'accès au réseau.

Le dispositif de fermeture possède, outre des passages calibrés pour les chauves-souris et de l'ouverture pour le suivi scientifique, une ouverture réduite au niveau du sol permettant notamment le passage des batraciens.

Cette fermeture fait l'objet de l'agrément du comité de gestion.

Art. 4. L'accès au site n'est autorisé que pour y effectuer des opérations de gestion et de suivi scientifique, biologique et notamment chiroptérologique et minéralogique.

Seules les personnes mandatées par le comité de gestion peuvent accéder à l'intérieur de la cavité, en respectant les périodes et les conditions établies par ce dernier.

Des recherches scientifiques et spéléologiques peuvent être effectuées moyennant l'accord du comité de gestion, le respect de l'intégrité de la cavité souterraine d'intérêt scientifique ainsi que le respect des mesures de gestion et de suivi scientifique.

Namur, le 1^{er} mars 2001.

J. HAPPART

La carte peut être consultée auprès de la Division de la Nature et des Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne, avenue Prince de Liège. 15. 5100 Jambes.

[C – 2001/27206]

**1^{er} MARS 2001. — Arrêté ministériel
portant création de la cavité souterraine d'intérêt scientifique de l'Abîme de Saint-Mard, à Virton**

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la Conservation de la Nature;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 janvier 1995 relatif à la protection des cavités souterraines d'intérêt scientifique, notamment l'article 3;

Vu la convention entre la commune de Virton et la Région wallonne en date du 25 octobre 1999;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, donné le 12 septembre 2000;

Vu l'avis de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement et du Patrimoine, donné le 21 novembre 2000;

Considérant l'intérêt biologique et notamment chiroptérologique, et de la cavité souterraine dénommée "Abîme de Saint-Mard",

Arrête :

Article 1^{er}. L'Abîme de Saint Mard est désigné en tant que cavité souterraine d'intérêt scientifique. Son accès est situé sur la parcelle cadastrée : commune de Virton-Saint-Mard, 6^e division, section B, n° 2131m, appartenant à la commune de Virton et figure sur la carte ci-annexée.

Art. 2. Le directeur du centre d'Arlon met en œuvre les mesures de protection et de gestion particulières de la cavité reprise à l'article premier. A cette fin, il organise un comité de gestion.

Art. 3. Les mesures de protection et de gestion particulières de la cavité consistent à placer une fermeture adaptée sur l'accès au réseau.

Le dispositif de fermeture possède, outre des passages calibrés pour les chauves-souris et de l'ouverture pour le suivi scientifique, une ouverture réduite au niveau du sol permettant notamment le passage des batraciens.

Cette fermeture fait l'objet de l'agrément du comité de gestion.

Art. 4. L'accès au site n'est autorisé que pour y effectuer des opérations de gestion et de suivi scientifique, biologique et notamment chiroptérologique et géologique.

Seules les personnes mandatées par le comité de gestion peuvent accéder à l'intérieur de la cavité, en respectant les périodes et les conditions établies par ce dernier.

Des recherches scientifiques et spéléologiques peuvent être effectuées moyennant l'accord du comité de gestion, le respect de l'intégrité de la cavité souterraine d'intérêt scientifique ainsi que le respect des mesures de gestion et de suivi scientifique.

Namur, le 1^{er} mars 2001.

J. HAPPART

La carte peut être consultée auprès de la Division de la Nature et des Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne, avenue Prince de Liège 15, 5100 Jambes.



[C – 2001/27207]

**7 MARS 2001. — Arrêté ministériel
portant expropriation des parcelles de terrains nécessaires
à la constitution de la Réserve naturelle domaniale du Petit Courant – La Celle à Thuin**

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles, modifiée par les lois du 8 août 1998, 5 mai 1993, 16 juillet 1993, notamment l'article 6, § 1^{er}, III, 2°;

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la Conservation de la Nature, notamment l'article 6, alinéa 4;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, tel que modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et attendu que le présent arrêté est motivé;

Considérant que ces terrains présentent un intérêt certain pour la protection de la faune, de la flore, des milieux écologiques et de l'environnement naturel, comme en témoignent des études et avis scientifiques;

Considérant que la mise en réserve naturelle domaniale de ces terrains est cause d'utilité publique et permet de conserver les espèces de la faune et de la flore;

Considérant qu'il est nécessaire que la gestion soit appliquée sans délai afin que les terrains ne perdent pas leur intérêt particulier;

Considérant que ces terrains présentent le même intérêt que ceux de la Réserve naturelle domaniale du Grand courant reconnue par l'arrêté ministériel du 23 juin 2000;

Vu l'urgence,

Arrête :

Article 1^{er}. Conformément à la procédure d'extrême urgence prévue par la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains cadastrés comme suit sont expropriés :

Commune de Thuin, 1^{re} division, section B

Parcelles n° 264d, 264e, 264f, 264k, 264l, 264m, 264n d'une superficie globale de 0,5813 ha

Et reprise comme ci-après :

| N° | Lieux-dits | Propriétaires | Superficie en ha |
|------|-------------------|--|------------------|
| 264d | Chem. de la Celle | Meurant-Henrard, veuve Léon Joseph/Eveline Marie et Meurant, Marie-Cécile Germaine | 0,0720 |
| 264e | Chem. de la Celle | Meurant-Henrard, veuve Léon Joseph/Eveline Marie et Meurant, Marie-Cécile Germaine | 0,0600 |
| 264f | Chem. de la Celle | Lietard, Myriam/veuve Daniel, Christian Roger | 0,0450 |
| 264k | La Celle | Nemeghaire-Casani, Noël François | 0,1088 |
| 264l | La Celle | Nemeghaire-Casani, Noël François | 0,1125 |
| 264m | Chem. de la Celle | Lévêque, Roger Didier | 0,1020 |
| 264n | Chem. de la Celle | Lévêque, Roger Didier | 0,0810 |
| | | | 0,5813 |

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 7 mars 2001.

J. HAPPART

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2001/31136]

Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale. — Nominations

Par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 février 2001, M. Peter Roseleth est nommé officier chef des interventions adjoint auprès du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale à dater du 1^{er} février 2001, dans le cadre linguistique néerlandophone.

Par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 février 2001, M. Pierre Menu est nommé officier chef des interventions adjoint auprès du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale à dater du 1^{er} février 2001 dans le cadre linguistique francophone.

Par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 février 2001, M. Frank Vandenberghe est nommé officier chef des interventions adjoint auprès du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale à dater du 1^{er} février 2001 dans le cadre linguistique francophone.

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2001/31136]

Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp. — Benoemingen

Bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 februari 2001 wordt de heer Peter Roseleth, tot de graad van officier-adjunct-interventiechef benoemd bij de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp met ingang van 1 februari 2001 in het Nederlandstalige taalkader.

Bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 februari 2001 wordt de heer Pierre Menu, tot de graad van officier-adjunct-interventiechef benoemd bij de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp met ingang van 1 februari 2001 in het Franstalige taalkader.

Bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 februari 2001 wordt de heer Frank Vandenberghe, tot de graad van officier-adjunct-interventiechef benoemd bij de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp met ingang van 1 februari 2001 in het Franstalige taalkader.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[C - 2001/11130]

Office de Contrôle des Assurances. — Publication faite en exécution de l'article 39 de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances

Liste des personnes et des sociétés de révision qui peuvent être désignées comme commissaires agréés moyennant accord préalable de l'Office de Contrôle des Assurances.

A. Liste des personnes agréées :

I Personnes qui peuvent être désignées par toutes les entreprises d'assurances opérant en Belgique et par tous les fonds de pensions (article 38, alinéas 1^{er}, 3 et 4, de la loi du 9 juillet 1975).

| | | |
|---------------|-----------|------------|
| Adriaenssens, | Rolf | ECA/87/101 |
| Allonsius, | Viviane | ECA/87/102 |
| Anciaux, | Pierre | ECA/87/103 |
| Annick, | Luc | ECA/87/104 |
| Attout, | Emmanuèle | ECA/95/102 |
| Barbier, | Philippe | ECA/87/106 |
| Bastogne, | Jacques | ECA/87/107 |
| Berger, | Pierre | ECA/95/103 |
| Bigonville, | Bernard | ECA/87/109 |
| Boets, | Ingeborg | ECA/95/104 |
| Bove, | Christian | ECA/87/110 |
| Callens, | Boudewijn | ECA/79/117 |
| Cleppe, | Jan | ECA/87/111 |
| Clinck, | Erik | ECA/95/106 |
| Cludts, | Philippe | ECA/79/122 |
| Clybouw, | André | ECA/87/112 |
| Comhaire, | Paul | ECA/79/124 |
| Coox, | Peter | ECA/95/107 |
| Dams, | Eddy | ECA/95/108 |
| De Clercq, | Alain | ECA/79/127 |
| De Keulenaer, | Ludo | ECA/87/114 |
| De Landsheer, | Jan | ECA/87/115 |
| De Meester, | Piet | ECA/87/118 |
| Delhove, | Michel | ECA/95/111 |
| Denis, | Michel | ECA/95/112 |
| Deschamps, | André | ECA/79/137 |
| Dillien, | Roger | ECA/87/121 |
| Discry, | Luc | ECA/87/122 |
| Doumen, | Mathias | ECA/95/113 |
| Doyen, | Xavier | ECA/98/101 |
| Fossion, | Jean | ECA/95/114 |

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[C - 2001/11130]

Controledienst voor de Verzekeringen - Bekendmaking gedaan ter uitvoering van artikel 39 van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen

Lijst van de personen en van de revisoraatvennootschappen die als erkende commissarissen mogen aangeduid worden mits voorafgaand akkoord van de Controledienst voor de Verzekeringen.

A. Lijst van de erkende personen :

I. Personen die mogen worden aangeduid door alle verzekeringsondernemingen die in België hun bedrijf uitoefenen en door alle pensioenfondsen (artikel 38, alinea's 1, 3 en 4, van de wet van 9 juli 1975).

| |
|---|
| Uitbreidingstraat 66 bus 13 B-2600 Antwerpen |
| Avenue Louis Gribaumont 14 B-1150 Brussel - Bruxelles |
| Louis Gribaumontlaan 14 B-1150 Brussel - Bruxelles |
| Avenue Marcel Thiry 204 B-1200 Brussel - Bruxelles |
| Marcel Thiry laan 204 B-1200 Brussel - Bruxelles |
| Zavelbergstraat 7d B-3090 Overijse |
| Woluwedal 18 B-1932 Sint-Stevens-Woluwe |
| Woluwedal 18 B-1932 Sint-Stevens-Woluwe |
| Aimé Smekensstraat 15 B-1030 Brussel - Bruxelles |
| Rue Aimé Smekens 15 B-1030 Brussel - Bruxelles |
| Louislei 69 B-2930 Brasschaat |
| Avenue Winston Churchill 55 Bte 10 B-1180 Brussel - Bruxelles |
| Winston Churchillaan 55 bus 10 B-1180 Brussel - Bruxelles |
| Onderheide 28 B-2930 Brasschaat |
| Plankenstraat 36F B-1700 Dilbeek |
| Jan van Rijswijklaan 10 B-2018 Antwerpen |
| Lieven Bauwensstraat 19 B-8200 Brugge |
| Prieststraat 18 B-2610 Wilrijk |
| Avenue Paul Hymans 12 B-1200 Brussel - Bruxelles |
| Paul Hymanslaan 12 B-1200 Brussel - Bruxelles |
| Oosterveldlaan 246 B-2610 Wilrijk |
| Rue J. d'Andrimont 13/072 B-4000 Liège |
| Akkerstraat 34 B-2540 Hove |
| Wilsonplein 5 B-9000 Gent |
| Bovenberg 124 B-1150 Brussel - Bruxelles |
| Douglaslaan 8 B-2950 Kapellen |
| Ruggeveldlaan 759 bus 13 B-2100 Deurne |
| Britselei 23-25 B-2000 Antwerpen |
| Avenue Winston Churchill 55 Bte 10 B-1180 Brussel - Bruxelles |
| Winston Churchillaan 55 bus 10 B-1180 Brussel - Bruxelles |
| Avenue Bontemps 9 B-1340 Ottignies |
| Boulevard Georges Deryck 26/15 B-1480 Tubize |
| Englishstraat 52 B-2140 Antwerpen |
| Generaal Lemanstraat 67 B-2018 Antwerpen |
| Woluwedal 18 B-1932 Sint-Stevens-Woluwe |
| Avenue Hermann Debroux, 40-42 B-1160 Brussel - Bruxelles |
| Hermann Debroux-laan, 40-42 B-1160 Brussel - Bruxelles |
| Woluwedal 18 B-1932 Sint-Stevens-Woluwe |

| | | | |
|--------------|-------------|------------|--|
| Gigot, | Philippe | ECA/79/150 | Rue de Bruxelles 83 B-6210 Les Bons Villers |
| Goossens, | Daniel | ECA/79/152 | Bd International, 55/30 B-1070 Brussel - Bruxelles Internationale laan, 55/30 B-1070 Brussel - Bruxelles |
| Gossart, | Philippe | ECA/95/115 | Bd International, 55/30 B-1070 Brussel - Bruxelles Internationale laan, 55/30 B-1070 Brussel - Bruxelles |
| Helsen, | Erik | ECA/95/116 | Struikenlei, 23 B-2900 Schoten |
| Hendrickx, | Felix | ECA/79/156 | Generaal Lemanstraat 67 B-2018 Antwerpen |
| Hepner, | Georges | ECA/87/125 | Avenue du Lorient 7 B-1640 Sint-Genesius-Rode-Rhode-Saint-Genèse Lorientlaan 7 B-1640 Sint-Genesius-Rode-Rhode-Saint-Genèse |
| Hof, | Gerard | ECA/87/126 | Berkenlaan 6 B-1831 Diegem |
| Jacobs, | Danielle | ECA/79/165 | Avenue Gouverneur Bovesse, 29 B-5100 Jambes |
| Janssens, | Gilbert | ECA/87/128 | Bovenberg 124 B-1150 Brussel - Bruxelles |
| Jeanquart, | Roland | ECA/98/102 | Woluwedal 18 B-1932 Sint-Stevens-Woluwe |
| Joos, | Chantal | ECA/95/118 | Hogeweide 19 B-1730 Asse |
| Killesse, | André | ECA/98/103 | Rue Waucomont 51 B-4651 Battice |
| Labille, | Jean-Pascal | ECA/95/119 | Rue A. Defuisseaux 116 B-4431 Ans |
| Lamproye, | Willy | ECA/87/130 | Rijmenamsesteenweg 136 B-3150 Haacht |
| Lange, | Michel | ECA/95/120 | Jacques Hotonstraat 9 B-1200 Brussel - Bruxelles Rue Jacques Hoton 9 B-1200 Brussel - Bruxelles |
| Legrand, | Sylvie | ECA/87/139 | Bovenberg 124 B-1150 Brussel - Bruxelles |
| Lemberger, | Henri | ECA/79/248 | Avenue René Lyr 28 B-1180 Brussel - Bruxelles René Lyr laan 28 B-1180 Brussel - Bruxelles |
| Lienart, | Jean-Luc | ECA/87/131 | Rue Joseph Sneessens 19 B-1300 Limal |
| Lippens, | Jan | ECA/79/167 | Lievekaai 21 B-9000 Gent |
| Lodewick, | Robert | ECA/79/247 | Avenue Marcel Thiry 204 B-1200 Brussel - Bruxelles Marcel Thiry laan 204 B-1200 Brussel - Bruxelles |
| Longerstaey, | Philippe | ECA/87/132 | Avenue Maxime Van Praag 1, bte 2 B-1180 Brussel - Bruxelles Maxime Van Praag laan 1 B-1180 Brussel - Bruxelles |
| Mackay, | Alastair | ECA/79/243 | Generaal Lemanstraat 67 B-2018 Antwerpen |
| Maricq, | Vinciane | ECA/87/133 | Bovenberg 124 B-1150 Brussel - Bruxelles |
| Mas, | Francis | ECA/79/170 | Britselei 23-25 B-2000 Antwerpen |
| Mathay, | Eric | ECA/95/123 | Boulevard Lambermont 430 Bte 3 B-1030 Brussel - Bruxelles Lambermontlaan 430 bus 3 B-1030 Brussel - Bruxelles |
| Morel, | Emmanuel | ECA/79/173 | Maaltemeers 49 B-9052 Zwijnaarde |
| Neckebroeck, | Rik | ECA/98/104 | Langemunt 56 B-9420 Erpe-Mere |
| Pauwels, | Paul | ECA/79/177 | Kollekasteelstraat 27 B-9030 Mariakerke (Gent) |
| Platteau, | Helga | ECA/79/187 | Spoorweglaan 3 B-2610 Wilrijk |
| Poulain, | José | ECA/87/137 | Rue de l'Enfant 12 B-1400 Nivelles |
| Prignon, | Jean-Louis | ECA/95/126 | Rue Van Bortonne 65 B-1090 Brussel - Bruxelles Van Bortonnestraat 65 B-1090 Brussel - Bruxelles |
| Rappe, | Paul | ECA/95/127 | Nelemeersstraat 80 B-9830 Sint-Martens-Latem |
| Renouprez, | Marc | ECA/95/128 | Rue Henri Maus 46 B-4000 Liège |
| Riské, | Edouard | ECA/79/193 | Potvlietlaan 6 B-2600 Antwerpen |
| Roksnoer, | Robert | ECA/79/195 | Woluwedal 18 B-1932 Sint-Stevens-Woluwe |
| Romont, | Jean-Pierre | ECA/87/138 | Gentstraat 22 B-9850 Nevele |
| Ruysen, | Ludo | ECA/95/129 | Kreefthoeveweg 10 B-2812 Muizen |
| Servais, | Jean-Louis | ECA/87/143 | Fernand Séverinstraat 24 B-1030 Brussel - Bruxelles Rue Fernand Séverin 24 B-1030 Brussel - Bruxelles |
| Spaenhoven, | Georges | ECA/79/246 | de Merodelei 4 bus 4 B-2600 Berchem |

| | | | |
|------------------|--------------|------------|--|
| Steenackers, | Pierre | ECA/79/199 | Berkenlaan 6 B-1831 Diegem |
| Thieren, | Philippe | ECA/98/105 | Woluwedal 18 B-1932 Sint-Stevens-Woluwe |
| Tiest, | Roger | ECA/87/145 | Prins Boudewijnlaan 59 B-2600 Berchem |
| Tison, | Jacques | ECA/95/130 | Woluwedal 18 B-1932 Sint-Stevens-Woluwe |
| Triest, | Diane | ECA/79/206 | Steenvoordestraat 184 bus 35 B-9070 Destelbergen |
| Tytgat, | Pascale | ECA/95/131 | Gachardstraat, 88 Bus 16 B-1050 Bruxelles Rue Gachard 88 Bte 16 B-1050 Bruxelles |
| Van Asbroeck, | René | ECA/87/146 | Jan Van Rijswijcklaan 164/9 B-2020 Antwerpen |
| Van Couter, | Luc | ECA/87/147 | Bollebergen 2B bus 13 B-9052 Gent |
| Van Den Broeck, | Dirk | ECA/95/132 | Broodstraat 24 B-9100 Sint-Niklaas |
| Van Doren, | Michel | ECA/87/153 | Park Tremeland 19 B-3120 Tremelo |
| Van Hemelryck, | Guido | ECA/79/219 | Berkenlaan 6 B-1831 Diegem |
| Van Herck, | Theodoor | ECA/79/237 | Broechemsesteenweg 90 B-2531 Vremde |
| Van Hoyweghen, | Ludo | ECA/95/133 | Rupelmondestraat 293 B-9150 Kruibeke |
| Van Kerkhove, | Paul | ECA/87/154 | Driesmeers 20 B-9830 Sint-Martens-Latem |
| Van Oostveldt, | Karel | ECA/79/222 | Spoorweglaan 3 B-2610 Wilrijk |
| Van Reusel, | Eric | ECA/87/155 | Turnhoutsebaan 96 bus 5 B-2100 Deurne |
| Van Steenberge, | Bart | ECA/95/134 | Britselei 23-25 B-2000 Antwerpen |
| Van Steenberge, | Leo | ECA/87/156 | Berkenlaan 6 B-1831 Diegem |
| Van Woensel, | Daniel | ECA/79/238 | Generaal Lemanstraat 67 B-2018 Antwerpen |
| Van der Borgh, | Mark | ECA/98/106 | Volkensvoortstraat 92 B-3201 Langdorp |
| Van der Steen, | Joseph | ECA/79/215 | Potvlietlaan 6 B-2600 Antwerpen |
| Vandenplas, | Yves | ECA/95/135 | Woluwedal 18 B-1932 Sint-Stevens-Woluwe |
| Vander Stichele, | Rafaël | ECA/87/151 | Woluwedal 18 B-1932 Sint-Stevens-Woluwe |
| Vanderbemden, | Ingo | ECA/87/148 | Woluwedal 18 B-1932 Sint-Stevens-Woluwe |
| Vandernoot, | Jacques | ECA/87/150 | Avenue Marcel Thiry 204 B-1200 Brussel - Bruxelles Marcel Thiry laan 204 B-1200 Brussel - Bruxelles |
| Vandeurzen, | Maria-Helena | ECA/87/152 | Maurits Noëstraat 59 B-3054 Vaalbeek |
| Verhaegen, | Frank | ECA/95/138 | Britselei 23-25 B-2000 Antwerpen |
| Vermeeren, | Piet | ECA/87/157 | Zagerijstraat 42 B-2275 Lille |
| Vlaminckx, | Joseph | ECA/79/232 | Britselei 23-25 B-2000 Antwerpen |
| Waeterloos, | Willem | ECA/87/158 | Collegebaan 2C B-9090 Melle |
| Warzée, | Pierre | ECA/95/140 | Rue de la Jonquière 19 B-6280 Loverval |
| Wera, | Michel | ECA/95/141 | Leuvensesteenweg 777 B-3071 Kortenberg |
| Willems, | Willy | ECA/87/160 | Feeënstraat 21 B-2800 Mechelen |
| Wilmet, | Francis | ECA/87/161 | Place E. Dubois 16 B-1390 Grez-Doiceau |

II. Personnes agréées spécialement en vertu de l'article 38, alinéa 3, de la loi précitée (ces personnes ne peuvent être désignées que par une institution privée de prévoyance telle que visée à l'article 2, § 3, 6°, de la loi précitée).

II. Personen die speciaal toegelaten zijn krachtens artikel 38, alinea 3, van de voormelde wet (deze personen mogen slechts worden aangeduid door een private voorzorgsinstelling als bedoeld in artikel 2, § 3, 6°, van de voormelde wet).

| | | | |
|----------------------------------|-------------|------------|---|
| De Mey, | Jozef | ECA/87/304 | Jerom Duquesnoy laan 6 B-9051 Sint-Denijs-Westrem |
| De Smet, | Paul | ECA/87/305 | Brusselsestraat 310 B-3000 Leuven |
| Dumez, | Henri | ECA/79/376 | Doornstraat 278 B-2610 Wilrijk |
| Everaert, | Willy | ECA/87/306 | Exterkenstraat 42 B-9310 Moorsel |
| Kessler, | Albert | ECA/87/307 | Bergenblokstraat 39 B-1970 Wezembeek-Oppem |
| Kupper, | Jean-Michel | ECA/87/308 | Avenue Capitaine Piret 61 B-1150 Brussel - Bruxelles Kapitein Piret laan 61 B-1150 Brussel - Bruxelles |
| Verhaert, | Luc | ECA/87/310 | Desguinlei 92 B-2018 Antwerpen |
| Vermeylen, | Yvo | ECA/87/311 | Avenue des Arts 1-2 Bte 3 B-1210 Brussel - Bruxelles Kunstlaan 1-2 bus 3 B-1210 Brussel - Bruxelles |
| de Meester de Betzen- broeck, | Eric | ECA/79/317 | Avenue du Prince d'Orange 186 B-1180 Brussel - Bruxelles Prins van Oranjelaan 186 B-1180 Brussel - Bruxelles |

B. Liste des sociétés de révision agréées :

B. Lijst van de erkende revisoraatvennootschappen :

| | | | | |
|--|------------|--|-----------------|------------|
| Arthur Andersen Reviseurs d'Entreprises | SRV/87/607 | Montagne du Parc, 4 B-1000 Brussel - Bruxelles | | |
| Arthur Andersen Bedrijfsrevisoren | | Warandeborg, 4 B-1000 Brussel - Bruxelles | | |
| Membres-Commissaires agréés/Leden-erkende commissarissen | | ECA/79/248 | Lemberger, | Henri |
| | | ECA/87/114 | De Keulenaer, | Ludo |
| | | ECA/87/125 | Hepner, | Georges |
| | | ECA/98/104 | Neckebroeck, | Rik |
| BDO Reviseurs d'Entreprises | SRV/89/601 | Boulevard de la Woluwe 60 B-1200 Brussel - Bruxelles | | |
| BDO Bedrijfsrevisoren | | Woluwedal 60 B-1200 Brussel - Bruxelles | | |
| Membres-Commissaires agréés/Leden-erkende commissarissen | | ECA/87/101 | Adriaenssens, | Rolf |
| | | ECA/87/104 | Annick, | Luc |
| | | ECA/98/103 | Killesse, | André |
| Bigonville Delhove & Co | SRV/96/604 | Avenue Winston Churchill 55 Bte 10 B-1180 Brussel - Bruxelles Winston Churchillaan 55 bus 10 B-1180 Brussel - Bruxelles | | |
| Membres-Commissaires agréés/Leden-erkende commissarissen | | ECA/87/109 | Bigonville, | Bernard |
| | | ECA/95/111 | Delhove, | Michel |
| Callens, Pirenne & Co | SRV/87/603 | Av. de Tervueren, 313 B-1150 Brussel - Bruxelles Tervurenlaan, 313 B-1150 Brussel - Bruxelles | | |
| Membres-Commissaires agréés/Leden-erkende commissarissen | | ECA/79/117 | Callens, | Boudewijn |
| | | ECA/87/145 | Tiest, | Roger |
| Deloitte & Touche Bedrijfsrevisoren | SRV/88/602 | Berkenlaan 6 B-1831 Diegem | | |
| Membres-Commissaires agréés/Leden-erkende commissarissen | | ECA/79/165 | Jacobs, | Danielle |
| | | ECA/79/170 | Mas, | Francis |
| | | ECA/79/199 | Steenackers, | Pierre |
| | | ECA/79/219 | Van Hemelryck, | Guido |
| | | ECA/79/232 | Vlaminckx, J | oseph |
| | | ECA/87/118 | De Meester, | Piet |
| | | ECA/87/126 | Hof, | Gerard |
| | | ECA/87/156 | Van Steenberge, | Leo |
| | | ECA/95/112 | Denis, | Michel |
| | | ECA/95/126 | Prignon, | Jean-Louis |
| | | ECA/95/133 | Van Hoyweghen, | Ludo |
| | | ECA/95/134 | Van Steenberge, | Bart |
| | | ECA/95/138 | Verhaegen, | Frank |
| | | ECA/95/140 | Warzée, | Pierre |
| | | ECA/98/106 | Van der Borgh, | Mark |
| Deschamps, Godefroid & Cie | SRV/92/604 | Boulevard Georges Deryck 26/15 B-1480 Tubize | | |
| Membres-Commissaires agréés/Leden-erkende commissarissen | | ECA/79/137 | Deschamps, | André |
| | | ECA/79/151 | Godefroid, | Francis |

| | | | | |
|--|------------|--|-------------------|------------------|
| Dupont, Ghyoot, Koevoets, Peeters, Rosier & Co | SRV/87/609 | Bovenberg 124 B-1150 Brussel - Bruxelles | | |
| Membres-Commissaires agréés/Leden-erkende commissarissen | | ECA/79/127 | De Clercq, | Alain |
| | | ECA/87/128 | Janssens, Gilbert | |
| | | ECA/87/133 | Maricq, Vinciane | |
| | | ECA/87/139 | Legrand, Sylvie | |
| Ernst & Young Reviseurs d'Entreprises | SRV/92/601 | Avenue Marcel Thiry 204 B-1200 Brussel - Bruxelles | | |
| Ernst & Young Bedrijfsrevisoren | | Marcel Thiry laan 204 B-1200 Brussel - Bruxelles | | |
| Membres-Commissaires agréés/Leden-erkende commissarissen | | ECA/79/247 | Lodewick, | Robert |
| | | ECA/87/103 | Anciaux, | Pierre |
| | | ECA/87/115 | De Landsheer, | Jan |
| | | ECA/87/121 | Dillien, | Roger |
| | | ECA/87/131 | Lienart, | Jean-Luc |
| | | ECA/87/138 | Romont, | Jean-Pierre |
| | | ECA/87/150 | Vandernoot, | Jacques |
| | | ECA/87/160 | Willems, | Willy |
| | | ECA/95/104 | Boets, | Ingeborg |
| | | ECA/95/127 | Rappe, | Paul |
| Goossens Gossart Joos Reviseurs d'Entreprises | SRV/97/601 | Bd International, 55/30 B-1070 Brussel - Bruxelles | | |
| Goossens Gossart Joos Bedrijfsrevisoren | | Internationale laan, 55/30 B-1070 Brussel - Bruxelles | | |
| Membres-Commissaires agréés/Leden-erkende commissarissen | | ECA/79/152 | Goossens, | Daniel |
| | | ECA/95/115 | Gossart, | Philippe |
| | | ECA/95/118 | Joos, | Chantal |
| Klynveld Peat Marwick Goerdeler | SRV/87/601 | Avenue du Bourget 40 B-1130 Brussel - Bruxelles | | |
| | | Bourgetlaan, 40 B-1130 Brussel - Bruxelles | | |
| Membres-Commissaires agréés/Leden-erkende commissarissen | | ECA/79/187 | Platteau, | Helga |
| | | ECA/79/222 | Van Oostveldt, | Karel |
| | | ECA/79/252 | Vernooij, | Adrianus |
| | | ECA/87/110 | Bove, | Christian |
| | | ECA/87/132 | Longerstaey, | Philippe |
| | | ECA/87/147 | Van Couter, | Luc |
| | | ECA/87/153 | Van Doren, | Michel |
| | | ECA/95/103 | Berger, | Pierre |
| | | ECA/95/106 | Clinck, | Erik |
| | | ECA/95/107 | Coox, | Peter |
| | | ECA/95/116 | Helsen, | Erik |
| | | ECA/95/120 | Lange, | Michel |
| | | ECA/95/129 | Ruysen, | Ludo |
| Mazars & Guerard Réviseurs d'Entreprises | SRV/95/603 | Avenue Hermann Debroux, 40-42 B-1160 Brussel - Bruxelles | | |
| Mazars & Guerard Bedrijfsrevisoren | | Hermann Debroux-laan, 40-42 B-1160 Brussel - Bruxelles | | |
| Membres-Commissaires agréés/Leden-erkende commissarissen | | ECA/98/101 | Doyen, | Xavier |
| Piet Cardyn | SRV/97/603 | Brouwersstraat 1 bus 8 B-3000 Leuven | | |
| Membres-Commissaires agréés/Leden-erkende commissarissen | | ECA/95/115 | Gossart, | Philippe |
| | | ECA/95/118 | Joos, | Chantal |
| PricewaterhouseCoopers Reviseurs d'Entreprises | SRV/87/612 | Woluwedal 18 B-1932 Sint-Stevens-Woluwe | | |
| Membres-Commissaires agréés/Leden-erkende commissarissen | | ECA/79/156 | Hendrickx, | Felix |
| | | ECA/79/195 | Roksnoer, | Robert |
| | | ECA/79/238 | Van Woensel, | Daniel |
| | | ECA/79/243 | Mackay, | Alastair |
| | | ECA/87/106 | Barbier, | Philippe |
| | | ECA/87/122 | Discry, | Luc |
| | | ECA/87/148 | Vanderbenden, | Ingo |
| | | ECA/87/151 | Vander Stichele, | Rafaël |
| | | ECA/95/102 | Attout, | Emm a - nuèle |
| | | ECA/95/108 | Dams, | Eddy |

| | | | | |
|--|------------|--|-----------------|---------|
| | | ECA/95/113 | Doumen, | Mathias |
| | | ECA/95/114 | Fossion, | Jean |
| | | ECA/95/130 | Tison, | Jacques |
| | | ECA/95/135 | Vandenplas, | Yves |
| | | ECA/98/102 | Jeanquart, | Roland |
| Salustro Triest Vleck | SRV/91/601 | Steenvoordestraat, 184 B-9070 Destelbergen | | |
| Membres-Commissaires agréés/Leden-erkende commissarissen | | ECA/79/206 | Triest, | Diane |
| | | ECA/87/112 | Clybouw, | André |
| Van der Steen, Riské, De Weerd, Lefebvre & Partners | SRV/90/602 | Potvlietlaan 6 B-2600 Antwerpen | | |
| Membres-Commissaires agréés/Leden-erkende commissarissen | | ECA/79/193 | Riské, | Edouard |
| | | ECA/79/215 | Van der Steen, | Joseph |
| | | ECA/95/132 | Van Den Broeck, | Dirk |

MINISTERE DE LA JUSTICE

[2001/09227]

**Loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms
Publications**

Par arrêté royal du 20 février 2001, M. Fiorentino, Giorgio, né à Liège le 24 juin 1974, demeurant à Ans, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Dogkakis », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 20 février 2001, Mme Herregat, Séverine Elisabeth Vinciane, née à Woluwe-Saint-Lambert le 22 août 1980, demeurant à Ixelles, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « De Decker », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

[2001/09254]

**Loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms
Publications**

Par arrêté royal du 20 février 2001, Mme Hanus, Andrée Jeanne Marie Alberte, née à Charleroi (2^e district) le 30 novembre 1943, demeurant à Rixensart, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Tombeur », après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 20 février 2001 :

— M. Al-Aghaiber, Haythem, né à Zabadani (Syrie) le 24 mars 1958, demeurant à Molenbeek-Saint-Jean;

— Mlle Al-Aghaiber, Gianne Maya Laetitia, née à Vilvorde le 20 juin 1992, demeurant à Kraainem,

ont été autorisés, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patronymique celui de « Al-Keaber », après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 20 février 2001 :

— M. Anus, Jacky Lucien Jean-Claude Ghislain, né à Lobbes le 13 avril 1966;

— Mlle Anus, Amélie, née à Lobbes le 10 décembre 1990;

— M. Anus, Axel Edmond, né à Lobbes le 25 octobre 1993;

— M. Anus, Alexandre Edmond Léon, né à Lobbes le 31 août 1995, tous demeurant à Thuin,

ont été autorisés, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patronymique celui de « Hanut », après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[2001/09227]

**Wet van 15 mei 1987 betreffende de namen en voornamen
Bekendmakingen**

Bij koninklijk besluit van 20 februari 2001, is machtiging verleend aan de heer Fiorentino, Giorgio, geboren te Luik op 24 juni 1974, wonende te Ans, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden zijn geslachtsnaam in die van « Dogkakis » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 20 februari 2001, is machtiging verleend aan Mej. Herregat, Séverine Elisabeth Vinciane, geboren te Sint-Lambrechts-Woluwe op 22 augustus 1980, wonende te Elsene, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden haar geslachtsnaam in die van « De Decker » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

[2001/09254]

**Wet van 15 mei 1987 betreffende de namen en voornamen
Bekendmakingen**

Bij koninklijk besluit van 20 februari 2001, is machtiging verleend aan, Mevr. Hanus, Andrée Jeanne Marie Alberte, geboren te Charleroi (2^e district) op 30 november 1943, wonende te Rixensart, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Tombeur » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 20 februari 2001, is machtiging verleend aan :

— de heer Al-Aghaiber, Haythem, geboren te Zabadani (Syrië) op 24 maart 1958, wonende te Sint-Jans-Molenbeek;

— Mej. Al-Aghaiber, Gianne Maya Laetitia, geboren te Vilvoorde op 20 juni 1992, wonende te Kraainem,

om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « Al-Keaber » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 20 februari 2001, is machtiging verleend aan :

— de heer Anus, Jacky Lucien Jean-Claude Ghislain, geboren te Lobbes op 13 april 1966;

— Mej. Anus, Amélie, geboren te Lobbes op 10 december 1990;

— de heer Anus, Axel Edmond, geboren te Lobbes op 25 oktober 1993;

— de heer Anus, Alexandre Edmond Léon, geboren te Lobbes op 31 augustus 1995, allen wonende te Thuin,

om behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « Hanut » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Par arrêté royal du 21 février 2001, M. Conard, Serge Philippe, né à Bellaire le 4 février 1963, demeurant à Blégny, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Conrad », après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 4 mars 2001, Mlle tran, Thi Thu Van, née à Bourg de Cai Lay (République socialiste du Vietnam) le 7 juin 1983, demeurant à Bruxelles, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Nguyen Ky », après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.

[2001/09245]

**Loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms
Publications**

Par arrêté royal du 8 mars 2001 :
M. Touati, Samir, né à Mons le 5 août 1978;
Mlle Touati, Lila, née à Hussein Dey (Algérie) le 26 juillet 1983;
M. Touati, Yacine, né à El Harrach (Algérie) le 5 novembre 1985, tous demeurant à Hamoir, ont été autorisés, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patronymique celui de « Matagne », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 8 mars 2001 :
M. Colinet, Jordan Lee, né à Alicante (Espagne) le 2 décembre 1982;

M. Colinet, Alan Keyth, né à Alicante (Espagne) le 13 janvier 1985, tous deux demeurant à Alicante (Espagne), ont été autorisés, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patronymique celui de « Vives », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 8 mars 2001 :
M. Meurisse-Hootelé, Didier Jean Hubert, né à Schaerbeek le 5 décembre 1970;

Mlle Meurisse-Hootelé, Anaïs Gabrielle Hélène, née à Saint-Ghislain le 6 octobre 1997, tous deux demeurant à Baudour, ont été autorisés, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patronymique celui de « Hootelé », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 8 mars 2001 :
M. Aillaume, Philippe Honoré Valentin Marie, né à Louvain le 23 janvier 1928, demeurant à Rixensart;

M. Aillaume, Jean-Marc André Louis Marie Maurice, né à Saint-Josse-ten-Noode le 30 juillet 1955, demeurant à Rixensart;

Mme Aillaume, Marie Madeleine Anne Théophile, née à Saint-Josse-ten-Noode le 14 juin 1956, demeurant à Grez-Doiceau;

M. Aillaume, Bernard Alphonse Valentin Marie, né à Vilvorde le 31 juillet 1959, demeurant à La Bruyère;

M. Aillaume, Benoit Jacques Agnes Marie, né à Vilvorde le 7 octobre 1965, demeurant à Forest;

M. Aillaume, Gauthier Luc Catherine Ghislain Marie, né à Namur le 28 décembre 1995, demeurant à La Bruyère;

M. Aillaume, Maxime Camille Philippe, né à Anderlecht le 8 novembre 1998, demeurant à Forest;

M. Aillaume, Hubert François Marie Ghislain, né à Namur le 23 septembre 1999, demeurant à La Bruyère;

Mlle Aillaume, Cyrielle Claire Anne, née à Anderlecht le 22 juin 2000, demeurant à Forest, ont été autorisés, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patronymique celui de « Alliaume », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Bij koninklijk besluit van 21 februari 2001, is machtiging verleend aan, de heer Conard, Serge Philippe, geboren te Bellaire op 4 februari 1963, wonende te Blégny, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Conrad » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 4 maart 2001, is machtiging verleend aan, Mej. Tran, Thi Thu Van, geboren te Bourg de Cai Lay (Socialistische Republiek Vietnam) op 7 juni 1983, wonende te Brussel, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Nguyen Ky » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

[2001/09245]

**Wet van 15 mei 1987 betreffende de namen en voornamen
Bekendmakingen**

Bij koninklijk besluit van 8 maart 2001, is machtiging verleend aan :
de heer Touati, Samir, geboren te Bergen op 5 augustus 1978;
Mej. Touati, Lila, geboren de Hussein Dey (Algerije) op 26 juli 1983;
de heer Touati, Yacine, geboren te El Harrach (Algerije) op 5 november 1985, allen wonende te Hamoir, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « Matagne » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 8 maart 2001, is machtiging verleend aan :
de heer Colinet, Jordan Lee, geboren te Alicante (Spanje) op 2 december 1982;

de heer Colinet, Alan Keyth, geboren te Alicante (Spanje) op 13 januari 1985, beiden wonende te Alicante (Spanje), om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « Vives » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 8 maart 2001, is machtiging verleend aan :
de heer Meurisse-Hootelé, Didier Jean Hubert, geboren te Schaerbeek op 5 december 1970;

Mej. Meurisse-Hootelé, Anaïs Gabrielle Hélène, geboren te Saint-Ghislain op 6 oktober 1997, beiden wonende te Baudour, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « Hootelé » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 8 maart 2001, is machtiging verleend aan :
de heer Aillaume, Philippe Honoré Valentin Marie, geboren te Leuven op 23 januari 1928, wonende te Rixensart;

de heer Aillaume, Jean-Marc André Louis Marie Maurice, geboren te Sint-Joost-ten-Node op 30 juli 1955, wonende te Rixensart;

Mevr. Aillaume, Marie Madeleine Anne Théophile, geboren te Sint-Joost-ten-Node op 14 juni 1956, wonende te Grez-Doiceau;

de heer Aillaume, Bernard Alphonse Valentin Marie, geboren te Vilvoorde op 31 juli 1959, wonende te La Bruyère;

de heer Aillaume, Benoit Jacques Agnes Marie, geboren te Vilvoorde op 7 oktober 1965, wonende te Vorst;

de heer Aillaume, Gauthier Luc Catherine Ghislain Marie, geboren te Namen op 28 december 1995, wonende te La Bruyère;

de heer Aillaume, Maxime Camille Philippe, geboren te Anderlecht op 8 november 1998, wonende te Vorst;

de heer Aillaume, Hubert François Marie Ghislain, geboren te Namen op 23 september 1999, wonende te La Bruyère;

Mej. Aillaume, Cyrielle Claire Anne, geboren te Anderlecht op 22 juni 2000, wonende te Vorst, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « Alliaume » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Par arrêté royal du 8 mars 2001 :

M. Baccu, Jonathan Danny Michel, né à Huy le 4 mars 1990;

M. Baccu, Jérémy Dominique Christian, né à Liège le 19 février 1992, tous deux demeurant à Amay, ont été autorisés, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patronymique celui de « Zuliani », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 8 mars 2001, M. Noret, Steve André Henri, né à Liège le 14 février 1989, demeurant à Bassenge, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Paulussen », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 8 mars 2001, M. Filippakis, Ioannis, né à Athènes (Grèce) le 9 mars 1971, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Philippe », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 8 mars 2001 :

M. Fernandez Varet, Angel, né à Liège le 24 juin 1967;

M. Fernandez Varet, Sacha Raymond Pablo, né à Liège le 12 juillet 1999, demeurant à Blégny, ont été autorisés, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patronymique celui de « Fernandez », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 8 mars 2001, Mlle Gilkens, Amandine Gisèle Elise, née à Uccle le 7 septembre 1994, demeurant à Bruxelles, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Glade », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

[2001/09281]

**Loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms
Publications**

Par arrêté royal du 9 mars 2001, Mlle Hamouche, Fabienne, Marie-Pierre, Catherine, née à Paris VII (France) le 7 novembre 1959, demeurant à Koekelberg, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de "Schell", après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 9 mars 2001, M. Vandeveld, Ismail, né à Bruxelles le 11 juillet 1996, demeurant à Schaerbeek, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de "Bendaoud", après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 9 mars 2001, Mlle Branle, Sabine, Francine, Alberte, Ghislaine, née à Namur le 20 avril 1964, y demeurant, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de "Branne", après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 9 mars 2001, M. Twagirayezu, Jean-Marie, Né à Butaha-Gitaramuka (Burundi) le 25 mars 1988, demeurant à Ottignies-Louvain-la-Neuve, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de "Pirlet", après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.

Bij koninklijk besluit van 8 maart 2001, is machtiging verleend aan :
de heer Baccu, Jonathan Danny Michel, geboren te Hoei op 4 maart 1990;

de heer Baccu, Jérémy Dominique Christian, geboren te Luik op 19 februari 1992, beiden wonende te Amay, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « Zuliani » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 8 maart 2001, is machtiging verleend aan de heer Noret, Steve André Henri, geboren te Luik op 14 februari 1989, wonende te Bassenge, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Paulussen » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 8 maart 2001, is machtiging verleend aan de heer Filippakis, Ioannis, geboren te Athene (Griekenland) op 9 maart 1971, wonende te Sint-Lambrechts-Woluwe, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Philippe » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 8 maart 2001, is machtiging verleend aan :
de heer Fernandez Varet, Angel, geboren te Luik op 24 juni 1967;
de heer Fernandez Varet, Sacha Raymond Pablo, geboren te Luik op 12 juli 1999, beiden wonende te Blégny, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « Fernandez » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 8 maart 2001, is machtiging verleend aan Mej. Gilkens, Amandine Gisèle Elise, geboren te Ukkel op 7 september 1994, wonende te Brussel, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Glade » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

[2001/09281]

**Wet van 15 mei 1987 betreffende namen en voornamen
Bekendmakingen**

Bij koninklijk besluit van 9 maart 2001, is machtiging verleend aan Mej. Hamouche, Fabienne, Marie-Pierre, Catherine, geboren te Parijs VII (Frankrijk) op 7 november 1959, wonende te Koekelberg, om behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van "Schell" te veranderen, na afloop van zestig dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 9 maart 2001, is machtiging verleend aan de heer Vandeveld, Ismail, geboren te Brussel op 11 juli 1996, wonende te Schaerbeek, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van "Bendaoud" te veranderen, na afloop van zestig dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 9 maart 2001, is machtiging verleend aan Mej. Branle, Sabine, Francine, Alberte, Ghislaine, geboren te Namen op 20 april 1964, er wonende, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van "Branne" te veranderen, na afloop van zestig dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 9 maart 2001, is machtiging verleend aan de heer Twagirayezu, Jean-Marie, geboren te Butaha-Gitaramuka (Burundi) op 25 maart 1988, wonende te Ottignies-Louvain-la-Neuve, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van "Pirlet" te veranderen, na afloop van zestig dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Par arrêté royal du 13 mars 2001, Mlle Guiset, Aurore, Eva, Marie, Léonie, Andrée, Ghislaine, née à Seraing le 21 août 1979, demeurant à Liège, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de "Devignat", après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 16 mars 2001 :

Mlle Yildi, Cigdem, Dag, née à Namur le 28 avril 1983;

Mlle Yildi, Filiz, née à Namur le 16 mars 1985;

toutes deux demeurant à Saint-Servais, ont été autorisées, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patronymique celui de "Dag", après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.

[2001/09294]

**Loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms
Publications**

Par arrêté royal du 16 mars 2001, Mlle Mosquera y Elorrieta, Leticia, née à Vilvorde le 13 janvier 2000, y demeurant, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Mosquera » après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 9 mars 2001, M. Gonzalez Granado, Sacha, né à Palma de Majorque (Espagne) le 31 août 1998, y demeurant, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Gonzalez De Muer » après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 4 mars 2001 :

M. van Eeuwijk, Deniz René, né à Uccle le 30 mai 1992;

M. van Eeuwijk, Mikael, né à Louvain le 3 juin 1994,

tous deux demeurant à San Fulgencio Alicante (Espagne), ont été autorisés, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patronymique celui de « Dupont » après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 21 février 2001, Mlle Rubio Fernandez, Alicia, née à Hasselt le 3 mai 2000, demeurant à Heusden-Zolder, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Rubio » après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 20 février 2001, M. Amrani, Rabah Lee, né à Liège le 30 novembre 1981, demeurant à Ostende, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Lee » après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

[C - 2001/07101]

**Administration générale civile. — Secrétariat général
Emploi vacant de conseiller général (rang 15)
Appel aux candidats**

Un emploi de conseiller général (rang 15) est à conférer au Secrétariat général de l'Administration générale civile de la Défense nationale.

Cet emploi est accessible aussi bien aux femmes qu'aux hommes.

1. Description de la fonction :

Bij koninklijk besluit van 13 maart 2001, is machtiging verleend aan Mej. Guiset, Aurore, Eva, Marie, Léonie, Andrée, Ghislaine, geboren te Seraing op 21 augustus 1979, wonende te Luik, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van "Devignat" te veranderen, na afloop van zestig dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 16 maart 2001, is machtiging verleend aan :

Mej. Yildi, Cigdem Dag, geboren te Namen op 28 april 1983;

Mej. Yildi, Filiz, geboren te Namen op 16 maart 1985,

beiden wonende te Saint-Servais, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van "Dag" te veranderen, na afloop van zestig dagen te rekenen van deze bekendmaking.

[2001/09294]

**Wet van 15 mei 1987 betreffende de namen en voornamen
Bekendmakingen**

Bij koninklijk besluit van 16 maart 2001 is machtiging verleend aan Mej. Mosquera y Elorrieta, Leticia, geboren te Vilvorde op 13 januari 2000, er wonende, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Mosquera » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 9 maart 2001 is machtiging verleend aan de heer Gonzalez Granado, Sacha, geboren te Palma de Mallorca (Spanje) op 31 augustus 1998, er wonende, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Gonzalez De Muer » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 4 maart 2001 is machtiging verleend aan : de heer van Eeuwijk, Deniz René, geboren te Ukkel op 30 mei 1992; de heer van Eeuwijk, Mikael, geboren te Leuven op 3 juni 1994,

beiden wonende te San Fulgencio Alicante (Spanje), om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « Dupont » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 21 februari 2001 is machtiging verleend aan Mej. Rubio Fernandez, Alicia, geboren te Hasselt op 3 mei 2000, wonende te Heusden-Zolder, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Rubio » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 20 februari 2001 is machtiging verleend aan de heer Amrani, Rabah Lee, geboren te Luik op 30 november 1981, wonende te Oostende, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Lee » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

[C - 2001/07101]

**Burgerlijk Algemeen Bestuur. — Secretariaat-generaal. — Vacante
betrekking van adviseur-generaal (rang 15). — Oproep tot de
kandidaten**

Eén betrekking van adviseur-generaal (rang 15) is te begeven bij het Secretariaat-generaal van het Burgerlijk Algemeen Bestuur van het Ministerie van Landsverdediging.

Deze betrekking is zowel voor vrouwen als voor mannen toegankelijk.

1. Functieomschrijving :

Le conseiller général assiste le secrétaire général dans l'exercice de sa fonction.

2. Conditions requises :

Conformément aux dispositions de l'article 20^{sexies} de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat, cet emploi est accessible aux agents de l'Etat du Ministère de la Défense nationale qui, à la date de la nomination, sont titulaires d'un grade du rang 13, et qui comptent au moins un an d'ancienneté de grade et douze ans d'ancienneté dans le niveau 1.

Conformément aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté royal du 16 juillet 1998 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics, l'emploi définitivement vacant peut être pourvu par la nomination d'un membre du personnel nommé à titre définitif visé à l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté royal susmentionné, qui, à la date de la nomination, est titulaire d'un grade de rang 15.

Il doit être satisfait aux conditions de promotion au moment de la nomination.

3. Qualités souhaitées des candidats :

— avoir une très bonne connaissance de l'organisation et du fonctionnement de l'Administration générale civile et du département;

— avoir une bonne connaissance des problèmes budgétaires, ainsi que des problèmes relatifs à l'introduction de l'informatique et à la gestion du personnel civil.

4. Dépôt des candidatures :

Les candidats intéressés sont invités à faire parvenir leur candidature, par lettre recommandée, au chef de l'Administration générale civile, quartier Reine Elisabeth, rue d'Evere 1, 1140 Bruxelles, dans un délai de dix jours ouvrables qui commence à courir le premier jour ouvrable qui suit la publication du présent avis au *Moniteur belge* (le cachet de la poste faisant foi). Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le délai est prolongé jusqu'au prochain jour ouvrable.

La lettre de candidature mentionne la date, le nom, les prénoms, le grade du candidat et l'administration dont celui-ci relève, et comporte un exposé des titres que le candidat estime pouvoir faire valoir pour briguer l'emploi, en particulier les qualités qu'il estime devoir faire valoir en matière de gestion de services publics.

Seuls seront pris en considération les titres des agents qui se sont conformés à ces directives.

Les candidats ne faisant pas partie du Ministère de la Défense nationale doivent fournir un document certifié conforme, délivré par le service du personnel de l'Administration qui les occupe, attestant qu'ils sont revêtus, à titre définitif d'un grade du rang 15 et stipulant la date de nomination à ce grade.

Il sera accusé réception des candidatures.

De adviseur-generaal staat de secretaris generaal bij in de uitoefening van zijn functie.

2. Vereiste voorwaarden :

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 20^{sexies} van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het Rijkspersoneel, staat deze betrekking open voor rijksambtenaren die op de datum van benoeming in het Ministerie van Landsverdediging titularis zijn van een graad van rang 13 en die tenminste één jaar graadanciënniteit en twaalf jaar anciënniteit in niveau 1 tellen.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 13 van het koninklijk besluit van 16 juli 1998 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten kan in de definitief vacante betrekking voorzien worden door de benoeming van een vastbenoemd personeelslid bedoeld in artikel 2, § 1 van het voornoemd koninklijk besluit, dat op datum van de benoeming titularis is van een graad van rang 15.

Er moet aan de bevorderingsvoorwaarden worden voldaan op het ogenblik van de benoeming.

3. Gewenste kwaliteiten van de kandidaten :

— een zeer goede kennis in verband met de organisatie en de werking van het Burgerlijk Algemeen Bestuur en van het departement hebben;

— een goede kennis hebben van de budgettaire problemen alsook van de problemen inzake de invoering van de informatica en inzake het beheer van het burgerpersoneel.

4. Indienen van de candidaturen :

De belangstellende kandidaten worden verzocht hun kandidaatstelling per ter post aangetekende brief te richten aan de chef van het Burgerlijk Algemeen Bestuur, Koningin Elisabethkwartier, Everestraat 1, 1140 Brussel, binnen een termijn van tien werkdagen die ingaat op de eerste werkdag volgend op de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* (de poststempel geldt als bewijs). Wanneer de laatste dag van de termijn een zaterdag, een zondag, of een wettelijke feestdag is, wordt de termijn verlengd tot de eerstvolgende werkdag.

De kandidaatstelling vermeldt de datum, de naam, de voornamen, de graad van de gegadigde, het bestuur waaronder hij ressorteert en bevat een uiteenzetting van de aanspraken die de kandidaat meent te kunnen doen gelden om naar deze betrekking te dingen, inzonderheid de bekwaamheid inzake beheer van de overheidsdiensten die hij meent te moeten laten gelden.

Alleen de aanspraken van de ambtenaren die deze instructies in acht nemen zullen in aanmerking genomen worden.

De kandidaten die niet tot het Ministerie van Landsverdediging behoren, moeten een voor eensluidend verklaard document verstrekken, afgegeven door de personeelsdienst van de Administratie die hen tewerkstelt waarin bevestigd wordt dat zij een vaste graad van rang 15 bekleden en met vermelding van de datum van benoeming in die graad.

Van de kandidaatstellingen zal ontvangst worden gemeld.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[2001/12306]

Juridictions du travail. — Avis aux organisations représentatives. — Place vacante d'un juge social effectif au titre de travailleur-employé au tribunal du travail d'Hasselt en remplacement de M. Koen Laenens

Les organisations représentatives intéressées sont invitées à présenter les candidatures à cette fonction conformément aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 7 avril 1970 et au plus tard dans les trois mois qui suivent la publication du présent avis.

Ces présentations doivent être adressées au Ministère de l'Emploi et du Travail, Service des Juridictions du travail, rue Belliard 51, à 1040 Bruxelles.

Les listes seront accompagnées d'un extrait d'acte de naissance pour chacun des candidats présentés.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[2001/12306]

Arbeidsgerechten. — Bericht aan de representatieve organisaties. — Openstaande plaats van een werkend rechter in sociale zaken als werknemer-bediende bij de arbeidsrechtbank van Hasselt ter vervanging van de heer Koen Laenens

De betrokken organisaties worden verzocht de candidaturen voor te dragen overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 7 april 1970 en uiterlijk binnen de drie maanden na de bekendmaking van dit bericht.

De voordrachten van de kandidaten moeten worden gericht aan het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, Dienst Arbeidsgerechten, Belliardstraat 51, 1040 Brussel.

Bij de lijsten wordt voor elk der voorgedragen kandidaten een uittreksel van de geboorteakte gevoegd.

**PUBLICATIONS LEGALES
ET AVIS DIVERS**

**WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN
EN VERSCHILLENDE BERICHTEN**

Annonces – Aankondigingen

SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN

**Jean Nimal, société anonyme,
rue de Marchienne 48, 6110 Montigny-le-Tilleul**

R.C. Charleroi 140703 – T.V.A. 424.956.505

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 19 avril 2001, à 9 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (8665)

**Vanotrans, naamloze vennootschap,
Industriezone 20, 9770 Kruishoutem**

H.R. Oudenaarde 44391 – BTW 462.216.381

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 20 april 2001, te 16 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Om aan de vergadering deel te nemen, zich schikken naar de mandaten. (8666)

**Bys-Management, naamloze vennootschap,
Spaanse Lindebaan 137, 1850 Grimbergen**

H.R. Brussel 514146

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 20 april 2001, te 10 uur.

Dagorde :

1. Goedkeuring der jaarrekening per 31 december 2000.
2. Aanwending van het resultaat.
3. Ontlasting aan de bestuurders.
4. Varia.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel, vijf volle dagen vóór de bijeenkomst. (8667)

**Stasimo, naamloze vennootschap,
Kortrijksesteenweg 1102, te 9051 Sint-Denijs-Westrem**

Jaarvergadering d.d. 20 april 2001, om 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Voorlezen van en goedkeuring van de jaarrekening. 3. Toewijzing van het resultaat. 4. Kwijting aan de raad van bestuur. (8668)

**Swennen, naamloze vennootschap,
Lutselusplein 1, 3590 Diepenbeek**

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Hasselt, nr. 345
BTW 439.944.587

Jaarvergadering op 20 april 2001, om 19 uur, op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (8669)

**Amiso, naamloze vennootschap,
Halsendallaan 67, 1652 Beersel (Alsemberg)**

H.R. Brussel 508927 – BTW 435.085.976

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 20 april 2001, te 14 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel, vijf dagen vóór de vergadering. (8670)

**Amalfi, naamloze vennootschap,
Handzamestraat 105, 8610 Kortemark**

H.R. Oostende 34207 – BTW 418.192.833

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden te 8610 Kortemark, Handzamestraat 105, op vrijdag 20 april 2001, om 10 uur, met navolgende agenda : 1. Jaarverslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Goedkeuring wedde bestuurders. 5. Kwijting bestuurders. 6. Ontslag en benoeming. 7. Omzetten van het kapitaal naar euro en kapitaalverhoging in kader van voormelde omzetting, dit alles conform de wet van 30 oktober 1998. 8. Diversen. (8671)

**Frabel, naamloze vennootschap,
Koolputstraat 55, 9120 Beveren-Waas**

H.R. Sint-Niklaas 58488 – BTW 462.092.162

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 20 april 2001, te 12 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Om aan de vergadering deel te nemen, zich schikken naar de statuten. (8672)

**Jevasco, naamloze vennootschap,
Onkerzekestraat 353, 9500 Geraardsbergen**

H.R. Oudenaarde 46468

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 20 april 2001, te 10 uur. — Dagorde: 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Benoeming bestuurders. 6. Varia. Zich richten naar de statuten. (8673)

**Internal, naamloze vennootschap,
Doornzelestraat 92, 9000 Gent**

H.R. Gent 185686 – BTW 459.504.044

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 20 april 2001, te 17 uur. — Dagorde: 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Om aan de vergadering deel te nemen, zich schikken naar de statuten. (8674)

**Bouwonderneming Raoul Vandereyt, naamloze vennootschap,
Zavelvennestraat 36, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 466628 – BTW 414.044.203

Een buitengewone algemene vergadering zal gehouden worden op de zetel op 20 april 2001, te 17 uur.

Dagorde: Benoeming bestuurders. (8675)

**Arca, naamloze vennootschap,
Endepoelstraat 5, 3210 Linden**

H.R. Leuven 25608

Jaarvergadering op 20 april 2001, te 15 uur, op de zetel. — Agenda: 1. Verslag van bestuurders en commissaris. 2. Goedkeuring jaarrekening en bestemming resultaat. 3. Décharge aan bestuurders en commissaris. 4. Benoemingen. Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar de statuten. (8676)

**Société d'Assistance Scientifique, Informatique et Technique,
en abrégé: « SASIT », société anonyme,
avenue Frères Becqué 15, à 1082 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 469105 – T.V.A. 427.069.224

Assemblée générale ordinaire le 27 avril 2001, à 12 heures, au siège social. — Ordre du jour: 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels et comptes de résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Affectation des résultats. 5. Augmentation de capital de 738,42 euro en vue de l'arrondir à 323 000 euro dans le cadre de la conversion du franc en euro. Modification de l'article 5 des statuts en conséquence. 6. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (8677)

**Compagnie Nationale Belge des Parfums et Extensions,
abrégé: « C.N.B.P. », société anonyme,
route de Lennik 549, à 1070 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 64553 – T.V.A. 402.166.948

Assemblée générale ordinaire se réunira le 27 avril 2001, à 11 heures, au siège social. — Ordre du jour: 1. Rapport du conseil d'administration sur les activités de la société en cours de l'exercice 2000. 2. Rapport du commissaire-réviseur. 3. Rapport des comptes annuels 2000. 4. Affectation des résultats. 5. Décharge aux administrateurs et commissaire. Suivant l'article 29 des statuts sociaux, les actionnaires désirant

participer à la susdite assemblée générale doivent déposer les titres au plus tard le 15 avril 2001, au siège social ou une agence de la Banque Bruxelles Lambert. (8678)

**Madaus Pharma, société anonyme,
rue des Trois Arbres 16, à 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 349270 – T.V.A. 406.094.953

Assemblée générale ordinaire le vendredi 27 avril 2001, à 11 heures, au siège social. — Ordre du jour: 1. Rapports du conseil d'administration et du commissaire-réviseur. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000 et affectation à donner aux résultats sociaux. 3. Décharge aux administrateurs et commissaire-réviseur. 4. Ratification des propositions prises lors de la réunion du conseil d'administration du 28 juillet 2000 et 5 janvier 2001 et le 16 mars 2001. 5. Nomination statutaire. 6. Divers. (8679)

**L'Immobilière Anglimo, société anonyme,
rue d'Angleterre 53, 1060 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 578019 — N.N. 451.898.452

Assemblée générale ordinaire, le 27 avril 2001, à 16 heures, au siège social. — Ordre du jour: 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Se conformer aux statuts. (8680)

**Jean Richart et fils, société anonyme,
rue des Hauts Arbres 48, 7950 Chièvre (Ladeuze)**

R.C. Mons 117486 – T.V.A. 435.708.063

Assemblée générale ordinaire le vendredi 27 avril 2001, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour: 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (8681)

Imagie, société anonyme, rue du Moulin 38, 1210 Bruxelles

R.C. Bruxelles 291977 – T.V.A. 401.907.028

Assemblée générale ordinaire se réunira le vendredi 27 avril 2001, à 11 h 30 m, au siège social. — Ordre du jour: 1. Approbation des comptes annuels et comptes de résultats au 31 décembre 2000. 2. Décharge aux administrateurs. 3. Nominations administrateurs. 4. Divers. Dépôt des titres, trois jours avant l'assemblée. (8682)

**SB Agro, société anonyme,
rue du Pont 4, 5140 Sombreffe**

R.C. Namur 67155 – T.V.A. 403.978.175

Assemblée générale statutaire le vendredi 27 avril 2001, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour: 1. Communication en vertu de l'article 523 du Code des sociétés. 2. Lecture du rapport de gestion du conseil d'administration. 3. Approbation du bilan et du compte de résultats au 31 décembre 2000. 4. Répartition du compte de résultats. 5. Décharge au conseil d'administration. 6. Démission et nomination d'administrateurs. 7. Expression du capital en euro. 8. Divers. (8683)

**Triac, société anonyme,
rue de l'Entrepôt 5E, 1020 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 417170 – T.V.A. 419.095.923

L'assemblée générale ordinaire se tiendra le vendredi 27 avril 2001, à 14 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels et du compte de résultats au 31 décembre 2000. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour le dépôt des titres, se conformer à l'article 20 des statuts. (8684)

**Associated Services, naamloze vennootschap,
Clement Vanophemstraat 76, 3090 Overijse**

H.R. Brussel 415712 – BTW 418.846.790

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de gewone algemene vergadering, die zal gehouden worden op 27 april 2001, te 10 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Lezing en goedkeuring van het verslag van de raad van bestuur. 2. Nazicht en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Ontlasting te verlenen aan de bestuurders. 5. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (8685)

**Auxiliaire Thermique Electrique & Mécanique,
in het kort : « A.T.E.M. », naamloze vennootschap,
Bedrijvenpark De Veert 4, 2830 Willebroek**

H.R. Mechelen 72953 – BTW 402.980.659

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering van 27 april 2001, om 11 uur, bij te wonen die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslag en benoeming van bestuurder. 6. Diversen. Om aan de algemene vergadering deel te nemen worden de heren aandeelhouders verzocht zich te schikken naar artikelen 31 en 32 der statuten. (8686)

**Hermes, naamloze vennootschap, Bevek,
Korte Klarenstraat 1, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 282490 — NN 443.743.425

Voor alle compartimenten samen en tevens telkens voor elk compartiment afzonderlijk, met name Belgian Equity, Euro Cash, Dollar en Belgian Growth, worden de aandeelhouders uitgenodigd tot de gewone algemene vergadering die zal gehouden worden op donderdag 19 april 2001, te 11 uur, op de maatschappelijke zetel, met volgende agenda en voorstellen tot besluit voor :

Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor betreffende de jaarrekening over het boekjaar 2000.

Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 2000.

Voorstel van besluit : de vergadering besluit de jaarrekening per 31 december 2000 met inbegrip van de resultaatbestemming goed te keuren.

Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.

Voorstel van besluit : de vergadering besluit over het door hen uitgeoefende mandaat tijdens het afgelopen boekjaar kwijting te verlenen aan de bestuurders en commissaris-revisor.

Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (8687)

**Dexia Banque Belgique, société anonyme,
boulevard Pachéco 44, 1000 Bruxelles (Belgique)**

R.C. Bruxelles 604747

Le conseil d'administration a l'honneur d'informer les obligataires de la tenue de l'assemblée annuelle des actionnaires, à laquelle ils peuvent participer avec voix consultative, qui se tiendra le mercredi 25 avril 2001, à 14 h 30 m, rue de Ligne 2, à 1000 Bruxelles, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapports du commissaire-réviseur sur l'exercice 2000.
2. Communication des comptes consolidés.
3. Proposition d'approuver les comptes annuels de l'exercice 2000 et l'affectation proposée du résultat.
4. Proposition de donner décharge aux administrateurs.
5. Proposition de donner décharge au commissaire-réviseur.
6. Nomination d'administrateurs :

proposition de procéder à la nomination définitive, pour une durée de six ans prenant fin à l'issue de l'assemblée annuelle de 2007, de M. Jean-François Martin nommé par le conseil d'administration du 19 juillet 2000 en remplacement provisoire de M. Paul Vanzeveren, démissionnaire;

proposition de procéder à la nomination définitive, pour une durée de six ans prenant fin à l'issue de l'assemblée annuelle de 2007, de M. Didier Donfut nommé par le conseil d'administration du 31 janvier 2001 en remplacement provisoire de M. Bernard Anselme, démissionnaire.

Le conseil d'administration a également l'honneur d'informer les obligataires de la tenue de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à laquelle ils peuvent participer avec voix consultative, qui se tiendra le mercredi 25 avril 2001, à l'issue de l'assemblée annuelle, rue de Ligne 2, à 1000 Bruxelles, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour :

1. Proposition de modifier les statuts afin de les adapter aux dispositions du nouveau Code des sociétés :

A l'article 7, premier alinéa, remplacer les mots "l'article 54, premier alinéa, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales" par "l'article 522, § 1^{er}, premier alinéa, du Code des sociétés" et les mots "desdites lois coordonnées." par "dudit Code".

A l'article 10, remplacer les mots "commissaires-réviseurs" par "commissaires".

A l'article 12, III, remplacer les mots "les lois coordonnées sur les sociétés commerciales" par "le Code des sociétés".

2. Proposition d'insérer un nouvel article 14 relatif aux formalités d'admission à l'assemblée générale, libellé comme suit :

"Article 14. Formalités d'admission à l'assemblée générale.

Les propriétaires d'actions nominatives doivent faire connaître leur intention d'assister à l'assemblée générale.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire spécial, que ce dernier soit lui-même actionnaire ou non.

Les porteurs d'obligations, les titulaires de droits de souscription et de certificats, émis avec la collaboration de la société, peuvent assister à l'assemblée générale avec voix consultative seulement.

Les porteurs d'obligations, les titulaires de droits de souscription et de certificats, émis avec la collaboration de la société, nominatifs doivent, au plus tard cinq jours avant la date de l'assemblée générale, faire connaître par écrit leur intention d'assister à l'assemblée générale.

Les porteurs d'obligations, les titulaires de droits de souscription et de certificats, émis avec la collaboration de la société, au porteur doivent, au plus tard cinq jours avant la date de l'assemblée générale, déposer leurs titres au siège de la société ou à un autre lieu mentionné dans la convocation; les titulaires de titres dématérialisés doivent de la même façon déposer une attestation établie par le teneur de compte agréé ou l'organisme de liquidation, confirmant que leurs titres sont indisponibles jusqu'à la date de l'assemblée y compris. Ils seront admis à l'assemblée générale sur présentation de l'attestation prouvant que leurs titres ou l'attestation ont été déposés en temps utile.

Les copropriétaires, usufruitiers et nus-propriétaires, les créanciers gagistes et les débiteurs gagistes doivent se faire représenter respectivement par une seule et même personne."

3. Proposition de conférer les pouvoirs nécessaires au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions à prendre sur les points qui précèdent et plus spécialement pour coordonner les statuts et adapter la numérotation des articles.

Le conseil d'administration invite les obligataires qui désirent assister à ces assemblées avec voix consultative, à faire part de leur intention par simple lettre à adresser au siège de la société, à l'adresse suivante : boulevard Pachéco 44 (DL 2/1), 1000 Bruxelles.

Les obligataires seront admis aux assemblées, sur présentation de leur titre ou d'un extrait de compte ou d'un certificat de dépôt prouvant la détention d'obligations émises par la société.

(8688) Le conseil d'administration.

**Dexia Bank België, naamloze vennootschap,
Pachecolaan 44, 1000 Brussel (België)**

H.R. Brussel 604747

De raad van bestuur heeft de eer de obligatiehouders mede te delen dat de jaarvergadering der aandeelhouders, waaraan zij met raadgevende stem kunnen deelnemen, zal plaatsvinden op woensdag 25 april 2001, om 14 u. 30 m., de Lignestraat 2, te 1000 Brussel, met de volgende agenda :

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur en verslagen van de commissaris-revisor over het boekjaar 2000.
2. Mededeling van de geconsolideerde jaarrekening.
3. Voorstel tot goedkeuring van de jaarrekening van het boekjaar 2000 en van de voorgestelde bestemming van het resultaat.
4. Voorstel tot kwijting aan de bestuurders.
5. Voorstel tot kwijting aan de commissaris-revisor.
6. Benoeming van bestuurders :

voorstel tot definitieve benoeming tot bestuurder, voor een termijn van zes jaar die een einde neemt na afloop van de jaarvergadering van 2007, van de heer Jean-François Martin, die door de raad van bestuur van 19 juli 2000 werd aangeduid als voorlopige vervanger van de heer Paul Vanzeveren, ontslagnemend;

voorstel tot definitieve benoeming tot bestuurder, voor een termijn van zes jaar die een einde neemt na afloop van de jaarvergadering van 2007, van de heer Didier Donfut, die door de raad van bestuur van 31 januari 2001 werd aangeduid als voorlopige vervanger van de heer Bernard Anselme, ontslagnemend.

De raad van bestuur heeft eveneens de eer de obligatiehouders mede te delen dat de buitengewone algemene vergadering, waaraan zij met raadgevende stem kunnen deelnemen, zal plaatsvinden na afloop van de jaarvergadering op woensdag 25 april 2001, de Lignestraat 2, te 1000 Brussel, met de volgende agenda :

Agenda :

1. Voorstel tot wijziging van de statuten om ze aan te passen aan de bepalingen van het nieuwe Wetboek van Vennootschappen :

In artikel 7, eerste lid, de woorden "artikel 54, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen" vervangen door "artikel 522, § 1., eerste lid, van het Wetboek van Vennootschappen" en de woorden "dezelfde gecoördineerde wetten" door "hetzelfde Wetboek".

In artikel 10, de woorden "commissarissen-revisoren" vervangen door "commissarissen".

In artikel 12, III. de woorden "de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen" vervangen door "het Wetboek van Vennootschappen".

2. Voorstel tot inlassing van een nieuw artikel 14 betreffende de toelatingsformaliteiten tot de algemene vergadering, luidend als volgt :
"Artikel 14. Toelatingsformaliteiten tot de algemene vergadering

De eigenaars van aandelen op naam moeten hun voornemen te kennen geven de algemene vergadering bij te wonen.

Iedere aandeelhouder kan zich op de algemene vergadering laten vertegenwoordigen, door een bijzondere lasthebber die zelf al dan niet aandeelhouder is.

De houders van obligaties, warrants en certificaten die met de medewerking van de vennootschap werden uitgegeven, kunnen de algemene vergadering bijwonen, doch enkel met raadgevende stem.

De houders van obligaties en warrants op naam en van certificaten op naam die met de medewerking van de vennootschap werden uitgegeven, moeten binnen vijf dagen vóór de datum van de algemene vergadering schriftelijk hun voornemen te kennen geven de algemene vergadering bij te wonen.

De houders van obligaties en warrants aan toonder en van certificaten aan toonder die met de medewerking van de vennootschap werden uitgegeven, moeten hun effecten uiterlijk vijf dagen vóór de datum van de algemene vergadering op de zetel van de vennootschap of op een andere in de oproeping vermelde plaats neerleggen; de houders van gedematerialiseerde effecten moeten op dezelfde wijze een attest neerleggen dat is opgemaakt door de erkende rekeninghouder of de vereffeningsinstelling, en waarin wordt bevestigd dat hun effecten tot en met de datum van de vergadering onbeschikbaar zijn.

Zij worden tot de vergadering toegelaten op vertoon van het attest waaruit blijkt dat hun effecten of het attest tijdig werden neergelegd.

De medeëigenaars, de vruchtgebruikers en blote eigenaars, de pandhoudende schuldeisers en pandschuldenaars moeten zich respectievelijk door één en dezelfde persoon doen vertegenwoordigen."

3. Voorstel om de nodige machten toe te kennen aan de raad van bestuur voor de uitvoering van de te nemen beslissingen over de voorgaande punten en ondermeer om de statuten te coördineren en de nummering van de artikels aan te passen.

De raad van bestuur verzoekt de obligatiehouders die aan deze vergaderingen met raadgevende stem wensen deel te nemen, hun voornemen schriftelijk mede te delen aan de zetel van de vennootschap op volgend adres : Pachecolaan 44 (DL 2/1), 1000 Brussel.

Op vertoon van hun effecten of van een rekeningafschrift of een deponeringsattest waaruit hun hoedanigheid van obligatiehouder blijkt, zullen zij tot de vergaderingen worden toegelaten.

(8688) De raad van bestuur.

**IPTE, naamloze vennootschap,
Geleenlaan 5, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 88693 – BTW 448.332.911

Algemene vergadering d.d. 20 april 2001

Uitnodiging om de algemene vergadering bij te wonen die zal worden gehouden op 20 april 2001, te 10 uur, op de maatschappelijke zetel van de vennootschap.

Agenda :

Kennisneming van het verslag van de raad van bestuur met betrekking tot de jaarrekening per 31 december 2000 en de geconsolideerde jaarrekening per 31 december 2000.

Voorstel tot beslissing : kennisneming van het verslag van de raad van bestuur met betrekking tot de jaarrekening per 31 december 2000 en de geconsolideerde jaarrekening per 31 december 2000.

Kennisneming van het verslag van de commissaris met betrekking tot de jaarrekening per 31 december 2000 en de geconsolideerde jaarrekening per 31 december 2000.

Voorstel tot beslissing : kennisneming van het verslag van de commissaris met betrekking tot de jaarrekening per 31 december 2000 en de geconsolideerde jaarrekening per 31 december 2000.

Goedkeuring van de jaarrekeningen per 31 december 2000 en bestemming van het resultaat.

Voorstel tot beslissing : de algemene vergadering keurt de jaarrekening per 31 december 2000 goed en beslist het resultaat te bestemmen overeenkomstig het voorstel van de raad van bestuur.

Kennisneming van de geconsolideerde jaarrekening per 31 december 2000.

Voorstel tot beslissing : de algemene vergadering neemt kennis van de geconsolideerde jaarrekening per 31 december 2000.

Kwijting aan de leden van de raad van bestuur en aan de commissaris.

Voorstel tot beslissing : het verlenen van kwijting aan de leden van de raad van bestuur en aan de commissaris.

Benoeming bestuurder.

Voorstel tot beslissing : benoeming als onafhankelijke bestuurder Adri Baan, voor een duur van zes jaar.

Varia.

Om te worden toegelaten tot de vergadering moeten de houders van aandelen aan toonder uiterlijk vijf werkdagen vóór de datum van de voorgenomen vergadering hun aandelen deponeren bij Artesia Bank of KBC Bank. De houders van aandelen op naam zijn slechts gerechtigd deel te nemen aan de algemene vergadering indien zij zijn ingeschreven in het register van de aandelen op naam van de vennootschap en op voorwaarde dat zij of hun vertegenwoordigers binnen dezelfde termijn kennis geven van hun voornemen om aan de vergadering deel te nemen bij een gewone brief, te richten aan de zetel van de vennootschap. De houders van obligaties of warrants mogen de algemene vergadering bijwonen, doch slechts met raadgevende stem. Iedere aandeelhouder kan zich op de vergadering laten vertegenwoordigen door een gevolmachtigde, al dan niet aandeelhouder, mits hijzelf of de gevolmachtigde de hierboven beschreven formaliteiten heeft vervuld om tot de vergadering te worden toegelaten. De volmachten worden neergelegd op dezelfde wijze en binnen dezelfde termijn als voor de toonderaandelen is bepaald.

(8689)

De raad van bestuur.

**IPTE, société anonyme,
Geleenlaan 5, 3600 Genk**

R.C. Tongeren 088693 – T.V.A. 448.332.911

—
Assemblée générale du 20 avril 2001

Convocation à l'assemblée générale qui se tiendra le 20 avril 2001, à 10 heures, au siège social de la société.

Ordre du jour :

Examen du rapport conseil d'administration concernant les comptes annuels de l'exercice clôturé le 31 décembre 2000 et des comptes consolidés de l'exercice clôturé le 31 décembre 2000.

Proposition de résolution : examen du rapport du conseil d'administration concernant les comptes annuels de l'exercice clôturé le 31 décembre 2000 et des comptes consolidés de l'exercice clôturé le 31 décembre 2000.

Examen du rapport du commissaire-reviseur pour les comptes annuels de l'exercice clôturé le 31 décembre 2000 et des comptes consolidés de l'exercice clôturé le 31 décembre 2000.

Proposition de résolution : examen du rapport du commissaire-reviseur concernant les comptes annuels de l'exercice clôturé le 31 décembre 2000 et des comptes consolidés de l'exercice clôturé le 31 décembre 2000.

Approbation des comptes annuels clôturés le 31 décembre 2001 et attribution du résultat.

Proposition de résolution : l'assemblée générale approuve les comptes annuels clôturés le 31 décembre 2000 et décide d'attribuer le résultat conformément à la proposition du conseil d'administration.

Examen des comptes consolidés de l'exercice clôturé le 31 décembre 2000.

Proposition de résolution : l'assemblée générale prend connaissance des comptes annuels consolidés pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2000.

Décharge aux membres du conseil d'administration et aux commissaires-reviseurs.

Proposition de résolution : approbation de la décharge aux membres du conseil d'administration et du commissaire-reviseur.

Nomination d'administrateur.

Proposition de résolution : nomination en tant que administrateur indépendant Adri Baan pour une durée de six ans.

Divers.

Pour pouvoir assister à l'assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs titres au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'assemblée auprès de la Banque Artesia ou de KBC Bank. Les porteurs d'actions nominatives ne peuvent participer à l'assemblée générale que si ils sont inscrits dans le registre des actionnaires nominatifs de la société et à condition qu'eux ou leur représentant fassent part dans les mêmes délais de leur intention de

participer à l'assemblée par lettre adressée au siège de la société. Les porteurs d'obligations ou de warrants peuvent assister à l'assemblée générale, mais seulement avec voix consultative.

Chaque actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée par procuration pour autant que lui-même ou son représentant aient rempli les formalités décrites ci-dessus pour participer à l'assemblée. Les procurations sont soumises aux mêmes conditions et aux mêmes délais que ceux définis pour l'actionnaires au porteur.

(8689)

Le conseil d'administration.

**Agence Maritime Minne, naamloze vennootschap,
Kouter 26, Gent**

—

De algemene vergadering zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap, op dinsdag 24 april 2001, om 15 uur. — Dagorde :
1. Verslag van de bestuurders. 2. Jaarrekening per 31 december 2000.
3. Decharge aan bestuurders. 4. Statutaire benoemingen. 5. Diversen.

Zich schikken naar artikel 23 der statuten.

(8690)

KBC Bankverzekeringsholding, naamloze vennootschap

Maatschappelijke zetel : Havenlaan 2, te 1080 Brussel

H.R. Brussel 77445

—

Oproeping tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel van de vennootschap, op donderdag 26 april 2001, om 11 uur.

Om een vlotte afhandeling van de formaliteiten mogelijk te maken, verzoeken wij u vriendelijk u ten laatste om 10 u. 45 m. aan te bieden voor de ondertekening van de aanwezigheidslijsten.

Agenda :

1. Kennisname van het vennootschappelijke en het geconsolideerd jaarverslag van de raad van bestuur.

2. Kennisname van het vennootschappelijke en het geconsolideerd controleverslag van de commissarissen-revisoren.

3. Kennisname van de geconsolideerde jaarrekening; voorstel tot goedkeuring van de vennootschappelijke jaarrekening op 31 december 2000 en van de voorgestelde winstverdeling; voorstel tot uitkering van een brutodividend van € 1,42 per aandeel.

4. Voorstel tot verlening van kwijting aan de bestuurders en de commissarissen-revisoren.

5. Statutaire benoemingen : voorstel tot definitieve benoeming van de heren Emiel Celis en Christian Defrancq als bestuurder voor een periode gaande tot de jaarvergadering van 2004 (datum waarop het mandaat van hun voorgangers, dat zij voleindigen, afloopt); voorstel tot hernieuwing van het bestuursmandaat voor de heren John Goossens, Herwig Langohr en Remi Vermeiren voor een statutaire periode van zes jaar.

6. Commissaris-revisor : voorstel tot benoeming van Ernst & Young Bedrijfsrevisoren BCV, vertegenwoordigd door de heer Jean-Pierre Romont en Mevr. Daniëlle Vermaelen als erkend commissaris-revisor voor de wettelijke termijn van drie jaar; voorstel tot vaststelling van het honorarium op € 25 000 per jaar.

7. Voorstel om aan de raad van bestuur van de vennootschap de bevoegdheid te verlenen, met mogelijkheid tot subdelegatie, om gedurende een termijn van achttien maanden op de beurs maximaal acht miljoen eigen aandelen te verwerven tegen een minimale vergoeding ten belope van € 35 en een maximale vergoeding ten belope van € 70 per aandeel, dit in vervanging van de inkoopmachtigingen verleend door de algemene vergadering van 27 april 2000 dewelke met ingang van 26 april 2001 worden opgeheven. Voorstel om de raden van bestuur van de rechtstreekse dochtervennootschappen te machtigen, met mogelijkheid tot subdelegatie, om de aandelen van de vennootschap op of buiten de beurs te verwerven ten bezwarende titel, in de meest ruime betekenis, gedurende dezelfde periode en volgens dezelfde voorwaarden.

8. Voorstel om aan de raad van bestuur van de vennootschap de bevoegdheid te verlenen, met mogelijkheid tot subdelegatie, om eigen aandelen buiten de beurs te vervreemden ten bezwarende titel, in de meest ruime betekenis, tegen een vergoeding die niet lager mag zijn dan de op het ogenblik van de vervreemding geldende beurskoers

verminderd met vijf procent, met dien verstande dat van voormelde minimumvergoeding kan worden afgeweken indien de vervreemding gebeurt ingevolge de uitoefening van opties toegekend door een vennootschap van de KBC Groep aan medewerkers van een vennootschap van de KBC Groep. Voorstel om de raden van bestuur van de rechtstreekse dochtervennootschappen, met mogelijkheid tot subdelegatie, eveneens en onder dezelfde voorwaarden te machtigen om de aandelen van de vennootschap buiten de beurs te vervreemden ten bezwarende titel, in de meest ruime betekenis.

Voorstel om deze bevoegdheden te verlenen in vervanging van de vervreemdingsmachtiging verleend door de algemene vergadering van 27 april 2000 welke met ingang van 26 april 2001 wordt opgeheven, doch onverminderd de algemene bevoegdheid van de raden van bestuur van de vennootschap en van de rechtstreekse dochtervennootschappen om aandelen van de vennootschap op elk ogenblik geheel of gedeeltelijk te vervreemden overeenkomstig artikel 11 van de statuten.

9. Rondvraag.

Om tot de jaarvergadering te worden toegelaten moeten de houders van aandelen en warrants aan toonder deze ten minste vier werkdagen vóór de vergadering neerleggen op de maatschappelijke zetel of bij een van de kantoren van KBC Bank.

Ook de eigenaars van aandelen op naam moeten binnen dezelfde termijn op de maatschappelijke zetel schriftelijk hun voornemen te kennen geven om de vergaderingen bij te wonen, met aanduiding van het aantal effecten waarmee ze zullen deelnemen aan de stemming (artikel 27 van de statuten).
(8691)

De raad van bestuur.

Carrières Unies de Porphyre, société anonyme, à 1000 Bruxelles

R.C. Bruxelles 3450 – T.V.A. 400.462.916

*Annulation de 1691 actions propres — Rachat d'actions propres
Convocation d'une assemblée générale*

Le quorum requis n'ayant pas été atteint à l'assemblée générale du 23 mars 2001, une nouvelle assemblée générale se tiendra le vendredi 20 avril 2001, à 15 heures, au siège social, rue de Belle-Vue 64, à 1000 Bruxelles, avec l'ordre du jour suivant :

1. Proposition d'annuler les 1691 actions propres détenues par la société.

2. Autorisation demandée à l'assemblée pour le rachat d'actions propres pendant une nouvelle période de dix-huit mois au prix minimum de BEF 10 000 et maximum de BEF 60 000 par action.

Pour être admis, se conformer aux prescriptions de l'article 26 des statuts. Dépôt des titres, soit au siège social, rue de Belle-Vue 64, soit à la Banque Bruxelles-Lambert, cours Saint-Michel 60, à 1040 Bruxelles, ou dans ses agences.
(8657)

**Spy Motor, société anonyme,
rue de Moustier 16A, 5190 Spy**

R.C. Namur 64704 – T.V.A. 447.040.831

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 20 avril 2001, à 18 heures.

Ordre du jour :

1. Ratification de la tenue tardive de l'assemblée.
2. Rapport de gestion du conseil d'administration.
3. Approbation des comptes annuels.
4. Affectation des résultats.
5. Décharge aux administrateurs.
6. Conversion du capital en euro.
7. Divers.

Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion.
(8658)

**Sokao, société anonyme,
rue de Rochefort 233-235-237, 5570 Beauraing**

R.C. Dinant 16351 – T.V.A. 402.555.740

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 20 avril 2001, à 9 h 30 m, au siège social.

Ordre du jour :

1. Rapport du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000.
3. Affectation du résultat de l'exercice.
4. Décharge accordée aux administrateurs.
5. Arrondi du capital et conversion en euros.
6. Divers.

Prière de se conformer aux statuts. (8659)

**Paty, société anonyme,
rue des Goujons 134, 1070 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 634892 – T.V.A. 465.850.022

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 20 avril 2001, à 11 heures.

Ordre du jour :

1. Discussion et approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000.
2. Décharge aux administrateurs.
3. Divers. (8660)

**Les Silos de la Meuse, société anonyme,
Darse Nord, Route 10, Ile Monsin, 4020 Liège**

R.C. Liège 112430

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 20 avril 2001, à 16 heures, au siège administratif, place du Marché 26B, 4651 Battice.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration sur l'exercice 2000.
2. Approbation des comptes annuels & affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux administrateurs.
4. Maintien ou non du pacte syndicaire. (8661)

**« Immobilière de l'Esterel », société anonyme,
rue du Roi Albert 339, à 4680 Oupeye**

R.C. Liège 135296

L'assemblée générale ordinaire se tiendra le 20 avril 2001, à 14 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000. 2. Affectation des résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Réélections. 5. Divers. Dépôt des titres au siège social cinq jours francs avant l'assemblée. (8662)

Ets Cataldo, société anonyme

Assemblée statutaire le 20 avril 2001, à 18 heures, rue Pré Binet 16, à 4020 Liège. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (8663)

**International Management Consultants,
en abrégé : « I.M.C. », société anonyme,
avenue Franklin Roosevelt 200, 1050 Bruxelles**

Assemblée générale ordinaire au siège social le 20 avril 2001, à 11 heures. — Ordre du jour : 1. Ratification de la tenue anticipée de l'assemblée. 2. Lecture des comptes annuels. 3. Adoption des comptes annuels au 31 décembre 2000. 4. Affectation des résultats. 5. Décharge aux administrateurs. 6. Elections statutaires. 7. Conversion du capital en euro. Adaptation des statuts. 8. Divers. (8664)

**"A.A. Group", naamloze vennootschap,
Gilles de Pelichylei 82, 2970 's-Gravenwezel
H.R. Antwerpen 259836 — BTW 431.283.378**

De aandeelhouders worden vriendelijk uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die gehouden zal worden op het kantoor van notaris Marc Van Nuffel te 2018 Antwerpen, Jan Van Rijswijcklaan 24, op 20/04/2001 a.s., om 10 uur, met volgende agenda : 1. Kapitaalverhoging met 1.001.074,- BEF door incorporatie van reserves, om het te brengen van 1.500.000,- BEF naar 2.501.074,- BEF of 62.000,- euro, zonder uitgifte van nieuwe aandelen. 2. Aanvaarding van een volledig nieuwe tekst van statuten, waarbij deze in overeenstemming wordt gebracht met de genomen resolutie, de wijzigingen in de vennootschapswetgeving en waarbij elke verwijzing naar een specifiek artikel van de vennootschappenwet geschrapt en vervangen wordt door een algemene verwijzing naar de vennootschapswetgeving. 3. Volmachten.

De aandeelhouders worden ervan verwittigd dat een eerste vergadering met zelfde agenda reeds gehouden werd op 30 maart ll., zodat deze vergadering over de agendapunten zal kunnen beslissen ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde aandelen. (42789)

**Aalterpaint, naamloze vennootschap,
Venecolaan 8, 9880 Aalter
H.R. Gent 90892**

De aandeelhouders worden opgeroepen voor de jaarlijkse algemene vergadering welke zal plaatshebben op 23/04/2001 om 11 uur, ten maatschappelijke zetel, Venecolaan 8, 9880 Aalter. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur over het afgelopen boekjaar. 2. Verslag van de commissaris-revisor. 3. Voorlezing uitleg en goedkeuring van de jaarrekening. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en commissaris-revisor. 5. Benoemingen en ontslagen. 6. Bijzondere volmachten aan de bestuurders en directeurs. 7. Bezoldigingen bestuurders. 8. Rondvraag. Om deel te nemen aan de algemene vergadering worden de aandeelhouders verzocht zich te gedragen naar de statutaire voorschriften. (42790)

**Acta, naamloze vennootschap,
Ten Bele 10, 8570 Vichte
H.R. Kortrijk 118355 — BTW 437.390.123**

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 20/04/2001, te 18 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur; 2. Goedkeuring van de jaarrekening; 3. Bestemming van het resultaat; 4. Kwijting aan bestuurders; 5. Benoeming bestuurders; 6. Varia. (42791)

**Albe, naamloze vennootschap,
Van den Hautelei 183, te 2100 Deurne
H.R. Antwerpen 109016 — BTW 403.757.253**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die overeenkomstig de statuten zal gehouden worden op donderdag 26/04/2001 te 19 uur, in de zetel van de vennootschap. — Agenda : 1. Mededeling m.b.t. handelingen beoogd door artikel 523 van het Wetboek van vennootschappen. 2. Verslagen van de raad van bestuur

en de Commissaris-Revisor. 3. Goedkeuring Jaarrekening, afgesloten per 31/12/2000. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Kwijting aan de Commissaris-Revisor. 6. Rondvraag. Om aanwezig te zijn op de Jaarvergadering dient men zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (42792)

**Archibo-biologica, naamloze vennootschap,
Kasteelstraat 15, Maaseik**

H.R. Tongeren 53639 — BTW 403.991.736

De algemene vergadering zal gehouden worden ten kantore Prins Boudewijnlaan 321, 2610 Wilrijk op maandag 23/04/2001 te 11 u. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Kapitaalvorming in euro en afronding naar 794.000 euro. 6. Ontslag en benoeming bestuurders. 7. Varia. Zich schikken naar de statuten. (42793)

**Arwy, naamloze vennootschap,
Langepad 1, 2200 Herentals**

H.R. Turnhout 4321 — BTW 404.138.226

De aandeelhouders worden verzocht de gewone jaarlijkse algemene vergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel op 17/04/2001 om 15 uur. — Agenda : 1. Verslagen van bestuurders en commissaris. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Aanwending van de resultaten. 4. Kwijting aan bestuurders en commissaris. 5. Rondvraag. Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar de statuten. (42794)

**Associated Antwerp Stevedores, naamloze vennootschap,
Rijnkaai 20-22, Antwerpen**

H.R. Antwerpen 39104

Gewone jaarvergadering van aandeelhouders op dinsdag 24/04/2001 te 10 u. 30 m., op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslagen van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor. 5. Statutaire benoemingen. 6. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen volgens artikelen 18 en 19 van de statuten. (42795)

**Autobus Klein Brabant, naamloze vennootschap,
te 2870 Willebroek**

H.R. Mechelen 5536 — BTW 400.818.252

Jaarvergadering op 24 april 2001 om 18 uur, in de sociale zetel, Breendonkstraat 376, Willebroek. — Agenda : 1. Verslag van de bestuurders en de commissaris. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslag en benoemingen. 6. Allerlei. (42796)

**Bageran, naamloze vennootschap,
Keizershoek 255, 2550 Kontich**

H.R. Antwerpen 289391 — BTW 446.985.403

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering die zal plaatshebben op 24 april 2001 te 10 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de raad van bestuur. 5. Varia. (42797)

**Boeters België, naamloze vennootschap,
Broekstraat 21, 2110 Wijnegem**
H.R. Antwerpen 353907 — BTW 429.532.628

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen op 30/04/2001 om 15 uur, op de maatschappelijke zetel van de vennootschap, met volgende agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. (42798)

**Bosinvest, naamloze vennootschap,
Boslaan 5, 8300 Knokke-Heist**
H.R. Brugge 66147

De aandeelhouders worden uitgenodigd de algemene vergadering op 24/04/2001 om 14 uur, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag bestuur 2. Goedkeuring jaarrekening 3. Kwijting bestuur en eventueel organen van toezicht. 4. Benoemingen. De aandeelhouders moeten hun effecten, minstens vijf dagen vóór de algemene vergadering, deponeren ten maatschappelijke zetel of bij een statutair aange-
deide bankinstelling. (42799)

**Bouwbedrijf Rodiers, naamloze vennootschap,
O.L.-Vrouwstraat 165, 3550 Heusden-Zolder**
H.R. Hasselt 50340 — BTW 416.853.144

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 21/04/2001 om 10 uur. — Agenda : 1. Jaarverslag. 2. Bespreking jaarrekening. 3. Goedkeuring jaarrekening. 4. Kwijting bestuurders. 5. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 6. Varia. Zich richten naar de statuten. (42800) De raad van bestuur.

**Bouwblokken Vlamynck, naamloze vennootschap,
Zevokotestraat 70, 8470 Gistel**
H.R. Oostende 27624 — BTW 406.829.777

Aangezien het vereiste quorum niet bereikt werd op de algemene vergadering d.d. 29/03/2001 wordt een tweede jaarvergadering gehouden op 20/04/2001 om 17 uur, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/10/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurder. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (42801)

**Bravo Boekbinderij, naamloze vennootschap,
Spoelstraat 6, 9800 Meigem**
H.R. Gent 181324 — BTW 457.912.452

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering van 20/04/2001 om 19 uur, ter maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening en resultaat-bestemming per 31/12/2000. 3. Kwijting bestuurders. 4. Allerlei. Gelieve de statutaire bepalingen te volgen. (42802)

**Naamloze Vennootschap Carrosserie Van Den Broeck,
H. Moeremanslaan 146 1700 Dilbeek**
H.R. Brussel 458852 — BTW 425.552.658

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op dinsdag 26/04/2001 om 14 u. 30 m. Deze vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel te 1700 Dilbeek, H. Moeremanslaan, 146. — Agenda : 1. Verslag van de

raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Benoeming bestuurders. 6. Allerlei. (42803)

**Centre Business Center, société anonyme,
rue de la Libération 55, 7100 Haine-Saint-Paul**
R.C. Mons 122362 — T.V.A. 442.040.975

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 20/04/2001 à 15 heures, au siège social.

Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/2000. 3. Affectation du resultat. 4. Décharge de société anonyme, gestion au conseil d'administration. 5. Nominations statutaires. 6. Divers. (42804)

**Chantimmo, naamloze vennootschap,
Brugmannplein 33, 1060 Brussel (Elsene)**
H.R. Brussel 586707

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 20/04/2001, ten kantore van notaris Joseph Rottier te Denderleeuw, Guido Gezellestraat 113-115. — Agenda : I. Wijziging van de naam van de vennootschap in "JURAC". II. Bekrachtiging van de beslissing van de raad van bestuur om het kapitaal te verhogen binnen het raam van het toegestane kapitaal. Akteneming door de algemene vergadering. III. Er wordt voorgesteld om de termijn waarin de raad van bestuur de bevoegdheid heeft om het kapitaal te verhogen (toegestane kapitaal) te hernieuwen en dienvolgens de statuten aan te passen, door vermelding dat de termijn van vijf jaar begint te lopen na de bekendmaking van onderhavige statutenwijziging. IV. Uitdrukking van het kapitaal in euro. Er wordt voorgesteld het kapitaal van de vennootschap voortaan in euro uit te drukken. Het kapitaal van de vennootschap zou dan 230.541,- euro bedragen. V. Aanpassing van de statuten aan het nieuwe Wetboek van vennootschappen. Aanneming van de statuten aan het nieuwe Wetboek van Vennootschappen. Aanneming van volledig nieuwe statuten in overeenstemming met de voorgaande beslissingen en gezuiverd van alle overbodige bepalingen. Wijziging van de externe vertegenwoordigingsbevoegdheid van de raad van bestuur. De externe vertegenwoordigingsbevoegdheid van de raad van bestuur toe te vertrouwen aan de afgevaardigd bestuurder. VI. Ontslag en décharge aan de bestuurders. VII. Benoeming van bestuurders. VIII. Toekenning van alle nodige machten aan de raad van bestuur om de genomen beslissingen uit te voeren en de statuten te coördineren. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (42805)

**Corimoc, société anonyme,
avenue Marie-Jose 16, 1200 Bruxelles**
R.C. Bruxelles 246685

Assemblée générale ordinaire le 20/04/2001 à 11 heures, au siège social de la société. — Ordre du jour : 1. Rapport des administrateurs.

2. Approbation du bilan et du compte de résultats. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Renouvellement de mandats. 6. Divers. Dépôt des titres : se conformer aux statuts. (42806)

**Daniels' Investeringsmaatschappij,
afgekort : « D.I.M. », naamloze vennootschap,
Opperstraat 11 3550 Heusden-Zolder**
H.R. Hasselt 75557 — BTW 439.457.213

Jaarvergadering op 27/04/2001 te 20 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Ontslag van bestuurders. 6. Omvorming kapitaal in euro. Kapitaalverhoging ten bedrage van 185,18 euro door incorporatie van

beschikbare reserves. Wijziging van artikel 5 van de statuten. 7. Rondvraag. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (42807)

**Davidis, naamloze vennootschap,
Leopoldplaats 10, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 36476

Algemene vergadering op 24/04/2001 te 15 uur, op de maatschappelijke zetel, Leopoldplaats 10, te Antwerpen. — Agenda : 1. Goedkeuring van de jaarrekening. 2. Kwijting aan bestuurders. 3. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepaling van artikel 12 van de statuten. (42808)

**De Buck Company, naamloze vennootschap,
Steenweg 221, 9810 Nazareth-Eke**

De gewone algemene vergadering van de, naamloze vennootschap, De Buck Company zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel op 21/04/2001 om 15 uur. — Agenda : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Voorlezen en goedkeuring jaarrekening van 31/12/2000. 3. Toewijzing resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Omvorming kapitaal in euro. Neerlegging aandelen op 10 april ten maatschappelijke zetel. (42809)

**De Marie, naamloze vennootschap,
Bodegemstraat 15-17, 1740 Ternat**

H.R. Brussel 406771 — BTW 416.875.514

Gezien op de buitengewone algemene vergadering van vrijdag 30 maart 2001 het vereist quorum niet werd bereikt, wordt een tweede buitengewone algemene vergadering gehouden op vrijdag 20/04/2001 om 15 uur, met als dagorde : 1. Goedkeuring van de jaaren resultatenrekening per 31/12/2000. 2. Bespreking aanwending resultaat. 3. Kwijting bestuurders voor hun mandaat. 4. Ontslag, benoemingen bestuurders. 5. Omzetting van het maatschappelijk kapitaal in euro. 6. Opheffing van de nominale waarde van de aandelen of herwaardering van de aandelen in euro. 7. Varia. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten inzake aanwezigheidsvereisten. (42810)

**De Smet Bouwmaterialen, naamloze vennootschap,
Dorpstraat 74, 9260 Wichelen**

H.R. Dendermonde 42179 — BTW 433.711.645

Jaarvergadering op 25/04/2001 te 14 uur ten maatschappelijk zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Diversen.

Zich schikken naar de statuten. (42811)

**Defrancq, naamloze vennootschap,
Fabriekslaan 10, 8880 Ledegem**

H.R. Kortrijk 85526 — BTW 411.997.305

Jaarvergadering op 30/04/2001 om 10 uur, in de zetel. — Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 2. Resultaatsaanwending. 3. Kwijting bestuurders. 4. Ontslagen en benoemingen. 5. Diverse.

(42812)

De raad van bestuur.

**Didak Injection, naamloze vennootschap,
Industrieweg 1, 2280 Grobbendonk**

H.R. Turnhout 55044 — BTW 428.125.831

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 26/04/2001 te 16 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur + commissarissen. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Decharge te verlenen aan de bestuurders en commissarissen. 5. Omvorming kapitaal in euro. 6. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (42813)

**Domen Food Group, naamloze vennootschap,
Industrieweg 10, 2280 Grobbendonk**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 20/04/2001 om 16 uur, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (42814)

**Drukkerij Lannoo, naamloze vennootschap,
Kasteelstraat 97, 8700 Tielt**

H.R. Brugge 74842 — BTW 446.203.661

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 21/04/2001 om 15 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekeningen. 3. Bestemming resultaat. 4. Benoeming bestuurders. 5. Kwijting bestuurders. 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (42815)

**Druwel, naamloze vennootschap,
Statiestraat 77, 8570 Anzegem**

H.R. Kortrijk 91680 — BTW 416.039.829

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 21/04/2001 te 16 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30/09/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (42816)

**Durlet Estate, naamloze vennootschap,
Werkhuizenstraat 15, 8870 Izegem**

H.R. Kortrijk 129150 — NN 449.783.555

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 21/04/2001 om 10 uur, met als agenda : 1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/2000. 2. Kwijting aan de bestuurders. 3. Benoemingen. 4. Bezoldigingen. 5. Omzetting kapitaal naar euro eventueel na voorafgaande kapitaalverhoging - Aanpassing statuten. 6. Allerlei.

(42817)

De raad van bestuur.

**Duson-joly, naamloze vennootschap,
Pamelstraat Oost 456, 9400 Ninove**

H.R. Aalst 48981 — BTW 418.951.908

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 20/04/2001 te 14.30 u., op de zetel van de vennootschap. — Dagorde : Verslag raad van bestuur en Commissaris-
Revisor. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per

31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting verlenen aan de Bestuurders en Commissaris-Revisor. 5. Eventuele aantekeningen betreffende artikel 60. 6. Aanpassing statuten. 7. Ontslag en benoemingen. 8. Varia en rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (42818)

**Engineering voor Interieur en Bouwprojecten,
naamloze vennootschap,**

Hindenlaan 18, 3550 Heusden-Zolder

H.R. Hasselt 62871 — BTW 426.430.311

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen op 20/04/2001 op 16.00 uur, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Goedkeuring verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting-verlening aan bestuurders. 5. Varia. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. De raad van bestuur. (42819)

**Euro-Construction, naamloze vennootschap,
Heersterveldweg 15, 3700 Tongeren**

H.R. Tongeren 77469 — BTW 454.501.814

De aandeelhouders worden opgeroepen tot een buitengewone algemene vergadering op vrijdag 20/04/2001 om 9 u. 30 m., op het kantoor van notaris Ivo Vrancken te Genk, Grotestraat 124, met de volgende dagorde : 1. Lezing en goedkeuring van het overeenkomstig artikel 560 Wetboek vennootschapsrecht door de raad van bestuur opgesteld bijzonder verslag houdende de afschaffing van de verschillende categorieën van aandelen en de omruiling ervan door één soort aandelen met dezelfde rechten. 2. Besluit tot afschaffing van de verschillende categorieën van aandelen, tot omruiling van de verschillende soorten aandelen door één soort aandelen waaraan dezelfde rechten worden toegekend en tot schrapping van de verwijzingen in de statuten naar de verschillende categorieën van aandelen. 3. Besluit tot kapitaalverhoging met een bedrag van zeventuizend achthonderd tweeënzeventig Belgische frank (7.872.- Bf) tot drie miljoen driehonderd zeventuizend achthonderd tweeënzeventig Belgische frank (3.307.872.- BEF) door incorporatie van beschikbare reserves, doch zonder creatie van nieuwe aandelen. 4. Omzetting van het maatschappelijk kapitaal in euro. 5. Vervanging van de artikelen 2 en 5 tot en met 27 van de statuten om ze in overeenstemming te brengen met de te nemen besluiten en het nieuw Wetboek vennootschapsrecht. 6. Bespreking en goedkeuring van de nieuwe statuten, aangepast aan de te nemen besluiten en aan het nieuw Wetboek vennootschapsrecht. 7. Machtiging tot coördinatie en tot neerlegging op de bevoegde rechtbank. (42820)

**Europ Electric, naamloze vennootschap,
Hasseltweg 201, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 58822 — BTW 402.072.324

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering welke zal gehouden worden op 20/04/2001 om 16 uur, in de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 2. Bestemming van het resultaat. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Rondvraag. Om deel te nemen aan de vergadering gelieve zich te schikken naar de statutaire voorschriften. (42821)

**Eurosail, naamloze vennootschap,
Drapstraat 1, 9270 Laarne (Kalken)**

H.R. Dendermonde 61655 — BTW 449.083.076

Jaarvergadering op vrijdag 20/04/2001 om 11 uur, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur; 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31/12/2000; 3. Bestemming van het resultaat; 4. Kwijting aan de bestuurders; 5. Ontslag en benoeming van bestuurders; 6. Omvorming van het kapitaal in euro; 7. Varia. Zich richten naar de statuten. (42822)

**Exinde-West, naamloze vennootschap,
Nieuwdreef 129, bus 13, 2170 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 290644

a) Jaarvergadering op de Potvlietlaan 6, te 2600 Berchem, op dinsdag 24/04/2001 om 11 uur.

Agenda :

1. Goedkeuring van jaarrekening. 2. Bestemming van het resultaat. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Statutaire ontslagen en benoemingen. Gelieve zich te schikken naar de statuten.

b) Buitengewone Algemene vergadering der aandeelhouders van de vennootschap op de Potvlietlaan 6, te 2600 Berchem, op dinsdag 24/04/2001 om 12 uur.

Agenda :

1) Verhoging van het kapitaal van de vennootschap met 594.825 BEF om het te brengen naar 70.594.825 BEF en dit voor inlijving van onbeschikbare reserves ten belope van 594.825 BEF.

2) Vaststelling dat de kapitaalverhoging daadwerkelijk geschied.

3) Kapitaalsverhoging zonder uitgifte van nieuwe aandelen door verhoging van de fractiewaarde.

4) Conversie van het kapitaal van de vennootschap van 70.594.825 BEF naar 1.750.000 EUR - aanpassing van de tekst artikel 5 (kapitaal) van de statuten.

5) Verlenen van machtiging aan de raad van bestuur om de genomen beslissingen ten uitvoer te brengen en de statuten te coördineren.

6) Bijzondere volmacht ten aanzien van de diensten van het handelsregister.

Om deze vergadering te mogen bijwonen, zullen de aandeelhouders zich gedragen overeenkomstig de statutaire bepalingen terzake. (42823)

**F.H., naamloze vennootschap,
Laar 2, bus 1, 2400 Mol**

H.R. Turnhout 73151 — BTW 451.481.550

Jaarvergadering op 27/04/2001 om 20 uur, op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 2.b. Kapitaalverhoging. 2.c. Omzetting naar euro. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (42824)

**Famivam, naamloze vennootschap,
Vijverhoflaan 101, 8200 Sint-Michiels (Brugge)**

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen op donderdag 26/04/2001 te 11 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (42825)

**Financière Eric Janssen,
société en commanditaire par actions,
rue Gaston Barry 89, 1310 La Hulpe**

R.C. Namur 79970

Assemblée générale ordinaire le mardi 24/04/2001 à 18 heures, au siège social. Ordre du jour : 1. Rapport du gérant. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/2000. 3. Approbation et affectation du résultat. 4. Décharge au gérant. 5. Conversion du capital en euros. 6. Divers. Les actions doivent être déposées au siège social au moins cinq jours avant l'assemblée. (42826)

**Frigilunch, naamloze vennootschap,
Brugsesteenweg 41, 8630 Veurne**

H.R. Veurne 23159 — BTW 407.901.232

De aandeelhouders worden op de maatschappelijke zetel uitgenodigd tot de jaarvergadering op 30/04/2001 om 15.30 uur, met volgende agenda : 1. Tegenstrijdige belangen. 2. Verslag raad van bestuur en commissaris-revisor. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuurders en commissaris-revisor. 6. Benoemingen-ontslagen. 7. Diversen. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (42827)

**Fysiomed, naamloze vennootschap,
Doornstraat 87-89, 2650 Edegem**

H.R. Antwerpen 212.849 — BTW 418.186.004

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 21/04/2001 te 14 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/2000. 2. Bestemming van het resultaat. 3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 4. Kwijting aan de accountant. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (42828)

**Gecko, naamloze vennootschap,
Steenweg 418a, 3570 Alken**

Jaarvergadering op 20/04/2001 om 14 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (42829)

**"GENORM", Aktiengesellschaft,
in 4770 Amel, Schoppen - Industriepark Nr 53**

H.R. Eupen 50445 — M.W.St. Nr 422.786.079

AUSGABE EINER WANDELSCHULD - ZEICHNUNG

Die Aktionäre sind gebeten an der Außerordentlichen Generalversammlung der Aktionäre teilzunehmen, die am Freitag, den 20. April 2001 um 10 Uhr, in der Amtsstube des Notars Erwin Maraite in Malmedy, rue Abbé Peters Nr 32, stattfindet mit folgender Tagesordnung : 1) Schaffung einer neuen Kategorie von Aktien, genannt "Aktien der Kategorie B", die die gleichen Rechte und Pflichten besitzen wie die Aktien der Kategorie "A", mit der Ausnahme, dass im Falle einer etwaigen Kapitalverminderung durch Ausgleich von Verlusten bis zum dreizehnten November zweitausendsieben, diese Verminderung prioritär auf die Aktien der Kategorie "A" angewandt wird; 2) Kenntnisnahme des Berichtes des Verwaltungsrates enthaltend die Begründung des Vorschlages zur Schaffung einer Wandelschuldumschreibung in Aktien; 3) Ausgabe einer Anleihe zu den nachbezeichneten Bedingungen in Form einer Wandelschuld in Höhe von fünfzehn Millionen Belgischen Francs (15.000.000) vergegenwärtigt durch einhundertelf (111) Obligationen ohne Bezeichnung eines Nominalwertes. Infolgedessen, unter der aufschiebenden Bedingung der gänzlichen oder teilweisen Verwirklichung der Anfrage zur Umwandlung dieser Obligationen, Beschluss einer Erhöhung des Gesellschaftskapitals um maximal fünfzehn Millionen Belgischen Francs (15.000.000 BEF), welche realisiert und festgestellt wird entsprechend der Umwandlung der ausgegebenen Obligationen und Schaffung von einhundertelf (111) Kapitalaktien ohne Bezeichnung eines Nominalwertes der Kategorie "B", welche ausgegeben werden gegen Rückgabe der Obligationen, deren Umwandlung beantragt wurde und die am Gewinn beteiligt sind ab dem Tage der Umwandlung; 4) Verzicht durch die Generalversammlung auf das durch die Artikel 592 und folgende des Gesetzbuches der Gesellschaften vorgesehene Vorzugsrecht für die Aktionäre zur prioritären Zeichnung der gegebenenfalls zu schaffenden Kapitalaktien; 5) Zeichnung der Obligationen und Freimachung der

umwandelbaren Obligationen; 6) Diverse Statutenänderungen; 7) Vollmacht für den Verwaltungsrat im Hinblick auf die Ausführung der gefassten Beschlüsse und insbesondere um die Umwandlung der Obligationen in Kapitalaktien durch authentische Urkunde, sowie die vorzunehmende Kapitalerhöhung, die im Rahmen dieser Kapitalerhöhung zu schaffende Anzahl der neuen Kapitalaktien, sowie die damit verbundenen Statutenänderungen feststellen zu lassen. Für die Hinterlegung der Aktien wird auf die Bestimmungen des Artikels 25 der Statuten verwiesen. (42830)

**Geo Vanden Berghe, naamloze vennootschap,
Industrieweg 54, 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 50911 — BTW 402.763.695

De jaarlijkse algemene vergadering zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel op 30/04/2001 om 14 uur. — Dagorde : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Bestemming resultaat. 5. Benoemingen-ontslagen. 6. Rondvraag. De aandeelhouders dienen zich te gedragen naar de statuten. (42831)

**« Grand Hotel De Londres », naamloze vennootschap,
Nieuwdreef 129, bus 13, 2170 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 587

a) Jaarvergadering op de Potvlietlaan 6, te 2600 Berchem, op donderdag 26/04/2001 om 17 uur.

Agenda :

1. Goedkeuring van jaarrekening. 2. Bestemming van het resultaat. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Statutaire ontslagen en benoemingen.

Gelieve zich te schikken naar de statuten.

b) Buitengewone Algemene vergadering der aandeelhouders van de vennootschap op de Potvlietlaan 6, te 2600 Berchem, op donderdag 26/04/2001 om 18 uur.

Agenda :

1) Verhoging van het kapitaal van de vennootschap met 3.436 BEF om het te brengen naar 8.003.436 BEF en dit voor inlijving van wettelijke reserves ten belope van 3.436 BEF.

2) Vaststelling dat de kapitaalverhoging daadwerkelijk geschied.

3) Kapitaalverhoging zonder uitgifte van nieuwe aandelen door verhoging van de fractiewaarde.

4) Conversie van het kapitaal van de vennootschap van 8.003.436 BEF naar 198.400 EUR- aanpassing van de tekst artikel 6 (kapitaal) van de statuten.

5) Verlenen van machtiging aan de raad van bestuur om de genomen beslissingen ten uitvoer te brengen en de statuten te coördineren.

6) Bijzondere volmacht ten aanzien van de diensten van het Handelsregister.

Om deze vergadering te mogen bijwonen, zullen de aandeelhouders zich gedragen overeenkomstig de statutaire bepalingen terzake. (42832)

**H. Van Briel, naamloze vennootschap,
Achterstraat 42, 3990 Peer**

H.R. Hasselt 65305 — BTW 428.485.028

Algemene vergadering op 20/04/2001 om 17.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de bestuurders. 2. Goedkeuring balans en resultatenrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Ontlasting aan bestuurders. 5. Diversen. (42833)

**Hout en Palenbedrijf V.H.T., naamloze vennootschap,
Bauterstraat 26 9870 Zulte (Machelen)**

H.R. Gent 129550 — BTW 421.366.416

—
Jaarvergadering op 30/04/2001 te 15 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening op 31/12/2000. 2. Bestemming resultaat. 3. Kwijting aan bestuurders. 4. Benoemingen. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (42834)

**Houthandel Moens, naamloze vennootschap,
Leuvensesteenweg 658, 1930 Zaventem**

H.R. Brussel 14514 — BTW 413.926.120

—
Jaarvergadering op dinsdag 24/04/2001 om 14.30 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Onderzoek en goedkeuring van de jaarrekening; 2. Kwijting aan bestuurders. 3. Omvorming maatschappelijk kapitaal in euro. 4. Varia. Om toegelaten te worden, zich schikken naar de statuten. (42835)

**Houthandel N. De Vreese, naamloze vennootschap,
Laagstraat 37, 8851 Koolskamp**

H.R. Brugge 73891

—
De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering van 30/04/2001 om 10 uur, op de zetel van de vennootschap, met als agenda : 1. Verslagen. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Kwijting raad van bestuur. Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar de statuten. (42836) De raad van bestuur.

**Immo L.W.A., naamloze vennootschap,
Stationsstraat 221, 8850 Ardoois**

H.R. Brugge 55137 - NN 421.575.064

—
De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 30/04/2001 te 17 uur. — Agenda : 1. Lezing van het jaarverslag; 2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31/12/2000; 3. Kwijting aan de bestuurders; 4. Benoemingen; 5. Bezoldigingen. (42837) De raad van bestuur.

**Immobilière Carnot, société anonyme,
avenue Marie-José 16, 1200 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 388669

—
Assemblée générale ordinaire le 20/04/2001 à 10 h, au siège social de la société. — Ordre du jour : 1. Rapport des administrateurs.

2. Approbation des bilan et compte de résultats. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Renouvellement de mandats. 6. Divers. Dépôt des titres, se conformer aux statuts. (42838)

**Immofos, naamloze vennootschap,
O.-L.-Vrouw Kerkhof Zuid 14, 8000 Brugge**

H.R. Brugge 58551 — BTW 424.711.332

—
De aandeelhouders worden op de maatschappelijke zetel uitgenodigd tot de jaarvergadering op 21/04/2001 om 14 uur, met volgende agenda : 1. Tegenstrijdige belangen. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuurders. 6. Benoemingen-ontslagen. 7. Diversen, en aansluitend om 15 uur tot de bijzondere algemene vergadering met volgende agenda : verhoging en omzetting in euro van het kapitaal. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (42839)

**Kitchen Center Thonon, naamloze vennootschap,
Brusselsesteenweg 410A 3090 Overijse**

H.R. Brussel 546161 — BTW 443.175.677

—
De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 25/04/2001 te 19 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Benoeming bestuurders. 6. Bekrachtiging van de bestuurdershandelingen. 7. Aanpassingen aan de euro. 8. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (42840)

**Konvert Service, naamloze vennootschap,
Kennedypark 16, Kortrijk**

H.R. Kortrijk 99795 — BTW 421.662.855

—
De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 30/04/2001 om 18 uur. — Agenda : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur; 2. Bespreking van de jaarrekening van 31/12/2000; 3. Goedkeuring van de jaarrekening; 4. Kwijting aan de bestuurders; 5. Aanwending resultaat; 6. Rondvraag. Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de maatschappelijke zetel, minstens vijf volle dagen vóór de vergadering. (42841)

**Lecot, naamloze vennootschap,
Vier Linden 7, 8501 Kortrijk (Heule)**

H.R. Kortrijk 17220 — BTW 405.350.033

—
De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering welke zal gehouden worden te Heule, Vierlinden 7, op 24/04/2001 om 15 uur. — Agenda : 1. Lezing van het jaarverslag. 2. Lezing van het verslag van de commissaris-revisor. 3. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 31 december 2000. 4. Goedkeuring van de jaarrekening. 5. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor. 6. Bezoldigingen. 7. Benoemingen. 8. Allerlei. (42842) De raad van bestuur.

**Louage en Wisselinck, naamloze vennootschap,
Stationsstraat 221, 8850 Ardoois**

H.R. Brugge 13924 — BTW 421.575.460

—
De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 30/04/2001, te 15 uur, met als agenda : 1. Lezing van het jaarverslag; 2. Lezing verslag commissaris-revisor; 3. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/2000; 4. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor; 5. Benoemingen; 6. Bezoldigingen. (42843) De raad van bestuur.

**Luyben, Algemene Handelsmaatschappij,
naamloze vennootschap, te 1081 Koekelberg (Brussel)**

H.R. Brussel 384921 — BTW 406.177.305

—
De jaarvergadering zal doorgaan op 20/04/2001, te 14 uur, op de maatschappelijke zetel, Kasteellaan 16/18, te 1081 Koekelberg (Brussel), met de volgende agenda : 1. Jaarverslag en verslag van de commissaris-revisor. 2. Goedkeuring van de jaarrekening en winstverdeling per 31/12/2000. 3. Kwijting aan de bestuurders en commissaris-revisor. 4. Varia. De aandeelhouders die de hierboven vermelde vergadering wensen bij te wonen, worden verzocht vijf dagen vóór de vergadering hun aandelen aan toonder te deponeren in de maatschappelijke zetel. (42844)

**Makejovan, naamloze vennootschap,
Eugène Plaskyiaan 68, 1030 Brussel**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Brussel, nr. 2782

—
Jaarvergadering op 20/04/2001 om 19.00 u., op de zetel. — Dagorde :
Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000.
Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Aanstelling bestuurders.
Omvorming kapitaal naar euro. Allerlei. Zich richten naar de statu-
ten. (42845)

**Makevan, naamloze vennootschap,
E. Plaskyiaan 68, 1040 Brussel**

H.R. Brussel 1175

—
Jaarvergadering op 20/04/2001 om 20.00 u., op de zetel. — Dagorde :
Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000.
Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Aanstelling bestuurders.
Omvorming kapitaal in euro. Allerlei. Zich richten naar de statu-
ten. (42846)

**Maresco, naamloze vennootschap,
Oogststraat 66, 2600 Berchem**

H.R. Antwerpen 226302

—
Jaarvergadering op 24/04/2001 op de zetel te 11 uur. — Agenda :
1. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000; 2. Bestemming van het
resultaat; 3. Kwijting aan de bestuurders; 4. Omvorming kapitaal in
euro; 5. Wijziging van artikel 5 van de statuten. 6. Benoeming last-
hebber; 7. Diversen. De aandelen dienen gedeponeed te worden
minstens vijf dagen vóór de vergadering op de zetel. (42847)

**Mawi, naamloze vennootschap,
Sint-Bartholomeusstraat 25, 2170 Merksem**

H.R. Antwerpen 299496 — BTW 451.049.802

—
Jaarvergadering op 24/04/2001 om 14 uur, ten maatschappelijke
zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaar-
rekening per 31/12/2000. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Ontslag en
benoemingen. 5. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (42848)

**Mc-Invest, naamloze vennootschap,
Slakkenstraat 1A, 3650 Dilsen-Stokkem**

H.R. Tongeren 62093

—
De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen
bijwonen die zal gehouden worden op 20/04/2001 om 20 uur, ten
maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Goedkeuring van de jaarreke-
ning afgesloten op 31/12/2000. 2. Bestemming van het resultaat. 3.
Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 4. Ontslag en benoeming
bestuurders. 5. Rondvraag. Om deel te nemen aan de vergadering,
gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (42849)

**Merksemse Metaalconstructie, naamloze vennootschap,
Eugeen Meeusstraat 81-83, 2170 Antwerpen (Merksem)**

H.R. Antwerpen 130206 — BTW 403.731.915

—
De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel van de
vennootschap op 21/04/2001 om 15 uur. — Agenda : 1. Jaarverslag.
2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting te verlenen aan de bestuur-
ders. 4. Statutaire benoemingen. 5. Omvorming kapitaal in
euro. (42850)

**Metaalconstructie Strobbe, naamloze vennootschap,
Rotstraat 18, 9270 Laarne**

H.R. Dendermonde 50169 — BTW 453.579.225

—
Buitengewone algemene vergadering op het kantoor van notaris
Daelman te Laarne, Molenstraat 8, op 20/04/2001 om 17.00 uur. —
Dagorde : 1. Verhoging maatschappelijk kapitaal door incorporatie van
reserves. 2. Omzetting kapitaal naar euro. 3. Bevoegdheden raad van
bestuur. 4. Aanpassing artikel 5 van de statuten. 5. Toekenning aan raad
van bestuur.

—
Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 21/04/2001 om
10 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaar-
rekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuur-
ders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (42851)

**Mieko, naamloze vennootschap,
Essensteenweg 105, 2930 Brasschaat**

H.R. Antwerpen 324826 — NN 461.292.111

—
De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen
bijwonen die zal gehouden worden op dinsdag 24/04/2001 te 20 uur,
op de maatschappelijke zetel te Brasschaat. — Agenda : 1. Verslag van
de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening 2000.
3. Aanwending van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders en
afgevaardigde-bestuurder mandaat 2000. 5. Varia. (42852)

**Mirage, naamloze vennootschap,
Boomssteenweg 91, 2627 Schelle**

H.R. Antwerpen 326319 — BTW 461.853.028

—
De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone alge-
mene vergadering die wordt gehouden op 20 april 2001 om 10 u. 30 m.,
op het kantoor van notaris Benoit Meert, te Antwerpen, Van Breestraat
12, met volgende agenda : 1. Omzetting bedrag van het kapitaal in euro.
2. Wijziging en coördinatie der statuten. a) Artikel 5 : Het bedrag van
het kapitaal wordt negenennegentigduizend honderd zeventenvijftig
euro (Euro 99.157). b) Artikel 8 : de paragrafen 2 en 3 met betrekking
tot het voorkeurecht worden geschrapt. Het onherroepelijk voorkeurecht
van de aandeelhouders blijft bestaan. c) Artikel 9 : de eerste zin
van dit artikel wordt vervangen door de volgende : "De vennootschap
wordt bestuurd door een raad van bestuur, waarvan de leden, al dan
niet aandeelhouder, door de algemene vergadering der aandeelhou-
ders, voor een termijn die de zes jaar niet te boven gaat, benoemd
worden, en voor zelfde vergadering steeds afzetbaar zijn." d) Artikel
13 : Volgende zin wordt aan dit artikel toegevoegd : "Bij wijze van
interne regeling, die niet kan worden tegengeworpen aan derden,
wordt uitdrukkelijk bedongen dat voor het aangaan van verbintenissen
waarbij een bedrag is gemoeid van meer dan twaalfduizend vierhonderd
Euro per verrichting, de beslissingen dienen getroffen te worden
met éénparigheid van alle bestuurders." e) Artikel 18 : de tweede zin
van dit artikel wordt vervangen door : "Zolang de vennootschap
voldoet aan de criteria van artikel 141 van het Wetboek van Vennoot-
schap, zal er geen commissaris benoemd worden; iedere vennoot heeft
dan de onderzoeks- en controlebevoegdheid van een commissaris, en
kan zich, op zijn kosten, daarvoor laten bijstaan door een accountant."
f) Artikel 25 : De laatste zin van dit artikel wordt vervangen door :
"Iedere aandeelhouder, obligatiehouder, warranthouder of houder van
een certificaat, dat met medewerking van de vennootschap werd
uitgegeven, kan tegen overlegging van zijn effect, vanaf vijftien dagen
vóór de algemene vergadering ter zetel van de vennootschap kosteloos
een afschrift van de stukken bekomen." g) Artikel 26 : In de laatste zin
van dit artikel worden de woorden "77ter der vennootschappenwet"
vervangen door "618 van het Wetboek van Vennootschappen" h)
Artikel 27 : In de laatste zin worden de woorden "artikels 181 en
volgende van de samengeschatte wetten op de handelsvennoot-
schappen" vervangen door "artikelen 183 en volgende van het Wetboek
van vennootschappen". i) Coördinatie der statuten. 3. Ontslag en
benoeming bestuurders. De aandeelhouders die de vergadering
wensen bij te wonen, worden verzocht zich te schikken naar de
bepalingen van de wet en de statuten. (42853)

**Mobilmat, naamloze vennootschap,
Pathoekeweg 400, 8000 Brugge**
H.R. Brugge 65078 — BTW 431.057.310

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 25/04/2001 te 15 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Omvorming kapitaal in euro. 6. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van artikel 27 van de statuten. (42854)

**Mondial Euro Trading, naamloze vennootschap,
Léo de Bethunelaan 74, 9300 Aalst**
H.R. Aalst 69554 — BTW 444.456.275

Gezien op de buitengewone algemene vergadering van vrijdag 30 maart 2001 het vereist quorum niet werd bereikt, wordt een tweede buitengewone algemene vergadering gehouden op vrijdag 20/04/2001 om 11 uur, met als dagorde : 1. Goedkeuring van de jaaren resultatenrekening per 31/12/2000. 2. Bespreking aanwending resultaat. 3. Kwijting bestuurders voor hun mandaat. 4. Ontslag, benoemingen bestuurders. 5. Omzetting van het maatschappelijk kapitaal in euro. 6. Opheffing van de nominale waarde van de aandelen of herwaardering van de aandelen in euro. 7. Varia. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten inzake aanwezigheidsver-eisten. (42855)

**Nolf, naamloze vennootschap,
Ten Akkerdreef 8, 8500 Kortrijk**
H.R. Kortrijk 86369 — BTW 412.625.429

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 21/04/2001 om 10 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Benoemingen. 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (42856)

**Omfin, naamloze vennootschap,
Stationstraat 28, 9880 Aalter**
H.R. Gent 158907

Jaarvergadering op donderdag 26/04/2001 om 16 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Onderzoek en goedkeuring van de jaarrekening; 2. Kwijting aan de bestuurders; 3. Omvorming kapitaal in euro. 4. Varia. Om toegelaten te worden, zich schikken naar de statuten. (42857)

**Parivest, naamloze vennootschap,
Zwaanhofweg 10, 8900 Ieper**
H.R. Ieper 36364 — BTW 457.151.003

De aandeelhouders van de naamloze vennootschap "Parivest" met zetel te 8900 Ieper, Zwaanhofweg 10, handelsregister te Ieper nr. 36364, worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die zal doorgaan op vrijdag 20/04/2001 om 14.30 uur, op het kantoor van notaris Stefaan Laga, Gentsheerweg 48, te Izegem met volgende agenda : 1. Verhoging van het kapitaal met een bedrag van 8.834.975 frank door incorporatie van belastingsvrije reserves, en met behoud van het aandelen-aantal en door middel van verhoging van de fractiewaarde. 2. Omzetting van de munteenheid waarin het kapitaal wordt uitgedrukt van Belgische Frank naar euro, zodat het kapitaal voortaan 250.000 euro bedraagt. 3. Diverse aanpassing van de statuten. 4. Machtiging aan de raad van bestuur tot uitvoering van de besluiten en tot coördinatie van de statuten. Zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (42858)

**Pelbas, naamloze vennootschap,
Henrilei 38, 2930 Brasschaat**
H.R. Antwerpen 274151

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 25/04/2001 te 20 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur; 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/2000; 3. Bestemming van het resultaat; 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders; 5. Omvorming kapitaal in euro. 6. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (42859)

**"Pierre Ducaté & C", naamloze vennootschap,
Morinnestraat 18, 8500 Kortrijk**
H.R. Kortrijk 58599 — BTW 405.335.383

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering, die zal gehouden worden op vrijdag 20/04/2001 om 11.30 uur, ten kantore van notaris Dirk VAN HAESSEBROUCK, te Kortrijk-Aalbeke, Moeskroensesteenweg 124.

Dagorde :

1. Schraping van de zetel uit de statuten - Wijziging van artikel 2 van de statuten. 2. Omrekening van het kapitaal in euro. 3. Kapitaalverhoging met 12.421,2950 euro teneinde het te brengen op 62.000 euro, door incorporatie bij het kapitaal van een bedrag van 12.421,2950 euro, door incorporatie van beschikbare reserves en zonder creatie van aandelen. 4. Vaststelling dat de kapitaalvermeerdering is verwezenlijkt - Wijziging van artikel 5 en 6 van de statuten. 5. Aanpassing van de statuten aan het Wetboek van vennootschappen en schrapping van de verwijzingen in de statuten naar de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen - Wijziging van de artikelen 8, 9, 10, 12, 13, 14, 16, 21, 22, 23, 27, 29, 30 en 31 van de statuten. 6. Goedkeuring van de gecoördineerde tekst van de statuten.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (42860)

De raad van bestuur.

**Plantijn, naamloze vennootschap,
Kasteelstraat 97, 8700 Tielt**

H.R. Brugge 67555 — BTW 434.787.652

Jaarvergadering op 20/04/2001 om 16.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (42861)

**Pro Corp, naamloze vennootschap,
Pevegnestraat 5 8554 Sint-Denijs (Zwevegem)**

H.R. Kortrijk 121621 — BTW 440.535.297

De gewone algemene vergadering van de aandeelhouders zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, Pevegnestraat 5, 8554 Sint-Denijs (Zwevegem), op 24/04/2001 om 11 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31/12/2000. 3. Art. 633 voortzetting vennootschap. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Bestemming van het resultaat. 6. Herbenoeming bestuurders. 7. Omvorming kapitaal in euro. 8. Rondvraag. Om aan de vergadering te kunnen deelnemen dienen de aandeelhouders zich te gedragen naar de voorschriften van de statuten ter zake. (42862)

**S.I.D., société anonyme,
rue des Ecoles 21, 4650 Herve**

—
Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 20/04/2001 à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration sur l'exercice social 2000. 2. Approbation des Comptes annuels et affectation du résultat. 3. Décharge aux administrateurs pour l'exercice de leur mandat. 4. Divers. (42863)

**Seagull Decor, naamloze vennootschap,
Koningstraat 4, 8400 Oostende**

H.R. Oostende 48058 — BTW 421.640.093

—
De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering op 24/04/2001 om 17 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Lezing van het jaarverslag. 2. Bespreking jaarrekening per 31/12/2000. 3. Goedkeuring jaarrekening. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Bezoldigingen en intrest R/C. 6. Allerlei. Zich houden naar de statutaire beschikkingen. (42864)

**Spinnerij van Veurne, naamloze vennootschap,
Sint-Idesbaldusstraat 37, 8630 Veurne**

—
De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de gewone jaarlijkse algemene vergadering die zal gehouden worden op zaterdag, 21/04/2001, om 10 uur, ten zetel : Sint-Idesbaldusstraat 37, 8630 Veurne. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Verslag van de Commissaris-Revisor. 3. Onderzoek en goedkeuring jaarrekening. 4. Kwijting aan Bestuurders en Commissaris-Revisor. 5. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de Statuten. (42865)

**Stegeba, naamloze vennootschap,
Rossemdorp 18, 1861 Wolvertem**

H.R. Brussel 567004 — BTW 449.499.087

—
Jaarvergadering op 20/04/2001 om 14.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (42866)

**Taveirne Willy en zoon, naamloze vennootschap,
Kloosterstraat 59, 8210 Zedelgem (Veldegem)**

H.R. Oostende 44750 — BTW 436.842.567

—
De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 21/04/2001 te 10.00 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Omzetting kapitaal in euro. 6. Rondvraag. Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering moeten de aandeelhouders hun deelbewijzen neerleggen op de zetel, ten laatste vijf dagen vóór de algemene vergadering. (42867)

De raad van bestuur.

**Terra Domus, naamloze vennootschap,
Kortrijkstraat 92, 9790 Wortegem-Petegem**

H.R. Oudenaarde 34163 — BTW 438.563.526

—
De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op zaterdag 21/04/2001 te 18 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur; 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30/09/2000; 3. Goedkeuring

van voornoemde stukken; 4. Kwijting verlenen aan de leden van de raad van bestuur; 5. Bestemming van het resultaat; 6. Rondvraag en varia. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (42868)

**Tiletum, naamloze vennootschap,
Kasteelstraat 97, 8700 Tielit**

H.R. Brugge 84141 — BTW 457.456.255

—
De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 21/04/2001 te 16 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (42869)

**Transport De Rese, naamloze vennootschap,
Kerkstraat 4, 8377 Zuienkerke**

H.R. Brugge 39701 — BTW 405.105.949

—
De aandeelhouders worden op de maatschappelijke zetel uitgenodigd tot de jaarvergadering op 25/04/2001 om 14 uur, met volgende agenda : 1. Tegenstrijdige belangen 2. Verslag raad van bestuur en commissaris-revisor 3. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000 4. Bestemming resultaat 5. Kwijting bestuurders en commissaris-revisor 6. Benoemingen-ontslagen 7. Diversen, en aansluitend om 15 uur tot de bijzondere algemene vergadering met volgende agenda : verhoging en omzetting in euro van het kapitaal. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (42870)

**Transport De Vits, naamloze vennootschap,
Assesteenweg 249, 1740 Ternat**

H.R. Brussel 307232 — BTW 400.727.190

—
Jaarvergadering op de zetel van de vennootschap op 22/04/2001 om 10 uur. — Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000; 2. Kwijting aan de raad van bestuur. (42871)

**Van Der Weerden, naamloze vennootschap,
Meerstraat 109, 1852 Grimbergen**

H.R. Brussel 255687 — BTW 413.944.431

—
De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering die zal gehouden worden op 21/04/2001 te 15 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan bestuurders. (42872)

**Vandeven Immo, naamloze vennootschap,
Herbert Hooverplein 3, 3000 Leuven**

H.R. Leuven 215 — NN 436.698.057

—
De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op zaterdag 21/04/2001 te 21 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/2000. 2. Bestemming van het resultaat. 3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 4. Desgevallend benoeming bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (42873)

**Vandeven Tailor, naamloze vennootschap,
Herbert Hooverplein 2-3, 3000 Leuven**
H.R. Leuven 1949 — BTW 403.592.848

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op zaterdag 21/04/2001 te 20 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/2000. 2. Bestemming van het resultaat. 3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 4. Desgevallend benoeming bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (42874)

**Verhaeghe Joris - Algemene Bouwaanneming,
naamloze vennootschap, Heidelbergstraat 2, 8210 Zedelgem**
H.R. Brugge 44792 — BTW 411.101.143

Jaarvergadering op 20/04/2001 om 18.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (42875)

**VMI, naamloze vennootschap,
Populierenstraat 7, 3511 Hasselt (Kuringen)**
H.R. Hasselt 79916 — BTW 446.228.407

Daar de buitengewone algemene vergadering van 23 maart 2001 het door de wet vereiste quorum niet bereikt heeft, worden de aandeelhouders verzocht aanwezig te zijn op de tweede buitengewone algemene vergadering die zal plaats vinden op het kantoor van notaris Marc Jansen te Hasselt, 3510 Kermt, Diestersteenweg 175, op vrijdag 20/04/2001 om 14.30 u. Deze vergadering zal rechtsgeldig beslissen, ongeacht het aantal der vertegenwoordigde aandelen. — Agenda : 1. Kapitaalverhoging met een bedrag van 2.783.990 BEF om het te brengen van 1.250.000 BEF op 4.033.990 BEF, door inlijving van beschikbare reserves, zonder uitgifte van nieuwe aandelen. 2. Vermelding van het kapitaal in Euro. 3. Aanpassing van de statuten aan de voorgaande beslissingen, de wet van 13 april 1995 tot wijziging van de vennootschappenwet en het nieuwe Wetboek van vennootschappen van 7 mei 1999. 4. Machtiging aan de raad van bestuur om de statuten te coördineren. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. Om aan de vergadering deel te nemen, worden de aandeelhouders verzocht zich te gedragen overeenkomstig de wet en de statuten. (42876) De raad van bestuur.

**Voeding De Wachter, naamloze vennootschap,
Driekoningenstraat 47-49, 9100 Sint-Niklaas**
H.R. St-Niklaas 48418 — BTW 440.272.508

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden ter studie van notaris Philippe Verlinden, te Sint-Niklaas, Casinostraat 2, op 23/04/2001 om 10.00 uur, met volgende agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur de dato 19 februari 2001 met bijgevoegde staat van activa en passiva, de dato 31 januari 2001, met het oog op de voorgenomen doelwijziging. 2. Wijziging van het maatschappelijk doel door de vervanging van de tweede en derde alinea van artikel 4 met de volgende tekst : "De vennootschap heeft eveneens tot doel voor eigen rekening of voor rekening van derden : - verstrekken van adviezen en/of uitbaten van een adviesbureau; - opzetten en uitwerpen van projecten; - ondernemen van managementopdrachten, en huren en leasen, kopen en verkopen en beheren van alle roerende en onroerende goederen voor eigen rekening of voor rekening van derden; - optreden als tussenpersoon bij het afsluiten van verzekeringen, hypotheekleningen en onroerende leasing; - beheren van vermogens, zowel roerende als onroerende goederen, daaronder te verstaan het verwerven, vervreemden, beheren, uitbaten, valoriseren, verkavelen, ordenen, huren en verhuren, het doen bouwen en verbouwen van onroerende goederen evenals welkdanige onroerende transactie en verrichting, en het kopen en verkopen, beheren enzovoorts van alle roerende goederen en waarden, het beleggen en investeren van gelden en waarden; - importeren en

exporteren, aan- en verkopen in het groot en in het klein, en het procedure van menigvuldige goederen, technische toepassingen, patenten en rechten. Zij mag alle commerciële, industriële, financiële, roerende en onroerende handelingen in de meest brede zin verrichten. Zij mag onder meer belangen nemen door middel van inbreng, aankoop van maatschappelijke rechten of op andere wijze in ondernemingen en vennootschappen met een gelijkaardig of aanverwant doel of die de ontwikkeling van de onderneming kunnen bevorderen, haar grondstoffen kunnen leveren, of de afzet van haar producten kunnen vergemakkelijken. De vennootschap mag zich borg stellen of zakelijke zekerheden verlenen ten voordele van ondernemingen of vennootschappen waarin ze belangen bezit als mede-eigenaar; vennoot schuldeiser of op andere wijze. De vennootschap kan ook functies van bestuurder of vereffenaar van andere vennootschappen uitoefenen, ongeacht welk doel deze hebben. De vennootschap mag al deze verrichtingen uitvoeren in België of in het buitenland, voor eigen rekening of voor rekening van derden in de meest uitgebreide zin. De vennootschap mag geenszins aan vermogensbeheer of beleggingsadvies doen als bedoeld in artikel drie, ten eerste en ten tweede van de Wet van vier december negentienhonderd negentig op de financiële transacties en de financiële markten en het Koninklijk Besluit over het vermogensbeheer en het beleggingsadvies van vijf augustus negentienhonderd éénennegentig. Deze opsomming is verklarend en niet limitatief. 3. Afschaffing van de nominale waarde van de aandelen. 4. Verhoging van het maatschappelijk kapitaal met 1.251.074,-bef om het te brengen op 2.501.074,-bef, door incorporatie van reserves, zonder creatie van nieuwe aandelen. 5. Uitdrukking van het kapitaal in Euro om het te brengen op 62.000,- euro. 6. Overeenkomstig de hiervoren genomen beslissingen aanpassing van artikel vijf paragraaf één, eerste alinea van de statuten. 7. Uitdrukkelijk voorzien dat de raad van bestuur de bevoegdheid heeft om obligaties aan toonder uit te geven en aanpassing van artikel 10. 8. Aanvullen van artikel 12, na de eerste alinea van de statuten met de mogelijkheid dat de raad van bestuur uit twee leden kan bestaan in de gevallen door de wet voorzien. 9. Aanvullen van artikel 14 met de mogelijkheid dat de besluiten van de raad van bestuur met eenparig schriftelijk akkoord kunnen genomen worden binnen de perken van de vennootschappenwet. 10. Bevestiging dat ieder aandeel recht geeft op één stem, en aanpassing van artikel 27 van de statuten. 11. Aanpassing of schrapping van iedere verwijzing in de statuten naar wetsartikelen Vennootschappenwet, gelet op de codificatie van het Wetboek van vennootschappen (Wet van 7 mei 1999, *Belgisch Staatsblad* van 6 augustus 1999, p. 29440 en volgende). 12. Verlenen van voldoende machten aan de raad van bestuur voor het uitvoeren van de genomen beslissingen. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten.

(42877)

De raad van bestuur.

**W-Constructions, naamloze vennootschap,
Zeedijk 37, 8380 Zeebrugge**

H.R. Brugge 73382 — BTW 428.436.924

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op zaterdag 21/04/2001 om 10.00 u. in de zetel van de vennootschap.

Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30/11/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Decharge aan de bestuurders. 5. Varia. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (42878)

**Zetelfabriek Durllet, naamloze vennootschap,
Werkhuizenstraat 15, 8870 Izegem**

H.R. Kortrijk 129222 — BTW 449.784.050

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 21/04/2001 om 15 uur, met als agenda : 1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/2000. 2. Kwijting aan de bestuurders. 3. Benoemingen. 4. Bezoldigingen. 5. Omzetting kapitaal naar EURO eventueel na voorafgaande kapitaalverhoging - aanpassing statuten. 6. Allerlei. De raad van bestuur. (42879)

**Zitmeubelfabriek De Zetel, naamloze vennootschap,
Beverensestraat 33, 8850 Ardoorie**

H.R. Brugge 4926 — BTW 421.848.050

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 20/04/2001 om 15.00 uur. — Agenda : 1. Lezing van het jaarverslag. 2. Lezing verslag van de commissaris-revisor. 3. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 4. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor. 5. Benoemingen commissaris-revisor. 6. Bezoldigingen. 7. Allerlei.

(42880)

De raad van bestuur.

**Administration publiques
et Enseignement technique**
Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

Vrije Universiteit Brussel

De Vrije Universiteit Brussel, gevestigd Pleinlaan 2, te 1050 Brussel, zal weldra wervingsexamens organiseren :

Directie personeel

Dossierbeheerder - m/v

Personeelsformatie : werkingsuitkeringen.

Graad : dossierbeheerder, graad 3, schaal 3.1, volledige dagtaak.

Dienst : directie personeel.

Standplaats : campus Oefenplein.

Functie :

Onder de leiding van de coördinator dossierbeheer maakt u deel uit van een team dat verantwoordelijk is voor de dagelijkse uitvoering van het personeelsbeleid- en beheer van de V.U.B. en staat u mede in voor de dienstverlening aan de personeelsleden.

U zorgt ervoor dat de individuele personeelsdossiers tijdig en correct behandeld worden, mede in functie van de loonberekening.

Het verzorgen van de personeelsadministratie behoort tot uw opdracht. Dit houdt onder meer in :

het uitvoeren en updaten van de gegevensbanken;

het beantwoorden van courante vragen inzake personeelsadministratie en personeelsstatuut;

het signaleren van probleemsituaties en het verzamelen van informatie voor de coördinator dossierbeheer ter voorbereiding van het advies aan de diensthoofden en personeelsleden.

Profiel :

U hebt een vorming van minimum hoger secundair onderwijs.

Administratieve vaardigheden om accuraat de taken uit te voeren is essentieel; kennis van en ervaring met PC-toepassingen (onder meer Word for Windows) is noodzakelijk.

Communicatieve vaardigheden en zin voor samenwerken alsook stressbestendigheid zijn onmisbare eigenschappen.

Stuur uw kandidatuur met *curriculum vitae* naar VUB t.a.v. de heer Jan Veny, directeur personeel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel, uiterlijk tien dagen na publicatie.

Voor meer informatie kan u terecht bij Mevr. Els Gampelaere, secretariaat directie personeel, tel. 02-629 20 86 of e-mail: evgampel@vub.ac.be

Directie technische diensten

Adjunct-onderhoudstechnicus/specialiteit elektriciteit - m/v

Personeelsformatie : werkingsuitkeringen.

Graad : adjunct-onderhoudstechnicus, graad 2, schaal 2.1, volledige dagtaak.

Dienst : directie technische diensten.

Standplaats : campus Jette.

Functie :

Onder leiding van de eerste onderhoudstechnicus elektriciteit staat u in voor het onderhoud, herstellingen en aanpassingswerken aan de elektrische installaties van de facultaire gebouwen te Jette.

Dit behelst ondermeer :

uitvoeren van herstellingswerken;

uitvoeren van aanpassingswerken;

uitvoeren van kleine nieuwbouwwerken;

onderhoud noodstroominstallaties;

aanpassingswerken L.S.-borden.

Profiel :

Grondige technische kennis van de diverse aspecten inherent aan de functie.

Kennis van het AREI inzake installatiepraktijk.

Bereid zijn om in de mate van de dienstonoedwendigheden te werken buiten de normale uren.

Noties van Engels en Frans.

Praktische kennis informatica.

Stuur uw kandidatuur met *curriculum vitae* naar VUB t.a.v. de heer Jan Veny, directeur personeel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel, uiterlijk tien dagen na publicatie.

Voor meer informatie kan u terecht bij Mevr. Els Gampelaere, secretariaat directie personeel, tel. 02-629 20 86 of e-mail: evgampel@vub.ac.be

Bibliotheek

Bibliotheekmedewerker - m/v

Personeelsformatie : werkingsuitkeringen.

Graad : correspondent, graad 3, schaal 3.1, volledige dagtaak.

Dienst : bibliotheek.

Standplaats : campus Oefenplein.

Functie :

Aanwinstenadministratie, bestelprocedure (incl. giften en zichtzendingen).

Behandeling van vervolgw werken en tijdschriften bij afwezigheid collega's.

Financiële verrichtingen.

Verzorgen van briefwisseling.

Klassement.

Aflevering materiaal.

Telefoon en dienstverlening.

Onderhoud van de catalogus.

Profiel :

Basiskennis catalogusregels.

Passieve kennis van Frans, Engels, Duits.

Gebruik geautomatiseerd bibliotheekstelsel (VUBIS).

Organisatietalent.

Tekstverwerking en Internettoepassingen.

Stuur uw kandidatuur met *curriculum vitae* naar VUB t.a.v. de heer Jan Veny, directeur personeel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel, uiterlijk tien dagen na publicatie.

Voor meer informatie kan u terecht bij Mevr. Els Gampelaere, secretariaat directie personeel, tel. 02-629 20 86 of e-mail: evgampel@vub.ac.be

Sociale voorzieningen

Cafetariahulp in het studentenrestaurant - m/v

Personeelsformatie : sociale voorzieningen.

Graad : onderhoudshulp, graad 1, Schaal 1.1, volledige dagtaak.

Dienst : restaurant.

Standplaats : campus Jette.

Functie :

Beleggen van broodjes.

Klaarzetten van de cafetariatoog.

Verkoop van dranken, broodjes, gebak en snacks.

Reiniging van de cafetariatoog en de zitruimte van de cafetaria.

Afrekening maken van de kassa.

Profiel :

Klantvriendelijk en collegiaal.

Verzorgd uiterlijk.

Graag werken in een studentenmidden.

Op zelfstandige wijze de opgelegde taken kunnen uitvoeren.

Zin voor hygiëne.

Ervaring in grootkeuken, cafetaria of horeca vormt een pluspunt.

Stuur uw kandidatuur met *curriculum vitae* naar VUB t.a.v. de heer Jan Veny, directeur personeel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel, uiterlijk tien dagen na publicatie.

Voor meer informatie kan u terecht bij Mevr. Els Gampelaere, secretariaat directie personeel, tel. 02-629 20 86 of e-mail: evgampel@vub.ac.be (8697)

De Munt — La Monnaie

Directeur : Bernard Focroulle, muziekdirecteur : Antonio Pappano, repertorium : opera's en symfonische concerten, organiseert een wedstrijd ter aanwerving van :

een eerste hoboïst(e)/lessenaaraanvoerder, op 20 juni 2001, om 10 uur;

een violist(e) bij de tweede violen, op 29 juni 2001, om 11 uur.

Uiterste datum voor inschrijving : 8 juni 2001.

De Munt/La Monnaie, Ingrid De Backer, Leopoldstraat 4, 1000 Brussel (8692)

La Monnaie — De Munt

Directeur : Bernard Focroulle, directeur musical : Antonio Pappano, répertoire : opera's et concerts symphoniques, organise un concours en vue de recruter :

un premier hautboïste/chef de pupitre, le 20 juin 2001, à 10 heures;

un(e) violoniste au pupitre des seconds violons, le 29 juin 2001, à 11 heures.

Date limite d'inscription : 8 juin 2001.

La Monnaie/De Munt, Ingrid De Backer, rue Léopold 4, 1000 Bruxelles. (8692)

Police locale de la zone de Bruxelles-Ouest

Molenbeek-Saint-Jean, Jette, Ganshoren, Koekelberg, Berchem-Sainte-Agathe

Appel aux candidats pour la fonction de chef de corps de la police locale de la zone pluricommunale de Bruxelles-Ouest.

Le collège de police annonce la vacance de l'emploi de chef de corps de la zone de Bruxelles-Ouest, reprenant les communes de Molenbeek-Saint-Jean, Jette, Ganshoren, Koekelberg, Berchem-Sainte-Agathe, qui compte au moins 600 équivalents temps plein.

Les conditions et les modalités de la première désignation à cet emploi sont fixées par l'arrêté royal du 31 octobre 2000 (*Belgisch Staatsblad* du 4 novembre 2000) tel que modifié par l'arrêté royal du 5 février 2001 (*Belgisch Staatsblad* du 8 février 2001).

Le profil de la fonction de chef de corps de la police locale est défini à l'annexe de la circulaire ZPZ 11 de M. le Ministre de l'Intérieur en date du 21 décembre 2000 relative à la mise en place de la police locale, aspects administratifs (*Belgisches Staatsblatt* du 29 décembre 2000). Les candidatures doivent être adressées, par envoi recommandé, dans un délai de seize jours débutant le jour de la publication du présent avis au *Moniteur belge*, à l'adresse suivante :

Zone de police de Bruxelles-Ouest, à l'attention de M. le président du collège de police, c/o commissariat de police de Ganshoren, avenue Van Overbeke 163, 1083 Bruxelles (Ganshoren).

Elle seront accompagnées des documents suivants :

un extrait d'acte de naissance;

un document officiel original émanant de l'autorité dont relève le candidat attestant qu'il est revêtu du grade requis, ainsi qu'une attestation prouvant l'absence de sanction disciplinaire grave non effacée;

une copie certifiée conforme de la dernière évaluation du candidat, délivrée par le supérieur fonctionnel ou par l'autorité dont relève le candidat, ou, en l'absence d'une évaluation, une attestation original qui le confirme;

un *curriculum vitae*;

un exposé succinct des qualités et de la motivation du candidat pour l'exercice de la fonction à pourvoir. (8693)

Lokale politie van de zone Brussel-West

Sint-Jans-Molenbeek, Jette, Ganshoren, Koekelberg
Sint-Agatha-Berchem

Oproep tot dandidaatstelling voor de functie van korpschef van de lokale politie van de meergemeentezone van Brussel-West.

Het politiecollege kondigt de vacature aan van de betrekking van korpschef van de zone Brussel-West, bestaande uit de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, Jette, Ganshoren, Koekelberg, Sint-Agatha-Berchem, die minstens 600 voltijdse equivalenten telt.

De voorwaarden en modaliteiten van de eerste aanduiding voor deze betrekking worden bepaald door het koninklijk besluit van 31 oktober 2000 (*Belgisch Staatsblad* van 4 november 2000) en gewijzigd door het koninklijk besluit van 5 februari 2001 (*Belgisch Staatsblad* van 8 februari 2001).

Het functieprofiel van de korpschef van de lokale politie wordt gedefinieerd in de bijlage van de omzendbrief ZPZ 11 van de heer Minister van Binnenlandse Zaken van 21 december 2000, betreffende de instelling van de lokale politie, bestuurlijke aspecten (*Belgisch Staatsblad* van 29 december 2000).

De candidaturen moeten aangetekend verstuurd worden, binnen een termijn van zestien dagen die aanvangt op de datum van bekendmaking van deze mededeling in het *Belgisch Staatsblad*, naar het volgend adres :

Politiezone van Brussel-West, ter attentie van de heer voorzitter van het politiecollege, p.a. politiecommissariaat van Ganshoren, Van Overbekelaan 163, 1083 Brussel (Ganshoren).

Ze moeten vergezeld zijn van de volgende documenten :

een uittreksel uit de geboorteakte;

een officieel document van de overheid waarvan de kandidaat afhangt ter bevestiging dat hij met de vereiste graad is bekleed, alsook een attest ter staving van de afwezigheid van zware, niet-uitgewiste tuchtstraffen;

een voor eensluidend verklaard afschrift van de laatste evaluatie van de kandidaat, afgeleverd door de functionele overste of door de overheid waarvan de kandidaat afhangt, of bij gebreke aan een evaluatie, een origineel attest dat dit bevestigt;

een *curriculum vitae*;

een beknopte uiteenzetting van de hoedanigheden en van de motivering van de kandidaat voor de uitoefening van de te begeven functie. (8693)

Gemeente Berlare

Een voltijdse betrekking van stedenbouwkundige ambtenaar (B1-B3) in statutair verband, is vacant bij het gemeentebestuur van 9290 Berlare.

De eigenhandig geschreven kandidatuur, met *curriculum vitae*, dient per aangetekend schrijven gericht te worden aan het college van burgemeester en schepenen, Dorp 22, te 9290 Berlare, ten laatste gepost op 14 mei 2001.

Alle inlichtingen kunnen bekomen worden bij de personeelsdienst, Dorp 22, te 9290 Berlare, tel. 052-43 23 40. (8694)

Stad Turnhout

Het stadsbestuur van Turnhout gaat over tot de aanleg van een wervingsreserve voor de duur van drie jaar voor de functie van :

Beroepsbrandweerman (m/v)
(weddeschalen : PB1, PB2, PB2bis, PB3)

Aanwervingsvoorwaarden :

onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie;

de burgerlijke en politieke rechten genieten;

van onberispelijk gedrag zijn;

voldoen aan de dienstplichtwetten voor de mannelijke kandidaten;

lichamelijk geschikt zijn;

ten minste 1,60 m groot zijn;

op 27 april 2001 minstens 21 jaar zijn;

ten minste houder zijn van een rijbewijs B;

slagen in een niet-vergelijkend examen;

houder zijn van een diploma van hoger secundair onderwijs of gelijkwaardig,

ofwel :

houder zijn van een getuigschrift van lager secundair onderwijs of gelijkwaardig en minimum zes jaar dienst tellen als vrijwilliger bij de brandweer van Turnhout.

Voor verdere inlichtingen i.v.m. de aanwervingsvoorwaarden zijn te bekomen op de personeelsdienst, stadhuis, Grote Markt 1, te Turnhout, tel. 014-44 33 11, post 138.

Kandidaturen dienen, samen met een voor eensluidend verklaard afschrift van het diploma, rijbewijs (kopie van voor- én achterkant), eventueel brevet van eerste hulp bij ongevallen en een geneeskundig attest, afgeleverd door IDEWE Turnhout, uiterlijk op vrijdag 27 april 2001 vóór 15 u. 30 m., tegen ontvangstbewijs op het secretariaat te worden afgegeven, of per aangetekend schrijven ten laatste op 27 april 2001 te worden verzonden aan het college van burgemeester en schepenen, Grote Markt 1, te 2300 Turnhout. De poststempel geldt als bewijs. (8695)

Gemeente Schoten

De politiezone Schoten (een ééngemeentezone met een operationeel, administratief en logistiek kader van minder dan 75 voltijdse equivalenten) gaat over tot de aanstelling van een :

Zonechef (m/v)

Taak : leiding geven aan het lokale politiekorps en dit onder het gezag van de burgemeester.

Profiel : zie bijlage bij omzendbrief ZPZ 11 van 21 december 2000 betreffende de instelling van de lokale politie, bestuurlijke aspecten.

Voorwaarden : zie koninklijk besluit van 31 oktober 2000, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 4 november 2000.

De kandidaturen moeten aangetekend verstuurd worden aan de burgemeester, tony Sebrechts, Verbertstraat 3, 2900 Schoten, binnen een termijn van zestien dagen die aanvangt op datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*. Zij moeten vergezeld zijn van : 1. een *curriculum vitae*, 2. een bondige uiteenzetting van de hoedanigheden en van de motivering van de kandidaat voor de uitoefening van de te begeven functie, 3. een officieel document van de bevoegde overheid waaruit blijkt dat de kandidaat titularis is van de vereiste graad en sedert wanneer hij/zij die graad bekleedt en dat bevestigt dat de kandidaat geen niet-uitgewiste zware tuchtstraf heeft opgelopen, 4. een attest uitgereikt door de functionele overste dat bevestigt dat de kandidaat geen « onvoldoende » als eindevaluatie kreeg in de loop van de vijf jaar die de indiening van de kandidatuur voorafgaat.

Bijkomende inlichtingen kunnen bekomen worden bij Mieke De Potter, vormings- en beoordelingsadviseur, Verbertstraat 3, 2900 Schoten, tel. 03-680 09 34, tijdens de kantooruren. (8696)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Wevelgem

Vacature verpleegkundige

Voor onze rusthuizen zoeken wij gemotiveerde kandidaten die over goede professioneel-verpleegkundige vaardigheden beschikken en die tevens op het vlak van organisatie en rapportering de nodige vaardigheden bezitten.

Vaait de dagelijkse werking bent u zeer nauw betrokken bij de bewoners en het leven in het rusthuis.

Aanwervingsvoorwaarden :

houder zijn van het diploma van gebrevetteerd verpleegkundige;

slagen voor een aanwervingsexamen;

het schriftelijk gedeelte gaat door op donderdag 17 mei van 16 tot 19 uur;

het mondeling gedeelte gaat door op dinsdag 29 mei vanaf 18 u. 30 m. en/of woensdag 30 mei vanaf 8 u. 30 m.

Wij bieden u :

Een functie waarin u verantwoordelijk bent voor :

een goede professionele dienstverlening aan de bewoners;

een goede rapportering aan de hoofdverpleegkundige;

het verplegend en verzorgend werk op de afdeling waar u bent tewerkgesteld;

de uitvoering van de totaalzorg;

het uitbouwen, uitdragen en uitvoeren van de visie van de instelling op verpleegkundig vlak.

Een beginwedge van 73 724 frank bruto per maand (voor een voltijds gebrevetteerd verpleegkundige, weddetoeslag van 11 % inbegrepen).

Een vaste benoeming binnen een openbare instelling bestaande uit diverse goed uitgebouwde diensten, twee rusthuizen en een personeelsbestand van 150 personeelsleden.

Een kans tot permanente vorming.

Inschrijvingsformulier, algemene voorwaarden, examenprogramma en bijkomende inlichtingen :

O.C.M.W.-Wevelgem, personeelsdienst, Deken Jonckheerstraat 9, 8560 Wevelgem, tel. 056-43 55 00, fax 056-40 20 64, e-mail : marnix.tack@publink.be

Alle kandidaturen moeten ten laatste worden verstuurd op 27 april 2001. (8698)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Westerlo

Tweede oproep

Het O.C.M.W. van Westerlo gaat over tot de aanwerving in vast verband van :

1 voltijdse rusthuisverantwoordelijke (m/v) voor het O.C.M.W.-rustoord « Parel der Kempen » te Westerlo (wedde A1a, A2a, A3a).

Voorwaarden :

Beschikken over een diploma van licentiaat in de ziekenhuiswetenschappen; biomedische wetenschappen richting sociale gerontologie of richting gezondheidswetenschappen; medische-sociale wetenschappen en het ziekenhuisbeleid; gerontologie; bestuurswetenschappen en/of bestuurskunde; economische wetenschappen of de toegepaste economische wetenschappen; politieke en sociale wetenschappen.

Vijf jaar beroepservaring in een leidinggevende functie in de ziekenhuis- of bejaardensector (zowel privé als openbaar).

Slagen in een bekwaamheidsproef en bekomen van een voor de functie gunstig geschiktheidsprofiel.

Aanwerving voorzien vanaf 1 juli 2001. Een werfreserve wordt aangelegd.

Alle inlichtingen kunnen verkregen worden op het O.C.M.W., Verlorenkost 22/1, 2260 Westerlo, (tel. 014-53 87 87, binnenpost 274).

De schriftelijke kandidaturen dienen, samen met een *curriculum vitae* en een fotokopie van het vereiste diploma, onder aangetekende omslag aan de heer voorzitter van het O.C.M.W. van Westerlo, Verlorenkost 22/1, te 2260 Westerlo gericht, uiterlijk op vrijdag 4 mei 2001, vóór 12 uur, toe te komen. (8699)

Actes judiciaires et extraits de jugements

Gerechtelijke akten en uittreksels uit vonnissen

Publication faite en exécution de l'article 490 du Code pénal

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 490 van het Strafwetboek

Infractions liées à l'état de faillite
Misdrijven die verband houden met de staat van faillissement

Hof van beroep te Antwerpen

Uit het arrest, op tegenspraak, uitgesproken t.a.v. Janssens, Ludovicus en Wyns, Monica, en bij verstek t.a.v. Van de Putte, Marc, door het hof van beroep, achtste correctionele kamer, zitting houdende te Antwerpen, op 31 januari 2001,

blijkt dat :

nr. 202 : Janssens, Lucianus Ludovicus Louisa, zelfstandige, geboren te Mortsel op 27 april 1956, wonende te Aartselaar, Frits Van den Berghelaan 27;

nr. 203 : Wyns, Monica Gabriela Henricus, bureelbediende, geboren te Borgerhout op 7 augustus 1943, wonende te Schelle, Rollierstraat 2;

nr. 206 : Van de Putte, Marc Laura André, zonder gekend beroep, geboren te Wilrijk op 20 oktober 1955, wonende te Alicante (Spanje), Calle Oviedo 3, thans zonder gekende woon- of verblijfplaats;

veroordeeld is tot :

voor wat betreft Janssens, Lucianus :

voor de vermengde feiten A.I, B, B'1 en C''1 (zoals geactualiseerd), D.I en E.I :

een hoofdgevangenisstraf van 7 maanden met uitstel 3 jaar behoudens de reeds ondergane voorhechtenis;

een geldboete van 100 000 frank of 2 maanden vervangende gevangenisstraf;

voor wat betreft Wyns, Monica :

voor de vermengde feiten A.I, A.II, B, B'1-B'2-C''1-C''2 (zoals geactualiseerd), D.I, D.II, E.I en E.II :

een hoofdgevangenisstraf van 4 maanden met uitstel 3 jaar;

een geldboete van 100 000 frank of 2 maanden vervangende gevangenisstraf;

voor wat betreft Van de Putte, Marc :

voor de vermengde feiten A.I, A.II, B'1-B'2-C''1-C''2-C''3 (zoals geactualiseerd), D.I, D.II, E.I en E.II :

een hoofdgevangenisstraf van 12 maanden met uitstel 3 jaar behoudens 6 maanden;

een geldboete van 300 000 frank of 3 maanden vervangende gevangenisstraf,

en voor ieder :

doorhaling van de overtuigingsstukken :

uit hoofde van :

als dader of mededader :

A.I : te Antwerpen en bij samenhang te Kruikebeke, in het gerechtelijk arrondissement Dendermonde en te Bornem, in het gerechtelijk arrondissement Mechelen, tussen 23 oktober 1990 en 27 februari 1993 en ondermeer op 26 februari 1993 en

A.II : te Antwerpen, tussen 15 januari 1992 en 21 januari 1993 en ondermeer op 20 januari 1993, en

B : te Antwerpen, op 13 januari 1992 en van dan af tot 1 maart 1993 wat betreft het gebruik van het vals stuk :

valsheid in geschriften en gebruik van valse stukken, wetende dat ze vals zijn;

te Antwerpen, tussen 30 september 1990 en 2 april 1994 en ondermeer op 1 april 1994 :

B'1 en B'2 : valsheid in geschriften en gebruik van valse stukken, wetende dat ze vals zijn (zoals geactualiseerd);

C''1-C''2-C''3 :

*** als verantwoordelijken, in rechten of in feite, van de gefailleerde handelsvennootschap N.V. European Lotus Construction (verkort E.L.C.), met zetel te Antwerpen (Borgerhout), Van Der Meydenstraat 23-25, H.R. Antwerpen 279033, fabricage van buizen uit bandstaal en in de lengte gelaste buizen, op bekentenis, failliet verklaard bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 1 april 1994***

verduistering van activa (zoals geactualiseerd) :

D.I : te Antwerpen en bij samenhang in Kruikebeke, in het gerechtelijk arrondissement Dendermonde en te Bornem, in het gerechtelijk arrondissement Mechelen, tussen 23 oktober 1990 en 27 februari 1993 en ondermeer op 26 februari 1993, en

D.II : te Antwerpen, tussen 15 januari 1992 en 21 januari 1993 en ondermeer op 20 januari 1993 :

inbreuk op de wetgeving betreffende het Wetboek op Inkomstenbelastingen, nl. valsheid in geschriften;

E.I : te Antwerpen, tussen 23 oktober 1990 en 27 februari 1993, en

E.II : te Antwerpen, tussen 15 januari 1992 en 21 januari 1993 en
ondermeer op 20 januari 1993.

Inbreuk op de wetgeving betreffende het Wetboek van inkomstenbe-
lastingen.

Antwerpen, 27 maart 2001.

De hoofdgriffier, (get.) G. Vercauteren. (8700)

Rechtbank van eerste aanleg te Gent

Bij vonnis, op tegenspraak gewezen door de rechtbank van eerste
aanleg te Gent, 20e kamer, d.d. 10 januari 2001, rechtsprekende in
correctionele zaken, werden de genaamden :

320 : Snel, Erwin, makelaar in onroerende goederen, geboren te
Merksem op 20 februari 1943, wonende te 9506 Geraardsbergen, Neer-
straat 11 :

uit hoofde van :

B. als dader, misbruik van vertrouwen, te Gent, op 1 april 1992 en
29 mei 1992;

D. als bestuurder van de gefailleerde handelsvennootschap, bedrieg-
lijke bankbreuk, te Gent, in de periode van 13 juni 1991 tot en met
24 februari 1993;

E. als dader, als bestuurder van de gefailleerde handelsvennootschap,
eenvoudige bankbreuk, te Gent, uiterlijk op 14 juli 1991;

allen gepleegd in staat van wettelijke herhaling;

veroordeeld tot :

een hoofdgevangenisstraf van drie maanden en een geldboete van
500 frank \times 100 = 50 000 frank of 1 maand en 15 dagen vervangende
gevangenisstraf;

de kosten, ten bate van de Staat;

verplicht tot het betalen van de bijdrage van 10 frank, gebracht op
2 000 frank, ingesteld bij de artikelen 28 en 29 van de wet van
1 augustus 1985 en tot het betalen van een vergoeding van 1 000 frank
in uitvoering van artikel 71 van de wet van 28 juli 1992.

Bovendien heeft de rechtbank bevolen dat dit vonnis overeenkomstig
artikel 490 SWB op kosten van de veroordeelde, bij uittreksel zal
worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Gent, 23 maart 2001.

Voor echt verklaard uittreksel : de afgev. adjunct-griffier, (get.) Katha-
rina De Baerdemaeker. (8701)

Bij vonnis, op tegenspraak, voor de eerste en bij verstek voor de
tweede (betekend op 3 januari 2001 à hemzelf), gewezen door de
rechtbank van eerste aanleg te Gent, 20e kamer, d.d. 6 september 2000,
rechtsprekende in correctionele zaken werden de genaamden :

5866 : De Ridder, René Herman Geert, bediende, geboren te Aalst op
2 juni 1958, wonende te 9300 Aalst, Felix de Hertstraat 22/B;

5867 : De Cooman, William Emiel Marguerite, verzekeringsmakelaar,
geboren te Zottegem op 21 juni 1954, wonende te 9420 Erpe-Mere,
Stationstraat 21;

uit hoofde van :

de eerste : A 1 t/m 4 + 7 t/m 13. Valsheid in geschriften, te Gent,
Aalst en elders in het rijk, van 9 oktober 1995 tot 11 maart 1997;

de eerste : B 1 t/m 4 + 7 t/m 13. Gebruik van valse stukken, te Gent,
Aalst en elders in het rijk, van 9 oktober 1995 tot 11 maart 1997;

de eerste : C. Als dader en als afgevaardigde-bestuurder van
N.V. Ken, bedrieglijke bankbreuk, te Aalst, op 22 december 1996;

de tweede : D. Als afgevaardigde bestuurder van N.V. Ken, bedrieg-
lijke bankbreuk, te Aalst, tussen 10 oktober 1996 en 20 december 1996;

de tweede : E. als afgevaardigde-bestuurder van N.V. Pan Insurance,
bedrieglijke bankbreuk, te Erpe-Mere (Burst), op 1 juli 1996;

de eerste : F 1 t/m 22. Oplichting, te Gent, Aalst en elders in het rijk,
van 16 mei 1995 tot 28 december 1996;

de tweede : F 23-24. Oplichting, te Aalst, van 21 maart 1995 tot
21 oktober 1995;

de tweede : H 1 t/m 11. Misbruik van vertrouwen, te Gent, Aalst en
elders in het rijk, van 26 februari 1996 tot 10 september 1997;

de eerste : I 1 t/m 6. Poging tot oplichting, te Gent en elders in het
rijk, van 22 augustus 1995 tot 29 januari 1997;

de eerste : J 1 t/m 4. Als afgevaardigd bestuurder van de N.V. Ken,
toegestemd te hebben in al de kostelijke middelen om zich geld te
verschaffen, te Aalst, van 17 september 1996 tot 20 december 1996;

de tweede : K 1 t/m 9. Als afgevaardigde bestuurder van de N.V. Pan
Insurance toegestemd te hebben in al te kostelijke middelen om zich
geld te verschaffen, te Erpe-Mere (Burst) en Oordegem (Lede), van
1 mei 1994 tot 27 februari 1997;

de eerste en de tweede : L. Als dader, als afgevaardigde-bestuurders
van de N.V. Ken, eenvoudige bankbreuk, te Aalst, op 17 oktober 1996;

de tweede : M. Als afgevaardigde-bestuurder van de N.V. Pan Insu-
rance, eenvoudige bankbreuk, te Erpe-Mere (Burst), op 30 juni 1994;

de eerste N.I. 1 t/m 13. Cheque zonder dekking, bankcheque, te
Aalst, Ledeberg en elders in het rijk, van 1 juni 1995 tot
20 december 1996;

de tweede : N.II. Cheque zonder dekking, bankcheque, te Gent, op
00 november 1995;

de tweede : O. Als afgevaardigd bestuurder van de N.V. Pan Insu-
rance, eenvoudige bankbreuk, te Erpe-Mere (Burst), op 1 juli 1996;

de eerste : P. Economische aangelegenheden, handelswerkzaamheid
zonder inschrijving in het handelsregister, te Gent, op 5 december 1996;

de eerste : Q. Economische aangelegenheden, handelswerkzaamheid
te hebben uitgeoefend nadat de inschrijving in het handelsregister
doorgehaald werd, te Gent, van 29 mei 1995 tot 14 mei 1996;

veroordeeld de eerste tot :

een bijkomende hoofdgevangenisstraf van één jaar en tot een bijkomende
geldboete van 1 000 frank \times 200 = 200 000 frank of 3 maanden
vervangende gevangenisstraf met uitstel vijf jaar voor wat betreft de
uitgesproken hoofdgevangenisstraf van één jaar behoudens de onder-
gane voorhechtenis.

(Gezien de feiten voortspruiten uit eenzelfde voortgezet strafbaar
gedrag waarvoor hij bij kracht van gewijsde gegaan vonnis van
22 maart 2000 van de 20e kamer van de rechtbank van eerste aanleg te
Gent reeds werd veroordeeld wat niet volstaat als bestraffing voor het
geheel der misdrijven);

veroordeeld de tweede tot :

een hoofdgevangenisstraf van één jaar en tot een geldboete van
1 000 frank \times 200 = 200 000 frank of 3 maanden vervangende gevangenis-
straf met uitstel vijf jaar voor wat betreft de uitgesproken hoofd-
gevangenisstraf van één jaar;

de kosten, ten bate van de Staat;

verplicht tot het betalen van de bijdrage van 10 frank, gebracht op
2 000 frank, ingesteld bij de artikelen 28 en 29 van de wet van
1 augustus 1985 en tot het betalen van een vergoeding van 1 000 frank
in uitvoering van artikel 71 van de wet van 28 juli 1992.

Bovendien heeft de rechtbank bevolen dat dit vonnis overeenkomstig
artikel 490 SWB op kosten van de veroordeelde, bij uittreksel zal
worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Gent, 8 maart 2001.

Voor echt verklaard uittreksel : de afgev. adjunct-griffier, (get.) Katha-
rina De Baerdemaeker. (8702)

**Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er}
du Code civil**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1
van het Burgerlijk Wetboek**

—
*Désignation d'administrateur provisoire
Aanstelling voorlopig bewindvoerder*
—

Justice de paix du canton d'Auderghem
—

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Auderghem du 28 mars 2001, Mme Groutars, Marie-Bernadette, séparée de M. Jean-Louis Lejeune, née le 20 décembre 1949, domiciliée à 1410 Waterloo, avenue Claire 1, bte 4, résidant à 1170 Bruxelles, chaussée de La Hulpe 169 (La Cambre), a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire de ses biens, étant : Me Marcel-Henry Moerens, avocat à 1050 Bruxelles, avenue du Pesage 61, bte 18.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) A. Vandenbranden. (62574)

—
Justice de paix du huitième canton de Bruxelles
—

Par ordonnance du juge de paix du huitième canton de Bruxelles rendue en date du 22 mars 2001, la nommée Mme Schloeder, Jeanne, née le 2 mars 1923, domiciliée à 1300 Wavre, Laie du Lapereau 22/24, résidant actuellement à 1020 Bruxelles, CHU-Brugmann, place Van Gehuchten 4, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Bogaerts, Michel, avocat, domicilié à 1050 Bruxelles, rue Dautzenberg 42.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Alfons Philips. (62575)

—
Justice de paix du premier canton de Charleroi
—

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Charleroi en date du 19 mars 2001, la nommée Bricmont, Maria, née à Fleurus le 2 mai 1907, domiciliée à 6060 Gilly, Impasse du Major 1, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me de Biourge, Renaud, avocat à Charleroi, boulevard de Fontaine 17.

Charleroi, le 27 mars 2001.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) F. Balle-riaux. (62576)

—
Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Charleroi en date du 19 mars 2001, la nommée Vanderperren, Sylvie, née à Charleroi le 8 décembre 1975, domiciliée à 6031 Monceau-sur-Sambre, rue de Trazegnies 14/1, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Ruelle Vinciane, avocat à Gilly, chaussée de Fleurus 72.

Charleroi, le 27 mars 2001.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) F. Balle-riaux. (62577)

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Charleroi en date du 19 mars 2001, la nommée Vandelloise, Renée, née à Châtelaineau le 18 octobre 1931, domiciliée à 6060 Gilly, rue du Calvaire 147/00/3, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Leurquin, Brigitte, avocat à Châtelaineau, rue Gendebien 56.

Charleroi, le 27 mars 2001.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) F. Balle-riaux. (62578)

—
Justice de paix du canton de Ciney
—

Par ordonnance du 23 mars 2001, prononcée par M. le juge de paix du canton de Ciney, siégeant en chambre du conseil, Mme Lydia De Braekeleer, employée, domiciliée à 1210 Bruxelles, rue du Moulin 41/34, a été désignée en qualité d'administrateur provisoire des biens de M. Yvan De Braekeleer, né le 5 septembre 1958, domicilié à 5590 Ciney, chemin de Crahiat 10B.

Pour extrait conforme : (signé) M.A. Haquenne, greffier adjoint principal. (62579)

—
Par ordonnance du 30 mars 2001, prononcée par M. le juge de paix du canton de Ciney, siégeant en chambre du conseil, Mme Muriel Pigeolet, avocate, domiciliée à 5590 Ciney, rue du Commerce 8, a été désignée en qualité d'administrateur provisoire des biens de Mme Marie Poncin, né à Ocquier le 25 février 1945, domiciliée à 5377 Bonsin, rue de Borlon 19.

Pour extrait conforme : (signé) M.A. Haquenne, greffier adjoint principal. (62580)

—
Justice de paix du canton de Grivegnée
—

Suite à la requête déposée le 28 mars 2001, par ordonnance du juge de paix du canton de Grivegnée (Liège) rendue le 2 avril 2001, Mme Gossoin, Marie-Thérèse Joséphine Henriette Ghislaine Jeanne, divorcée d'avec Raskin, Daniel, née le 8 septembre 1937 à Fraipont, pensionnée, domiciliée rue de la Briqueterie 32, à 4032 Chênee, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Girouard, Françoise, avocat, dont les bureaux sont sis rue de la Loi 8, à 4020 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Foges, Nicole. (62581)

—
Suite à la requête déposée le 21 mars 2001, par ordonnance du juge de paix du canton de Grivegnée (Liège) rendue le 26 mars 2001, Mme Bury, Chantal, divorcée de Coene, Marc, née le 21 octobre 1956, sans profession, domiciliée rue Général de Gaulle 74, à 4020 Liège, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Clignet, Jean-Claude, dont les bureaux sont sis boulevard de l'Est 4, à 4020 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Foges, Nicole. (62582)

—
Justice de paix du premier canton de Liège
—

Suite à la requête déposée le 19 mars 2001, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Liège rendue le mercredi 4 avril 2001, Mme Melotte, Françoise Marie Noëlie, Belge, née le 11 octobre 1912 à Barchon, pensionnée, veuve, domiciliée rue du Ruisseau 69, à 4000 Liège, demeurant à la Résidence de Bavière, à 4020 Liège, boulevard de la Constitution 59, a été déclarée incapable de gérer ses

biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de M. Bare, Raymond Thomas José, Belge, né le 19 décembre 1931 à Liège, pensionné, domicilié rue du Couvent 136, à 4020 Jupille-sur-Meuse.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Becker, Carole. (62583)

Justice de paix du premier canton de Mons

Suite à la requête déposée le 2 janvier 2001, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Mons rendue le 30 mars 2001, Mme De Waele, Martine, née le 26 novembre 1952 à Bray, veuve, domiciliée rue Feuillet 22, à 7130 Bray, résidant Hôpital Le Chêne aux Haies, chemin du Chêne aux Haies 24, à 7000 Mons, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Dehondt, Jordane, domiciliée rue de Bertaimont 6, bte 1, à 7000 Mons.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Cordier, Anne-France. (62584)

Justice de paix du canton de Thuin

Par ordonnance du juge de paix du canton de Thuin en date du 28 mars 2001, le nommé Michel, Ghislain, né à Lobbes le 15 janvier 1928, domicilié à 6540 Lobbes, ruelle d'Heuleu 13, a été déclaré, temporairement, hors d'état de gérer ses biens, et a été pourvu, pour une période de six mois, d'un administrateur provisoire, étant son fils : Michel, Christian, conducteur de train, domicilié à 6532 Thuin (Ragnies), chemin du Bois 5, acceptation de la mission le 4 avril 2001.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Daniel Revers. (62585)

Justice de paix du second canton de Tournai

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai rendue le 3 avril 2001, M. Dubois, Willy, né le 26 avril 1932 à Lessines, domicilié à 7860 Lessines, rue de Grammont 94, résidant C.H.R., site Hôpital Civil, service S H 1, chambre 3159, boulevard Lalaing 39, à 7500 Tournai, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Denayer, Luc, avocat, domicilié à 7640 Antoing, rue Bauduin 90.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Nadine Morel. (62586)

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai rendue le 3 avril 2001, Mme Taverne, Marie-Louise, née le 7 janvier 1920 à Lessines, domiciliée à 8760 Lessines, rue de Grammont 94, résidant C.H.R. site hôpital, service S H 1, boulevard Lalaing 39, à 7500 Tournai, résidant à l'établissement C.H.R. Hôpital civil, Collin., boulevard Lalaing 39, à 7500 Tournai, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Denayer, Luc, avocat, domicilié à 7640 Antoing, rue Bauduin 90.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Nadine Morel. (62587)

Justice de paix du premier canton de Tournai

Suite à la requête déposée le 13 mars 2001, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Tournai rendue le 29 mars 2001, Mme Lesenne, Marthe, née le 25 décembre 1908 à Gaurain-Ramecroix, domicilié Cité Carbonelle 4, à 7530 Gaurain-Ramecroix, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Denayer, Luc, avocat, dont le cabinet est établi rue Bauduin 90, à 7640 Antoing.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Dehaen, Christophe. (62588)

Justice de paix du deuxième canton de Schaerbeek

Par ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Schaerbeek en date du 29 mars 2000, suite à la requête déposée au greffe le 19 mars 2001, la nommée Mertens, Regina Leonia Magdalena, née à Beigem le 11 juillet 1912, veuve Vankemseeck, Cyrille, domiciliée actuellement à 1140 Evere, chaussée de Haecht 1076, résidant actuellement à 1030 Schaerbeek, avenue Britsiers 16, à la Maison de repos Beaulieu, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Verschuereen, Jean-Marie, avocat, adresse cabinet à 1000 Bruxelles, rue de Crayer 14.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Eliane Verbruggen. (62589)

Justice de paix du canton de Wavre

Par ordonnance du juge de paix du canton de Wavre en date du 28 mars 2001, le nommé Lefevre, Thierry, domicilié à Bierges, avenue du Champ de Courses 53, a été désigné administrateur provisoire des biens de Calongette, Germaine, née le 25 décembre 1931, domiciliée rue Joseph Berger 61, à 1470 Genappe, résidant actuellement à Clinique du Champ Sainte-Anne, 1300 Wavre.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) V. Smekens. (62590)

Vrederegerecht van het eerste kanton Aalst

Beschikking d.d. 27 maart 2001, verleend door Mevr. de vrederechter van het eerste kanton Aalst, verklaart Acke, Koen, geboren te Aalst op 15 mei 1981, wonende en verblijvende te 9340 Lede, P.Z. « Zoete Nood Gods », Reymeersstraat 13A, niet in staat zelf zijn goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Cottyn, Marc, advocaat, wonende te 9300 Aalst, Leopoldlaan 32A, bus 1/2.

Aalst, 4 april 2001.

De griffier, (get.) Renneboog, Luc. (62591)

Vrederegerecht van het kanton Brasschaat

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Brasschaat, verleend op 29 maart 2001, werd Van Raemdonck, Marie-Louise, geboren te Burcht op 5 augustus 1921, verblijvende in het Verpleegtehuis Joostens, Kapellei 133, te 2980 Sint-Antonius-Zoersel, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Mertens, Jan Lodewijk, advocaat, met kantoor te 2900 Schoten, Verbertstraat 22.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 13 maart 2001.

Brasschaat, 4 april 2001.

De hoofdgriffier, (get.) Ooms-Schrijvers, Maria. (62592)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Brasschaat, verleend op 29 maart 2001, werd Pieters, Albert, geboren te Antwerpen op 2 december 1920, verblijvende in het Verpleegtehuis Joostens, Kapellei 133, te 2980 Sint-Antonius-Zoersel, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Mertens, Jan Lodewijk, advocaat, met kantoor te 2900 Schoten, Verbertstraat 22.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 13 maart 2001.

Brasschaat, 4 april 2001.

De hoofdgriffier, (get.) Ooms-Schrijvers, Maria. (62593)

Vrederecht van het derde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Gent, verleend op 27 maart 2001, werd Morel, Adolf, geboren te Gent op 10 februari 1936, wonende te 1060 Sint-Gillis, Alsebergse steenweg 211, verblijvende in het P.C. Sint-Jan De Deo, Fratersplein 9, te 9000 Gent, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Soetaert, Bie, advocaat, met kantoor te 9000 Gent, Gebroeders Vandeveldestraat 119.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 28 februari 2001.

Gent, 4 april 2001.

De hoofdgriffier, (get.) Verspeet, Magda. (62594)

Vrederecht van het zesde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent, verleend op 3 april 2001, werd Imschoot, Irena, geboren te Overmere op 26 januari 1919, wonende en verblijvende te 9000 Gent, Maaltebruggestraat 12, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Dewitte, Johan, Engelbert van Arenbergstraat 25, 9040 Gent.

Gent, 3 april 2001.

Voor eensluidend afschrift : de hoofdgriffier, (get.) R. Hantson. (62595)

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent, verleend op 3 april 2001, werd Henderick, Yvette, geboren te Gent op 30 augustus 1952, verblijvende te 9000 Gent, Universitair Ziekenhuis, De Pintelaan 185, afdeling neurochirurgie, gebouw K12, zesde verdieping, kamer 627, gedomicilieerd te 9040 Gent, Salvistraat 29, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Herssens, Marc, advocaat, Recollettenlei 43, 9000 Gent.

Gent, 4 maart 2001.

Voor eensluidend afschrift : de hoofdgriffier i.o., (get.) R. Hantson. (62596)

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent, verleend op 3 april 2001, werd Gazmir, Sulaj, geboren in Albanië, te Fier op 19 augustus 1980, zonder gekende woonplaats in België, verblijvende in het Algemeen Ziekenhuis Maria Middelaars, Kortrijksesteenweg 1026, 9000 Gent, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : De Clercq, Roland, advocaat, Onderstraat 48, 9000 Gent.

Gent, 4 april 2001.

Voor eensluidend afschrift : de hoofdgriffier i.o., (get.) R. Hantson. (62597)

Vrederecht van het kanton Izegem

Bij beschikking van de heer vrederechter van het kanton Izegem, verleend op 30 maart 2001, werd Fosselle, Aline, geboren op 29 april 1921, wonende te 8860 Lendeledede, Meikapelstraat 38, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Rudy Ghekiere, advocaat te 8870 Izegem, Brugstraat 21.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) F. Duthoo. (62598)

Vrederecht van het eerste kanton Leuven

Beschikking d.d. 4 april 2001, verklaart Lukambila, Atuna, geboren op 25 december 1956, wonende te 1910 Kampenhout, Haachtsesteenweg 699, verblijvende U.Z. Pellenberg, Weligerveld 1, te 3212 Pellenberg, niet in staat zelf de goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Van Hoof, Johan August, geboren te Leuven op 25 juli 1963, advocaat, kantoorhoudende te 3000 Leuven, Koning Leopold I-straat 41.

Leuven, 4 april 2001.

De e.a. adjunct-griffier, (get.) Temperville, Karine. (62599)

Beschikking d.d. 4 april 2001, verklaart Verhaegen, Maria, geboren te Herent op 3 februari 1914, gepensioneerd, wonende te 3020 Herent, Wildemansweg 30, verblijvende U.Z. Pellenberg, Weligerveld 1, te 3212 Pellenberg, niet in staat zelf de goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Van Hoof, Johan August, geboren te Leuven op 25 juli 1963, advocaat, kantoorhoudende te 3000 Leuven, Koning Leopold I-straat 41.

Leuven, 4 april 2001.

De e.a. adjunct-griffier, (get.) Temperville, Karine. (62600)

Vrederecht van het kanton Maasmechelen

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Maasmechelen, d.d. 23 maart 2001, verleend op verzoekschrift d.d. 6 maart 2001, neergelegd ter griffie d.d. 9 maart 2001, werd Wellens, Jacob, geboren te Peer op 13 november 1919, verblijvende R.V.T. Vilain XIII, Dreef 148, te 3630 Maasmechelen, gedomicilieerd te Maasmechelen, Dreef 148, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Cardinaels, Guido, ontvanger O.C.M.W., Langstraat 31, 3630 Maasmechelen.

Voor eensluidend uittreksel : de adjunct-griffier, (get.) R. Coun. (62601)

Vrederecht van het kanton Roeselare

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Roeselare, van 20 maart 2001, verleend op verzoekschrift dat ter griffie werd neergelegd op 28 februari 2001, werd Mevr. Haghedooren, Flavie, geboren te Komen op 17 februari 1909, ongehuwd, wonende te 8800 Roeselare, Zijstraat 59, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : de heer Priem, Tom, advocaat te 8800 Roeselare, Westlaan 358.

Roeselare, 4 april 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Jozef Eloy. (62602)

Vrederecht van het kanton Zomergem

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zomergem, verleend op 27 maart 2001, werd Martle, Suzanne, geboren Knesselare op 6 oktober 1922, echtgenote van Van De Walle, Herman, wonende te 9880 Aalter, Lostraat 28, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder met de algemene bevoegdheid zoals voorzien in artikel 488bis, f, § 1, § 3 en § 5 van het Burgerlijk Wetboek : Bol, Mauryn-Simonne, wonende te 9880 Aalter, Oostmolen-Zuid 19B.

Zomergem, 3 april 2001.

De adjunct-griffier, (get.) Martens, Linda. (62603)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zomergem, verleend op 3 april 2001, werd Quader, Alice Emma Helena, geboren te Merendree op 22 februari 1917, weduwe van D'Houst, Prosper, verblijvende in Home « Adagio », Stationsstraat 183, te Aalter, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder met de algemene bevoegdheid zoals voorzien in artikel 488bis, f, § 1, § 3 en § 5 van het Burgerlijk Wetboek, haar dochter : D'Houst, Jeanine, wonende te 9930 Zomergem, Molenpark 8.

Zomergem, 4 april 2001.

De hoofdgriffier, (get.) Maes, Henri. (62604)

Vrederecht van het kanton Zottegem

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zottegem, verleend op 23 maart 2001, werd Stevens, Rosalie, geboren op 13 maart 1930, wonende te 9700 Oudenaarde, Weverstraat 9/403, verblijvende Sint-Franciscusziekenhuis, Penitentenlaan 7, te 9620 Zottegem, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Van Hoey, Vanessa, Heufkensstraat 133A, 9630 Zwalm.

Voor eensluidend uittreksel : de adjunct-griffier, (get.) Hilda Van den Neste. (62605)

Friedensgericht des Kantons Sankt Vith

Durch Verfügung des Herrn Friedensrichters des Kantons Sankt Vith vom 27. März 2001, wurde Rechtsanwalt Rainer Palm, wohnhaft in 4780 Sankt Vith, Heckingstraße 10, als vorläufiger Verwalter des Herrn Norbert Betz, geboren in Burg-Reuland/Lengeler am 27 März 1940, zur Zeit verweilend im Krankenhaus Sankt Vith, psychiatrische Abteilung, Klosterstraße 9, in 4780 Sankt Vith bezeichnet.

Es wird festgestellt, dass der vorgenannte Herr Norbert Betz außer Stande ist, seine Güter selbst zu verwalten.

Für gleichlautenden Auszug : (Gez.) Raymond Neven, Chefgriffier. (62606)

*Mainlevée d'administration provisoire
Opheffing voorlopig bewind*

Justice de paix du deuxième canton de Liège

Par ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Liège, du 3 avril 2001, il a été constaté que la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 20 février 2001 a pris fin suite au décès de M. Doubels, Joseph, né le 11 mai 1921, domicilié rue Marcel Thiry 40, à 4000 Liège.

Il a été mis fin, en conséquence, après dépôt d'un rapport de gestion, à la mission de son administrateur provisoire, M. l'avocat Wenric, Jean-Luc, avocat, dont le cabinet est sis boulevard Jules de Laminne 1, à 4000 Liège.

Liège, le 3 avril 2001.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Gillis, Monique. (62612)

Vrederecht van het derde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Gent, verleend op 3 april 2001, werd Rammelaere, Guido, advocaat, met kantoor te 9000 Gent, Ketelpoort 37, ontslagen van zijn opdracht als voorlopig bewindvoerder, over Degraer, Luc, geboren te Beernem op 31 december 1953, wonende te 9000 Gent, Opgeëistenlaan 241, verblijvende P.C. Sint-Jan de Deo, 9000 Gent, Fratersplein 9, overleden te Gent op 26 maart 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) M. Verspeet. (62613)

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Gent, verleend op 4 april 2001, werd Baeskens, Marie-Christine, wonende te 9050 Gent, Bunderhof 15, ontslagen van haar opdracht als voorlopig bewindvoerder, over Baeskens, Leo, geboren te Erwetegem op 26 mei 1913, verblijvende R.V.T. Anseele, 9000 Gent, Tichelrei 1, overleden te Gent op 21 maart 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) M. Verspeet. (62614)

Vrederecht van het kanton Kontich

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Kontich, verleend op 3 april 2001, werd ambtshalve een einde gesteld aan het voorlopig bewind van Laeremans, Maria Francisca, geboren te Kontich op 22 september 1938, huisvrouw, wonende te Boechout, Oude Steenweg 100, over Laeremans, Jozef Carolus, geboren te Lint op 1 november 1911, gedomicilieerd te Kontich, Drabstraat 81, met laatste verblijfplaats te Kontich, R.V.T. De Hazelaar, Witvrouwenveldstraat 1, ingevolgt het overlijden te Kontich op 21 maart 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de eerstaanwezend adjunct-griffier, Simone Masquillier. (62615)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Kontich, verleend op 3 april 2001, werd ambtshalve een einde gesteld aan het voorlopig bewind van Vermeylen, Magda, wonende te Reet, Keulshaagweg 21, over Vermeylen, Josephina Catherina Alphonsa, geboren te Reet op 22 januari 1905, gedomicilieerd en met laatste verblijfplaats te Reet, Residentie De Varen, Eikenstraat 219.

Voor eensluidend uittreksel : de eerstaanwezend adjunct-griffier, Simone Masquillier. (62616)

Vrederecht van het eerste kanton Leuven

Beschikking d.d. 4 april 2001 verklaart ... aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Leuven-1 ... op (rolnummer ...) tot voorlopig bewindvoerder over ..., met ingang van ... ontslagen van de opdracht, gezien de beschermde persoon overleden is.

Verklaart Mennens, Margaretha Maria Ida Josephina, geboren te Oudergem op 2 februari 1959, verpleegster-vroedvrouw, wonende te 3080 Tervuren, Vestenstraat 20, met keuze van woonst bij Mr. Beelen, Justus Lipsiusstraat 24, te 3000 Leuven, opnieuw in staat zelf haar goederen te beheren vanaf ..., zodat de beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Leuven-1 op ... (rolnummer ... ophoudt uitwerking te hebben en er met ingang van ... een einde komt aan de opdracht als voorlopig bewindvoerder van Beelen, Robert, geboren te Tienen op 28 april 1953, advocaat, kantoorhoudende te 3000 Leuven, Justus Lipsiusstraat 24.

Leuven, 4 april 2001.

De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) Temperville, Karine. (62617)

*Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder*

Justice de paix du canton de Beaumont

Par son ordonnance du 3 avril 2001, M. le juge de paix du canton de Beaumont a désigné Me Philippe George, avocat à 6120 Nalines, rue du Louvroy 78, en qualité d'administrateur provisoire des biens de Mlle Reulmonde, Marylise, née à Aye le 8 février 1972, actuellement domiciliée à 6440 Froidchapelle, Parc Résidentiel « Le Bosquet » 227, déclarée partiellement incapable de gérer ses biens par ordonnance du 10 septembre 1997 du juge de paix du canton de Marche-en-Famenne, et ce, vu la résidence actuelle de Mlle Reulmonde, Marylise, en remplacement de Me Bernard, Didier, avocat à Paliseul, désigné par l'ordonnance précitée, et avec la même mission que celle déterminée par la dite ordonnance.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) N. Kuster-
mans. (62607)

Justice de paix du second canton de Mons

Suite à la requête déposée le 28 mars 2001, par ordonnance du juge de paix du second canton de Mons rendue en date du 28 mars 2001, il a été mis fin au mandat de Mme Sylviane Pichueque, avocat à Cuesmes, agissant en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de M. Honore, Joseph, né le 5 mars 1915 à Boussu, domicilié à l'établissement Résidence Bellevue, rue de Quaregnon 155, à 7012 Jemappes.

Un nouvel administrateur provisoire a été désigné à ladite date à cette personne protégée, à savoir : Mme l'avocat Parisse, Céline, dont le cabinet est sis à Résidence Obrechoel, rue des Archers 2, bte 14, 7000 Mons.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Claude Collet. (62608)

Suite à la requête déposée le 27 mars 2001, par ordonnance du juge de paix du second canton de Mons rendue en date du 28 mars 2001, il a été mis fin au mandat de Mme Sylviane Pichueque, avocat à Cuesmes, agissant en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de Mme Scailquin, Marie, née le 18 mars 1910 à Havré, domicilié à l'établissement Résidence « La Biercée 2 », chaussée du Rœulx 1253, à 7021 Havre.

Un nouvel administrateur provisoire a été désigné à ladite date à cette personne protégée, à savoir : Mme l'avocat Parisse, Céline, dont le cabinet est sis à Résidence Obrechoel, rue des Archers 2, bte 14, 7000 Mons.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Claude Collet. (62609)

Vrederegerecht van het eerste kanton Leuven

Beschikking d.d. 4 april 2001 :

verklaren Willemsen, Rosa, wonende te 2801 Heffen, Fonteinweg 10, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Lier op 18 mei 2000 tot voorlopig bewindvoerder over Verreydt, Eric, geboren te Leuven op 20 juni 1954, Psycho-sociaal Centrum Broeders van Liefde, 3000 Leuven, Mechelsestraat 84, met ingang van 4 april 2001 ontslagen van haar opdracht;

voegt toe als nieuwe voorlopige bewindvoerder aan de voornoemde beschermde persoon, Verreydt, Eric : Verreydt, Paul, bankdirecteur, wonende te 3001 Heverlee, Reulensvest 1.

Leuven, 4 april 2001.

De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) Temperville, Karine.
(62610)

Vrederegerecht van het achtste kanton Brussel

Bij beschikking van de vrederechter van het achtste kanton Brussel, verleend op 27 maart 2001, werd er een einde gesteld aan het mandaat van de heer De Smedt, Lodewijk, bediende, wonende te 1030 Brussel, Van Drogenbroeckstraat 60/B8, als voorlopig bewindvoerder van de heer Haverals, Hendrik, geboren te Anderlecht op 8 oktober 1936, wonende te 1020 Brussel, « New Home », Ernest Masoinlaan 95.

De beschermde persoon kreeg als nieuwe voorlopig bewindvoerder toegevoegd : Mr. Van Laethem, Danielle, advocate, wonende te 1930 Zaventem, Willem Lambertstraat 2B.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Alfons Philips. (62611)

**Publication prescrite par l'article 793
du Code civil**

**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793
van het Burgerlijk Wetboek**

*Acceptation sous bénéfice d'inventaire
Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving*

Tribunal de première instance de Huy

L'an deux mille un, le trois avril, au greffe du tribunal de première instance séant à Huy, province de Liège, a comparu : M. Spineux, Benoît Marie Jules G., né à Vitrival le 21 septembre 1943, époux de Mme Tounquet, Julia, domicilié à 5070 Fosses-la-Ville (Vitrival), rue Jean Dor 3, agissant en qualité d'administrateur provisoire des biens de M. Pilloy, Eric, né le 9 octobre 1962, domicilié à 3080 Vossem, Keiberg 7, mais résidant actuellement à l'Institut Médico-Social « Enfant Jésus » A.S.B.L., dont le siège est établi à 5590 Ciney, rue Tienne à la Justice 22, désigné à cette fonction par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Ciney du 11 mai 2000, et autorisé aux fins des présentes par décision dudit juge de paix du 13 mars 2001, copie de ces décisions restant en annexes au présent acte, lequel comparant, s'exprimant en langue française, a déclaré, agissant qualitate qua, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Mme Pilloy, Jacqueline Georgette, née à Ixelles le 11 mai 1933, veuve de Gaston Ghislain Dury, domiciliée en dernier lieu à Villers-le-Bouillet, rue de Liège 3, décédée à Villers-le-Bouillet le 26 novembre 2000.

Dont acte requis par le comparant, qui, lecture faite, a signé avec nous, Jean-Marie Rosimont, greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire valoir leurs droits, dans les trois mois de la présente insertion, par avis recommandé, à adresser à Me Jean-Louis Snyers, notaire, de résidence à 4280 Hannut, rue Albert I^{er} 91.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) J.M. Rosimont. (8703)

L'an deux mille un, le quatre avril, au greffe du tribunal de première instance séant à Huy, province de Liège, ont comparu :

1. Mme Perin, Marie-Anne Laure J.J.G.J., née à Waremmes le 3 mai 1961, domiciliée à 4280 Hannut, rue Joseph Wauters 30, épouse de M. Henin, Jacques, et celui-ci même étant né :

2. M. Henin, Jacques Fernand Joseph G., né à Huy le 29 juin 1956, domicilié à la même adresse que la personne reprise sub 1.,

la première : agissant à titre personnel;

les premier et second, agissant conjointement, en leur qualité de père et mère et administrateurs légaux de la personne et des biens de leurs deux enfants mineurs d'âge :

a) Henin, Aurore Laure Anne Ghislaine, née à Liège le 14 juillet 1992;

b) Henin, Grégory Paul Alfred Ghislain, né à Liège le 20 août 1993, tous deux domiciliés avec leurs parents;

3. M. Perin, Patrick Laurent Jean J.G., né à Waremmes le 9 mars 1965, domicilié à 4860 Pepinster, route de Tancrémont 49, époux de Pirnay, Sylviane Marie Ghislaine, et celle-ci même étant née :

4. Mme Pirnay, Sylviane Marie Ghislaine, née à Verviers le 29 décembre 1963, domiciliée à la même adresse que la personne reprise sub 3,

le troisième : agissant à titre personnel;

les troisième et quatrième, agissant conjointement, en leur qualité de père et mère et administrateurs légaux de la personne et des biens de leurs deux enfants mineurs d'âge :

a) Perin, Raphaël Christian Joseph Ghislain, né à Verviers le 14 novembre 1989;

b) Perin, Frédéric Jacques Joseph Ghislain, né à Verviers le 28 décembre 1992,

tous deux domiciliés avec leurs parents,

lesquels comparants, s'exprimant en langue française, ont déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Mme Humblet, Anne Marie Joséphine Charlotte Clémence Ghislaine, née à Hannut le 5 avril 1934, épouse de Perin, Paul Mathieu Joseph Ghislain, domiciliée en dernier lieu à 4280 Hannut, rue Joseph Wauters 30, décédée à Waremmes le 27 août 2000.

Dont acte requis par les comparants, qui, lecture faite, ont signé avec nous, Jean-Marie Rosimont, greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire valoir leurs droits, dans les trois mois de la présente insertion, par avis recommandé, à adresser à Me Jean-Louis Snyers, notaire, de résidence à 4280 Hannut, rue Albert I^{er} 91.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) J.M. Rosimont. (8704)

Tribunal de première instance de Nivelles

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de première instance de Nivelles en date du 2 avril 2001 :

Mme Colson, Odette Héloïse Marie, née à Ixelles le 15 septembre 1939, domiciliée à 1390 Grez-Doiceau, rue des Merisiers 8, agissant en son nom personnel et porteuse de procurations qui demeureront annexées au présent acte, pour et au nom de ses mandantes, à savoir :

Mme Colson, Cécile Fernande Ghislaine, née à Ottignies le 5 novembre 1969, domiciliée à Ham-Sud (Québec-Canada), 25 Rang 1, JOB 3JO;

Mme Colson, Antoinette Julienne Hélène Gilles, née à Uccle le 23 août 1947, épouse de M. Guy André Hubert Paul Ghislain Simonart, né à Leuze le 7 juillet 1945, domiciliée à Profondeville (Bois-de-Villers), rue de la Tour 23,

a déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Colson, Léon Paul Gilles, né à Ixelles le 4 février 1912, domicilié à Grez-Doiceau, rue des Merisiers 8, et décédé le 30 mai 2000 à Nîmes (France); le domicile du défunt étant précisé par un certificat de résidence, qui restera annexé au présent acte délivré par la commune de Grez-Doiceau, en date du 27 mars 2001.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans les trois mois à compter de la date de la présente insertion à Me Pierre Van Den Eynde, notaire, de résidence à 1210 Bruxelles, rue Royale 207.

Nivelles, le 2 avril 2001.

Pour copie conforme de la déclaration : le greffier chef de service, (signé) Ph. Foucart. (8705)

Rechtbank van eerste aanleg te Gent

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Gent op 4 april 2001, hebben :

Carvalho Oliveira, Hugo Ricardo, geboren te Matosinhos (Portugal) op 2 augustus 1980, wonende te 9000 Gent, Kempstraat 66, handelend in eigen naam, en

Lopes da Costa, Maria E., geboren te Matosinhos (Portugal) op 4 november 1969, wonende te 9000 Gent, Kempstraat 66, handelend in eigen naam en tevens handelend in haar hoedanigheid van moederwettige beheerster over de persoon en de goederen van haar bij haar inwonend minderjarig kind :

Pinho de Carvalho, Joanna Alice, geboren te Gent op 3 mei 1991,

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Pinho de Carvalho, José Antonio, geboren te Matosinhos (Portugal) op 8 juli 1962, in leven laatst wonende te 9000 Gent, Sleepstraat 259, en overleden te Gent op 14 augustus 2000.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van Marc Claeys Bouuaert, notaris te 9000 Gent, Franklin Rooseveltlaan 23.

Gent, 4 april 2001.

De adjunct-griffier, (get.) Stefaan Deserranno. (8706)

Faillite – Faillissement

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 29 maart 2001 van de rechtbank van koophandel te Brussel, werd op aangifte, het faillissement uitgesproken van B.V.B.A. Lingerie Zoe, met zetel te 1730 Asse, Steenweg 33, H.R. Brussel 526413, BTW 438.925.889, en met als voornaamste handelsactiviteit : lingerie.

Rechter-commissaris : de heer Camiel De Backer.

Curator : Mr. Bert Dehandschutter, advocaat te 1070 Brussel, Ninoofsesteenweg 643.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvordering te doen op de griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal der schuldvorderingen : op woensdag 9 mei 2001, te 14 uur, in zaal G, op niveau 01 van het gerechtsgebouw.

De curator, (get.) Bert Dehandschutter. (Pro deo) (8708)

In datum van 13 maart 2001 werd Mr. Johan Billiet, Louizalaan 148, te 1050 Brussel, in zijn hoedanigheid van curator van het faillissement van de B.V.B.A. Chem-Trade België, Brant Witlocklaan 87, te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, H.R. Brussel 523962, BTW 453.328.015, uitgesproken bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brussel van 15 december 2000, vervangen door Mr. Thierry Van Doosselaere, Lange Gasthuisstraat 27, te 2000 Antwerpen.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Mr. Th. Van Doosselaere. (8709)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 20 mars 2001, la faillite de la S.P.R.L. Sovevial, ayant son siège social à 1000 Bruxelles, rue de Witte de Haelen 48, T.V.A. 427.083.971, a été déclarée clôturée par insuffisance d'actifs.

Par même jugement, la faillite a été déclarée non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) N. Mollekens.

(Pro deo) (8710)

Rechtbank van koophandel te Brussel

—

Bij vonnis d.d. 20 maart 2001 werd het faillissement van de B.V.B.A. Sovevial, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, De Witte de Haelenstraat 48, BTW 427.083.971, gesloten verklaard wegens ontoereikend actief.

Bij ditzelfde vonnis werd de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend echt uittreksel : de curator, (get.) N. Mollekens.

(Pro deo) (8710)

Tribunal de commerce de Charleroi

—

Par jugement du 19 février 2001, le tribunal de commerce de Charleroi, première chambre, a fixé la date définitive de cessation des paiements au 19 juin 2000, de la faillite de la S.P.R.L. Multitec Service, dont le siège était sis à 6001 Marcinelle, rue Vital Françoise 39.

Le curateur, (signé) Lemaire, Pierre, rue Tumelaire 65, à 6000 Charleroi.

(Pro deo) (8711)

Tribunal de commerce de Dinant

—

Par jugement en date du 27 mars 2001, le tribunal de commerce de Dinant a prononcé la faillite de la S.P.R.L. « Transports routiers internationaux Brison et Hamaide », en liquidation, R.C. Dinant 26228, T.V.A. 411.672.948, dont le siège social est établi à 5500 Dinant, boulevard Winston Churchill 37A.

Juge-commissaire : M. le juge-commissaire Alain Perleau.

Curateur : Me Laurent Adam, avocat, dont le cabinet est établi à 5620 Florennes, rue de Philippeville 1.

Les créanciers doivent déposer la déclaration de leur créance avec titres, au greffe du tribunal de commerce de Dinant, palais de justice, à 5500 Dinant, endéans les trente jours à compter du jugement déclaratif de faillite.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au mardi 29 mai 2001, en l'auditoire du tribunal de commerce de Dinant.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) L. Adam.

(Pro deo) (8712)

Par jugement du 27 mars 2001, le tribunal de commerce de Liège a déclaré close, pour absence d'actif, la faillite de la S.P.R.L. Intelligent Data Management, ayant eu son siège social rue de Verviers 378, à 4821 Andrimont, R.C. Liège 193140.

La faillie est déclarée inexcusable.

Le curateur, (signé) Dominique Collin. (8713)

Par jugement du 2 avril 2001, le tribunal de commerce de Liège a déclaré la faillite, révocation de concordat, de la S.A. Joie, ayant son siège social à 4020 Liège, rue de Droixhe 15/25, R.C. Liège 144839, avec date du début des opérations commerciales le 1^{er} janvier 1983, pour le commerce de gros en viande, T.V.A. 424.039.854.

Le juge-commissaire est M. Alain Close.

Le procès-verbal de vérification des créances sera clôturé le mardi 15 mai 2001, à 9 h 30 m, au cabinet du greffier en chef du tribunal de commerce, palais de justice, place Saint-Lambert, 1^{er} étage, à 4000 Liège.

Les déclarations de créances doivent être rentrées au greffe du tribunal de commerce dans les trente jours à compter du présent jugement, soit pour le 2 mai prochain au plus tard.

Le curateur, (signé) Me Adrien Absil, avocat à 4000 Liège, avenue Emile Digneffe 6. (Pro deo) (8714)

Tribunal de commerce de Marche-en-Famenne

—

Par ordonnance de référé prononcée le 19 mars 2001, M. le président du tribunal a prorogé jusqu'au 30 juin 2001 la mission confiée par son ordonnance du 15 janvier 2001, à Me J.P. Sevrain, avocat à 6900 Marche-en-Famenne (On), Antiémont 30, sous réserve d'une éventuelle nouvelle prorogation de sa mission à la demande de la partie la plus diligente.

Pour extrait conforme : l'administrateur provisoire, (signé) J.P. Sevrain. (8715)

Tribunal de commerce de Mons

—

Par jugement du 2 avril 2001, le tribunal de commerce de Mons a déclaré la faillite, sur aveu, de la S.A. Geronimo, dont le siège social est sis rue de la Chaussée 37, 7000 Mons, ayant pour activité la vente de textiles, R.C. Mons 140344, T.V.A. 465.355.025.

Les créanciers sont tenus de produire leur créance au greffe du tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons, pour le 2 mai 2001.

La clôture du procès-verbal de la déclaration des créances se tiendra le 29 mai 2001, à 8 h 30 m, en la salle des faillites du tribunal de commerce de Mons.

Curateur : Me Etienne Descamps, rue de l'Egalité 26, à 7390 Quaregnon.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) E. Descamps. (Pro deo) (8716)

Par jugement du 2 avril 2001, le tribunal de commerce de Mons a déclaré la faillite, sur aveu, de Eurofram-Decor S.P.R.L., dont le siège social est sis rue du Millénaire 9A, 7080 Frameries, ayant pour activité l'entreprise de peinture, R.C. Mons 126523, T.V.A. 447.985.590.

Les créanciers sont tenus de produire leur créance au greffe du tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons, pour le 2 mai 2001.

La clôture du procès-verbal de la déclaration des créances se tiendra le 29 mai 2001, à 8 h 30 m, en la salle des faillites du tribunal de commerce de Mons.

Curateur : Me Etienne Descamps, rue de l'Egalité 26, à 7390 Quaregnon.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) E. Descamps. (Pro deo) (8717)

Par jugement du 2 avril 2001, le tribunal de commerce de Mons a déclaré en faillite, sur assignation, la S.C. Ady, dont le siège social est sis à 7100 La Louvière, rue du Temple 62, exploitant un débit de boissons, R.C. Mons 112737, T.V.A. 430.095.228.

Curateur : Me Georges Ponchau, avocat à 7100 La Louvière, rue du Temple 52.

Dépôt des déclarations de créances pour le 2 mai 2001 au plus tard et clôture du procès-verbal de vérification des créances le 28 mai 2001, à 8 h 30 m, au tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons.

Le curateur, (signé) Georges Ponchau. (Pro deo) (8718)

Par jugement du 2 avril 2001, le tribunal de commerce de Mons a déclaré en faillite, sur aveu, la S.P.R.L., Le Zebre, dont le siège social est sis à 7100 La Louvière, rue Hamoir 9, y ayant exploité un débit de boissons sous la dénomination « Le Zebre », R.C. Mons 137125, T.V.A. 460.611.824.

Curateur : Me Georges Ponchau, avocat à 7100 La Louvière, rue du Temple 55.

Dépôts des déclarations de créances pour le 2 mai 2001 au plus tard et clôture du procès-verbal de vérification des créances le 28 mai 2001, à 8 h 30 m, au tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons.

Le curateur, (signé) Georges Ponchau. (Pro deo) (8719)

Par jugement du 2 avril 2001, le tribunal de commerce de Mons a déclaré en faillite, sur aveu, la S.A. Quevy Construct, dont le siège social est sis à 7333 Tertre, rue de la Rivierette 33, exerçant l'activité d'entreprise de construction de bâtiments, R.C. Mons 90155, T.V.A. 415.621.739.

Curateur : Me Georges Ponchau, avocat à 7100 La Louvière, rue du Temple 55.

Dépôts des déclarations de créances pour le 2 mai 2001 au plus tard et clôture du procès-verbal de vérification des créances le 28 mai 2001, à 8 h 30 m, au tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons.

Le curateur, (signé) Georges Ponchau. (Pro deo) (8720)

Tribunal de commerce de Nivelles

Par jugement du tribunal de commerce de Nivelles du 2 avril 2001, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. Euro Canadienne Marketing Services, en abrégé « E.C.M.S. », exerçant à titre principal l'activité de promotion de produits alimentaires, dont le siège social est établi à 1370 Jodoigne, chaussée de Charleroi 115, et dont le siège d'exploitation est établi à la même adresse, R.C. Nivelles 76180, T.V.A. 433.014.136, juge-commissaire : M. Philippe Johansen; curateur : Me Luc Goethals, avocat à 1330 Rixensart, avenue de Mérode 112; date limite du dépôt des créances : dans les trente jours de la date de la faillite; clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 11 juin 2001, à 10 h 30 m, en l'auditoire de ce tribunal, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles.

Le curateur, (signé) Luc Goethals. (8721)

Par jugement du tribunal de commerce de Nivelles du 2 avril 2001, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de M. Roger Berte, né à Namur le 1^{er} juin 1948, exerçant à titre principal le commerce de vente au détail de fruits et légume et alimentation générale sous la dénomination « Le Poids d'Or », ayant domicilié à Assesse, chaussée de Marche 10, mais actuellement radié d'office et sans domicile connu, dont le siège d'exploitation est établi à 1300 Limal (Rauscent), rue Joséphine 31, R.C. Nivelles 84175, T.V.A. 671.017.195, juge-commissaire : M. Jean Dyckmans; curateur : Me Luc Goethals, avocat à 1330 Rixensart, avenue de Mérode 112; date limite du dépôt des créances : dans les trente jours de la date de la faillite; clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 11 juin 2001, à 10 h 30 m, en l'auditoire de ce tribunal, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles.

Le curateur, (signé) Luc Goethals. (8722)

Par jugement du tribunal de commerce de Nivelles du 2 avril 2001, a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de M. Jean-Pierre Vicenzi, né à Wavre le 8 juillet 1949, exerçant à titre principal l'activité d'intermédiaire commercial, domicilié à 1300 Wavre, Venelle de la Mainmorte 15, R.C. Nivelles 82668, T.V.A. 659.281.680, juge-commissaire : M. Jean Dyckmans; curateur : Me Luc Goethals, avocat à 1330 Rixensart, avenue de Mérode 112; date limite du dépôt des créances : dans les trente jours de la date de la faillite; clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 11 juin 2001, à 10 h 30 m, en l'auditoire de ce tribunal, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles.

Le curateur, (signé) Luc Goethals. (Pro deo) (8723)

Par jugement du tribunal de commerce de Nivelles du 2 avril 2001, a été déclarée ouverte la faillite de la S.P.R.L. Eurelem Belgium, dont le siège social est sis rue de la Station 61a, à 1410 Waterloo, R.C. Nivelles 83382, T.V.A. 459.886.403.

Nature de l'activité exercée : commerce de gros de produits électroménagers.

Curateur : Me Bernard Vanham, dont le cabinet est sis rue de Charleroi 2, à 1400 Nivelles.

Juge-commissaire : M. Philippe Johansen.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée au 11 juin 2001, à 10 h 30 m, et se tiendra au siège du tribunal de commerce de Nivelles, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles.

Délai de dépôt des créances : trente jours à dater du jugement déclaratif.

Le curateur, (signé) B. Vanham. (8724)

Tribunal de commerce de Tournai

Par jugement du 3 avril 2001 du tribunal de commerce de Tournai a été déclarée ouverte la faillite de la S.A. Mat, R.C. Tournai 78037, dont le siège social est établi à 7321 Harchies, rue des Mûriers 9A, ayant pour objet social la vente de machines agricoles.

Le juge-commissaire désigné est M. le juge consulaire Robert Vangeberg.

Le curateur désigné est Me Paul Debetencourt, avocat à 7500 Tournai, boulevard des Combattants 46.

Les déclarations de créance doivent parvenir au greffe du tribunal de commerce de Tournai pour le 3 mai 2001, la vérification des créances étant fixée au 28 mai 2001.

Le curateur, (signé) P. Debetencourt. (Pro deo) (8725)

Tribunal de commerce de Verviers

Faillite : Heijers, Dominique, née à Verviers le 27 juillet 1961, domicilié en Espagne, Alcalá de Xivert, Aptos Marino, R.C. Verviers 68910 (radié le 6 février 1999), T.V.A. 652.408.538, ayant exercé l'activité de coiffeuse à 4800 Verviers, quai des Récollets 30, sous l'appellation « Chlorophylle », déclarée en faillite, sur aveu, par jugement du 18 février 1999.

Curateur : Me Lucie Gerardy.

Par jugement du 22 mars 2001, le tribunal de commerce de Verviers a clôturé la faillite préqualifiée par liquidation.

Par le même jugement la faillie a été déclarée excusable.

Pour extrait conforme : pour le greffier en chef, (signé) Mme S. Lardinois. (8726)

Rechtbank van koophandel te Brugge

De rechtbank van koophandel te Brugge, tijdelijke eerste kamer bis, heeft bij vonnis d.d. 21 maart 2001, het faillissement van Lefevre, Etienne, wonende te 8700 Tielt, Sint-Michielsstraat 119, gesloten verklaard door vereffening.

De gefailleerde werd verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) P. D'Absalmon. (8727)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende

Bij vonnis d.d. 2 april 2001, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende, werd op bekentenis, in falingsverklaard de B.V.B.A. Pastissimo, met maatschappelijke zetel te 8430 Middelkerke, Kerkstraat 55, H.R. Oostende 55516, voor verbruiksalon, groothandel in algemene voedingswaren en huishoudelijke artikelen met uitzondering van deze aan een vergunning onderworpen, onder de benaming « Pastissimo », BTW 463.014.949.

Plaats en uiterste datum van aangifte van schuldvorderingen : rechtbank van koophandel, griffie, Canadaplein 3, te 8400 Oostende, vóór 2 mei 2001.

Datum en plaats van de zitting voor de afsluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : 11 mei 2001, om 8 u. 45 m., rechtbank van koophandel te Oostende, Canadaplein 3.

Curator : Van Oosterwyck, Werner Maria Jozef Paul, advocaat te 8400 Oostende, Koningsstraat 45, tel. 059-80 87 09, fax 059-80 85 43.

De curator, (get.) W. Van Oosterwyck. (8728)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde

Bij vonnis d.d. 2 april 2001 der rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde, werd een definitieve opschorting van betaling toegekend voor een periode eindigend op 31 maart 2003 aan Van der Plas, Ludo, zelfstandig dakbedekker, geboren te Baasrode op 17 november 1953, wonende te 9255 Buggenhout, Schoolstraat 89, H.R. Dendermonde 52384, BTW 743.289.026.

Bekrachtigt het akkoord om naar vorm en inhoud uitgevoerd te worden en zegt dat het als bindend dient te worden aanzien voor alle schuldeisers.

Gelast de commissaris inzake opschorting toezicht en controle uit te oefenen over de uitvoering van het plan en zes maandelijks verslag uit te brengen aan de rechtbank over de uitvoering van het plan.

Dendermonde, 4 april 2001.

De griffier, (get.) Chr. Borms. (8729)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas

Bij vonnis van de vierde kamer van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, d.d. 3 april 2001, werd gesloten verklaard bij gebreke aan actief het faillissement van de N.V. Holding Temse, holdingmaatschappij, met zetel te 9140 Temse, Kamiel Wautersstraat 10, H.R. Sint-Niklaas 54359, BTW 452.137.190, failliet verklaard bij vonnis van de vierde kamer van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, d.d. 10 mei 1999.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Curator : Mr. Lieven D'Hooghe, advocaat te 9100 Sint-Niklaas, Vijfstraten 57.

Voor uittreksel : de curator, (get.) L. D'Hooghe. (8730)

Bij vonnis d.d. 3 april 2001, gewezen door de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, werd open verklaard, op aangifte, het faillissement van de heer Heyninck, Guido Marcel Yvonne, herbergier, geboren te Sint-Niklaas op 28 april 1961, wonende voorheen te Sint-Niklaas, Koningin Elisabethlaan 127, en thans te Sint-Niklaas, Zwijgershoek 11, handeldrijvende onder de benaming « Toerist », H.R. Sint-Niklaas 57639, BTW 645.427.607.

Staking van de betalingen vastgesteld : op 3 oktober 2000.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 3 mei 2001, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, Kazernestraat 12, te 9100 Sint-Niklaas.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op 16 mei 2001, te 15 uur, in de hoorzaal van de rechtbank van koophandel.

Rechter-commissaris : de heer Harry Cornelis, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Herman Willems, advocaat te Sint-Niklaas, Tereken 91.

De curator, (get.) H. Willems. (Pro deo) (8731)

Bij vonnis d.d. 3 april 2001, gewezen door de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, werden de bewerkingen van het faillissement van de B.V.B.A. Ardahan, banketbakkerij, met maatschappelijke zetel eertijds gevestigd te Lokeren, Poststraat 108, H.R. Sint-Niklaas 56303, BTW 457.312.240, gesloten verklaard.

De rechtbank heeft voor recht gezegd dat er geen redenen bestaan om de gefailleerde verschoonbaar te verklaren.

De curator, (get.) H. Willems. (8732)

Bij vonnis d.d. 3 april 2001, gewezen door de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, werden de bewerkingen van het faillissement van de heer Stroobandt, Patrick, bezetter, geboren te Sint-Niklaas op 17 november 1957, wonende te Belsele, Schrijberg 183, H.R. Sint-Niklaas 59535, BTW 645.450.668, gesloten verklaard bij gebreke aan voldoende actief.

De rechtbank heeft voor recht gezegd dat er redenen bestaan om de gefailleerde verschoonbaar te verklaren.

De curator, (get.) H. Willems. (8733)

Rechtbank van koophandel te Hasselt

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 29 maart 2001, het faillissement N.V. Fote, voorheen met zetel te Hasselt, Harpstraat 3, bus 3, failliet verklaard op datum van 19 mei 1994, gesloten bij ontoereikend actief;

De rechtbank heeft beslist dat er geen redenen bestaan om de gefailleerde verschoonbaar te verklaren en heeft de curatoren ontlast van hun opdracht.

Voor eensluidend uittreksel : namens de curatoren, (get.) Marc Vandeput.

(Pro deo) (8734)

Rechtbank van koophandel te Kortrijk

Bij vonnis van 4 april 2001 van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, vijfde kamer, werd, op aangifte, in staat van faillissement verklaard, de N.V. Alaric, gevestigd te 8500 Kortrijk, Hopstraat 21, H.R. Kortrijk 108984, met als activiteit : uitbating van een kantoor voor mechanografische werken, vervaardiging van alarm- en beveiligingstoestellen, van toestellen gebruikt in een alarm- of beveiligingssysteem, onderneming voor het plaatsen van verlichting, drijfkracht en telefoon, BTW 427.972.908.

Rechter-commissaris : de heer Jozef Decorte, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Kristof Chanterie, advocaat te 8790 Waregem, Keukeldam 56.

Indienen van de verklaringen van schuldvordering : vóór 27 april 2001, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk.

Sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen : op vrijdag 25 mei 2001, om 15 u. 15 m.

Dit alles telkens ter rechtbank van koophandel te Kortrijk, gerechtsgebouw, Burgemeester Nolfstraat 10A.

Voor eensluidend afschrift : de curator, (get.) Kristof Chanterie. (8735)

Bij vonnis van 30 maart 2001 van de derde kamer van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, werd in staat van faillissement verklaard Mevr. Carine Sabine Vantomme, wonende te 8880 Ledegem, Provinciebaan 158, H.R. Kortrijk 141101, met als werkzaamheden : groothandel in papier en karton voor verpakking, BTW 523.809.502.

De datum van staking van betaling is bepaald op datum van het faillissementsvonnis.

Rechter-commissaris : de heer F. Deschepper, rechter in handelszaken.

Curator : de heer Antoine Van Eeckhout, advocaat te 8800 Roeselare, Henri Horriestraat 44.

Schuldvorderingen in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, vóór 23 april 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid der schuldvorderingen op vrijdag 18 mei 2001, te 16 u. 15 m.

De curator, (get.) Antoine Van Eeckhout. (8736)

Bij vonnis van 30 maart 2001 van de derde kamer van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, werd, op aangifte, in staat van faillissement verklaard de heer Danny Constant Depoorter, wonende en handeldrijvende te Staden (Oostnieuwkerke), Sint-Jansstraat 147, en volgens eigen verklaring thans verblijvende te 8800 Roeselare, Wilgenstraat 74, bus 4, H.R. Kortrijk 141291, met als werkzaamheden : onderneming voor het optrekken van gebouwen, het bedekken van gebouwen, het leggen van tegelvloeren en mozaïek, wand- en vloerbekleding met uitzondering van hout, BTW 795.012.196.

De datum van staking van betaling is bepaald op datum van het faillissementsvonnis.

Rechter-commissaris : de heer F. Deschepper, rechter in handelszaken.

Curator : de heer Antoine Van Eeckhout, advocaat te 8800 Roeselare, Henri Horriestraat 44.

Schuldvorderingen in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, vóór 23 april 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid der schuldvorderingen op vrijdag 18 mei 2001, te 16 u. 30 m.

De curator, (get.) Antoine Van Eeckhout. (8737)

Bij beschikking d.d. 4 april 2001 van de heer I. Gheysens, rechter-commissaris van het faillissement van Joanny Nollet, Koning Albertstraat 2c, 8930 Menen, failliet verklaard bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, derde kamer, op 13 maart 1998, worden de ingeschreven schuldeisers overeenkomstig artikel 76 F.W., uitgenodigd op de vergadering die zal plaatsvinden op vrijdag 11 mei 2001, te 16 u. 15 m., in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, gerechtsgebouw, Burgemeester Nolfstraat 10A, eerste verdieping, waarop de curator verslag zal uitbrengen nopens de vereffening.

De griffier, (get.) J. Vanleeuwen. (8738)

Bij beschikking d.d. 4 april 2001 van de heer I. Gheysens, rechter-commissaris van het faillissement van Desmet, Patrick, Sint-Annastraat 11/3, 8553 Otegem, failliet verklaard bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, derde kamer, op 20 maart 1998, worden de ingeschreven schuldeisers overeenkomstig artikel 76 F.W., uitgenodigd op de vergadering die zal plaatsvinden op vrijdag 15 juni 2001, te 14 u. 15 m., in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, gerechtsgebouw, Burgemeester Nolfstraat 10A, eerste verdieping, waarop de curator verslag zal uitbrengen nopens de vereffening.

De griffier, (get.) J. Vanleeuwen. (8739)

Rechtbank van koophandel te Leuven

Bij vonnis d.d. 3 april 2001, heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op dagvaarding, het faillissement uitgesproken van B.V.B.A. Fietsen Van der Veken E., met zetel te 3140 Keerbergen, Putsebaan 153, en met als activiteiten : fietsenmecanici, elektrotechnisch installateur, kleinhandel in gas in flessen, ijzerwerk, blikwaren en huishoudtoestellen, kleinhandel in fietsen, H.R. Leuven 61280, BTW 423.223.470.

Rechter-commissaris : de heer F. Heps.

Curator : Mr. M. Dewael, advocaat te 3400 Landen, Stationsstraat 108/a.

Staking van de betalingen : 3 april 2001.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 27 april 2001, ter griffie dezer rechtbank, Vaartstraat 3, 3000 Leuven.

Nazicht schuldvorderingen : 7 mei 2001, te 14 u. 30 m.

Datum oprichting bedrijf : 2 december 1982.

De curator, (get.) M. Dewael. (Pro deo) (8740)

Bij vonnis d.d. 4 april 2001, heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekenenis, het faillissement uitgesproken van B.V.B.A. De Leuvense Stoof, met zetel te 3010 Kessel-Lo, Diestsesteenweg 125, thans 127, en met als activiteiten : drankgelegenheden, restaurateur of traiteur-bankhouder, H.R. Leuven 73652, BTW 436.518.410.

Rechter-commissaris : de heer J. Boon.

Curator : Mr. M. Dewael, advocaat te 3400 Landen, Stationsstraat 108/a.

Staking van de betalingen : 4 april 2001.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 27 april 2001, ter griffie dezer rechtbank, Vaartstraat 3, 3000 Leuven.

Nazicht schuldvorderingen : 7 mei 2001, te 14 u. 45 m.

Datum oprichting bedrijf : 1 december 1988.

De curator, (get.) M. Dewael. (Pro deo) (8741)

Bij vonnis d.d. 4 april 2001, heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekenenis, het faillissement uitgesproken van N.V. International Video Services, met zetel te 3000 Leuven, Naamsevest 52, en met als activiteiten : import, export en groothandel van videocassettes, H.R. Leuven 83257, BTW 448.620.347.

Rechter-commissaris : de heer J. Boon.

Curator : Mr. M. Dewael, advocaat te 3400 Landen, Stationsstraat 108/a.

Staking van de betalingen : 4 april 2001.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 27 april 2001, ter griffie dezer rechtbank, Vaartstraat 3, 3000 Leuven.

Nazicht schuldvorderingen : 7 mei 2001, te 15 uur.

Datum oprichting bedrijf : 1 januari 1993.

De curator, M. Dewael. (Pro deo) (8742)

Rechtbank van koophandel te Mechelen

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Mechelen, d.d. 2 april 2001 werd, op bekenenis, het faillissement uitgesproken van B.V.B.A. Dauwe-Van Eeckhoorn, met maatschappelijke zetel te 2800 Mechelen, Adegemstraat 73, H.R. Mechelen 39301, BTW 418.677.635.

Rechter-commissaris : J. Gils.

Curator : Mr. Eddy Van Daele, advocaat te Mechelen, Frans Halsvest 33/1.

Staking van betaling : 2 april 2001.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koop-handel, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen, ten laatste op 2 mei 2001.

Sluiting proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : 14 mei 2001, om 9 uur, in de rechtbank van koophandel te Mechelen, Voochtstraat 7.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Eddy Van Daele. (8743)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Mechelen, d.d. 2 april 2001 werd, op bekenenis, het faillissement uitgesproken van B.V.B.A. Garage Hellemans, met maatschappelijke zetel te 2860 Sint-Katelijne-Waver, Berlaarbaan 93, H.R. Mechelen 44258, BTW 407.000.221.

Rechter-commissaris : J. Gils.

Curator : Mr. Eddy Van Daele, advocaat te Mechelen, Frans Hals-vest 33/1.

Staking van betaling : 2 april 2001.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koop-handel, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen, ten laatste op 2 mei 2001.

Sluiting proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : 14 mei 2001, om 9 uur, in de rechtbank van koophandel te Mechelen, Voochtstraat 7.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Eddy Van Daele. (8744)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Mechelen, tweede kamer, d.d. 26 maart 2001, werd het faillissement van B.V.B.A. Traiteur Las Delicias, met zetel gevestigd te 2870 Puurs, Rozenlaan 34, gesloten verklaard bij gebrek aan actief.

De gefaalde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Eddy Van Daele. (8745)

Bij vonnis gewezen door de rechtbank van koophandel te Mechelen, op 2 april 2001, werd het faillissement van de N.V. Kerselaar, Tervuur-sesteenweg 172, te 2800 Mechelen, H.R. Mechelen 71371, gesloten.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Willy Vets. (8746)

Bij vonnis gewezen door de rechtbank van koophandel te Mechelen, op 2 april 2001, werd het faillissement van de B.V.B.A. 'T Pleintje, Beerzelplein 29, te 2580 Beerzel, H.R. Mechelen 72073, gesloten.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Willy Vets. (8747)

Rechtbank van koophandel te Oudenaarde

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, d.d. 29 maart 2001, werd het faillissement van de N.V. Ica (Internationaal Contractors Association), te Zottegem, gesloten verklaard door vereffening.

De gefailleerde vennootschap werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend afschrift : de curator, (get.) R. De Brouwer, Wijngaardstraat 32, te 9500 Geraardsbergen. (8748)

De B.V.B.A. Rubatia, met maatschappelijke zetel te 9620 Zottegem, Steenweg op Aalst 112, H.R. Oudenaarde 43143, voor een bouwonder-neming.

Curator : Mr. Lieven De Moor, advocaat te 9660 Brakel, H. Decoene-straat 10.

Rechter-commissaris : Mevr. Annie Boumon, rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Oudenaarde.

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde d.d. 29 maart 2001 werden de verrichtingen van het faillissement B.V.B.A. Rubatia gesloten verklaard bij gebrek aan actief.

Er bestaat geen aanleiding om de gefailleerde verschoonbaar te verklaren.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) Lieven De Moor. (8749)

Rechtbank van koophandel te Turnhout

Bij vonnis van 3 april 2001 werd de datum van staking van betaling van het faillissement Sint Barbara Contracting N.V., Rubensstraat 104, 2300 Turnhout, H.R. Turnhout 88695, failliet verklaard op 10 oktober 2000, teruggebracht op 10 april 2000.

De curatoren, (get.) Peeters, Ludwig, Gerheiden 65A, 2250 Olen, en Van Gompel, Rudi, Dorp 8, 2360 Oud-Turnhout. (8750)

Faillite rapportée – Intrekking faillissement

Hof van beroep te Brussel

Bij arrest van de achtste kamer van het hof van beroep te Brussel, gewezen op 3 april 2001, werd het faillissement van de heer Fierens, Willy, zelfstandige, wonende te 3390 Sint-Joris-Winge, Sint-Jorisveld 25, H.R. Leuven 79656, BTW 639.447.952, teniet gedaan en werd voormeld faillissement opgeheven.

Bij voormeld arrest werd aan de curator opdracht gegeven deze beslissing te laten opnemen in het *Belgisch Staatsblad*.

De kosten verbonden aan de opening, het beheer en de opheffing van het faillissement werden ten laste gelegd van de Belgische Staat.

(Get.) Jacques Celis, curator. (Pro deo) (8707)

Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, rechtsprekende in burgerlijke zaken, d.d. 6 november 2000, werd gehomologeerd de notariële akte, d.d. 1 december 1999, verleden voor notaris Cous-sement, Annemie, met standplaats te Duffel, op verzoek van de heer Peeters, Geert, onderwijzer, geboren te Duffel op 10 maart 1969, en zijn echtgenote, Mevr. Dillen, Wendy, lerares, geboren te Lier op 13 april 1972, samenwonende te 2570 Duffel, Hoogstraat 219, gehuwd te Duffel op 8 februari 1997, houdende de wijziging van hun huwelijks-vermogensstelsel.

Mechelen, 9 februari 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) A. Meynaerts. (8751)

Bij verzoekschrift van 27 maart 2001 hebben de echtgenoten Coppers, Guy Alphonse Léonard en Mevr. Beelen, Hilda Maria Mathilda, te Geetbets, aan de rechtbank van eerste aanleg te Leuven om de homologatie gevraagd van de akte houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Eric Tallon, met standplaats te Geetbets, op 27 maart 2001.

Voor de verzoekers : (get.) Eric Tallon, notaris. (8752)

Bij verzoekschrift van 1 maart 2001 hebben de echtgenoten Beelen, Bert Clément en Mevr. Nelis, Lizzy, te Geetbets, aan de rechtbank van eerste aanleg te Leuven om de homologatie gevraagd van de akte houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Eric Tallon, met standplaats te Geetbets, op 1 maart 2001.

Voor de verzoekers : (get.) Eric Tallon, notaris. (8753)

Bij verzoekschrift, neergelegd ter griffie der rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, op 21 maart 2001, hebben de heer Bal, Frank Julien Jacques, kantoorhouder, geboren te Wilrijk op 13 juni 1958, en zijn echtgenote, Mevr. Cracco, Catharina Marie Thérèse Gustaaf, bediende, geboren te Mechelen op 22 april 1964, samenwonende te 2800 Mechelen, Stuivenbergbaan 154, de homologatie gevraagd van de notariële akte verleden voor Mr. Ludo Lamot, notaris te Niel, op 19 februari 2001, houdende de wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel.

De echtgenoten Bal-Cracco wensen het wettelijk stelsel te wijzigen in een stelsel van zuivere scheiding van goederen.

Voor de echtgenoten : (get.) Ludo Lamot, notaris. (8754)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, op 15 februari 2001, werd de akte houdende wijziging huwelijksvermogensstelsel verleden voor notaris Bernard Vanderplaetsen, te Lovendegem, op 12 december 2000, door de echtgenoten Alex Geers-De Paepe, Brigitte, wonend te 9000 Gent, Rijmsdam 32, gehomologeerd.

Lovendegem, 4 april 2001.

(Get.) Vanderplaetsen, notaris te Lovendegem. (8755)

Bij verzoekschrift van 3 april 2001 hebben de echtgenoten de heer Christophe Rossignol en Mevr. Karen De Rijck, wonende te Liedekerke, Molenstraat 122, bij de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Brussel een verzoekschrift ingediend tot homologatie van het contract na huwelijk houdende inbreng van een onroerend goed in de gemeenschap, opgemaakt bij akte verleden voor notaris Yves De Ruyver, met standplaats te Liedekerke, op 20 maart 2001.

(Get.) Y. De Ruyver, notaris. (8756)

Bij verzoekschrift d.d. 2 april 2001, gericht aan de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, hebben de heer Mertens, Frans, geboren te Minderhout op 13 mei 1924, en zijn echtgenote, Mevr. Mertens, Maria Catharina Louisa, geboren te Merksplas op 16 april 1927, wonende te Merksplas, Pastoor Ceulemansstraat 11, verzocht om homologatie van de wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel ingevolge akte verleden voor notaris Cor Stoel, te Merksplas, op 2 april 2001, inhoudende inbreng van een onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen door de echtgenoten.

Voor de verzoekers : (get.) Cor Stoel, notaris. (8757)

Bij verzoekschrift van twintig februari tweeduizend en één hebben de echtgenoten Rommelaere, Paul Michel Louis Jerome, vertegenwoordiger, geboren te Roeselare op twaalf februari negentienhonderd vierenzestig, en zijn echtgenote, Mevr. Callens, Janique Maria Jozef, poetsvrouw, geboren te Waregem op vijftien september negentienhonderd zevenenzestig, samenwonende te Waregem, Hoevelaan 75, voor de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk een verzoekschrift ingediend tot homologatie van het contract houdende wijziging van huwelijksvermogensstelsel, waarbij het stelsel der scheiding van goederen aangenomen werd.

Deze wijziging werd opgemaakt voor notaris Jean-Marie Viaene, te Tielt (Aarsele), op twintig februari tweeduizend en één.

Voor de echtgenoten : (get.) J.-M. Viaene, notaris. (8758)

Bij verzoekschrift van 3 april 2001 hebben de echtgenoten, de heer Baens, Godefridus Hubertus, gepensioneerde, geboren te Molenbeersel op 1 september 1937, en Mevr. Kunnen, Maria Elisabeth Petronella, huisvrouw, geboren te Stramproy (Nederland) op 25 april 1937, samenwonende te 3640 Kinrooi (Molenbeersel), Doorslagstraat 15, beiden van Belgische nationaliteit, voor de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Tongeren een vraag ingediend tot homologatie van de wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, opgemaakt bij akte verleden voor notaris Charles Van Cauwelaert, te Maaseik, op 3 april 2001.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) de echtgenoten Baens-Kunnen. (8759)

Bij verzoekschrift van zesentwintig januari tweeduizend en één, hebben de heer Renquin, Paul François, en zijn echtgenote, Mevr. Neven, Carina Armanda Bertha Josepha, wonende te 3800 Sint-Truiden, Relindisstraat 3, voor de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt een verzoek ingediend tot homologatie van de akte wijziging van huwelijksvermogensstelsel, verlden voor notaris Pierre Daenen, te Gingelom-Montenaken, op zes november tweeduizend, inhoudende een overdracht van een onroerend goed van het gemeenschappelijk vermogen naar het eigen vermogen van Mevr. Neven.

(Get.) Pierre Daenen, notaris. (8760)

Bij beschikking van de eerste kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, op 14 maart 2001, werd gehomologeerd de akte tot wijziging huwelijksvermogensstelsel verleden voor notaris Jozef Coppens, te Vosselaar, op 19 december 2000 afgesloten tussen de heer Goris, Emiel Elisabeth Anna, geboren te Turnhout op 14 februari 1956, zelfstandige, en zijn echtgenote, Mevr. Van Herck, Margareta Louisa Carolina, geboren te Turnhout op 19 april 1957, huisvrouw, samenwonend te Turnhout, steenweg op Diest 67.

In voormelde akte werd het wettelijk stelsel behouden, doch het gemeenschappelijk vermogen werd uitgebreid met een persoonlijk onroerend goed van Mevr. Van Herck.

Voor de echtgenoten Goris-Van Herck : (get.) J. Coppens, notaris. (8761)

Bij verzoekschrift gedateerd op 21 maart 2001 en ingediend bij de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, op 4 april 2001, hebben Jan Marten Stephanica Pauwels, en zijn echtgenote, Monique Lia August Peeters, wonende te 2460 Lichaart, Kasterleesteenweg 74, de rechtbank verzocht de wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Herbert Stynen, te Kasterlee, op 21 maart 2001, te homologeren.

(Get.) H. Stynen, notaris. (8762)

Bij vonnis gewezen door de derde burgerlijke kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, op 15 februari 2001, werd gehomologeerd de akte verleden voor notaris Peter Pauwels, te Deinze, op 16 november 2000, houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Van Autrijve, Luc Enoch Alfons Martin, geboren te Astene op 16 juni 1949, en Mevr. Van Hecke, Beatrice Zoë Maria, geboren te Deinze op 12 maart 1951, door inbreng in het gemeenschappelijk vermogen.

Voor de echtgenoten Luc Van Aurijsje-Van Hecke : (get.) Peter Pauwels, notaris. (8763)

Bij vonnis van 13 februari 2001 heeft de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt de akte bekrachtigd, waarbij het huwelijksstelsel gewijzigd werd tussen de heer Dullers, Angelica Albert, psycholoog, geboren te Spalbeek op 29 januari 1952, en zijn echtgenote, Mevr. Ketelslegers, Denise Catherine Victoire, bediende, geboren te Genk op 13 oktober 1953, samenwonende te 3510 Hasselt (Spalbeek), Zolderstraat 17.

Bij de voormelde akte, verleden voor Mr. Jan Lambrecht, notaris te Lummen, op 6 december 2000, wijzigden de betrokken echtgenoten hun stelsel der gemeenschap van goederen door inbreng van eigen goederen door de heer Dullers en Mevr. Ketelslegers in het gemeenschappelijk vermogen.

Namens de echtgenoten Dullers-Ketelslegers : (get.) Jan Lambrecht, notaris te Lummen. (8764)

Bij vonnis van 13 februari 2001 heeft de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt de akte bekrachtigd, waarbij het huwelijksstelsel gewijzigd werd tussen de heer Corthouts, Willy Theo, huisbewaarder, geboren te Lummen op 19 juli 1960, en zijn echtgenote, Mevr. Vanmol, Christa, regiocoördinator, geboren te Koersel op 20 januari 1960, samenwonende te 3550 Heusden-Zolder, Dellestraat 17.

Bij de voormelde akte, verleden voor Mr. Jan Lambrecht, notaris te Lummen, op 24 november 2000, wijzigden de betrokken echtgenoten hun stelsel der scheiding van goederen in het stelsel der algemene gemeenschap van goederen en werd een onverdeeld onroerend goed ingebracht in de huwelijksgemeenschap.

Namens de echtgenoten Corthouts-Vanmol: (get.) Jan Lambrecht, notaris te Lummen. (8765)

Bij door beide echtgenoten ondertekend verzoekschrift op 8 maart 2001 voor gezien en getekend door de griffier en ingeschreven in het register der verzoekschriften, onder nr. 01/473/B, werd ter homologatie voorgelegd aan de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Turnhout de akte verleden op 6 februari 2001, voor notaris Paul Van Roosbroeck, te Mol, waarbij de heer Verwimp, Edmond Louis Julia, gepensioneerd, geboren te Mol op 23 juli 1931, en zijn echtgenote, Mevr. Lenaerts, Mathilde Victorina Louisa, gepensioneerd, geboren te Balen op 29 oktober 1932, samenwonende te Mol, Kapellestraat 132, hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Voor de echtgenoten: (get.) Paul Van Roosbroeck, notaris. (8766)

Bij verzoekschrift, ondertekend op 2 april 2001, hebben de heer Mus, Roland Pierre André, technisch ingenieur, en zijn echtgenote, Mevr. Vanclooster, Christiane Irma Maria, verpleegster, samenwonende te 8820 Torhout, Ieperse Heerweg 2, de homologatie gevraagd aan de rechtbank van eerste aanleg te Brugge van de akte verleden voor notaris Christophe Mouriau de Meulenacker, te Torhout, op 2 april 2001, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, met inbreng van een eigen onroerend goed van de echtgenote in de gemeenschap.

Voor de verzoekers: (get.) Christophe Mouriau de Meulenacker, notaris te Torhout. (8767)

Bij vonnis de dato 28 februari 2001 heeft de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Tongeren gehomologeerd de akte verleden voor notaris Eric Nartus, te Hoeselt, op 22 december 2000, waarbij de heer Voets, Patrick Pierre, carrosseriehersteller, geboren te Bilzen op 6 februari 1968, en zijn echtgenote, Mevr. Vandebek, Katja Gerda Paula, bediende, geboren te Tongeren op 17 januari 1974, samenwonende te 3730 Hoeselt, de Bormanlaan 21, hun huwelijksvermogensstelsel hebben gewijzigd, met behoud van hun bestaand wettelijk stelsel van gemeenschap, doch met inbreng van een persoonlijk goed van de echtgenoot in het gemeenschappelijk vermogen, na gesteld te hebben dat deze wijziging niet de vereffening van hun huwelijksvermogensstelsel tot gevolg heeft, doch wel een dadelijke verandering van de samenstelling van de vermogens.

De echtgenoten Voets-Vandebek hebben geen kinderen uit hun huwelijk noch geadopteerde kinderen.

Voor gelijkkluidend uittreksel: de notaris, (get.) Eric Nartus. (8768)

Bij vonnis de dato 28 februari 2001 heeft de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Tongeren gehomologeerd de akte verleden voor notaris Eric Nartus, te Hoeselt, op 29 november 2000, waarbij de heer Tans, Jos Jean Marie, bediende-vertegenwoordiger, geboren te Tongeren op 6 juni 1969, en zijn echtgenote, Mevr. Claesen, Frieda Margriet Jeanine Paulina, arbeidster, geboren te Bilzen op 10 juni 1969, samenwonende te 3740 Bilzen (Waltwilder), Amelsdorp 66, hun huwelijksvermogensstelsel hebben gewijzigd, met behoud van hun bestaand wettelijk stelsel van gemeenschap, doch met inbreng van een persoonlijk goed van de echtgenoot in het gemeenschappelijk vermogen, na gesteld te hebben dat deze wijziging niet de vereffening van hun huwelijksvermogensstelsel tot gevolg heeft, doch wel een dadelijke verandering van de samenstelling van de vermogens.

De echtgenoten Tans-Claesen hebben een kind uit hun huwelijk met name Tans, Liese.

Voor gelijkkluidend uittreksel: de notaris, (get.) Eric Nartus. (8769)

Bij vonnis uitgesproken op 27 februari 2001 homologeerde de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde de akte verleden voor notaris Philippe Verlinden, te Sint-Niklaas, op 15 november 2000, houdende wijziging van de huwelijksvoorwaarden tussen de heer Maes, Wilhem, gepensioneerd, en zijn echtgenote, Mevr. Heyndrickx, Stephanica Emilius, zonder beroep, samenwonende te 9100 Sint-Niklaas, Dendermondese Steenweg 158, waarbij de echtgenoot onroerende goederen en rechten uit zijn eigen vermogen heeft ingebracht in het gemeenschappelijk vermogen, doch met behoud van hun huwelijksvermogensstelsel.

Voor de echtgenoten Wilhem Maes-Heyndrickx: (get.) Philippe Verlinden, notaris. (8771)

Rechtbank van eerste aanleg te Turnhout

Bij door beide echtgenoten ondertekend verzoekschrift, op 9 maart 2001, voor gezien getekend door de griffier in ingeschreven in het register der verzoekschriften, onder nr. 01/533/B, werd ter homologatie voorgelegd aan de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Turnhout de akte verleden op 7 december 2000 voor notaris Wouters, L., met standplaats te Antwerpen (Balen), waarbij Raus, André Jean Elisa, bediende, geboren te Balen op 16 februari 1949, en zijn echtgenote, Swerts, Rita Maria Fernanda, huisvrouw, geboren te Meerhout op 2 november 1951, samenwonende te Mol, Brouwerijstraat 511, hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Turnhout, 28 maart 2001.

De e.a. adjunct-griffier, (get.) J. Thys. (8770)

Par requête du 26 mars 2001, M. André Bernard, et son épouse, Mme Linda Coppens, demeurant ensemble à 5340 Haltinne (Gesves), rue de Han 26, mariés à Gesves le 31 mai 1991, sous le régime légal de communauté, en vertu de leur contrat de mariage reçu par le notaire Jean Watillon, à Namur, le 24 mai 1991, régime matrimonial non modifié jusqu'alors, ont demandé au tribunal de première instance de Namur l'homologation de l'acte reçu par le notaire Stéphane Watillon, à Namur, le 26 mars 2001, aux termes duquel:

les époux précités ont déclaré maintenir pour leur régime matrimonial, le régime légal de communauté, tel qu'il est établi par les articles 1398 à 1450 du Code civil;

M. André Bernard a déclaré vouloir apport à la dite communauté d'un bien immeuble sis à Gesves (Haltinne), rue de Han 26, dont il est propriétaire.

Namur, le 4 avril 2001.

Le notaire, (signé) S. Watillon. (8772)

Par requête au tribunal de première instance à Nivelles du 3 avril 2001, les époux, Ronny Camiel Bonny, né à Gistel le 13 novembre 1949 - Michel, Nicole Louise Joséphine, née à Halle le 7 mai 1953, demeurant ensemble à Ittre, rue de Clabecq 40, ont demandé l'homologation de l'acte, passé devant le notaire Vereeken, à Halle, le 3 avril 2001, contenant:

a) apport par Mme Michel dans leur patrimoine commun d'un bien propre;

b) modification de l'attribution du patrimoine commun.

Le notaire, (signé) W. Vereeken. (8773)

Par requête datée du 2 avril 2001 :

a) M. Cousin, Rudy Raymond Christian Ghislain, ouvrier, né à Dinant le 19 avril 1974;

b) Mme Dhont, Mélanie Géraldine Emilienne, éducatrice, née à Dinant le 30 avril 1978,

domiciliés et demeurant à Beauraing (Winenne), rue des Carrières 64, ont introduit devant le tribunal de première instance de Dinant, une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial dressé par Me Etienne Beguin, notaire à Beauraing, en date du 2 avril 2001.

Le contrat modificatif comporte adoption du régime de la séparation de biens pure et simple.

(Signé) E. Beguin, notaire. (8774)

Vu la requête déposée au nom des époux, Pierre Cooman - Brigitte Daneels, demeurant à Ellezelles, Guinaumont 65, tendant à l'homologation de l'acte reçu par le notaire Michel d'Harveng, de Flobecq, le 18 décembre 2000, modifiant leurs conventions matrimoniales et adoptant le régime légal de communauté avec les modalités reprises à l'acte.

Le tribunal homologue les conventions matrimoniales des époux Pierre Cooman - Brigitte Daneels.

Pour extrait conforme : (signé) Michel d'Harveng, notaire. (8775)

Suivant jugement prononcée le 9 mars 2001 par le tribunal civil de première instance d'Arlon, l'acte modificatif du régime matrimonial des époux, M. Payet, Christophe Bruny, aidant, né à Petite-Ile (Département de la Réunion-France) le 15 septembre 1966, et son épouse, Mme Parmentier, Véronique, restauratrice, née à Messancy le 19 août 1972, demeurant à 6780 Messancy, rue d'Athus 11, dressé par acte reçu par le notaire Jean-Pierre Umbreit, à Arlon, en date du 10 novembre 2000, substituant au régime existant de la communauté légale celui de la séparation de biens pure et simple, a été homologué.

Pour les époux, (signé) J.-P. Umbreit, notaire. (8776)

Par jugement du 21 février 2001, le tribunal de première instance de Bruxelles a homologué l'acte modificatif du régime matrimonial entre M. Roulin, Emmanuel Couronné, ingénieur agronome, né à Sosoye le 12 octobre 1956, et son épouse, Mme Sardar, Shehnaz, sans profession, née à Quilon (Kerela, Inde) le 4 août 1954, domiciliés ensemble à Ixelles, rue du Couloir 35/3, reçu par le notaire Michel Thys, à Bruxelles, le 6 septembre 2000, et comportant apport à la communauté de deux biens propres à M.

(Signé) Michel Thys, notaire. (8777)

Succession vacante – Onbeheerde nalatenschap

Par ordonnance du 5 décembre 2000, le tribunal de première instance de Tournai a déclaré vacante la succession de M. André Gustave Denuette, né à Ath le 4 juin 1938, divorcé de Yvette Deligne, époux de Martine Marcelle Marie Caroyez, en son vivant domicilié à 7800 Ath, chaussée de Bruxelles 196, décédé à Péruwelz le 17 février 1996. Me Dominique Surquin, avocat à 7800 Ath, square Saint-Julien 20A, a été désignée en qualité de curateur à ladite succession. Les créanciers et héritiers éventuels sont priés de se mettre en rapport avec le curateur dans les trois mois de la présente publication.

(Signé) Dominique Surquin, curateur. (8778)

Par ordonnance du 27 mars 2001, la troisième chambre du tribunal de première instance de Liège a nommé M. Léon Ligot, avocat, juge suppléant, domicilié à 4020 Liège, avenue du Luxembourg 15, en qualité de curateur à la succession de M. Colet, André Désiré Joseph Ghislain, né à Falaën le 12 mars 1926, célibataire, domicilié en son vivant à 4000 Liège, place des Déportés 9, et décédé à Liège le 27 mai 2000.

Toute personne concernée par cette succession est priée de contacter d'urgence le curateur.

(Signé) L. Ligot, curateur. (8779)

Fédération des Mutualités chrétienne de Tournai - Ath - Lessines - Enghien (129) établie à Tournai

Conseil d'administration — Remplacement du président

Le conseil d'administration du 29 janvier 2001 a élu comme nouveau président M. Jean-Paul Mariage, Blandain en remplacement de M. Yves De Greef, Esplechin. (8780)

OUVERTURE DES SERRES ROYALES DE LAEKEN EN 2001

[2001/42301]

1. Dates et heures d'ouverture des serres :

| | <u>Journée</u> | <u>Soirée</u> |
|---------------------------|-----------------|---------------|
| Vendredi 20 avril | --- | de 20 à 23 h |
| Samedi 21 avril | de 09.30 à 16 h | de 20 à 23 h |
| Dimanche 22 avril | de 09.30 à 16 h | de 20 à 23 h |
| Mardi 24 avril (x) | de 09.30 à 16 h | --- |
| Mercredi 25 avril | de 09.30 à 16 h | --- |
| Jeudi 26 avril | de 09.30 à 16 h | --- |
| Vendredi 27 avril | de 13 à 16 h | de 20 à 23 h |
| Samedi 28 avril | de 09.30 à 16 h | de 20 à 23 h |
| Dimanche 29 avril | de 09.30 à 16 h | de 20 à 23 h |
| Mardi 1 ^{er} mai | de 09.30 à 16 h | --- |
| Mercredi 2 mai | de 09.30 à 16 h | --- |
| Jeudi 3 mai | de 09.30 à 16 h | --- |
| Vendredi 4 mai | de 13 à 16 h | de 20 à 23 h |
| Samedi 5 mai | de 09.30 à 16 h | de 20 à 23 h |
| Dimanche 6 mai | de 09.30 à 16 h | de 20 à 23 h |

— fermeture hebdomadaire le lundi.

Entrée et sortie : par les grilles d'honneur du Château de Laeken, avenue du Parc Royal.

Parking : en face du Château de Laeken, avenue de la Dynastie.

(x) Le **24 avril** la visite est réservée exclusivement aux personnes moins-valides. Les personnes se déplaçant en chaise roulante doivent être accompagnées de deux personnes valides.

Il n'est pas délivré d'autorisations spéciales pour les groupes.

Renseignements (répondeurs) à partir du 1^{er} février :

Tél. : 02/551 34 00 (français)
 02/551 34 01 (néerlandais)
 02/551 34 02 (allemand)

2. En dehors des serres proprement dites, le public aura la possibilité d'admirer l'atelier de la Reine Elisabeth et de visiter les Ecuries du Château de Laeken. Ces Ecuries, construites au début du vingtième siècle, sous les règnes du Roi Léopold II et du Roi Albert I^{er}, constituent un joyau des architectes Girault et Flanneau.

Les visiteurs accéderont directement au Domaine par les grilles d'honneur et ne devront donc plus faire de files d'attente le long du trottoir extérieur.

La visite s'effectuera en outre selon un itinéraire qui conduira par moment le visiteur à l'extérieur des serres et lui permettra d'admirer de près une partie du parc du Château.

3. Les visites en nocturne continueront à faire l'objet d'un droit d'entrée de 100 F destiné aux Œuvres de la Reine (gratuité aux moins de 18 ans).

4. Pour les visites de jour, un droit d'entrée de 50 F par personne (gratuit pour les moins de 18 ans) sera demandé. La somme récoltée sera entièrement consacrée à des opérations de restauration et d'acquisition d'œuvres d'art de la Collection royale. La Collection royale a vu le jour à la naissance de notre pays : elle appartient à l'Etat belge et comporte un ensemble d'objets d'art de toute nature (sculptures, peintures, meubles, vaisselle...) qui ornent les Palais royaux. Ces œuvres d'art nouvelles ou restaurées seront prioritairement présentées au grand public durant les périodes d'ouverture des Serres et du Palais royal.

OPENSTELLEN VAN DE KONINKLIJKE SERRES VAN LAKEN IN 2001

[2001/42301]

1. Data en uren waarop de serres kunnen bezocht worden :

| | <u>Tijdens de dag</u> | <u>'s Avonds</u> |
|----------------------|-----------------------|------------------|
| Vrijdag 20 april | --- | van 20 tot 23 u. |
| Zaterdag 21 april | van 09.30 tot 16 u. | van 20 tot 23 u. |
| Zondag 22 april | van 09.30 tot 16 u. | van 20 tot 23 u. |
| Dinsdag 24 april (x) | van 09.30 tot 16 u. | --- |
| Woensdag 25 april | van 09.30 tot 16 u. | --- |
| Donderdag 26 april | van 09.30 tot 16 u. | --- |
| Vrijdag 27 april | van 13 tot 16 u. | van 20 tot 23 u. |
| Zaterdag 28 april | van 09.30 tot 16 u. | van 20 tot 23 u. |
| Zondag 29 april | van 09.30 tot 16 u. | van 20 tot 23 u. |
| Dinsdag 1 mei | van 09.30 tot 16 u. | --- |
| Woensdag 2 mei | van 09.30 tot 16 u. | --- |
| Donderdag 3 mei | van 09.30 tot 16 u. | --- |
| Vrijdag 4 mei | van 13 tot 16 u. | van 20 tot 23 u. |
| Zaterdag 5 mei | van 09.30 tot 16 u. | van 20 tot 23 u. |
| Zondag 6 mei | van 09.30 tot 16 u. | van 20 tot 23 u. |

— elke maandag is sluitingsdag.

Ingang en uitgang : langs de erehekken van het Kasteel van Laken, Koninklijke Parklaan.

Parking : rechtover het Kasteel van Laken, Vorstenhuislaan.

(x) Op **24 april** is het bezoek uitsluitend voor mindervalide personen. Personen in een rolstoel moeten vergezeld zijn van twee valide personen.

Er worden geen speciale toelatingen verleend voor groepen.

Inlichtingen (antwoordapparaat) vanaf 1 februari :

Tel. : 02/551 34 00 (Frans)
 02/551 34 01 (Nederlands)
 02/551 34 02 (Duits)

2. Behalve de serres zal het publiek ook het atelier van Koningin Elisabeth en de Stallen van het Kasteel van Laken kunnen bezoeken. Deze Stallen werden gebouwd in het begin van de twintigste eeuw onder Koning Leopold II en Koning Albert I en zijn een creatie van de architecten Girault en Flanneau.

Het publiek kan het Domein rechtstreeks binnengaan langs het erehek en zal dus niet meer op het voetpad moeten aanschuiven buiten het Domein.

Er werd een parcours uitgestippeld dat de bezoeker ook buiten de serres brengt, waar hij zicht heeft op een deel van het park van het Kasteel.

3. Voor de avondbezoeken blijft de toegangsprijs 100 F (gratis beneden de leeftijd van 18 jaar). De inkomsten gaan naar het Hulpfonds van de Koningin.

4. Een toegangsprijs van 50 F per persoon zal gevraagd worden voor de bezoeken tijdens de dag (gratis onder 18 jaar). Het totaal bedrag hiervan zal volledig besteed worden aan restauratiewerk en aan de aanschaf van kunstwerken van de Koninklijke Verzameling. Deze bestaat reeds van bij het ontstaan van ons land, is eigendom van de Belgische Staat en bevat kunstwerken van zeer uiteenlopende aard (beeldhouwwerken, schilderijen, meubels, vaatwerk...) die de Koninklijke Paleizen sieren. Bij het openstellen van de Koninklijke Serres en het Koninklijk Paleis zullen in de eerste plaats de nieuwe of gerestaureerde kunstwerken aan het publiek getoond worden.